

# LE BULLETIN DE DOCTRINE ET D'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE

Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada  
Vol. 5, N° 1, Printemps 2002

## UNE OCCASION RATÉE :

L'opération BROADSWORD, la 4<sup>e</sup> Brigade mécanisée du Canada et la guerre de golfe, 1990-1991

*par Sean M. Maloney, Ph.D.*

## GUERRE DE MANŒVRE ET COMMANDEMENT DE MISSION DANS LES OPÉRATIONS DE PAIX : Une application pratique

*par le major Cliff Trollope, CD*

## MENER LE BON COMBAT :

Une étude comparative de l'éthique militaire au cours des opérations hors guerre

*par Catherine Sheridan-Demers*

## AFFRONTER LA MENACE :

Environnement de sécurité futur et besoins en défense aérienne basée au sol

*par le lieutenant-colonel Christopher Kilford, CD*

## LE PROCESSUS DE PLANIFICATION DE L'OPÉRATION ABACUS : UNE ÉTUDE

*par le major Daniel Villeneuve, CD, B.A.*

## LE DÉFI ÉTAIT DE S'Y RENDRE! L'EXPÉDITION DE LA RIVIÈRE ROUGE DE 1870

*par le major Gary Campbell, CD*

## LA DOCTRINE DE LA GUERRE DE MANŒVRE POUR LES OPÉRATIONS EN ZONE URBAINE

*par le major A.R. Jayne, CD*

## LES DÉFIS DES OPÉRATIONS MILITAIRES DURANT LES OPÉRATIONS D'AIDE HUMANITAIRE

*par le major Vic Sattler, CD*

# Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre

## Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada

**C**e bulletin est une publication officielle du Commandement de la Force terrestre et paraît trimestriellement. *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* a pour objet de diffuser de l'information, à tous les membres de l'Armée de terre ainsi qu'aux civils intéressés, et de susciter des échanges sur les idées et concepts de doctrine et d'instruction et sur d'autres questions militaires. Nous acceptons les articles portant sur des sujets tels que le leadership, l'éthique, la technologie et l'histoire militaire. Les débats réfléchis et bien exprimés sont essentiels à la santé intellectuelle de l'Armée de terre et à la production d'une doctrine et de politiques d'instruction valables. Les articles qui favorisent la réflexion ou la discussion sont donc les bienvenus. Les militaires de tous grades ainsi que le personnel d'autres éléments sont invités à soumettre leurs écrits. Les opinions exprimées dans ce *Bulletin* n'engagent que l'auteur concerné. Elles ne représentent pas une politique ministérielle ou des Forces canadiennes et elles ne confèrent à personne l'autorité d'agir dans quelque domaine que ce soit. Tous les articles qui y sont publiés demeurent la propriété du ministère de la Défense nationale et peuvent être reproduits sur autorisation écrite du rédacteur en chef.

### PRÉSENTATION DES ARTICLES

Les articles de toute longueur, idéalement entre 3 000 à 6 000 mots seront considérés pour publication. Les articles peuvent être soumis dans l'une ou l'autre des deux langues officielles. L'usage et l'orthographe des mots doivent être conformes aux dispositions des manuels suivants : *The Canadian Style: A Guide to Writing and Editing* (Travaux publics et Services gouvernementaux du Canada, 1997), *Le guide du rédacteur*, Bureau de la traduction (TPSGC, 1996) qui sont tous les deux disponibles sur [www.pwgsc.gc.ca/](http://www.pwgsc.gc.ca/) termium ou en bibliothèque ou en librairie; et *The Concise Oxford Dictionary* ou *Le Petit Robert*. Tout document de référence, tableau, graphique ou image, doit être fourni par l'auteur et ne doit pas être intégré au corps du texte mais placé à part. Les articles doivent comprendre des notes de fin de document. Les contributeurs doivent inclure une brève notice biographique énonçant leur titres de scolarité, leur cheminement militaire, les cours dignes de mention qu'ils ont suivis et le poste qu'ils occupent actuellement. Les articles peuvent être soumis par courriel ou par courrier postal (avec copie sur disquette). Les articles seront revus par un comité de rédaction et les collaborateurs seront informés par le rédacteur en chef de l'étape où en est leur article dans le processus décisionnel. Le rédacteur en chef se réserve le droit de corriger le style et la grammaire des manuscrits et mais n'y apportera pas de changement majeur sans consulter l'auteur.

### PRÉSENTATION D'ARTICLES POUR LA « TRIBUNE LIBRE »

Les articles pour la « Tribune libre » ne doivent pas dépasser 1 000 mots et peuvent être soumis n'importe quand. Nous nous efforcerons de les publier le plus tôt possible. Les commentaires au sujet d'articles devraient être soumis aussi tôt que possible après la publication de l'article.

### DATES DE TOMBÉE

Veuillez communiquer avec le rédacteur en chef pour confirmer les dates de tombée.

Printemps : avant le 15 septembre  
Été : avant le 15 décembre  
Automne : avant le 31 mars  
Hiver : avant le 30 juin

### DIFFUSION ET COPIES ÉLECTRONIQUES

Le *Bulletin* est diffusé à toute l'Armée de terre ainsi qu'à certains éléments du QGDN, du Commandement maritime, du Commandement aérien, du SREIFC et de l'OSID. Des exemplaires sont également acheminés à des organismes liés à la défense, à des armées alliées et à certains membres choisis du grand public et du milieu universitaire. Pour obtenir des renseignements en ce qui concerne la diffusion, prière de s'adresser au rédacteur en chef. Vous trouverez une version électronique du *Bulletin* au [www.army.dnd.ca/ael/](http://www.army.dnd.ca/ael/).

### CORRESPONDANCE

Tous les articles ou commentaires doivent être envoyés au rédacteur en chef, le major John R. Grodzinski :

Rédacteur en chef  
Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre  
Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre  
CP 17 000, succ. Forces  
Kingston ON K7K 7B4

Tél. : (613) 541-5010, poste 4874  
Télec. : (613) 541-4478  
Courriel Internet : [grodzinski.jr@forces.ca](mailto:grodzinski.jr@forces.ca)

### RÉVISION ET MISE EN PAGES

Le Bureau de publications de l'Armée de terre, Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre, est responsable de la révision de chaque article.

*Révision – anglais* : Le lieutenant de vaisseau Brian Lawrie-Munro, Mme Sandra Hanisch, Mme Karen Johnstone, M. Greg Taylor

*Révision – français et anglais* : M. Gilles Langlois, M. Geoffrey Meyer

*Révision – français* : Mme Thérèse Lessard, Mme Melissa Martin

Services de mise en pages et de correction d'épreuves par le

CFTMPC  CPMIFC

Centre de production du matériel d'instruction des FC  
(204) 833-2500, poste 5356

# Table des matières

<b>COLLABORATION SPÉCIALE :</b>	
<b>L'INFANTRIE DANS L'ARMÉE DE TERRE CANADIENNE DE L'AVENIR :</b>	
<b>UNE DEVINETTE ENVELOPPÉE DANS UN MYSTÈRE AU SEIN D'UNE ÉNIGME? . . . . .</b>	<b>.2</b>
<i>par le brigadier-général Glenn Nordick, OMM, CSM, CD</i>	
<b>MOT DU RÉDACTEUR EN CHEF : JOYEUX ANNIVERSAIRE! . . . . .</b>	<b>.11</b>
<b>DE LA DIRECTION DE L'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE . . . . .</b>	<b>.13</b>
<b>DE LA DIRECTION DES CONCEPTS STRATÉGIQUES – OPÉRATIONS TERRESTRES . . . . .</b>	<b>.16</b>
<b>LE COLLÈGE DE COMMANDEMENT ET D'ÉTAT-MAJOR DE LA</b>	
<b>FORCE TERRESTRE CANADIENNE SUIT SON ÉTOILE : L'ART MILITAIRE . . . . .</b>	<b>.23</b>
<i>par le brigadier-général Glenn A. Nordick, OMM, CSM, CD</i>	
<b>UNE OCCASION RATÉE : L'OPÉRATION BROADSWORD, LA 4<sup>e</sup> BRIGADE</b>	
<b>MÉCHANISÉE DU CANADA ET LA GUERRE DE GOLFE, 1990-1991 . . . . .</b>	<b>.27</b>
<i>par Sean M. Maloney, Ph.D.</i>	
<b>GUERRE DE MANŒVRE ET COMMANDEMENT DE MISSION</b>	
<b>DANS LES OPÉRATIONS DE PAIX : UNE APPLICATION PRATIQUE . . . . .</b>	<b>.36</b>
<i>par le major Cliff Trollope, CD</i>	
<b>MENER LE BON COMBAT : UNE ÉTUDE COMPARATIVE DE</b>	
<b>L'ÉTHIQUE MILITAIRE AU COURS DES OPÉRATIONS HORS GUERRE . . . . .</b>	<b>.43</b>
<i>par Catherine Sheridan-Demers</i>	
<b>AFFRONTER LA MENACE : ENVIRONNEMENT DE SÉCURITÉ</b>	
<b>FUTUR ET BESOINS EN DÉFENSE AÉRIENNE BASÉE AU SOL . . . . .</b>	<b>.49</b>
<i>par le lieutenant-colonel Christopher Kilford, CD</i>	
<b>LE PROCESSUS DE PLANIFICATION DE L'OPÉRATION ABACUS : UNE ÉTUDE . . . . .</b>	<b>.57</b>
<i>par le major Daniel Villeneuve, CD, B.A.</i>	
<b>LE DÉFI ÉTAIT DE S'Y RENDRE!</b>	
<b>L'EXPÉDITION DE LA RIVIÈRE ROUGE DE 1870 . . . . .</b>	<b>.66</b>
<i>par le major Gary Campbell, CD</i>	
<b>LA DOCTRINE DE LA GUERRE DE MANŒVRE</b>	
<b>POUR LES OPÉRATIONS EN ZONE URBAINE . . . . .</b>	<b>.74</b>
<i>par le major A.R. Jayne, CD</i>	
<b>LES DÉFIS DES OPÉRATIONS MILITAIRES</b>	
<b>DURANT LES OPÉRATIONS D'AIDE HUMANITAIRE . . . . .</b>	<b>.80</b>
<i>par le major Vic Sattler, CD</i>	
<b>CRITIQUES DE LIVRES . . . . .</b>	<b>.87</b>
<b>TRIBUNE LIBRE . . . . .</b>	<b>.94</b>

# Épisodes de notre histoire

## Il y a deux cent ans...

Entre 1793 et 1802, l'Empire britannique était en guerre contre la France révolutionnaire. La présence de navires de guerre français dans l'Atlantique Nord et les tensions avec les États-Unis menèrent à la création de plusieurs unités coloniales mises sur pied dans le but de renforcer les garnisons britanniques au Canada. Le Royal Newfoundland Regiment, le Royal Nova Scotia Regiment, le King's New Brunswick Regiment, les régiments Island of Saint John Volunteers et Royal Canadian Volunteers se sont joints aux Queen's Rangers mobilisés en 1791. La signature d'un armistice en 1802 a entraîné la dissolution de ces unités peu connues en été et en automne de cette même année. En moins d'un an, l'Empire britannique et la France napoléonienne serait en guerre, entraînant ainsi la création de toute une série de nouveaux régiments en Amérique du Nord britannique.



François Mailhot, capitaine du 2<sup>e</sup> bataillon des Royal Canadian Volunteers, vers 1797. Les Royal Canadian Volunteers étaient un régiment mobilisé pour la défense de l'Amérique du Nord britannique. Il s'agissait du premier régiment qui comprenait des francophones et des anglophones canadiens de service régulier. (Gracieuseté du Musée du Québec)



Un soldat du King's New Brunswick Regiment, 1793-1794. Le régiment était basé surtout à Fredericton, avec des détachements à Saint John et à Saint Andrew. (Gracieuseté d'Osprey Military, Men at Arms No. 319)



Un caporal des Island of Saint-John Volunteers. Autorisé à compter 200 hommes parmi deux compagnies, cette unité a été renommée His Majesty's Prince Edward Island Fencibles en 1800. (Gracieuseté du Musée de l'Île-du-Prince-Édouard et de la Fondation du Patrimoine)



Un officier des Queen's Rangers. Ce régiment autorisé en 1791 était au service du Haut-Canada. Il fournissait ses services surtout à York (Toronto) et au fort Saint-Joseph. (Gracieuseté du Conseil historique de Toronto)

■

---

**Le chef d'état-major de l'Armée de terre  
est heureux d'annoncer la tenue du**

## **Symposium 2002 de l'Armée de terre dont le thème est : Le défi intellectuel de la guerre de l'avenir**

— ■ —

**qui aura lieu le 21 mai 2002, de 8 h 30 à 16 h 30,  
à la salle Corée (Édifice Courcelles) du Fort Frontenac, à Kingston (Ontario)**

**Au nombre des conférenciers invités :**

■ **Le colonel Charles J. Dunlap, Jr., United States Air Force**

Auteur de nombreux articles sur la guerre de l'avenir dans *Parameters* et d'autres journaux américains et conférencier régulier à la United States School of Advanced Military Studies et le Command and General Staff College, Fort Leavenworth

■ **Le colonel Howie Marsh, CD**

Ancien directeur du Programme d'instruction d'état-major technique. Il est présentement conseiller spécial auprès du chef d'état-major de l'Armée de terre et est un fréquent commentateur sur des sujets propres à l'Armée de terre

■ **Le lieutenant-colonel Robert Leonhard, US Army**

Auteur de « *The Art of Maneuver: Maneuver-Warfare Theory and AirLand Battle* » et « *The Principles of War in the Information Age* ». Il est présentement professeur en science militaire à West Virginia University.

■ **M. Sean Maloney, Ph. D.**

Auteur de « *War Without Battles: Canada's NATO Brigade in Germany, 1951-1993* » et d'un ouvrage qui sera publié sous peu, « *Operation Kinetic: Canadians in Kosovo, 1999-2000* ». Il est présentement professeur en histoire au Collège militaire royal du Canada.

*Un excellent choix d'ouvrages militaires seront en vente sur place.  
Le Symposium est organisé en collaboration avec  
Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre.*

**Pour plus de renseignements, communiquez avec**

le major John R. Grodzinski

Rédacteur en chef du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*

**(613) 541-5010, poste 4874 Télécopieur : (613) 541-4478**

Courriel : grodzinski.jr@forces.ca

# Collaboration spéciale

## L'Infanterie dans l'Armée de terre canadienne de l'avenir : Une devinette enveloppée dans un mystère au sein d'une énigme<sup>1</sup>?

par le brigadier-général Glenn Nordick, OMM, CSM, CD

**T**out au long de notre histoire, le Canada a toujours eu une Armée de terre basée sur l'*infanterie*. Même si cette tradition a de bonnes chances de se perpétuer dans l'avenir prévisible, cela n'est certainement pas inévitable. Le chef de l'état-major de l'Armée de terre souhaite construire une Armée de terre de nature expéditionnaire qui soit pertinente au plan stratégique et capable de déployer une force de combat crédible dans une vaste gamme d'opérations de forces coalisées. Pendant que l'Armée de terre se démène pour rencontrer ces exigences de l'avenir malgré une enveloppe budgétaire très mince, il ne fait aucun doute que le bataillon d'infanterie ainsi que toute la structure des métiers de l'infanterie devront être examinés de très près, et qu'ils le seront. Alors que nous devons tous nous livrer à ce difficile exercice de restructuration, il n'y a à peu près pas eu de débat public sur la place ou le rôle de l'infanterie dans les Forces canadiennes de l'avenir, en particulier au sein de la communauté de l'infanterie elle-même.

Le Corps d'infanterie s'est plutôt lancé dans un débat, parfois acrimonieux, sur la définition des compétences essentielles du fantassin et sur la manière dont ces compétences devraient être cultivées et protégées. Il est

**...il n'y a à peu près pas eu de débat public sur la place ou le rôle de l'infanterie...**

également devenu clair, compte tenu de la taille de l'Armée de terre, que nous ne pourrions pas nous permettre l'approche

tous azimuts de l'infanterie que semblent pratiquer beaucoup de nos alliés (infanterie légère, de montagne, parachutistes, rangers, infanterie de marine, assaut aéroporté, infanterie motorisée, blindée, mécanisée). Pour être pertinente et satisfaire les besoins de l'avenir, notre infanterie devra plutôt être une vraie infanterie polyvalente qui disposera de l'équipement et des compétences nécessaires pour accomplir un large éventail de missions de combat et autres.

Dans le contexte purement canadien, l'amélioration de la technologie et l'adoption de transports de troupes de plus en plus efficaces (chenillette porte-mitrailleuse Bren, véhicule Kangaroo, M113, véhicule blindé polyvalent [VBP] et maintenant le VBL III) ont tracé la frontière entre l'infanterie légère traditionnelle et l'infanterie mécanisée. Pour ce qui est des forces d'opérations spéciales, y compris l'infanterie légère parachutée, qu'on retrouve dans presque toutes les armées occidentales actuelles, le sujet reste très émotif au Canada après l'affaire de Somalie qui a entraîné la dissolution du Régiment aéroporté du Canada. De plus, la nécessité

d'opérer dans presque tous les types de terrains influe fortement sur le débat de l'infanterie et pousse le Corps à maintenir ses compétences à jour en matière de guerre en hiver, d'opérations en montagne et d'opérations en zone

urbaine. Enfin, le Corps d'infanterie est perçu comme divisé en fonction de frontières géographiques et régimentaires et ce, beaucoup plus profondément que les trois autres armes de combat.

**...on accuse le bataillon d'infanterie d'être, à toutes fins pratiques, un mini-groupement tactique...**

Ces facteurs sont importants, sans aucun doute, mais il ne faut surtout pas perdre de vue le fait que le Canada produit des fantassins formidables, égaux et souvent supérieurs aux autres fantassins du monde. Par conséquent, dans notre effort de rationalisation et de réorganisation, il faudra surtout éviter de briser le moule.

Le rôle fondamental de l'infanterie est de « s'approcher de l'ennemi pour le détruire »; ce bref énoncé de mission demeure au cœur de ce qu'on attend des armées, aujourd'hui et dans l'avenir. Ce rôle, prendre et tenir du terrain, est combiné à une gamme croissante d'opérations domestiques et de missions de soutien de la paix toujours plus complexes et difficiles. Nous réalisons et acceptons de plus en plus que beaucoup de nos missions les plus probables et les plus difficiles se dérouleront à l'avenir en terrain *complexe*.

Par ailleurs, il est à peu près incontesté que la compagnie de fusiliers demeure le noyau de l'infanterie et son principal moyen d'exécuter sa mission. On retrouve, au sein de la compagnie, les véhicules, les capacités et les technologies lui permettant d'exécuter sa mission. Ce qui reste à déterminer, c'est la proportion de ces capacités connexes

qui doit faire partie intégrante du bataillon d'infanterie et celle qui pourrait et devrait provenir de sources externes, au besoin.

Dans l'actuelle recherche d'un équilibre, on accuse le bataillon d'infanterie d'être, à toutes fins pratiques, un mini-groupement tactique auquel il ne manque que des chars pour se lancer au combat. Bien qu'il y ait des différences importantes entre un bataillon d'infanterie et un groupement tactique, il faut reconnaître que la structure du bataillon n'est pas le fruit du hasard. Elle a émergé en réponse à la nécessité pour le bataillon de mener un combat rapproché en terrain complexe, dans des situations où tous les participants devaient être avant tout des fantassins et ensuite des spécialistes. Toutes les capacités du bataillon, comme on l'a connu, étaient portables et axées sur la nécessité de s'approcher de l'ennemi pour le détruire. L'appui au combat intégré est donc la conséquence de la nécessité. La reconnaissance, par exemple, est un élément central de chaque arme de combat et aucune unité ne peut se passer d'un élément de reconnaissance intégral. Au sein du bataillon d'infanterie, cet élément de reconnaissance regroupe l'*élite* du bataillon; l'élite au sens où ils sont les soldats les plus aptes à survivre lorsqu'ils sont débarqués de leur véhicule sur le champ de bataille dans des conditions extrêmes, à trouver l'ennemi, à s'orienter, à patrouiller, à observer, à faire du tir de précision et à guider des compagnies de fusiliers ou des équipes de combat jusqu'à la position d'attaque. Avec l'arrivée des chars et des véhicules blindés, le besoin d'une protection antiblindés est apparu; toutefois, l'accent était encore mis sur les opérations débarquées. Le peloton antiblindés devait être en mesure, et doit encore aujourd'hui l'être, d'abandonner les systèmes lourds montés sur véhicule ou tractés et soit de les convertir à un rôle débarqué soit d'en utiliser une version plus légère et portable. Les membres de ce peloton sont formés et équipés comme des fantassins, ce qui leur permet de remplir les rôles de base du fantassin, au besoin. Ils utilisent leurs armes non seulement pour le combat antiblindés, mais dans des rôles d'appui (destruction de casemates, destruction de positions d'armes) et encore pour



**Très loin au-delà des collines. Malgré la technologie de pointe, on a encore besoin de dur labeur, une fois débarqué des véhicules, dans une variété d'environnements accidentés et difficiles d'accès. (Photo prise par le cpl Lou Penney du groupe de bataillon du 3 PPCLI)**

compléter et renforcer le peloton de reconnaissance en lui assurant une protection sur le flanc dans diverses circonstances. Pour leur part, les pionniers d'assaut ouvraient les brèches dans les barbelés, franchissaient les obstacles, puis passaient par la brèche ou sur le pont, seuls ou avec la compagnie de tête, comme fantassins transportant des charges en musette. En défense, ils aidaient au retranchement du poste de commandement (PC) de la compagnie et du bataillon, érigeaient des obstacles mineurs (champs de mines de protection et réseaux de barbelés) et faisaient partie de la réserve d'infanterie du commandant du bataillon. Plus récemment, on leur a attribué le rôle d'élément de décontamination individuel rapide dans le contexte de la guerre nucléaire, biologique et chimique (NBC). Le peloton de mortiers suivait la même philosophie; il était équipé de systèmes de tir indirect légers et portables pour exécuter les tirs d'arrêt contre l'infanterie ennemie en plus d'exécuter des tirs éclairants et fumigènes pour couvrir les déplacements des forces amies. L'histoire regorge d'exemples où toute une compagnie d'appui au combat a dû descendre de ses véhicules et livrer un combat rapproché en terrain complexe, soit à titre d'élément d'infanterie ou en faisant appel à ses compétences secondaires dans le domaine de l'infanterie.

L'importance de la fonction d'appui au combat est également intégrée dans la structure actuelle des groupes professionnels militaires de l'infanterie.

Suivant le schéma de progression qui leur est propre, les fantassins passent des compagnies de fusiliers aux éléments d'appui au combat au fur et à mesure où ils prennent confiance dans leurs compétences de fantassin et sont prêts à acquérir des compétences de niveau avancé. En vertu de la structure actuelle des métiers de l'infanterie, les sous-officiers deviennent des chefs légitimes lorsqu'ils obtiennent leur qualification de niveau avancé en appui au combat. Ainsi, la fonction d'appui au combat représente aujourd'hui neuf compagnies des fantassins les mieux entraînés, les plus expérimentés et les plus polyvalents de l'Armée de terre. L'existence de ces compagnies d'infanterie est également l'une des principales raisons pour lesquelles l'infanterie a été en mesure de supporter le fardeau des opérations de soutien de la paix, des affectations des sous-officiers et des opérations domestiques. Enfin, les composantes de l'appui au combat utilisant principalement des véhicules (mortiers, pionniers et antiblindés) permettaient des rotations navire-terre internes qui laissaient aux soldats le temps de guérir lorsqu'ils étaient blessés et prévenaient l'épuisement dû aux activités physiques extrêmes au sein de la compagnie de fusiliers.

Le moins qu'on puisse dire c'est que la mécanisation a transformé l'infanterie. Les progrès de la technologie ont imposé un énorme fardeau d'instruction aux fantassins. Parallèlement, les transports de troupes blindés (TTB) leur ont conféré des capacités

incroyables aux plans de la surveillance, de la puissance de feu, de la mobilité et du maintien en puissance. Conçues au cours de la Seconde Guerre mondiale, mais pas largement utilisées avant la guerre froide, les générations successives de TTB, dont le point culminant est le VBL III, permettent à l'équipe de combat d'infanterie ou au groupement tactique d'infanterie de vaincre un ennemi mécanisé supérieur en nombre dans le contexte d'un scénario de combat bref et brutal. Étonnamment, peut-être, ces mêmes véhicules offrent de belles capacités en opérations de maintien de la paix, sur les plans de la mobilité, de la protection de la force et de l'intervention rapide, et comme moyen de coercition crédible. Même dans certains types de terrain complexe (comme le terrain urbain), le VBL III conserve une grande utilité. Toutefois, dans la plupart des scénarios de Profil 1, le fait de séparer les fantassins de leurs véhicules se traduit par une perte dramatique d'efficacité, car c'est le véhicule qui les protège (NBC et tir indirect) et leur offre la mobilité, le soutien logistique, le ravitaillement en munitions, les capacités de surveillance, les moyens de communication et tout un éventail d'armes d'appui lourdes. En conséquence, et peu importe la composition de son équipage (pour laquelle il peut y avoir des options), je crois que le TTB doit être intégré à la structure du bataillon d'infanterie de l'avenir.

Malheureusement, beaucoup des dispositifs techniques avancés faisant partie intégrante de ces véhicules ne peuvent être débarqués. Ainsi, notre accent sur la mécanisation et sur les mises à niveau technologiques nous place dans une situation où, en terrain complexe, l'infanterie se retrouve presque au niveau où elle était au cours de la Seconde Guerre mondiale. Il y a peu de place et d'utilité pour les véhicules blindés en terrain urbain ou montagneux; en effet, leur mobilité y est considérablement réduite et leur vulnérabilité grandement accrue, demandant une protection assurée par des fantassins débarqués. Dans ce genre de scénario, la plupart des avantages technologiques disparaissent et l'infanterie est à nouveau dépendante des sacs

à dos, des armes portables et de ses ressources intégrales. Ainsi, par exemple, une équipe de combat en opérations urbaines pourrait très bien être composée d'une compagnie d'in-

## ***Il y a peu de place et d'utilité pour les véhicules blindés en terrain urbain ou montagneux...***

fanterie appuyée par un peloton de TTB, une troupe de chars et une troupe de génie débarquée. En terrain montagneux, il pourrait ne pas y avoir d'appui embarqué et les armes d'appui se résumeraient à des éléments de tir indirect et à l'aviation.

Nous sommes donc confrontés à une dichotomie et à la nécessité de trouver un point d'équilibre pour faire en sorte que l'infanterie soit en mesure de combattre et de gagner ses combats dans tout le spectre des tâches. Compte tenu de l'environnement de sécurité de l'avenir, des capacités requises dans l'Armée de terre de l'avenir et d'une probabilité réduite d'un déploiement rapide dans le contexte des opérations du Profil 1 de moyenne à haute intensité, il faut peut-être conclure que les éléments d'appui au combat de l'infanterie sont devenus trop dépendants de leurs véhicules. Parallèlement, le besoin existe toujours de maintenir notre capacité de combat de niveau moyen et de trouver le point d'équilibre entre les capacités embarquées et débarquées de l'infanterie. Ce problème se complique encore davantage de la nécessité de créer suffisamment d'unités semblables au sein de notre petite force pour faciliter l'instruction et permettre des déploiements prolongés dans un large éventail de scénarios opérationnels. Quelles options s'offrent à nous? Voici certaines idées.

Les compagnies de fusiliers sont déchirées entre leurs rôles d'infanterie légère et d'infanterie mécanisée, mais je persiste à croire qu'il est possible de trouver un point d'équilibre. En effet, même pour l'infanterie mécanisée, le véhicule est d'abord un taxi et un dépôt d'armes et munitions. Que la section de fusiliers se promène en M113, en VBP,

en BV206 ou en VBL III, son vrai travail ne commence vraiment que lorsque la rampe s'abaisse. Je ne veux pas en cela minimiser le rôle des véhicules zulu et de leurs équipages. Depuis l'arrivée du VBP, le véhicule zulu a toujours eu un rôle intégral à jouer au sein du combat d'infanterie, un rôle dont l'importance a crû de façon exponentielle avec l'accroissement des capacités du véhicule. Cependant, les attaques embarquées d'équipes de combat ne représentent en fait qu'une petite partie du cycle d'instruction annuel du bataillon d'infanterie. Les commandants de section et de peloton sont formés et entraînés dans des exercices de patrouille, dans des scénarios d'attaque débarquée dans la foulée et au moyen d'activités d'instruction en divers types de terrain (montagne, ville, forêt, hiver, insertion par hélicoptère). Toutefois, je dois reconnaître qu'on consacre encore d'importantes ressources à l'instruction et qu'on déploie de grands efforts sur la partie mécanisée du rôle de l'infanterie pour faire en sorte de tirer le meilleur des outils qui transportent, soutiennent et appuient l'infanterie dans le combat rapproché. Pour atteindre l'équilibre nécessaire dans une Armée de terre fondée sur la règle de trois, je recommande une structure composée de deux compagnies de VLB et d'une compagnie légère avec certains centres d'excellence (CE) de bataillon désignés pour qu'un large éventail de compétences soient développées dans l'ensemble du Corps d'infanterie.

- Compagnie A : embarquée à bord de VBL III et comportant un échelon intégral (pouvant débarquer son PC, des Eryx/lance-grenades automatiques/lance-roquettes de 84 mm/mitrailleuses moyennes). Le CE de bataillon pour la formation sur l'assistance aux agences de maintien de l'ordre (AAMO), les armes non mortelles et la guerre en hiver.
- Compagnie B : embarquée à bord de VBL III avec échelon intégral (pouvant débarquer son PC, Eryx/lance-grenades automatiques/lance-roquettes de

84 mm/mitrailleuses moyennes). Le CE de bataillon pour la formation sur les opérations de soutien de la paix et les opérations NBC.

- Compagnie C : compagnie débarquée avec quelques véhicules de patrouille légers (VPL) et des motoneiges légères. Le CE de bataillon pour la formation sur le terrain complexe (ville et montagne) et sur les rôles aéroportés. Équipée de Eryx/lance-grenades automatiques/lance-roquettes de 84 mm/mitrailleuses moyennes.

Ce genre de structure offrirait suffisamment d'unités semblables pour les déploiements outre-mer prolongés, sans qu'il soit continuellement nécessaire de convertir des unités d'un ensemble d'équipement à un autre pour être en mesure de la déployer. Cette structure apporte également l'avantage de garantir qu'au moins un tiers des effectifs du Corps d'infanterie est spécialisé dans les opérations légères ou débarquées, et permet aussi de constituer un bataillon léger pour des missions spécifiques (opérations d'évacuation nationales, forces d'opérations spéciales) au besoin. Cependant, dans le contexte de la restructuration de la Réserve de la Force terrestre, j'ajouterais également une quatrième compagnie de fusiliers de la Réserve à la structure proposée ci-dessus, décrite comme suit :

- Compagnie D (Réserve) : compagnie débarquée disposant de quelques VPL et de motoneiges légères; équipée de Eryx/lance-grenades automatiques/lance-roquettes de 84 mm/mitrailleuses moyennes. Elle se concentrerait sur les opérations de soutien de la paix et les opérations en terrain complexe. Cette structure favoriserait une excellente instruction conjointe entre l'infanterie régulière et de réserve et constituerait la base d'un bassin permanent de réservistes capables d'aller en renfort dans les opérations outre-mer.

Ces trois (ou quatre) compagnies et le PC du bataillon constituent le noyau du bataillon d'infanterie. Cependant,

cette structure ne solutionne pas encore adéquatement le problème de l'appui au combat. Nous devons d'abord nous pencher sur le PC de la compagnie d'appui au combat. Ce PC a toujours été un élément à tout faire. Durant les opérations de soutien de la paix, en plus de son rôle principal de commandement des pelotons d'appui, il commande beaucoup des éléments attachés de l'extérieur (blindés, guerre électronique, défense antiaérienne, génie, liaison nationale arrière, etc.). Ce PC remplit également le rôle de centre des opérations militaires-civiles, coordonne les activités de coopération civile et militaire du bataillon et, plus récemment, a également pris en charge un rôle accru en matière de coordination des fonctions d'ISTAR au niveau du bataillon (renseignement, surveillance, acquisition d'objectif et reconnaissance). Dans le contexte des opérations domestiques, il constitue la base d'une quatrième compagnie de fusiliers ou offre au bataillon la possibilité d'établir un deuxième PC inter-armées, au besoin. En garnison, il coordonne l'instruction centralisée des pelotons d'appui, fournit du personnel clé pour les missions et assure l'instruction du bataillon (personnel de sécurité). En réalité, cette compagnie est l'élément de soutien du commandement qui permet au bataillon de fonctionner efficacement, et elle doit continuer de faire partie de la structure.

**Reconnaissance.** Depuis l'acquisition du Coyote, toute une série de jeux de guerre et d'exercices ont démontré, à maintes reprises, que le Coyote n'est pas un véhicule de reconnaissance rapprochée et ne satisfait pas les besoins de l'infanterie dans toute la gamme de terrains et de missions. Il faut réaligner la reco de l'infanterie sur les opérations débarquées et/ou lui fournir un véhicule de reconnaissance rapprochée. Les expériences faites avec des véhicules tout terrain (VTT) au sein du 1er Groupe-brigade mécanisé du Canada ont montré qu'il existe aujourd'hui des véhicules offrant des capacités incroyables dans un large éventail de terrains complexes, et capables de soutenir la reconnaissance rapprochée et le tir d'élite. À condition d'équiper ces véhicules comme il se doit (dispositif de vision nocturne, PLGR [récepteur GPS léger de précision], STCCC [système tactique de commandement, de contrôle et de communications], équipement de surveillance et capteurs débarqués, marqueurs d'objectifs), nous conserverons beaucoup des avantages technologiques des Coyotes sans assujettir l'efficacité de l'élément de reconnaissance de l'infanterie à la nature du terrain. Toutefois, en plus de cette capacité essentielle débarquée ou légère, le bataillon d'infanterie ou groupement tactique a besoin d'une capacité de surveillance ou d'observation longue portée, comme celle fournie par le Coyote, regroupée au moins à l'échelle de la troupe, applicable à un large



En péniche de débarquement, en hélicoptère, en aéronef ou à pied, il y a plusieurs moyens de se rendre à destination. (Photo du MDN)

éventail d'opérations de combat de niveau moyen, d'opérations de soutien de la paix et d'opérations domestiques. De plus, même s'il est clair que cette capacité doit être intégrée au bataillon, il n'est pas essentiel qu'elle soit la propriété de l'infanterie ou qu'elle soit exploitée par elle. Elle pourrait donc être une ressource externe ajoutée, provenant du régiment blindé.

**Transmissions.** Le succès du bataillon d'infanterie n'est possible qu'en présence d'un système de commandement et de contrôle fonctionnel. Le peloton des transmissions, composé de spécialistes des transmissions et de fantassins, a toujours relevé ce défi et continuera de le faire même dans le nouveau contexte d'un accroissement de la numérisation. Il est toutefois crucial de se rappeler que ce peloton doit conserver une capacité débarquée et que nos technologies de commandement et contrôle doivent prévoir cette éventualité et ce, sans perte importante d'efficacité.

**Antiblindés.** À cause de la nature même de l'équipement qu'il exploite, ce peloton a perdu la capacité de mener des opérations débarquées. Cette perte est malheureuse et nuit à l'infanterie dans une large gamme de terrains actuels et futurs. Le temps est peut-être venu de centraliser nos armes antiblindés lourdes au niveau de la brigade (et même de les réduire) pour mener à l'adoption éventuelle d'un véhicule moyen polyvalent. Cela ne signifie pas pour autant que l'infanterie devrait abandonner la fonction antiblindés spécialisée. Ce dont a besoin l'infanterie, c'est d'un système polyvalent, portable ou transporté par VTT, comme le Javelin, le Milan, l'AT 4 ou quelque autre système de l'avenir (de préférence de type autonome pouvant tirer à des portées de 2 500 mètres). Ce genre d'arme peut être utilisé dans l'ensemble du spectre des opérations (peut-être moins dans le cadre de certaines opérations domestiques) et est plus facile à déployer que les systèmes antiblindés embarqués, tant du point de vue politique qu'opérationnel. Le problème est de savoir si ces armes devraient être intégrées à chaque compagnie ou centralisées sous le contrôle du bataillon. La réponse est en

fait oui aux deux questions. Le personnel et l'équipement doivent être centralisés pour l'instruction et pour permettre au commandant de pondérer sa capacité antiblindés dans certaines circonstances. Par ailleurs, s'il est bien équipé (VTT, couvertures résistant aux capteurs thermiques, ensemble de surveillance et de capteurs débarqué, marqueur d'objectif, etc.), ce peloton pourrait continuer d'assurer son rôle de protection de la force (sécurité du flanc) au sein du bataillon et dans un large éventail de missions. Cependant, je m'attendrais également à ce que dans de nombreuses circonstances, et particulièrement en terrain complexe, les détachements de ce peloton soient décentralisés dans les compagnies de fusiliers. L'infanterie doit conserver une capacité antiblindés robuste de moyenne portée, qu'elle soit intégrée ou autonome, pouvant être débarquée et utilisée en terrain complexe. Dans les scénarios extrêmes de Profil 1, cette capacité intégrale devrait être complétée par des armes antiblindés ou à effet multiple à longue portée actuelles ou futures (peut-être au sein d'une compagnie antiblindés de la brigade).

**Pionniers d'assaut.** Le fait d'équiper le peloton de pionniers d'assaut de l'infanterie des mêmes véhicules que la troupe du génie l'a détourné dramatiquement de son rôle traditionnel et a créé une impression de dédoublement au sein de la structure de l'Armée de terre. Que doivent pouvoir accomplir les pionniers? Premièrement, les pionniers doivent permettre à l'infanterie de franchir les coupures dans tous les types de terrain (montagne, coupures humides, canyons urbains, passages piétonniers dans les fils barbelés et les champs de mines), offrir une expertise et les ressources en matière de décontamination individuelle et au niveau du bataillon, exécuter des brèches dans les réseaux de barbelés et les obstacles, et construire des ouvrages de protection en campagne pour les PC de compagnie et du bataillon. Certes, il y a encore un certain dédoublement par rapport à certains des rôles du génie débarqué; cependant, toutes les opéra-



**Pour la première fois depuis la guerre de Corée, des Canadiens relaient des Américains dans une zone de combat. (Photo du DGAP prise avec un appareil photo J5PA par le sgt David Snashall)**

tions complexes ont clairement montré qu'il n'y a jamais assez de sapeurs pour abattre tout le travail. Le fait d'éliminer le peloton de pionniers du bataillon et de transférer son rôle à l'élément du génie, sans un transfert de personnel correspondant, ne fait que compliquer le problème pour l'un des GPM les plus utilisés en opération dans toute l'Armée de terre. Ce faisant, l'effectif disponible de l'infanterie perdrait l'équivalent de presque trois compagnies pour l'ensemble de l'Armée de terre.

Je prétends que les pionniers sont encore nécessaires dans l'Armée de terre et que beaucoup de groupements tactiques qui se déploient outre-mer ont besoin de cette capacité (du moins au début d'une mission et durant la plupart des opérations du Profil 1). Je recommande donc, conformément à la doctrine canadienne qui demande d'avoir cinq unités disponibles afin d'en maintenir une outre-mer pour une période indéterminée, de conserver au moins cinq pelotons de pionniers d'assaut dans l'ensemble de l'Armée de terre. Ce nombre permettra de déployer un peloton outre-mer en opérations de

soutien de la paix (OSP) pour une période indéterminée, tout en ayant trois pelotons disponibles pour supporter la Force de contingence principale (FCP) en cas d'urgence. Compte tenu du fait que ce nombre entraînera des réductions, il reste à savoir où cette capacité sera intégrée? D'abord, il ne fait aucun doute que la formation des sapeurs et des pionniers au sein de l'Armée de terre devrait être centralisée au Centre d'instruction au combat (CIC). Deuxièmement, avec la réduction du nombre de pelotons, les pionniers devraient devenir une ressource de la brigade et faire partie du régiment du génie de combat. Il est également vrai que les sapeurs de combat sont en forte demande sur le marché civil et qu'il est toujours difficile de maintenir l'effectif. En transférant au génie la tâche des pionniers, nous devons nous assurer que nous ne compliquons pas simplement les problèmes de dotation en personnel du génie et que nous ne supprimons pas une capacité par suite d'un manque de personnel. Je crois que ce problème pourrait être éliminé lors du transfert de la tâche des pionniers au génie de combat, en transférant aussi les fantassins requis pour faire le travail. En conséquence, compte tenu de leurs tâches et de leur affectation probable, je crois que la majorité de ces pelotons devraient être doter en personnel de l'infanterie. Cette solution garantirait également que le groupement tactique conserve au moins une capacité d'urgence potentielle pour l'accomplissement des tâches de pionniers. Cette capacité potentielle résulterait de l'affectation réciproque de fantassins entre les compagnies de fusiliers et les pelotons de pionniers (régiments du génie) tout au long de leur carrière. Il faut également reconnaître que ce changement constitue une perte considérable au niveau de la protection de la force au sein du bataillon d'infanterie (décontamination NBC, construction de casemates et sensibilisation aux mines) et, en conséquence, une augmentation du risque.

**Mortiers.** Le problème du tir indirect est le plus compliqué de tous. Chaque groupement tactique a besoin d'un centre de coordination des feux d'appui (CCFA) et de la capacité de

planifier et de contrôler le tir sur le terrain. Jusqu'à maintenant, la structure traditionnelle de la batterie d'artillerie n'a pas suffi à garantir un appui complet (principalement à cause du manque d'officiers d'observation avancée (OOA) et de postes de commandement). Cependant, cette lacune tient clairement à un problème de personnel et d'organisation qui pourrait être solutionné par l'accroissement du nombre d'équipes d'OOA et de la taille du CCFA d'artillerie attaché au PC du groupement tactique. Le fait est qu'avec de plus longues portées et une meilleure désignation des objectifs, le tir indirect peut être exécuté avec précision par tout un éventail de systèmes d'armes. De plus, les restrictions touchant l'utilisation de systèmes de tir indirect imprécis augmentent, en particulier dans les opérations du Profil 2. En outre, à l'avenir, les véhicules d'armes à effets multiples combleront probablement une partie de la fonction normalement remplie par le tir indirect. En conséquence, le besoin d'une capacité de tir indirect intégrée au sein de l'infanterie est décroissant. Les armes de tir direct (par exemple, le lance-grenades M203) remplissent une partie du rôle actuellement joué par le mortier de 60 mm et ce système est particulièrement utile en terrain complexe. Les lance-grenades fumigènes et l'amélioration des grenades fumigènes remplissent également une partie du rôle de couverture que jouaient traditionnellement les mortiers de 60 et 81 mm. L'équipement de vision nocturne a réduit la dépendance des tirs d'éclairage fournis par les armes de tir indirect. Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas d'autres besoins supplémentaires. L'ajout de lance-grenades automatiques légers de 40 mm au niveau de la compagnie contribuerait grandement à éliminer la nécessité de disposer de mortiers de tir indirect aux niveaux de la compagnie et du bataillon. Cette arme offre une capacité exponentiellement plus grande dans un large éventail de missions, particulièrement en terrain complexe. En conséquence, malgré mes émotions et mes souvenirs, je recommande l'élimination des pelotons de mortiers du bataillon d'infanterie. La question de savoir si cette capacité devrait être éliminée

complètement de l'ordre de bataille de l'Armée de terre fait actuellement l'objet d'une étude détaillée. J'émet l'hypothèse qu'une élimination complète de cette capacité maintenant, combinée à la centralisation de nos armes antiblindés lourdes, pourrait être un tremplin vers l'acquisition rapide d'une arme à effets multiples et à guidage terminal.

Au bout du compte, quelle est la mission du bataillon d'infanterie et quelle est sa structure? Le rôle de l'infanterie demeure de s'approcher de l'ennemi pour le détruire. Chaque bataillon d'infanterie doit conserver une capacité polyvalente suffisante pour accomplir ce rôle dans un vaste éventail d'opérations, allant du combat de niveau moyen jusqu'aux opérations domestiques. Les composantes de base du bataillon d'infanterie doivent pouvoir être utilisées débarquées ou partiellement mécanisées en terrain complexe et doivent être en mesure de livrer combat à un ennemi mécanisé embarqué. Les bataillons doivent tous être structurés et organisés de la même manière et être en mesure de se remplacer dans les missions assignées à l'intérieur du Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre. Enfin, il doit y avoir une structure efficace et viable de GPM. À cette fin, je recommande la structure suivante :

- Un PC de bataillon mécanisé avec une capacité débarquée (peut-être que le PC de bascule devrait servir de base au PC débarqué).
- Trois ou quatre compagnies de fusiliers telles que décrites ci-dessus.
- Un PC de la compagnie d'appui au combat : CE de bataillon pour le soutien du commandement, l'ISTAR, la sécurité au champ de tir et à l'entraînement, la simulation et la coopération civilo-militaire.
- Peloton des transmissions : C2 au PC du groupement tactique, cryptographie, gestion des fréquences, CE pour

l'instruction et les opérations en communications, réparation du matériel radio.

- Section du renseignement : renseignement, opérations d'information, ISTAR, affaires publiques et historique de l'unité.
- Peloton de reconnaissance : poste de commandement, commandant de peloton; quatre sections de reco avec trois ou quatre VTT chacune; section de tireurs d'élite embarqués sur des VTT, quartier-maître dans un véhicule de soutien et un VTT cargo; l'équipement devrait inclure des capteurs au sol autonomes et un système de surveillance, un système de marqueur d'objectif, une capacité de reco NBC; CE de bataillon pour la reco débarquée, le tir de précision (tir d'élite) et la surveillance.
- Peloton antiblindés : poste de commandement; quatre sections de deux détachements chacune; embarqué sur VTT et muni de systèmes d'armes antichars portables d'une portée de 2 500 m, de capteurs autonomes au sol et d'un système de surveillance; rôles – capacité antiblindés débarquée, protection des flancs; CE de bataillon pour les opérations antiblindés débarquées.

Même avec cette structure hypothétique, le bataillon d'infanterie n'est toujours pas en mesure de livrer combat seul et, outre ces capacités de combat rapproché intégrales, le groupe-bataillon ou le groupement tactique continue d'avoir besoin d'un large éventail de capacités externes dont la composition dépend de la mission assignée.

Pour les opérations du Profil 2, le bataillon d'infanterie a besoin des renforts suivants :

- CCFA, CB et détachements d'OOA (combinés à des ressources assignées de tir indirect);
- une troupe ou un escadron de véhicules de surveillance Coyote;

- troupe de génie et peloton de pionniers embarqué ou débarqué et équipement lourd de la troupe d'appui, selon le besoin;
- ressources d'ISTAR (liaison de renseignement nationale, véhicules aériens téléguidés, acquisition d'objectif, renseignement humain, guerre électronique et forces d'opérations spéciales);
- appui de l'aviation;
- ECAT [élément de contrôle aérien tactique] portable ou embarqué (selon la situation);
- systèmes nationaux de commandement et de contrôle (liaison arrière, communications de zone et accès aux satellites).

Dans la plupart des opérations du Profil 1, le bataillon d'infanterie a besoin des ressources nécessaires pour les opérations du Profil 2, plus les ressources suivantes :

- chars (troupe ou escadron, selon la mission);
- défense antiaérienne embarquée ou portable;
- capacité antiblindés longue portée embarquée;
- ressources de tir indirect supplémentaires.

### ***...le bataillon d'infanterie n'est toujours pas en mesure de livrer combat seul...***

Ce modèle en est encore à la phase de discussion et de sollicitation de commentaires de diverses sources, mais déjà j'ai été inondé de questions et d'arguments touchant l'instruction et l'emploi d'une telle structure. Je n'ai pas toutes les réponses et certains des problèmes soulevés devront être abordés éventuellement. Cependant, je me permets de commenter trois aspects particuliers :

#### **Le Cadre de l'instruction et des opérations de l'Armée de terre (CIOAT) et le Centre canadien**

**d'entraînement aux manœuvres (CCEM).** La structure proposée satisfait pleinement les besoins de rotation du CIOAT et les exigences en matière de niveau élevé de préparation, et offre des unités hautement polyvalentes pour l'exécution d'un large éventail de missions. Elle satisfera également les exigences du CCEM tant que ce dernier conservera un certain niveau de souplesse dans son organisation. Pour l'instant, le CCEM utilise le combat mécanisé du Profil 1 sur les plaines de l'Allemagne de l'Ouest (en fonction du terrain). Je reconnais que cette situation peut et doit changer avec le temps. Par conséquent, l'élément mécanisé se composera d'un groupement tactique avec deux compagnies de VBL et un escadron de chars (peu importe le nombre de chars de l'escadron); ainsi le besoin de mécanisation fondé sur la règle de trois sera satisfait. Le groupement tactique inclura un élément d'appui au combat, une compagnie légère et une compagnie d'administration, ainsi que des ressources extérieures supplémentaires assignées. Le CCEM offre toute une gamme de sites d'instruction pour l'infanterie légère (au même titre que le National Training Center et le Joint Readiness Training Center américains). Cette dernière peut être utilisée avec l'aviation pour franchir des obstacles (une autre raison d'impliquer la 1<sup>re</sup> Escadre dans le CCEM), exécuter des missions d'arrêt, mener des opérations antiblindés, faire des patrouilles, livrer combat en zone bâtie, défendre une localité, accomplir des tâches de sécurité

dans la zone arrière, etc. La seule limite à l'emploi de la compagnie légère est l'imagination. Dans d'autres scénarios, le groupement tactique à l'entraînement peut être de nature légère, par exemple la Force d'intervention rapide (Terre). Je ne crois pas que la diversité des structures d'unité constituera un obstacle pour la formation au CCEM.

**Structure de GPM de l'infanterie de l'avenir.** Je crois que la structure actuelle est viable et qu'elle satisfiera nos besoins à l'avenir. Le système de pro-

gression de carrière dans l'infanterie représente un compromis raisonnable entre l'expérience et la formation, et offre suffisamment de choix de carrière pour satisfaire tous les membres du Corps d'infanterie.

- Les soldats arrivent des centres d'instruction de secteur comme fantassins débarqués. Ils devraient être mutés directement à des compagnies d'infanterie débarquées pour au moins un an pour perfectionner leurs compétences de fantassin et suivre certains cours de base du NQ4 (tir à la mitrailleuse, communications,

à prendre de l'expérience en leadership en faisant fonction de deuxième adjoint du commandant de section, de commandant de détachement, de commandant adjoint de section, le tout les amenant au cours de leadership subalterne/cours de commandant de section d'infanterie.

- Le niveau du caporal chef est le premier niveau officiel de leadership. À ce grade, les fantassins exercent les fonctions de commandant adjoint de section et de commandant de détachement et doivent suivre le

## ***Nous ne devons pas laisser la technologie nous forcer à compartimenter nos soldats et nos capacités...***

conducteur de véhicules à roues, tireur Eryx, lance-grenades automatiques et guerre en hiver). La compagnie d'infanterie débarquée devrait également jouir de la plus haute priorité pour la dotation en personnel au sein du bataillon. Lorsque ce cheminement est impossible en raison du trop grand nombre de nouveaux soldats, les nouveaux soldats de surplus devraient être intégrés aux compagnies de VBL comme membres de sections de fusiliers et suivre les mêmes cours de base que les autres nouveaux soldats.

- Les soldats formés et les caporaux devraient passer aux pelotons d'appui au combat ou aux compagnies de VBL pour commencer leur formation de spécialistes dans leur GPM (reco débarquée, tireur d'élite, antiblindés débarqués, conducteur de VBL, pionnier, tireur VBL). C'est à partir de ce moment que certains seront mutés réciproquement aux régiments du génie de combat pour combler des postes dans les pelotons de pionniers. Ce point dans la carrière des fantassins marque aussi le commencement d'une exposition aux nombreuses technologies exploitées par l'infanterie. Les fantassins commencent également

cours d'instructeur de tir aux armes légères. Les meilleurs commencent aussi à être choisis pour les cours de niveau avancé (reco débarquée, antiblindés, tireurs d'élite, chef d'équipage de VBL, pionnier ou communications).

- Les sergents sont commandants de section et devraient posséder une sous-spécialité de niveau avancé (reco débarquée, antiblindés, chef d'équipage de VBL, tireur d'élite, pionnier ou communications).
- Les adjudants servent comme adjudants au sein des pelotons de fusiliers, adjudants aux opérations, adjudants dans les pelotons spécialisés ou sergents quartier-maître de compagnie.
- Certaines compétences spécialisées doivent également être maintenues au sein des bataillons et ce, en quantité suffisante pour satisfaire les besoins des missions opérationnelles. Ces compétences incluent celles de l'instructeur d'opérations en montagne, de l'instructeur d'opérations en terrain urbain, de l'instructeur de guerre en hiver et de contrôleur de descente en rappel.

**Instruction centralisée ou emploi centralisé.** J'ai réalisé depuis longtemps que le système d'instruction de l'Armée de terre gagnera en efficacité en centralisant certains types de formation. Il n'est pas nécessaire que l'École du génie militaire des Forces canadiennes et que l'École d'infanterie enseignent toutes deux le génie. Il faut plutôt une seule école dont le personnel sera composé de sapeurs et de fantassins. Il n'est pas non plus nécessaire d'avoir deux écoles de tir indirect (Artillerie et infanterie), ou deux écoles de reconnaissance (Infanterie et Arme blindée), même s'il faut que l'école de reco du CIC enseigne la reconnaissance débarquée, la reconnaissance embarquée et la reconnaissance spécialisée. Cette liste pourrait s'allonger encore. Toutefois, l'appui aux écoles centralisées n'équivaut automatiquement pas à un appui à l'emploi centralisé. Le fait que l'École de l'Arme blindée soit indubitablement le meilleur endroit pour enseigner le tir et le commandement d'un équipage ne signifie pas automatiquement que chaque VBL de l'Armée de terre doit avoir un équipage provenant du Corps blindé. Il y a ici plus qu'une simple conclusion logique, il faudra un débat intellectuel beaucoup plus élaboré pour voir comment certaines de ces idées amélioreront tant notre capacité de combat que notre capacité d'assurer la formation de nos soldats, tout en produisant des unités de combat efficaces et cohérentes.

Nous ne savons pas où nous serons appelés à combattre dans l'avenir et il nous faut éviter de trop simplifier le monde. À cause des progrès rapides en matière de technologie, le combat devient de plus en plus intense et complexe. Partout au monde, il y a un besoin accru de personnel polyvalent possédant des compétences multiples. Les armées ne sont pas différentes à cet égard. Nous devons prendre le temps voulu pour trouver la meilleure manière de donner l'instruction et de transférer les nouvelles compétences à nos soldats tout au long de leur carrière plutôt que d'essayer d'utiliser la spécialisation comme moyen de résoudre les problèmes d'instruction et d'économiser sur des budgets de formation. Nous ne devons pas laisser la technologie nous forcer à compartimenter nos

soldats et nos capacités au point où nous ne pourrions plus constituer d'unités indépendantes et cohérentes capables d'exécuter les tâches qui leur sont assignées. Nos soldats d'aujourd'hui sont intelligents et souples. Ils peuvent absorber de nouvelles idées et de nouvelles technologies et sont capables de performer à un haut niveau dans un large éventail de situations complexes. L'Armée de terre a besoin d'unités qui fonctionnent.

Pour rendre l'infanterie et l'ensemble de l'Armée de terre plus efficaces, il est également clair que nous devons consacrer plus d'efforts dans le domaine de la recherche et du développement pour trouver des technologies applicables également aux opérations embarquées et débarquées. Parallèlement, nous devons faire en sorte que les technologies intégrées dans les véhicules puissent être débarquées ou adaptées pour un usage

débarqué. Pour faire face à l'environnement de sécurité de l'avenir, il faudra également nous assurer que de nouvelles technologies seront développées ou acquises spécifiquement pour améliorer nos capacités en terrain complexe. Pour ce faire, nous devons mettre fin à notre fixation sur les technologies embarquées à bord de véhicules blindés et à notre préférence pour elles. Les domaines d'étude à privilégier touchent les capteurs robotisés, les petits véhicules aériens télépilotés, les dispositifs de surveillance et les capteurs au sol, autonomes ou avec servants, les marqueurs d'objectif portatifs, les dispositifs d'imagerie thermique, les dispositifs d'alerte, les communications et les relais de communication.

L'infanterie, à titre de corps distinct, a un rôle réel à jouer dans l'avenir. Cela étant dit, je sais fort bien que d'autres personnes avancent des

arguments différents et tout aussi valides en ce qui concerne la restructuration de l'infanterie et de l'Armée de terre. J'ai ainsi entendu certains arguments en faveur d'un regroupement, à l'avenir, du Corps d'infanterie et du Corps blindé. Compte tenu de la nécessité pour l'infanterie d'opérer en terrain complexe, j'ai de sérieuses réserves face à cette proposition, mais j'accueillerais volontiers des idées concrètes à l'égard de cette question afin que nous puissions en débattre. J'espère que cet article sera matière à réflexion et générera une bonne discussion. Que le débat commence...



#### NOTES

1. Nous remercions chaleureusement Sir Winston Churchill pour cette expression. *Éditeur.*

#### À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le brigadier-général Nordick s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1973. Il a étudié au Royal Roads Military College à Victoria et a obtenu un baccalauréat en anglais au Collège militaire royal du Canada en 1977. Ses états de service comptent diverses affectations au 1<sup>er</sup> et au 3<sup>e</sup> Bataillons du Princess Patricia's Canadian Light Infantry, au quartier général du 4<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada et au quartier général de la Défense nationale. Il a également servi comme officier d'état-major au quartier général des Forces canadiennes au Moyen-Orient à Manama (Bahrain), durant la guerre du Golfe. Il est diplômé du US Army War College. Le brigadier-général Nordick a fait deux périodes de service à Chypre et a servi au sein de la Force de protection des Nations Unies en Croatie où il commandait le 3<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry Battalion Group. Il a reçu la Croix du service militaire (CSM) pour son leadership remarquable au cours de ce déploiement. Entre 1999 et 2001, le brigadier-général Nordick a commandé le 1<sup>er</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada. Il est actuellement commandant adjoint du Système de doctrine et d'instruction de la Force terrestre et commandant du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre.

# Mot du rédacteur en chef

## Joyeux Anniversaire!

par le major John R. Grodzinski, CD

L'année 2002 marque le cinquième anniversaire du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*. À en juger par les commentaires recueillis sur le terrain, le « BDIAT », comme certains se plaisent à l'appeler, constitue un outil professionnel fort utile pour l'ensemble de l'Armée de terre. Le *Bulletin* a rempli son mandat, qui était de fournir une tribune pour les discussions et débats de nature professionnelle. Le débat s'est transporté bien au-delà de nos pages et s'est prolongé dans les unités, les mess et ailleurs. Même si le titre de notre journal est un peu long et souvent incorrectement cité — en passant, c'est « instruction » et non « tactique »! — il est clair que le BDIAT fait maintenant partie de notre culture professionnelle.

Ce cinquième anniversaire nous offre l'occasion de retracer brièvement les origines du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* ainsi que son évolution.

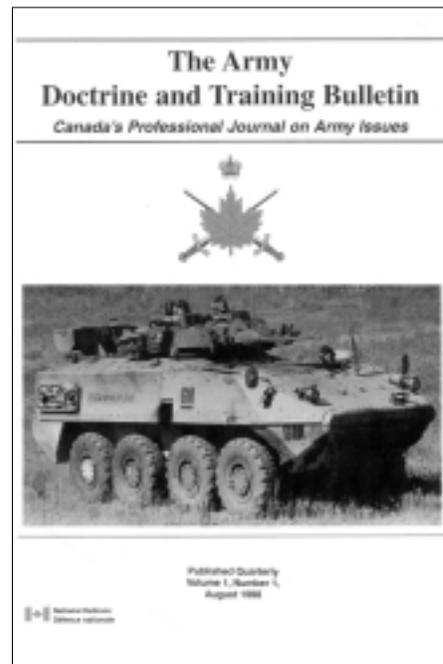
Depuis 1850, l'Armée de terre publie des revues et journaux professionnels de qualité diverse. Parmi ces publications, mentionnons *The Canadian Volunteer Review*, *The Canadian Army Journal*, *The Junior Officer Journal* et le *Bulletin de doctrine de l'Armée canadienne*. La *Revue canadienne de défense*, publiée de 1923 à 1939, fut sans contredit la meilleure de toutes. Avec la disparition du *Bulletin de doctrine de l'Armée canadienne* en 1993, l'Armée de terre perdait son seul et unique journal professionnel et, pour se faire entendre, elle ne pouvait malheureusement pas compter sur les nombreuses publications commerciales qui ne répondent tout simplement pas aux besoins de l'Armée de terre.

Jusqu'à la fin des années 1990, la nécessité de publier un nouveau journal fit l'objet de nombreuses discussions,

mais la volonté réelle ne se manifesta qu'en 1996, lorsque la Direction de la doctrine de l'Armée de terre (DDAT) nouvellement créée fut chargée de concevoir un journal professionnel à l'intention de l'Armée de terre. Au niveau institutionnel, les dirigeants de l'Armée de terre n'étaient pas tous d'accord sur l'utilité d'un journal professionnel, mais ces divergences d'opinions ne réussirent pas à freiner les travaux. La participation de votre humble rédacteur en chef à ce projet remonte au début de l'année 1998. Alors officier d'état-major au sein de la DDAT, j'ai été chargé de poursuivre l'élaboration du concept et de le mener à terme, c'est-à-dire jusqu'à la publication d'un journal.

À cette époque, l'un des obstacles à la publication du « Journal de l'Armée de terre canadienne » (titre provisoire) était la crainte que les militaires ne se servent de cette tribune pour exprimer leurs frustrations. Ce manque de confiance de la part de certains en la conduite professionnelle de notre personnel était fort surprenant. Naturellement, cette inquiétude s'avéra non fondée et nous n'avons jamais reçu d'articles de cette nature. Certains auteurs potentiels craignaient, pour leur part, que la publication de leurs opinions ait des répercussions sur leur carrière. On les rassura en leur promettant que cela n'arriverait pas, et jusqu'ici, rien n'indique qu'une telle chose ne se soit produite.

Ensuite, on commença à établir des liens entre le *Bulletin* et d'autres publications existantes, notamment les journaux des corps et des services ainsi que la revue des Forces canadiennes qui devait éventuellement voir le jour et qui fut finalement publiée sous le titre de *Revue militaire canadienne*. Il était primordial que ces publications se



**Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, Vol. 1 N° 1, août 1998 : toute une pièce de collection**

complètent et ne soient pas des copies les unes des autres. Nous entretenons d'excellentes relations de travail avec le personnel responsable de toutes ces publications.

Le 16 avril 1998, le concept était au point. Il ne restait plus qu'à l'approuver. Cette dernière étape fut franchie grâce au lieutenant-général Bill Leach, alors chef d'état-major de l'Armée de terre, qui approuva la portée, le contenu et la présentation du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*. Le lieutenant-général Leach reconnut clairement l'importance du *Bulletin* pour échanger des idées et jugeait d'avance très sévèrement tous ceux qui auraient été tentés de prendre des sanctions contre les auteurs. Le *Bulletin* devait servir à exposer des idées et à favoriser les débats — plus il y en aurait, mieux ce serait.

En raison du statut juridique des Forces canadiennes, les mots « Armée de terre canadienne » ne pouvaient figurer dans le titre et l'emploi du mot « journal », qui était utilisé pour une autre publication, risquait de prêter à confusion. On s'arrêta finalement sur le titre « Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre » et le sous-titre « Le journal professionnel de l'Armée de terre du Canada » fut ajouté par la suite par une personne que nous ne nommerons pas.

La politique éditoriale fut clairement établie. La règle fondamentale était et demeure que, même si le personnel de la rédaction peut apporter des changements mineurs à un article, que ce soit pour des raisons grammaticales ou autres de même nature, il ne doit jamais réviser un article. Lorsque des erreurs majeures de structure ou autres sont décelées, il faut en aviser l'auteur et celui-ci doit revoir lui-même son texte.

Un autre principe adopté dès le début voulait que chaque parution du *Bulletin* porte sur des sujets variés et non sur un « seul sujet ». Les responsables de la publication étaient d'avis que, en publiant des numéros à thème unique, le débat se déroulerait à l'intérieur du *Bulletin* et non parmi les lecteurs. De plus, il faut bien avouer que personne n'est vraiment intéressé à lire six ou huit articles de suite sur un même sujet. Certains sujets particuliers ont fait l'objet de numéros spéciaux. Les lecteurs se rappelleront entre autres le numéro 2 du volume 2 et son supplément spécial sur l'équipe interarmes en plus du menu habituel d'articles.

Comme le titre du Bulletin est le résultat de compromis et de suggestions, il faut savoir que la portée du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* n'a jamais été limitée aux seules questions de doctrine et d'instruction. Le Bulletin porte sur une foule de sujets comme le leadership, la technologie, l'histoire, l'éthique et tout autre sujet représentant un intérêt professionnel pour l'Armée de terre.

Après avoir reçu l'autorisation de publier, restait à obtenir des articles. Afin de permettre à la publication de prendre son envol, les articles des deux premiers numéros furent commandés. Depuis lors, la plupart des articles nous proviennent de nos lecteurs ou de responsables ou stagiaires des programmes de perfectionnement professionnel des unités.

*Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* a vu sa portée étendue et annonce maintenant le lancement de livres en plus d'accueillir, le Symposium annuel de l'Armée de terre de Kingston (Ontario) (le présent numéro renferme des précisions sur le prochain symposium qui aura lieu en mai 2002).

Même si des modifications ont été apportées à sa page couverture et à sa présentation, le *Bulletin* continue de privilégier le contenu. Les nouvelles des Directions, les collaborations spéciales, les articles, la tribune libre, les problèmes tactiques, les comptes rendus de livres et les autres rubriques, c'est ça qui compte. Certains articles ont porté sur les déploiements opérationnels, d'autres sur

des événements historiques et d'autres enfin sur la technologie. Les militaires du rang ont joué un rôle important dans le succès du *Bulletin* et je suis toujours surpris de voir à quel point ils sont à l'aise de discuter dans nos pages de questions opérationnelles et stratégiques alors que nos officiers supérieurs hésitent encore à le faire. Les questions relatives au pré-déploiement, la création d'une Armée de terre d'après la Deuxième Guerre mondiale et les lacunes en matière de doctrine ont également fait l'objet d'articles. L'avenir du Corps blindé a suscité beaucoup d'intérêt. Si l'on en juge par les nombreux articles qui ont traité de l'Arme blindée, il est clair que le mot « char » est un mot qui a du poids.

Au cours des cinq années qui viennent de s'écouler, certaines idées et certains concepts intéressants ont été mis de l'avant. De nombreux articles du *Bulletin* ont été utilisés comme lecture de base pour des groupes de travail, dans le cadre de séances de planification stratégique ou de cours ainsi que par le Conseil de l'Armée. Mais mieux encore, ils ont donné à nos soldats un journal professionnel qui leur permet de discuter et de partager leurs idées. L'avenir s'annonce encore plus prometteur.



*Le rédacteur en chef tient à remercier les nombreux rédacteurs en chef, les correcteurs d'épreuves, les concepteurs et plus particulièrement tous ceux qui ont contribué au Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre et qui en ont fait un journal professionnel de grande qualité.*

**Nous regrettons de vous informer que le nom des gagnants du Concours de rédaction d'essais sur la conduite de la guerre du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* ne figurent pas dans ce numéro. Nous avons été appelés à d'autres tâches, ce qui a reporté l'évaluation des essais. Veuillez lire le numéro de l'été 2002 où se trouveront le nom des gagnants.**

# De la Direction de l'instruction de l'Armée de Terre

RÉUNION DU CONSEIL DE L'INSTRUCTION DE L'ARMÉE DE TERRE - 3-4 NOVEMBRE 2001

**L**e Conseil de l'instruction de l'Armée de terre du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT) s'est réuni pour la deuxième fois à Kingston les 3 et 4 novembre 2001. D'excellents exposés et des débats ouverts ont fait de cette conférence annuelle un franc succès. De plus, les participants ont réussi à donner une orientation claire à nombre de dossiers concernant l'instruction de l'Armée de terre. Présidée par le major-général Arp, commandant du SDIFT, la conférence a accueilli des chefs des niveaux supérieurs de l'ensemble de l'Armée de terre. Parmi les 118 participants, notons le commandant adjoint du SDIFT, le brigadier-général Nordick, le commandant ou le commandant adjoint de chaque secteur, des commandants de brigade de la Force régulière et de la Réserve, le commandant du Centre d'instruction au combat et l'inspecteur du Commandement de la Force terrestre. Les militaires du rang étaient également bien représentés par de nombreux adjudes de commandement, de secteur et de brigade et nombre de commandants de centre d'instruction de secteur et d'école étaient accompagnés de leur SMR.

Au cours de la conférence, on a notamment fait le point sur les nouveaux modèles de perfectionnement professionnel des officiers et militaires du rang et présenté une vue d'ensemble des défis posés par le transfert à l'Armée de terre de la responsabilité de certains groupes professionnels militaires relevant auparavant du Service du recrutement, de l'éducation et de l'instruction des Forces canadiennes. Par ailleurs, le cmdt SDIFT a présenté aux cmdts ou cmdtAs des secteurs la nouvelle B-GL-300-008/FP-001, *L'instruction de l'Armée de terre du Canada*. On peut consulter sur le RID les exposés

présentés à l'occasion de la conférence à l'adresse suivante : [http://lfdts.army.mil.ca/web\\_temp/DAT/Army%20Training%20Council%20Presentations/](http://lfdts.army.mil.ca/web_temp/DAT/Army%20Training%20Council%20Presentations/)

Le compte rendu des décisions du Conseil est disponible à l'adresse suivante : [http://lfdts.army.mil.ca/web\\_temp/DAT/Army%20Training%20Council%20Record%20of%20Decisions/](http://lfdts.army.mil.ca/web_temp/DAT/Army%20Training%20Council%20Record%20of%20Decisions/)

Bref, la deuxième conférence annuelle du Conseil de l'instruction de l'Armée de terre s'est révélée des plus enrichissantes et a permis de réunir non seulement la majorité des chefs supérieurs de l'Armée de terre, mais aussi les responsables de l'instruction de l'ensemble de l'Armée de terre. Le Conseil continuera de se réunir une fois par année et tous sont invités à proposer des moyens d'améliorer la conférence.

## ORDONNANCES DU COMMANDEMENT DE LA FORCE TERRESTRE (OCFT) RÉCEMMENT RÉVISÉES PAR LA DIAT

**L'**an dernier, la Direction de l'instruction de l'Armée de terre (DIAT) a entrepris un ambitieux projet : réécrire deux Ordonnances du Commandement de la Force terrestre (OCFT) désuètes, soit l'OCFT 24-8, Ligne de conduite et marche à suivre en matière d'instruction individuelle, et l'OCFT 24-20, Politique et procédures sur les équivalences et le rétablissement de qualifications.

## OCFT 24-8 LIGNE DE CONDUITE ET MARCHE À SUIVRE EN MATIÈRE D'INSTRUCTION INDIVIDUELLE

**L**es politiques et procédures exposées dans l'OCFT 24-8 découlent du Système de l'instruction individuelle et de l'éducation des Forces canadiennes (SIIEFC). Le système d'instruction individuelle et d'éducation (II&E) des FC vise à offrir les programmes d'ins-

truction et d'éducation nécessaires au bon moment et de la manière la plus efficace et propice possible pour que le personnel qualifié dont nous avons besoin soit prêt et apte à répondre aux besoins opérationnels et aux objectifs et buts du Ministère. Le SIIEFC régit l'instruction et l'éducation de tous les membres des FC, qu'ils appartiennent à la Force régulière ou à la Réserve, et oriente l'élaboration et la gestion de toutes les activités d'II&E et des concepts clés dans ce domaine, soit une instruction axée sur le rendement, une approche systémique et une efficacité optimale. Le SIIEFC est un système de gestion qui comporte un système de contrôle de la qualité et un processus de contrôle de la quantité. Chacune de ces composantes s'accompagne de mécanismes de gestion des ressources.

À l'intérieur de l'Armée de terre, le SIIEFC est considéré comme la composante II&E de l'approche systémique de l'instruction de l'Armée de terre (ASIAT). Grâce aux mêmes étapes de contrôle de la qualité que le SIIEFC — analyse, conception, élaboration, conduite (déroulement), évaluation et validation — l'ASIAT contribue à la préparation du personnel de l'Armée de terre aux opérations. Toute l'II&E de l'Armée de terre est planifiée et donnée selon l'ASIAT et cette approche est également employée pour l'élaboration des normes qui permettent à l'Armée de terre d'uniformiser la façon d'aborder l'instruction en vue d'opérations. L'ASIAT sert à décrire les opérations de guerre en termes d'objectifs d'instruction individuelle et d'entraînement et offre des critères clairs, comme des normes de durée et de précision, pour mesurer le succès.

L'OCFT 24-8 renferme les politiques et procédures de contrôle qualitatif et quantitatif de l'instruction individuelle à l'intérieur de la Force terrestre. On y trouve les mécanismes de contrôle de la qualité et de la quantité à

appliquer à l'ensemble de l'instruction individuelle et de l'éducation de l'Armée de terre et plus précisément :

- une description du processus de contrôle de la qualité de la composante II&E de l'ASIAT;
- une description des documents de contrôle sous-jacents à l'II&E;
- une description des responsabilités des organisations clés responsables de l'II&E;
- la politique de liaison entre :
  - le Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT);
  - le Centre d'instruction au combat (CIC);
  - les quartiers généraux des secteurs;
  - les Centres d'instruction des secteurs; et
  - les centres d'excellence (CE);
- la politique de liaison avec le Service du recrutement, de l'éducation et de l'instruction des Forces canadiennes (SREIFC)/ Groupe de l'instruction de soutien des Forces canadiennes (GISFC) et ses écoles;
- une description du Comité supérieur d'examen du perfectionnement professionnel de l'Armée de terre (CSE PPAT) et de son rôle;
- une description du Groupe de travail sur l'instruction individuelle et l'éducation de l'Armée de terre (GT II&E AT) et de son rôle;
- une description de la Conférence sur l'instruction individuelle de l'Armée de terre (CIIAT) et de son rôle;
- une description du rôle de l'officier en chef des normes du Commandement (OCNC), dont le déroulement des visites et un modèle de présentation des rapports de visite;

- les procédures d'examen des progrès de l'Armée de terre;
- le processus de validation;
- une description du contrôle de la gestion des documents,
- le processus de contrôle quantitatif.

#### OCFT 24-20 POLITIQUE ET PROCÉDURES SUR LES ÉQUIVALENCES ET LE RÉTABLISSEMENT DE QUALIFICATIONS

La deuxième OCFT récemment réécrite par l'état-major de la DIAT est l'OCFT 24-20, Politique et procédures sur les équivalences et le rétablissement de qualifications. L'OCFT 24-20 s'applique à tous les candidats à l'enrôlement, à un reclassement (RECL) ou à un transfert de catégorie de service (TCS) à l'intérieur des FC. L'OCFT 24-20 s'applique également aux militaires en service actif qui suivent ou ont suivi des cours pertinents en milieu civil, qui accumulent ou ont accumulé de l'expérience pertinente en milieu civil ou qui ont déjà servi dans les Forces canadiennes ou dans des forces militaires étrangères.

L'OCFT 24-20 expose les pouvoirs, politiques et procédures concernant la reconnaissance d'équivalences et le rétablissement de qualifications à l'intérieur de l'Armée de terre. On y trouve des directives sur les sujets suivants :

- équivalences;
- rétablissement de qualifications;
- critères de rétablissement de qualifications;
- procédures d'état-major;
- qualifications de conducteur.

Bon nombre de candidats à l'enrôlement, à un RECL ou à un TCS possèdent des qualifications et de l'expérience civiles et militaires qui sont pertinentes à la carrière militaire ou au nouveau groupe professionnel ou à la

nouvelle catégorie de service. De plus, certains militaires en service actif continuent d'acquérir de nouvelles qualifications et de l'expérience en dehors des FC. Il arrive donc souvent que des militaires possèdent des qualifications supérieures à celles qu'on attend d'eux en raison de leur GPM, de leur grade et de leur ancienneté. Il se peut même que des militaires possèdent déjà les compétences et connaissances exigées pour un emploi de niveau supérieur à celui qu'ils occupent ou pour une promotion. Il faut reconnaître et exploiter pleinement le potentiel de ces militaires. Il faut cerner les cas où un militaire possède des compétences et des connaissances supérieures à ce qui est attendu et évaluer ces compétences et connaissances afin de déterminer si elles justifient l'octroi de qualifications officielles des FC. À cette fin, il existe deux processus, la reconnaissance d'équivalences et le rétablissement de qualifications des FC.

Une équivalence est reconnue quand une qualification des FC est accordée pour des qualifications et de l'expérience pertinentes et valables acquises en milieu civil, à l'intérieur de forces militaires étrangères, dans un corps de cadets ou dans le Cadre des instructeurs de cadets. Une équivalence est reconnue quand on estime que des qualifications et de l'expérience acquises en milieu civil ou une instruction reçue dans des forces militaires étrangères sont des alternatives acceptables à l'instruction à l'intérieur des FC. Une qualification ancienne des FC est rétablie quand on estime qu'elle est toujours valide. Ces deux processus visent à inciter des personnes formées à se joindre aux FC, à reconnaître l'auto-perfectionnement et à éliminer l'instruction inutile.

Les tableaux que l'on trouve dans l'instruction 4/94 du SMA(Per) QGDN sur les autorités de gestion en matière d'instruction individuelle et d'éducation (AG II&E) précisent qui est responsable de la reconnaissance des équivalences et du rétablissement de qualifications des FC. Le Programme d'équivalences militaires des FC (PEMFC) (DOAD 5031-1) renferme des directives qui s'appliquent à l'échelle des FC et délègue aux AG II&E le pouvoir de reconnaître des équivalences.

En gros, le chef d'état-major de l'Armée de terre (CEMAT) est responsable des qualifications de l'Armée de terre tandis que le Service du recrutement, de l'éducation et de l'instruction des FC (SREIFC) est responsable des qualifications dans le domaine de l'appui au combat et du soutien logistique du combat (SLC). La Marine, la Force aérienne, le Service de santé et le grand prévôt jouent également le rôle d'AG dans leur champ de compétence respectif. Le SREIFC a délégué ses pouvoirs à ce chapitre au Groupe de l'instruction de soutien des FC (GISFC).

Le CEMAT a délégué ses responsabilités d'AG à la DIAT, seul organisme autorisé à reconnaître des équivalences pour des qualifications de l'Armée de terre. En tant qu'AG II&E de l'Armée de terre, la DIAT doit élaborer, diffuser et tenir à jour des politiques et des procédures sur les équivalences et le rétablissement de qualifications des FC relevant de l'Armée de terre. On peut consulter la liste de toutes les qualifications en vigueur de l'Armée de terre sur le site RED de la DIAT à l'adresse suivante : <http://lfds.army.mil.ca/dat/qual.asp>

Un des principaux thèmes de la nouvelle OCFT est le changement de politique en ce qui concerne le pouvoir de rétablir une ancienne qualification des FC. Quand on rétablit une qualification, on reconnaît que la personne en cause est encore considérée comme qualifiée pour accomplir les tâches liées à la qualification en question. À l'intérieur

de l'Armée de terre, le pouvoir de rétablir une qualification des FC est exercé comme suit :

- si l'interruption de service est d'une durée de moins de trois ans, ce sont les QG SFT qui ont le pouvoir de rétablir des qualifications de l'Armée de terre et des qualifications de SLC de l'Armée de terre, et c'est l'AG compétente qui a le pouvoir de rétablir toutes les autres qualifications;
- si l'interruption de service est d'une durée de trois à cinq ans, ce sont les QG SFT qui ont le pouvoir de rétablir les qualifications liées aux fonctions essentielles de combat (FEC) et au leadership, et c'est l'AG compétente qui a le pouvoir de rétablir toutes les autres qualifications;
- si l'interruption de service est d'une durée de cinq à dix ans, c'est l'AG compétente qui a le pouvoir de rétablir toutes les qualifications;
- si l'interruption de service est d'une durée de dix ans ou plus, aucune qualification de l'Armée de terre n'est rétablie. Néanmoins, le dossier peut être transmis au GISFC qui a le pouvoir de rétablir le NQ2 des FC.

Toutes les demandes d'équivalences et de rétablissement de qualifications doivent être acheminées par la chaîne de

commandement à la DIAT/SDIFT, au G3 Pol instr/GISFC ou à une autre AG compétente selon le modèle figurant à l'annexe A de l'OCFT. La demande doit être accompagnée d'une preuve documentaire des qualifications ou de l'expérience pour lesquelles une équivalence ou un rétablissement de qualifications est souhaité. Le cmdt de l'unité devrait transmettre les demandes par la chaîne de commandement au QG du secteur pour examen. Si le QG du secteur n'a pas le pouvoir de donner suite à la demande, cette dernière doit être adressée à la DIAT ou à l'AG compétente.

Les OCFT 24-8 et 24-20 ont été signées et approuvées pour diffusion par le directeur de l'instruction de l'Armée de terre le 11 octobre 2001. Elles pourront bientôt être consultées sur le site RED du CEMAT à l'adresse suivante : <http://army.dwan.dnd.ca/lfco/24-08.htm>

Entre-temps, les deux OCFT peuvent être téléchargées à partir du site RED de la DIAT à l'adresse suivante : [http://lfds.army.mil.ca/DAT/draft\\_lfco.asp](http://lfds.army.mil.ca/DAT/draft_lfco.asp)

Nous vous invitons à transmettre toute question ou tout commentaire concernant l'une ou l'autre de ces OCFT par la chaîne de commandement au lieutenant-colonel Thomson, DIAT 6, Quartier général du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre (SDIFT), Kingston. Son numéro de téléphone est le (613) 541-5010, poste 4822.



# De la Direction des concepts stratégiques – Opérations terrestres

## PRÉFACE

**L**e *Plan de développement de l'Armée de terre de l'avenir* du 8 mars 1999 soulignait la nécessité de mettre à l'épreuve les concepts de l'Armée de terre de l'avenir dans des jeux de guerre pour confirmer leur validité. La première expérience a eu lieu en juin 2001. Bien que beaucoup d'efforts restent à faire pour l'analyser sous toutes ses facettes et même si un rapport détaillé sur le déroulement de l'expérience est en voie de rédaction et devrait être bientôt disponible, certaines conclusions pouvant intéresser un plus vaste public méritent d'être diffusées dès maintenant. Le présent document vise à diffuser au sein de l'ensemble de l'Armée de terre les enseignements de l'expérience 01 du Directeur des concepts stratégiques – Opérations terrestres (DCSOT). Il ne faut pas toutefois perdre de vue que le processus d'expérimentation en est encore à ses premières étapes et que la validité de ces conclusions devra être vérifiée dans d'autres conditions.

Avec l'accord du Conseil de l'Armée de terre, on a déterminé que cette première expérience devrait porter sur un scénario d'opérations dans un conflit généralisé se déroulant vers 2020, en terrain découvert, dans un espace de bataille élargi, et qu'elle devrait comparer et opposer deux modèles différents de capacités. L'année 2020 correspond au mandat du DCSOT consistant à examiner ces questions dans un horizon temporel de 11 à 25 ans. Les documents *L'environnement de sécurité de l'avenir* (août 1999) et *Besoins en capacités de l'Armée de terre de l'avenir* (janvier 2001) ainsi que la vérification récente des fonctions de combat portant sur le tir indirect ont fourni en bonne partie l'information de base.

L'examen a porté sur deux forces expérimentales : la FOREX A et la FOREX B. La FOREX A constitue un

perfectionnement évolutif de l'Armée de terre tandis que la FOREX B repose sur l'acquisition de capacités suffisamment sophistiquées pour aider à l'adoption d'un concept d'opération différent. Essentiellement, le modèle évolutif de la FOREX A mise sur la tendance actuelle consistant à utiliser la puissance de feu pour soutenir la manœuvre. Dans le cas du modèle de la FOREX B, l'amélioration des capacités à longue portée, associée à une réduction correspondante des éléments de manœuvre, exige que ce soit la manœuvre qui soutienne la puissance de feu.

L'expérience a pris la forme d'un séminaire divisé en phases d'action, de réaction, de contre-réaction et de discussion. Pour faciliter le déroulement du jeu de guerre, on s'est servi des travaux du Centre d'expérimentation de l'Armée de terre pour mettre au point la simulation pertinente.

Les résultats découlant de cette expérience ne constituent qu'une petite fraction d'un processus plus vaste de structuration des forces de l'avenir. Pendant l'année qui vient, le DCSOT réalisera une expérience similaire pour explorer la question des opérations « haut de gamme » de l'Option 2 (Vue 2) en milieu urbain. Cette série d'expériences — qui devrait inclure ultérieurement un examen des opérations domestiques — constituera un cadre permettant l'élaboration d'un modèle pour l'Armée de terre de l'avenir.

## CADRE

**A**fin d'augmenter la solidité des conclusions, tous les efforts possibles ont été faits pour utiliser des données dont la validité a été confirmée par des expériences et des analyses antérieures. À cet égard, la vérification récente de la fonction de combat portant sur les ressources de tir indirect a été particulièrement utile.

Une deuxième source importante d'information fut les données de référence sur les capacités de l'armement fournies par le Centre d'expérimentation de l'Armée de terre. Cette information était particulièrement importante pour les capacités sur lesquelles la recherche et le développement commencent à peine. Par exemple, l'un des véhicules virtuels de la FOREX est un véhicule à effets multimitation (VEM) armé d'un missile à haute énergie (MiHe) théoriquement capable d'atteindre une vitesse de Mach 7 en 400 mètres. On s'est servi, pour établir la modélisation, du missile du système d'arme antiaérien et antichar (ADATS) actuellement en service qui est plus lent et plus gros que le MiHe. Toutefois, la capacité du missile ADATS à détruire un char T80 à 5 km de distance constitua une base minimale permettant d'établir une projection des résultats pendant l'expérience.

Des expériences connexes menées par les Armées de terre américaine et australienne ont fourni des données de référence supplémentaires. Ces données ont été fusionnées pour constituer un portrait d'ensemble correspondant à la connaissance de la situation susceptible d'être vécue et sa dégradation possible au fil du temps. Les données de ces expériences ont servi aussi de point de départ pour déterminer les niveaux de destruction ainsi que les effets généraux des capacités à longue portée.

## OBJECTIFS DE L'EXPÉRIENCE

**L'**expérience avait pour but de comparer et d'opposer deux forces différentes opérant dans un espace de bataille élargi. L'accent était mis sur la réponse à deux questions principales : quels sont les multiplicateurs de forces importants et quelles sont les principales vulnérabilités? L'utilisation de deux struc-

tures de force différentes a permis un examen plus approfondi des capacités et des vulnérabilités. La liste de questions accessoires qui suit a été élaborée pour traiter des aspects choisis de chaque fonction opérationnelle.

#### Détecter

- Comment l'information destinée à la force doit-elle être gérée, coordonnée et distribuée?
- Les capacités de détection permettront-elles d'acquiescer les objectifs avec la précision nécessaire pour exploiter des armes à portée extrêmement longue?

#### Commander

- Quel degré de confiance est nécessaire (ou est acceptable) au commandant d'une force pour identifier et attaquer automatiquement des cibles de choix mobiles?
- Quelle est la meilleure structure de commandement, tant à l'intérieur des quartiers généraux (QG) qu'entre ceux-ci, permettant de faire face aux contraintes de temps reliées à l'attaque de cibles mobiles déterminantes?
- Quelles sont les fonctions potentielles d'aide au commandement pouvant être comblées par une capacité de rétroaction — au niveau du groupement tactique (GT)/de la FOREX?
- Comment une capacité réseaucentrée influence-t-elle le commandement par mission?

#### Agir

- De quelle puissance de feu intégrale doit disposer une force et cette force peut-elle recevoir en temps opportun un appui-feu efficace par rétroaction?
- Quelles sont les répercussions possibles d'un lien automatique entre le capteur et le tireur et ses implications en ce qui a trait à

l'acquisition d'objectifs, l'évaluation des objectifs, le choix des munitions et le caractère moral de l'action?

- Les FOREX A et B offrent-elles un équilibre adéquat entre la puissance de feu et la capacité de manœuvre pour soutenir leurs concepts d'opération respectifs (CONOPS)? (C.-à-d. la puissance de feu pour appuyer la manœuvre dans le cas de la FOREX A et la capacité de manœuvre pour appuyer la puissance de feu dans le cas de la FOREX B.)

#### Protéger

- La létalité et la mobilité accrues de la FOREX remplacent-elles la protection passive traditionnelle? (C.-à-d. comment un véhicule de 20 tonnes peut-il offrir la même protection qu'un de 70 tonnes?)
- Quel dédoublement et quelle protection exigent les systèmes d'information de la FOREX?
- Dans quelle mesure la protection de la FOREX dépendra-t-elle de la déception?

#### Maintenir en puissance

- Sera-t-il possible de configurer la force pour assurer son autosuffisance en fonction de la mission, court-circuitant ainsi un système régulier/linéaire de réapprovisionnement?
- Cette autosuffisance en fonction de la mission suscitera-t-elle un problème de mobilité ?
- Quelle est la meilleure méthode pour traiter et évacuer les blessés?

#### HYPOTHÈSES DE L'EXERCICE

**P**our être efficace dans l'espace de bataille élargi de 2020, l'Armée de terre devra posséder de nouvelles capacités associant doctrine, structure et systèmes.

L'expérience a été conçue aussi bien pour explorer ces nouvelles capacités que pour déterminer l'équilibre entre ces capacités qui offrira à l'Armée de terre les

meilleures possibilités de combattre et de remporter la victoire en terrain découvert dans un espace de bataille élargi. L'hypothèse centrale était que le succès de la FOREX dépendait de sa capacité à produire le choc opérationnel nécessaire contre l'ennemi en profondeur par la manœuvre, la puissance de feu et des opérations d'information offensives. Cela impliquait d'effectuer rapidement et simultanément des manœuvres tactiques de durée limitée avec la capacité de concentrer rapidement les effets de ressources dispersées. Dans cette perspective, les hypothèses supplémentaires suivantes ont été examinées :

- des engagements choc suivis de la dispersion de la force augmentent la capacité de survie de cette dernière;
- l'amélioration des capacités de détection et l'utilisation de ressources à longue portée réduisent la nécessité de forces de combat à courte portée;
- l'amélioration de la létalité accroît la capacité des forces de combat à courte portée à défaire des forces ennemies beaucoup plus importantes;
- les forces à longue portée tirent profit de l'exploitation des tactiques d'engagement choc et de leur supériorité sur le plan de la dispersion, de la précision et de la létalité;
- la détection facilite la précision qui, à son tour, permet aux formations d'engager et de détruire des forces ennemies selon un rapport de force bien plus favorable que celui actuellement reconnu de 3 contre 1 en faveur du défenseur.

#### DÉROULEMENT DE L'EXPÉRIENCE

##### Scénario et concept d'opération des forces ROUGES

**L**e scénario impliquait de livrer une bataille classique en terrain découvert mais à l'intérieur d'un espace de bataille très élargi et avec un rapport de force défavorable. La zone d'opérations confiée aux FOREX A et B était comparable à celle qui pourrait

être confiée à l'heure actuelle à une division ou à une formation de plus grande taille (150 km sur 200). La dimension de la zone d'opérations et le rapport défavorable des forces imposaient une coordination minutieuse de la manœuvre et de la puissance de feu pour être capable d'infléchir la bataille et vaincre l'ennemi tout en conservant une capacité offensive d'exploitation.

Tant la FOREX A que la FOREX B faisaient face à des forces ROUGES de deux divisions comportant quatre régiments de fusiliers motorisés (RFM) en premier échelon tactique, orientés vers des objectifs immédiats, et deux RFM ainsi que deux régiments de chars formant un deuxième échelon tactique concentré sur les objectifs subséquents. Les forces ROUGES disposaient d'une panoplie complète de capacités classiques modernes. Elles étaient particulièrement bien pourvues en matière de forces blindées et de capacités de feu indirect. Elles disposaient aussi d'hélicoptères d'attaque de grande qualité mais en nombre limité. Le rapport des forces était favorable de manière significative aux forces ROUGES. Par rapport à la FOREX A et à la FOREX B, ce rapport était respectivement de 7 contre 1 et de 10 contre 1 en ce qui avait trait aux ressources de manœuvre et de 7 contre 1 dans les deux cas en ce qui avait trait à la puissance de feu. De plus, les forces ROUGES possédaient l'initiative pour lancer l'attaque initiale.

Bien qu'elles jouissent d'une supériorité numérique, les forces ROUGES étaient handicapées par l'obsolescence relative de leur système de renseignement, de surveillance, d'acquisition d'objectifs et de reconnaissance (ISTAR), ce qui engendrait plusieurs faiblesses importantes, les plus critiques étant les lacunes comparatives des systèmes de connaissance de la situation, de commandement et de contrôle. Ces lacunes rendirent les forces ROUGES vulnérables aux capacités de reconnaissance et d'attaque des ressources aériennes des forces BLEUES. Les forces ROUGES furent aussi incapables de fixer les forces BLEUES et de les engager dans un combat rapproché où elles auraient profité de leur supériorité numérique.

## Forces (FOREX) BLEUES

La structure des deux FOREX comportait des capacités dans cinq fonctions opérationnelles. Toutes deux avaient la taille d'un groupe-brigade actuel avec chacune un effectif d'environ 5 000 hommes. Voici un aperçu de chacune des fonctions opérationnelles :

### FOREX A - Agir

Les ressources « pour agir » attribuées à la FOREX A comprenaient des pièces d'artillerie, des mortiers, de l'aviation tactique, des ressources nécessaires pour mener des opérations offensives et trois groupements tactiques de véhicules blindés de l'avenir (VBA). Pour les besoins de la modélisation, les bouches à feu d'artillerie étaient des pièces de 155 mm lançant des munitions à guidage de précision (MGP) et ayant une portée de 40 km. Les mortiers étaient des pièces de 120 mm lançant des MGP jusqu'à une distance de 15 km. Les ressources d'aviation tactique étaient modelées sur l'hélicoptère Griffon doté du système optoélectronique de reconnaissance, de surveillance et d'acquisition d'objectifs (ERSTA) et d'un armement de 8 à 16 missiles Hellfire ayant une portée de 8 km et de 38 roquettes CRV-7 guidées par laser et d'une portée de 7 km.

### FOREX B - Agir

La principale différence entre la FOREX A et la FOREX B résidait dans l'ajout à cette dernière de ressources améliorées à longue portée. En plus des pièces d'artillerie et des mortiers, la FOREX B était dotée de systèmes de lance-roquettes d'artillerie et d'aviation tactique.

Le système de roquettes était basé sur le système de roquettes d'artillerie à grande mobilité de l'Armée de terre américaine (HIMARS); toutefois, sa portée a été étendue à 100 km — un développement prévisible d'ici 2020. Les hélicoptères armés Griffon équipés de ERSTA avaient été haussés au standard du RAH-66 Comanche de l'Armée de terre américaine. La silhouette furtive du Comanche (dont la section efficace en radar n'est qu'un trentième de celle d'un Apache),

conjuguée à la capacité d'acquérir, de traiter et de transférer jusqu'à 200 cibles, conférait à la FOREX B une capacité à longue portée considérable.

### Groupements tactiques de VBA

Les ressources de combat rapproché avaient été organisées en GT disposant chacun de capacités dans les cinq fonctions opérationnelles. Afin de mieux explorer les choix possibles entre les ressources à courte et à longue portée et leur relation en ce qui a trait à la manœuvre, trois GT avaient été attribués à la FOREX A et deux à la FOREX B.

### CAPACITÉS COMMUNES

Pour maintenir le nombre de variables à un niveau manipulable, les capacités individuelles de chaque GT et leurs capacités communes en ce qui concerne les autres fonctions opérationnelles étaient identiques pour les deux FOREX.

Les ressources de feu indirect étaient attribuées aux GT par les FOREX. La puissance de combat principale des GT résidait dans des sous-unités de véhicules à effets multimirage (VEM) et de véhicules à effets pour combat rapproché (VECR). La sous-unité de VEM consistait en trois sous-sous-unités de VEM et une sous-sous-unité armée de missiles installés au sol ayant des performances comparables au Hellfire. La sous-unité de VECR comprenait trois sous-sous-unités. Le VEM correspondait au résultat de l'évolution à partir de l'actuelle capacité de tir direct du char tandis que le VECR correspondait à l'évolution du véhicule blindé léger (VBL) III, ayant un équipage de trois membres et transportant une section de six soldats. Chaque VECR était armé d'un canon de 25 mm et d'une mitrailleuse polyvalente. Deux véhicules de chaque sous-sous-unité étaient armés d'un lance-grenades automatique Mk 19 tandis qu'un autre était armé d'une nacelle de quatre missiles de défense antiaérienne à très courte portée (VSHORAD).

### Le véhicule à effets multimirage

Le VEM était légèrement plus révolutionnaire sur le plan des performances. Après consultation avec des

chercheurs, le véhicule fut modelé sur les performances inhérentes au projet de VBA. Son armement consistait en un canon de 105 mm électrothermo-chimique (ETC) disposant d'une dotation initiale en munitions de 40 obus et d'un système de missiles sous nacelle pour des tâches de défense antichar et de défense antiaérienne (DAA) à très courte portée.

#### Missile à haute énergie (MiHe)

Le missile du VEM était basé sur le missile de l'ADATS actuellement en service mais en y ajoutant les améliorations prévues au cours des dix prochaines années. On prévoyait qu'un tel missile mesurerait approximativement un mètre de longueur, aurait une masse de 20 kg et atteindrait la vitesse de Mach 7, quatre cents (400) mètres après son lancement. Compte tenu de sa vitesse, on prévoyait qu'il serait guidé par un faisceau laser.

#### Commander — Cellule de coordination des effets (CCE)

L'aide au commandement était organisée sur la base d'un bataillon d'aide au commandement dépendant beaucoup de la technologie et ayant comme principe moteur la connaissance. Les activités régulières de cueillette, d'analyse et de synthèse des données étaient considérées comme des activités automatiques. Les états-majors des deux FOREX comprenaient deux cellules de « coordination des effets » assurant un dédoublement et la capacité de scinder les activités de planification et d'exécution entre ces deux cellules.

Une des capacités projetées les plus importantes était le contrôle centralisé des effets des armes qui est intégré au concept de la CCE et qui lie les capteurs aux dispensateurs des effets. Pour exécuter efficacement cette fonction, la CCE doit avoir accès à toutes les ressources potentielles de détection et d'attaque — y compris les ressources interarmées — dans le but d'assurer une capacité maximale de réaction.

La CCE était capable d'établir, de modifier et d'interrompre des liens directs entre les capteurs et les tireurs. Cette connectivité permettait de réduire les strates et les nœuds de com-

munication pour l'appui-feu et la conduite du tir. Ces fonctions et ces organisations étaient rassemblées dans des CCE moins nombreuses mais plus performantes, implantées aux niveaux permettant de planifier et de coordonner le plan d'appui-feu, d'en déterminer les priorités, de les arbitrer et d'en assurer l'exécution.

#### Détecter

Afin de tirer profit des capacités inhérentes à chaque FOREX, il était nécessaire d'effectuer certaines projections sur les systèmes de détection qui seront en service vers 2015. Plus particulièrement, on prévoit que les systèmes de détection seront intégrés, permettant ainsi aux commandants, peu importe leur niveau, d'avoir accès à l'information provenant d'une grande variété de sources — tant tactiques que stratégiques. Cette capacité a été attribuée aux deux FOREX. Le jeu de guerre n'a pas simulé la dégradation de cette capacité.

Les caractéristiques de détection communes aux deux FOREX comprenaient des liens avec les capteurs et des systèmes informatiques à l'épreuve des interruptions et de la destruction. Le mélange de capteurs fournissait une couverture sept jours sur sept, 24 heures sur 24, et sa connectivité avec des ressources de niveau supérieur facilitait l'identification et l'engagement d'objectifs à longue distance. L'image commune de la situation opérationnelle était d'une bonne précision jusqu'à une distance de 120 km.

#### Protéger

Les capacités de protection attribuées à la FOREX A et à la FOREX B n'étaient pas différentes sur le plan structurel. Toutes deux disposaient, tant au niveau de la FOREX proprement dite qu'au niveau des GT, de ressources en matière de génie de campagne, de DAA et de défense NBC. Le génie était capable d'assurer aussi bien un soutien de mobilité qu'un soutien de contre-mobilité; toutefois, cette dimension n'a pas été exploitée à fond pendant cette expérience. En ce qui concerne la défense aérienne, les FOREX assuraient la couverture antiaérienne contre les

aéronefs volant à moyenne et à basse altitude tandis que les GT assuraient celle contre les avions volant à très basse altitude au moyen du missile de DAA à très courte portée, tiré à partir du VEM.

#### Maintenir en puissance

Les capacités de maintien en puissance des deux FOREX étaient basées sur un concept modulaire selon lequel les capacités des sous-unités ou des sous-sous-unités étaient additionnées ou soustraites en fonction de l'analyse de la mission. Le ravitaillement était assuré par un système de distribution mettant l'accent sur la précision. Un soutien intégral suffisant était fourni pour permettre l'exécution d'une gamme de missions potentielles avec un réapprovisionnement en cas d'urgence uniquement. Le système de soutien sanitaire se concentrait sur la stabilisation de l'état des blessés et leur évacuation. La taille de la zone d'opérations imposait dans la plupart des cas des ressources spécialisées d'évacuation aéro-sanitaire.

#### Concept d'opération des forces BLEUES

Le concept d'opération des deux FOREX était basé sur un processus cyclique consistant à infléchir, défaire et exploiter. La façon d'y parvenir dépendait de la disponibilité des ressources à longue portée. De plus, tout le cycle était analysé en utilisant un concept basé sur les fonctions opérationnelles : commander, détecter, agir et maintenir en puissance.

#### Concept d'opération de la FOREX A

Le concept d'opération de la FOREX A était basé sur la tactique de « Trouver - Fixer - Frapper ». Le volet consistant à trouver l'ennemi était basé sur l'intégration des ressources de détection intégrales et de niveaux supérieurs. On doit souligner que la capacité des systèmes de détection de repérer les activités ennemies était considérablement supérieure à la capacité d'exécution de la FOREX A avec ses seules ressources intégrales liées à la fonction Agir. Grâce à ce niveau élevé de connaissance de la

situation, l'ennemi a pu être fixé au moyen de ressources à moyenne portée et, quand cela était possible, en utilisant les ressources à longue portée de la coalition. L'ennemi a été défait en utilisant la tactique traditionnelle du combat rapproché mais seulement après que sa puissance de combat eut été sérieusement entamée. Dans la mesure du possible, la FOREX A a infléchi la bataille de manière à forcer l'ennemi à rompre le combat permettant ainsi à la FOREX A de profiter de la puissance défensive. La FOREX A a cherché à obtenir la sécurité par la dispersion. Les éléments de manœuvre étaient dispersés dans tout l'espace de bataille jusqu'au niveau des sous-sous-unités en profitant d'une excellente connaissance de la situation. Chaque sous-unité disposait de capacités intégrales tant en matière de tir direct que de DAA à très courte portée, ce qui facilitait la création d'une enveloppe de protection à l'intérieur de laquelle les menaces de tout type pouvaient être détruites par la puissance de feu intégrale. Les ressources d'appui indirect étaient tout aussi bien dispersées et pouvaient être concentrées par l'entremise de la CCE pour assurer un effet de masse.

#### Concept d'opération de la FOREX B

Les ressources à longue portée dont disposait la FOREX B lui permettaient d'employer un concept d'opération qu'on peut décrire comme consistant à « Trouver - Détruire - Achever ». Comme dans le cas de la FOREX A, la fonction de détection était assurée par l'intégration des ressources de détection intégrales et des ressources de niveaux supérieurs. La FOREX B possédait un niveau élevé de connaissance de la situation avec une vue opérationnelle commune à tous les niveaux. La supériorité de la FOREX B résidait dans sa capacité à utiliser des ressources à longue portée, particulièrement l'hélicoptère Comanche et les systèmes de lance-roquettes d'artillerie, pour détruire l'ennemi à grande distance.

Dans les phases initiales de la bataille, les éléments de manœuvre ont été utilisés pour assurer la sécurité des ressources à longue portée. Cette

sécurité a été accrue par la dispersion physique des ressources et l'utilisation de la CCE pour concentrer les effets. La FOREX B a utilisé ses ressources à longue portée pour établir des conditions favorables pour le combat rapproché qu'on peut décrire le mieux comme des « opérations de nettoyage ». En fait, le régiment de fusiliers motorisés du premier échelon tactique avait été tellement décimé par le feu à longue portée qu'il a été mis hors de combat sans même qu'on ait besoin de l'affronter en combat rapproché.

#### JUGEMENTS ET PERCEPTIONS

Le plus grand nombre possible d'outils d'analyse et d'évaluation ont été utilisés pour établir de la manière la plus exhaustive possible des jugements et des perceptions. Ces outils variaient de l'analyse par des recherches opérationnelles fondées sur les mathématiques aux perceptions collectives et subjectives, fondées sur des opinions professionnelles. Les perceptions et les jugements de cette expérience doivent être combinés avec ceux fournis par d'autres scénarios pour permettre de tirer des conclusions valides sur le développement d'un modèle de force souhaitable. La modélisation informatique était basée sur l'utilisation de capacités existantes ou sur le point d'entrer en service avec l'ajout d'une marge supplémentaire pour tenir compte des développements possibles pendant les quelques prochaines années.

La FOREX B a été particulièrement efficace dans la dégradation des capacités des forces ROUGES pendant la bataille préliminaire. Des capacités de frappe à longue portée ont été utilisées pour attaquer les réserves ROUGES dans leur zone de rassemblement une fois la frontière violée. Mais plus important encore, les ressources à longue portée ont permis à la FOREX B de déterminer les conditions du combat rapproché devant être éventuellement livré, interdisant ainsi en bonne partie aux forces ROUGES de s'approcher et de l'engager de manière décisive. Par voie de conséquence, cela a eu pour effet de réduire les pertes des forces BLEUES.

L'expérience postulait un niveau élevé de connaissance de la situation qui, associée à des ressources à longue

portée, offrait à la FOREX B beaucoup de latitude pour la composition d'une réserve et le choix du moment de son établissement. Cette même connaissance de la situation a facilité la dispersion des forces de manœuvre jusqu'au niveau de la sous-sous-unité et des ressources de tir indirect jusqu'au niveau du système d'arme lui-même. Cette dispersion a augmenté la sécurité et la surviabilité en empêchant le tir de contre-batterie tout en permettant néanmoins la concentration des effets par l'entremise de la CCE. Bien qu'au départ les lance-roquettes multiples aient été dispersés individuellement, le déroulement de l'exercice a démontré que leur réapprovisionnement serait plus efficace s'ils étaient regroupés en paires. Leur positionnement par paires permettait aux véhicules de rechargement d'établir un taux de roulement passablement bon.

L'espace de bataille dans lequel opéraient les FOREX A et B était très différent de celui qui est actuellement la norme, particulièrement en ce qui a trait à ses dimensions physiques et à la concentration des forces ennemies. On a évalué de manière subjective que cette dispersion pourrait susciter des sentiments d'isolement pouvant avoir des répercussions sur la cohésion, le moral et la confiance. Pour faire face aux dimensions accrues de l'espace de bataille, l'entraînement et l'instruction doivent préparer les militaires de tous grades à tirer profit de cette dispersion. On a aussi émis l'opinion que la taille de la zone d'opérations et l'absence de forces amies sur les flancs accentueraient la pression sur le système d'aide au commandement et sur le commandant. La connaissance de la situation et une image commune de la situation opérationnelle aideraient à corriger cette situation; toutefois, les participants à l'exercice étaient d'avis qu'une certaine dégradation de la connaissance opérationnelle était inévitable. Bien que fonctionnel, ce niveau élevé de connaissance ouvrait la porte à un commandement directif dont l'impact reste à déterminer. La dimension de la zone d'opérations et la taille des forces ennemies ont suscité la nécessité d'une synergie des efforts tant à l'intérieur de la formation qu'avec des sources externes. La gestion de l'espace de

bataille était problématique et dépendait en bonne partie d'une image commune de la situation opérationnelle et de la compréhension de l'intention du commandant à tous les niveaux de commandement.

Des ressources de détection étaient indispensables pour exploiter le plein potentiel des capacités à longue portée. Des moyens de détection à haute résolution sont nécessaires et on a jugé que, compte tenu de la complexité de l'espace de bataille et des questions d'acquisition d'objectifs, il était indispensable que les ressources intégrales des formations soient capables d'une intégration avec un niveau plus élevé.

On a aussi envisagé que la dépendance à l'égard de la détection engendrait une vulnérabilité critique. Le système doit être protégé et dédoublé. La vulnérabilité par rapport à la déception doit être soigneusement évaluée et on doit s'en protéger. La capacité de la FOREX à « agir » comme une division actuelle est basée sur une utilisation efficace de toutes ses capacités, et toute dégradation significative de sa capacité de détection forcerait une réévaluation de la tâche.

Les rapports (ratios) entre la capacité de manœuvre et la puissance de feu de la FOREX A et de la FOREX B étaient différents. La FOREX A disposait d'un GT de manœuvre supplémentaire tandis que la FOREX B possédait un nombre significativement plus élevé de ressources létales à longue portée. Cette différence s'est accentuée quand la mission a changé et que les FOREX ont reçu pour tâche d'exploiter les gains initiaux. La FOREX A a subi des pertes beaucoup plus importantes que la FOREX B et elle dut être reconstituée jusqu'à un certain point tandis que la puissance de combat de FOREX B demeura à peu près intacte. Simultanément, pendant les discussions sur l'engagement des formations dans des tâches exigeant des effectifs importants, il est apparu clairement que la FOREX B manquait de souplesse. L'équilibre entre la puissance de feu et la manœuvre dans la structure d'une force doit être soigneusement examiné et on doit tenir compte des exigences de plus d'un type de mission.

L'expérience a fourni amplement de preuves de la nécessité d'intégrer les capacités inhérentes à chacune des cinq fonctions opérationnelles. Les vulnérabilités de la FOREX, particulièrement sur le plan de l'information, dictent qu'on accorde la plus grande priorité à la fonction de protection. La prolifération des systèmes de détection à travers le monde soulève la question de savoir si la déception est encore possible. Il est clair que compte tenu de la prolifération de l'information, l'avantage est dans le camp de celui qui peut la traiter et qui peut agir en fonction de cette information en temps opportun. À cet égard, une liaison directe entre le tireur et le capteur et des engagements autonomes choc sont deux possibilités.

Les questions du maintien en puissance ont été examinées pendant l'exercice et un contrôle a été exercé sur la quantité de missiles disponible. Une approche reposant sur la « suffisance pour les besoins de la mission » signifie un réseau d'approvisionnement plus important que d'ordinaire; cela a l'avantage toutefois de réduire la nécessité de lignes de communication sûres. L'expérience a démontré que ce mode de fonctionnement conviendrait pour la plupart des approvisionnements; toutefois, le ravitaillement en munitions d'artillerie s'est révélé problématique étant donné les quantités en jeu. Un réapprovisionnement basé sur le « rythme des combats » était plus réalisable que la « suffisance pour les besoins de la mission ». Cela a forcé l'établissement de corridors temporaires ou ponctuels de réapprovisionnement. L'expérience a démontré que l'utilisation de munitions de précision pouvait réduire les quantités de munitions utilisées et réduire ainsi le problème de réapprovisionnement. Par exemple, la FOREX B a utilisé seulement 1 000 missiles.

On a discuté du soutien médical d'une formation se déplaçant rapidement dans un espace de bataille élargi. Bien que les pertes fussent relativement faibles (environ 100 pertes par jour pour un total de 400 à 450), il était évident que l'accent devrait être mis à l'avenir sur la stabilisation et l'évacuation des blessés. Les distances et

l'absence possible de lignes de communication sûres imposeraient l'utilisation de ressources spécialisées pour l'évacuation aérosanitaire.

## QUESTIONS LAISSÉES SANS RÉPONSE

**B**ien que l'expérience ait permis d'examiner des questions reliées aux opérations en terrain découvert dans un espace de bataille élargi, certaines questions n'ont pas pu être examinées en raison des limites inhérentes à l'expérience.

On prévoit examiner ces questions tant en terrain découvert qu'en terrain restreint au fil de l'évolution du processus d'expérimentation. La question du soutien à la mobilité est particulièrement importante compte tenu qu'on prévoit que la force sera équipée de véhicules à roues.

## RECOMMANDATIONS

**B**ien que son analyse ne soit pas terminée, cette expérience démontre clairement la valeur de ressources à longue portée dans un espace de bataille élargi et en terrain découvert. Le système de roquettes d'artillerie à grande mobilité (HIMARS) a été particulièrement efficace et son utilisation en association avec des mortiers et des pièces d'artillerie a considérablement augmenté la létalité du tir indirect. C'est un système qui mérite un examen plus approfondi.

L'intégration des systèmes de détection était considérée comme une condition indispensable au succès de la FOREX et le projet ISTAR devrait se poursuivre dans le cadre de cette exigence. En ce qui a trait au besoin manifeste d'une synergie et d'une méthode fondée sur des systèmes, un système numérique et intégré de commandement est indispensable pour faciliter la connectivité nécessaire.

Les hélicoptères armés ont fourni aux deux FOREX une capacité considérable. Le Comanche s'est révélé particulièrement efficace; toutefois, le Griffon équipé du ERSTA, de roquettes CRV-7 et de missiles Hellfire constitue un système d'arme formidable.

Les résultats de l'expérience ont permis de confirmer la pertinence de l'orientation actuelle de la 1<sup>re</sup> Escadre et des activités de science et technologie (S et T) sur le développement de la force. On recommande un processus évolutif impliquant le passage du Griffon non armé équipé du ERSTA au Griffon armé équipé du ERSTA jusqu'à un hélicoptère spécialisé de reconnaissance armée.

Malgré la prolifération des systèmes de détection, la déception est encore considérée comme un facteur important et des recherches devront être menées pour déterminer les possibilités dans ce domaine, particulièrement en ce qui concerne la dissimulation électronique des forces.

Même si la FOREX B s'est révélée être une force formidable pour le combat à longue distance, le combat rapproché demeure indispensable. De même, certaines tâches exigent encore

l'intervention de troupes à pied. Un équilibre entre les capacités de manœuvre et la puissance de feu est donc indispensable.

Les champs d'intérêt susceptibles d'intéresser la recherche en S et T sont nombreux et divers, mais ils doivent obligatoirement inclure la poursuite du travail avec l'Armée de terre américaine sur son système de conduite du tir; l'ajustement de l'ISTAR pour satisfaire les besoins opérationnels, et la poursuite de la recherche sur la létalité et les communications, y compris la sécurité de l'information.

#### CONCLUSION

L'expérience a fourni un aperçu précieux de l'utilisation en terrain découvert des ressources de tir indirect à longue portée. L'espace de bataille élargi comporte des problèmes complexes qui ne peuvent être résolus que

par un juste équilibre des capacités, particulièrement celle de manœuvre et de puissance de feu. Les résultats de cette expérience ne constituent qu'un petit élément d'un processus plus vaste de restructuration de la force de l'avenir. Le DCSOT réalisera bientôt une expérience similaire pour explorer le sujet des opérations en milieu urbain. Cette expérience sera suivie d'une autre portant sur les opérations domestiques. Ces expériences constitueront ensemble un canevas pour élaborer un modèle de développement de la force de l'Armée de terre de l'avenir.



#### PARTICIPANTS

##### CELLULE BLANCHE

Col M. Ward	DCSOT
Lcol M. Cessford	DCSOT
M. R.L. Roy	Équipe de la recherche opérationnelle
M. F.W. Cameron	Équipe de la recherche opérationnelle
Mme Z. Bouayed	Équipe de la recherche opérationnelle
M. S. Robertson (Ph.D.)	Analyste stratégique
Maj B.J. Chapman	SDIFT - CEAT
Cpl L. Steele	Commis DCSOT

##### CELLULE ROUGE

Lcol. Rap Probert	DCSOT
Lcol W. Schultz	OLFC (W)
Maj J.A.Y.R. Boissonault	DGRO

##### FOREX A

Lcol G.D. Burt	DCSOT
LtCol D. Fraser	Officier de liaison de l'armée australienne
Maj R.S. McLeish	DDAT
Maj S. Davidson	427 ETAH

Maj M.P. Gagné	DBRT
Capt R.W. Dupuis	DBRT
Maj K.S. McKay	DDAT

##### FOREX B

Lcol A.G. Morrow	DCSOT
LTC S.E. Murray	Officier de liaison de l'US TRADOC
LCol A. Welsh	Représentant permanent du R.-U./DDOFT
Maj P. Duff	DDAT
Maj P.J. Fleury	DPSOT
Maj K. Whale	1 <sup>re</sup> Escadre
Maj M.B. Johnstone	DDAT

##### CONSEILLERS

M. K. Ackles (Ph.D.)	DCSOT/conseiller scientifique
Maj L.M. Espenant	DAPVB
M. J. Beaulieu (Ph.D.)	Entrepreneur
M. D.H. Saint	SMA (S et T)
M. D.L. Smith	SMA (S et T)
M. P. Fournier	CRDV
Mme A. De Montigny	CRDV
Mme C. McCann	IMCME

# Le Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne suit son étoile

## L'art militaire

par le brigadier-général Glenn A. Nordick, OMM, CSM, CD

**L**e Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC) est et une institution qui demeure axée sur l'art militaire. Sa mission est de développer les aptitudes nécessaires à l'exécution des fonctions de commandement et d'état-major chez les officiers de l'armée aux prises avec des situations de guerre. La vision de CCEFTC englobe deux éléments importants : le Collège se veut une institution qui incorpore et exprime l'éthos et les qualités professionnelles de l'armée, d'une part, et un centre d'études, de réflexion et de développement de doctrine qui assurera à l'armée une capacité intellectuelle et décisionnelle, d'autre part. Fière de ses 62 ans d'histoire et grâce à son caractère flexible, innovateur et professionnel, l'institution est en mesure de s'adapter aux exigences actuelles et d'aider l'armée à se projeter dans l'avenir.

Il importe de savoir que le CCEFTC n'enseigne pas seulement aux capitaines et aux majors d'armée de la Force régulière, mais il administre aussi le Cours d'état-major d'officier de la Milice (CEOM) pour les capitaines de la Réserve, le Cours de commandement et d'état-major de la Milice (CEM), pour les majors de la Réserve, et le Cours de commandant d'unité (CCU), pour les officiers commandants de la Force régulière. De plus, un cours en résidence est offert une fois par année aux officiers étrangers admissibles au Programme d'aide à la formation militaire (PAFM), en préparation de leur participation au cours de commandement et d'état-major.

Pour commencer, rappelons les événements récents qui ont mené aux modifications du cours de com-

mandement et d'état-major. En 1996, l'armée a autorisé le CCEFTC à offrir un programme de cours à double voie. L'instruction destinée aux officiers d'état-major de l'armée se déroulait sur 37 semaines partagées entre le Cours d'état-major de la Force terrestre (CEFT) et le Cours de commandement et d'état-major de la Force terrestre (CCEFT). Mais cette modification ne répondait pas aux exigences de l'armée, malgré le modèle didactique crédible en vigueur. Les cours ne permettaient pas de former un nombre suffisant d'officiers et ne formaient pas les stagiaires tout à fait selon la nouvelle description des exigences militaires fondamentales des officiers (DEMFO) de l'armée. Par conséquent, en 2000, un cours hybride a vu le jour, le Cours de commandement et d'état-major de transition (CCET), soit 10 séries de cours visant à développer les aptitudes d'état-major chez quelque 400 officiers en attente de formation. Le CCET n'a jamais été conçu comme une fin en soi mais plutôt comme une étape prévue dans l'édification d'un programme d'études mieux adapté à la nouvelle DEMFO.

Le Collège a récemment amorcé l'élaboration d'un nouveau programme d'études qu'est le Cours sur les opérations de l'armée de terre (COAT), lequel remplacera le CCET. La version pilote sera inaugurée en mai 2003. À quoi l'armée peut-elle s'attendre de ce nouveau cours?

Voyons les détails techniques d'abord. Le programme de perfectionnement des officiers des FC comptent quatre périodes. La première période (PP1) correspond à l'instruction élémentaire des élèves-officiers. La deuxième (PP2) s'adresse aux officiers du grade de

lieutenant et de capitaine. La troisième (PP3) rassemble les officiers nouvellement promus au grade de major et les officiers sur le point d'être promus au grade de colonel, et elle comprend aussi l'instruction d'armée et interarmées de niveau opérationnel. Enfin, la quatrième (PP4) s'adresse aux colonels et aux officiers généraux. Comme le COAT est conçu pour les officiers d'armée en début de PP2, certains officiers ayant le grade de capitaine depuis trois ans ou plus seront admissibles aux parties officielles du cours. L'on prévoit que tous les officiers d'armée suivront ce cours, conformément à la nouvelle DEMFO.

Au début, le CCEFTC administrera le COAT trois fois par année, pour former 216 stagiaires dont 18 officiers de la Force aérienne et 12 officiers du PAFM. Compte tenu de l'état actuel de l'infrastructure, le Collège ne pourra répondre qu'à 80 % de la demande de l'armée annuellement. À l'avenir, cependant, il se peut que le Collège puisse accueillir un groupe de stagiaires supplémentaire par cours ou offrir à certains officiers un programme de non-résidents. Comme les officiers ou les membres des GPM ne suivent pas tous le même cheminement professionnel, certains officiers ayant le grade de capitaine depuis trois ans ou plus ne participeront pas au programme à cette étape de leur cheminement. Par conséquent, le cours continuera d'être offert aux majors admissibles et aux capitaines, peu importe leurs années de service. Cette formule offre le maximum de flexibilité par rapport à l'activité professionnelle. Le COAT est un élément clé dans le perfectionnement des officiers d'armée et sera considéré comme un préalable à l'inscription aux cours de la PP3 offerts au Collège des Forces canadiennes, à Toronto.

Quoique le COAT ne soit pas encore approuvé ni complètement développé, il sera probablement constitué de quatre parties distinctes réunies dans une formule hybride comprenant l'apprentissage individuel, le téléenseignement, et les études en résidence :

La première partie du COAT consistera en un programme d'apprentissage individuel dirigé, à progression libre, comprenant plusieurs cours de système du nouveau Programme d'études militaires professionnelles pour les officiers (PEMPO). En plus de réussir les exigences de certains cours du PEMFC, les officiers devront compléter à leur rythme des modules d'instruction sur Internet, à l'issue desquels ils seront évalués au moyen de techniques automatisées. Pour être admis au COAT, ils devront réussir chacun de ces modules. Bien que conçu en fonction des officiers nouvellement promus au grade de capitaine, cette partie du COAT est à la portée des officiers d'armée ayant réussi l'instruction élémentaire de la PP1. Il faudra mettre un an, environ, à la compléter, en prévoyant six mois pour les trois cours du PEMFC et six mois pour la matière destinée aux officiers d'armée.

La deuxième partie du COAT se déroulera sur sept semaines et consistera en un cours structuré, donné par téléenseignement et suivi dans la garnison principale de l'officier. Elle débutera après la fin de la première partie, à partir du moment que le gestionnaire de carrière y aura inscrit l'officier. La prestation du cours se fera d'abord au moyen du logiciel d'enseignement à distance Web Course Tools, exploité par le Collège militaire royal du Canada. À la longue, le cours sera incorporé au nouveau Réseau d'apprentissage de la Défense (RAD) et la formule de formation sur Internet sera retenue. Cette partie du COAT initiera les officiers à une variété de techniques d'apprentissage novatrices et modernes telles que l'apprentissage assisté par ordinateur, les groupes de discussion en ligne et la vidéoconférence. Les officiers seront évalués par une variété de moyens : techniques assistées par ordinateur, présentations

officieuses par courrier électronique, présentations de documents écrits officiels, participation aux groupes de discussion en ligne, jugements subjectifs à l'égard de la participation de l'officier à son groupe de stagiaires ou à d'autres activités. Un examen de seuil servira à confirmer les dispositions de l'officier pour la troisième partie du COAT.

La troisième partie du COAT se déroulera sur onze semaines en résidence au CCEFTC et rassemblera une variété de matières et de modalités : exercices tactiques en l'absence de troupes, exercices assistés par ordinateur (à l'échelle du groupement tactique, de la brigade et de la division), apprentissage individuel, discussions de groupes, cours magistraux, conférenciers invités, groupes de travail sur les opérations domestiques et de paix, tournée d'observation et un certain nombre de documents écrits portant, entre autres, sur les prévisions officielles et la pensée critique. Cette partie est sans doute la plus importante du COAT et elle offre de multiples occasions pour évaluer la capacité des officiers à remplir les fonctions de commandement et d'état-major de l'armée.

La quatrième partie du COAT est administrée dans le cadre d'une classe dirigée où l'apprentissage se fait, une fois encore, à un rythme individuel. Elle constitue le préalable à l'inscription des officiers au Collège de commandement et d'état-major des Forces canadiennes, à Toronto. Seize semaines sont consacrées à l'apprentissage de la matière de ce qui reste des examens du PEMFC, et sept semaines à plusieurs modules d'apprentissage individuel assisté par ordinateur.

Par ailleurs, des changements d'ordre tactique et doctrinal seront effectués concurremment avec l'introduction du COAT.

- Le CCEFTC fait actuellement la prestation de l'instruction principalement par l'entremise de la 4<sup>e</sup> Division canadienne (CA). Vestige de la doctrine du Corp 86 et du Corp 96, et comprenant 34 168 personnes et 2 772 importants systèmes de véhicules et d'armes en effectifs, cette division est lourde. La 4 CA est probablement la

formation du genre la plus grande dans le monde. Elle ne figure dans aucun système de mobilisation prévu pour l'armée canadienne, et n'est pas représentative des éléments de l'organisation divisionnaire canadienne, récents ou anciens. Concurremment avec la COAT, le Collège adopte comme véhicule de prestation le modèle de la force opérationnelle divisionnaire exploité par les États-Unis ou par le Royaume-Uni. Les instructions permanentes d'opération seront celles que le Canada a approuvées à titre de membre de l'OTAN et du groupe de concertation américain, britannique, canadien et australien. (ABCA). Ces mesures nous permettront d'explorer de façon réaliste la doctrine, l'équipement et les tactiques absents des FC mais qui se retrouvent dans presque toutes les opérations de coalition. Établi conformément à notre planification opérationnelle, le groupe-brigade de la Force de contingence principale (FCP) du Canada sera intégrée à cette Force opérationnelle. Assurant une représentation fidèle du système national de commandement et contrôle, l'Élément de commandement national (ECN) participera à tous les exercices pour développer chez les officiers la capacité de composer à la fois avec la chaîne de commandement nationale et avec la chaîne de commandement de coalition. Nous aurons ainsi un excellent moyen d'instruction, un moyen réaliste qui permettra quand même au Collège et à l'armée de garder leur expertise dans la conception et l'opération du quartier général d'établissements de formation supérieure.

- La brigade de la FCP, le bataillon d'avant-garde de la FCP et la structure de bataillon de la Force de réaction immédiate de la Force terrestre seront mis à profit pour l'enseignement et l'apprentissage de la doctrine et des tactiques de la brigade et des groupements tactiques. Conformément à la doctrine canadienne actuelle, nous emploierons la règle de trois plutôt que la règle de quatre dans tous les organismes, ce qui nous permettra d'être plus près de la réalité en ce qui a trait aux prévisions, au processus de planification opérationnelle et aux exercices du Collège. De plus, nous emploierons seulement l'équipement

figurant présentement au tableau organisationnel de l'unité. Que des officiers d'armée apprennent l'art militaire dans un contexte à contraintes réelles ne signifie pas que le Collège n'est pas disposé à faire l'expérience d'une doctrine et de tactiques nouvelles et d'équipement nouveau. Mais il est disposé à le faire de manière contrôlée. Le Collège introduirait et exploiterait de plein gré tout organisme de mobilisation national au fur et à mesure qu'il en serait autorisé.

- Le CCEFTC maintiendra dans le COAT la composante du CCET portant sur les opérations dans la profondeur. La planification et la compréhension de ces opérations sont essentielles pour contrôler le champ de bataille et profiter pleinement de notre supériorité dans les airs et dans le domaine de l'information. C'est aussi un facteur clé dans la mise en œuvre totale d'un autre système d'intérêt particulier à l'armée, soit le concept ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance). Le Collège effectuera ses exercices actuels et futurs dans un environnement interarmées (air - terre), car aucun déploiement des forces opérationnelle ou divisionnaire ne peut se faire strictement du point de vue de l'armée de terre. C'est pourquoi le Collège cultive des liens étroits avec la 1<sup>re</sup> Escadre et la 1<sup>re</sup> Division aérienne du Canada (1 DAC) pour s'assurer que les opérations aériennes sont adéquatement représentées au Collège. Ce dernier continuera aussi de faire appel au soutien pédagogique et technique de nos alliés les Américains pour l'enseignement et l'exercice des opérations dans la profondeur et pour l'utilisation d'hélicoptères d'attaque.
- En plus du concept traditionnel du groupe des services divisionnaires (GSD), nous introduirons dans le programme d'études d'autres éléments de logistique réalistes, dont les bataillons d'appui rapproché, les bataillons d'appui général, les éléments de soutien national, les groupes d'appui interarmées, la logistique de pays hôte, les fournisseurs de soutien civils, les ententes en matière de logistique de coalition. Les officiers d'armée pourront ainsi se familiariser avec la gamme des services d'appui

logistiques qui participent aux opérations. Le concept devrait également aider grandement au développement de la doctrine, des tactiques et des procédures en matière de logistique nationale et de l'armée.

- Le CCEFTC a un rôle important dans la numérisation de la technologie de l'armée. Bien que l'on s'attende à ce que les officiers apprennent à connaître le Système tactique de commandement, de contrôle et de communication (STCCC) pendant leurs séances d'instruction périodique et leur première affectation d'unité, le COAT marquera probablement leur premier contact avec le Système d'information de commandement et de contrôle de la Force terrestre (SICCFT). Pour que l'instruction se rapproche le plus possible de la réalité, le Collège devra enseigner et utiliser une version simulée du SICCFT pendant les exercices du niveau de la brigade et de niveaux plus élevés. Dans la première partie du COAT (apprentissage individuel) et dans la deuxième partie (téléenseignement), il y aura de la formation assistée par ordinateur portant sur le système tactique Athene (STA) et sur le système de connaissance de la situation (SCS). Les officiers auront l'occasion d'exploiter le SICCFT dans sa totalité pendant la troisième partie du cours (en résidence). Nous croyons que la technologie numérique sera en place dès la prestation du premier COAT.
- Le principal outil d'exercice exploité aujourd'hui au Collège est un champ de bataille remarquablement semblable à la prairie ouest-allemande. À l'avenir, nous intégrerons aux exercices les plus importants le relief perturbé (urbain et montagneux), l'attaque asymétrique, et les opérations de transition (du soutien de la paix à la pratique de la guerre, et opérations après un conflit) afin de mieux préparer les officiers d'armée aux exigences à venir.
- Le Collège étudie attentivement aussi l'organisation de l'ennemi (forces d'opposition ou OPFOR). Grâce à la collaboration du Directeur – Doctrine de l'Armée de terre (DDAT) et du Centre de simulation de l'Armée de terre (CSAT), nous introduirons dans le programme d'études un ennemi doté

de plus de flexibilité et plus près de la réalité. La composante OPFOR comprendra la fonctionnalité du Profil 2 et des options non conventionnelles qui permettront aux stagiaires de se familiariser avec une variété d'ennemis. Il est entendu qu'une étroite collaboration entre le Collège, le DDAT et le CSAT est nécessaire pour cette réalisation.

Plutôt que de se fier uniquement aux structures et aux méthodes qui lui sont propres, le CCEFTC compte également faire appel à d'autres centres d'expertise. Il fera ainsi la promotion d'un meilleur esprit d'unité et de cohésion dans l'armée et dans l'ensemble des FC. Voici quelques exemples.

- Le Manuel d'état-major et toutes les structures organisationnelles exploitées au CCEFTC relèveront du DDAT.
- L'Institut du leadership des FC, de concert avec l'officier désigné du CEMAT, rédigera et assurera la mise à jour de la doctrine de commandement enseignée au Collège.
- On demandera au CMR de rédiger et de mettre à jour tout bloc de cours d'histoire enseigné au Collège.
- Nous maintiendrons des liens étroits avec le nouveau RAD. En effet, en raison de la présence relativement prolongée du CCET dans le réseau d'enseignement à distance Web Course Tools du CMR, le COAT sera l'un des premiers cours que nous tenterons de donner par l'entremise du RAD, ce qui souligne notre engagement à la faveur de moyens de prestation d'instruction novateurs et modernes.
- On demandera à l'École de gestion des Forces canadiennes de rédiger et de mettre à jour un bloc de cours pour les présidents d'assemblée. Des négociations sont en cours avec l'école concernant la rédaction et la mise à jour d'un bloc de cours pour l'armée en matière de planification d'activités.
- On demandera à l'École technique de la Force terrestre (ETFT) de mettre à jour la matière du bloc de cours de sciences et de technologie enseigné au CCEFTC lorsque le bloc initial aura été rédigé.

- Les manuels de l'OTAN et du groupe ABCA serviront de ressources pour toute doctrine et toute instruction permanente d'opération autres que canadiennes, selon l'autorisation du DDAT et du Comité de l'étude et du développement des méthodes de combat de l'Armée de terre.
- Le CSAT rédigera et administrera les exercices assistés par ordinateur effectués par le Collège, ce qui a déjà réduit considérablement l'attribution de tâches à des fournisseurs externes et aide à assurer l'uniformité des exercices de SSC parmi les diverses unités de formation de l'armée. Aux fins d'instruction, nous étudions également la possibilité d'intégrer aux exercices du Collège un quartier général de brigade ordinaire.
- Le CCEFTC, le DDAT et la Direction des concepts stratégiques – Opérations terrestres (DCSOT) établissent actuellement entre eux des liens plus étroits. Le Collège administre de façon régulière d'excellents exercices à l'échelle de la formation, qui peuvent servir à valider ou à modifier la doctrine actuellement en vigueur au Canada. À titre d'essai, les officiers inscrits au cours CCET.05 auront pour mission cette année d'assumer la direction du quartier général de formation pour soutenir la Deuxième expérience du DCSOT sur l'avenir de l'Armée de terre (exercice Défi urbain). Enfin, le Collège rétablira les modalités qui mettaient à profit la matière grise et l'expérience de l'état-major de direction d'exercice en vue d'aider à mettre à jour la doctrine d'armée.
- Une correspondance sera établie entre le COAT et le Cours de commandement et d'état-major de la Milice (CCEM). En effet, de nombreuses techniques de téléenseignement déjà exploitées par le CCEM sont utilisées par le CEMT et seront perfectionnées en prévision du COAT, ce qui pourrait mener à l'établissement d'une plateforme permettant d'offrir à certains officiers l'ensemble du COAT à distance. L'approche permettra aussi de créer des liens plus étroits entre les cours destinés à la Force régulière et les cours destinés aux membres de la Réserve.
- Le Collège privilégie une communication étroite avec le CCEFC pour assurer une saine transition du COAT à l'enseignement des structures interarmées de niveau opérationnel donné à Toronto.
- Nous comptons mettre nos outils pédagogiques à la disposition de l'ensemble de l'armée par l'entremise de notre site Web. Une gamme d'outils aideront les officiers commandants d'unités et les commandants de formations à administrer leurs programmes de perfectionnement professionnel, de recyclage et, même, de disponibilité opérationnelle. À l'occasion, le Collège a aussi été en mesure d'aider l'armée à parrainer et à appuyer de nombreuses expériences ou exercices importants, un appui qui continuera d'être offert.
- Le CCEFTC gère également les équivalences du COAT; le Directeur – Instruction de l'Armée de terre (DIAT) et le Commandant adjoint ont développé un système pratique permettant au Collège d'évaluer, en fonction des objectifs de rendement et de compétence actuels, le contenu des cours suivis à l'étranger. L'exercice Final Drive, effectué dans le cadre du cours principal, a servi d'outil pour évaluer les aptitudes d'officier et valider la formation. Si l'examen du programme

d'études d'un officier révèle un contenu de cours considérable en équivalences, l'officier cherchant à faire reconnaître sa formation est intégré à l'effectif de commandement et d'état-major de l'exercice Final Drive, au même rang que ses collègues inscrits au CCEFTC. Cette formule s'est révélée très heureuse et sera maintenue à l'avenir.

Il est évident que le CCEFTC dont nous nous sommes dotés est viable et prolifique. Dans son enceinte se fabrique la prochaine génération de commandants et d'officiers d'état-major. La vocation de l'institution est de servir l'armée par tous les moyens dont elle dispose. Personnellement, je suis très enthousiasmé par les possibilités que le COAT nous offre, par les perspectives qui s'ouvrent aux militaires de l'armée en matière de perfectionnement professionnel et par l'avenir du Collège. Je reconnais également que beaucoup d'idées s'avivent de toutes parts dans l'armée, qui pourraient servir à façonner l'institution en fonction du XXI<sup>e</sup> siècle. Le lieutenant-colonel Dennis Harnett, commandant adjoint, se joint à moi pour vous inviter expressément à nous faire part de vos idées ou de vos observations.

*Pour plus amples renseignements, visitez le site Web du CCEFTC au <http://armyapp.dnd.ca/clfcsc-cceftc/main.asp>.*



# Une occasion ratée

## L'opération BROADSWORD, la 4<sup>e</sup> Brigade mécanisée du Canada et la guerre du Golfe, 1990-1991

par Sean M. Maloney, Ph.D.

**J'** ai écrit « Une occasion ratée » durant l'été de 1993, au moment où la 4<sup>e</sup> Brigade mécanisée du Canada mettait fin à ses activités à Lahr, en Allemagne. À l'origine censé être un appendice de Au cœur d'une guerre sans combat : la brigade canadienne de l'OTAN en Allemagne, 1951 - 1993, le texte a par la suite été supprimé. Je l'ai publié deux ans plus tard dans Canadian Military History. À l'époque et au fil des ans, l'ampleur de l'opération prévue et les motifs de son annulation ont fait l'objet d'importantes conjectures internes. Depuis la première publication, j'ai découvert d'autres éléments d'information qui n'ont pas sérieusement modifié mon traitement original des événements de 1990.

J'ai écrit « Une occasion ratée » pour différentes raisons. La première est que cet événement fait partie de l'histoire de la 4<sup>e</sup> Brigade. L'autre souci que j'avais à l'époque était que nous tirions des leçons de la série d'erreurs et de perceptions erronées qui se sont combinées pour empêcher le Canada de jouer un rôle véritable dans une opération qui avait pour but de résister à une agression flagrante, de stabiliser une région vitale qui touche l'économie du Canada et d'empêcher un dangereux État totalitaire d'acquiescer des armes de destruction massive. À cette époque, l'état-major J était un phénomène embryonnaire et sans doute temporaire conçu pour nous faire passer au travers de deux crises simultanées : la guerre du Golfe et la crise d'Oka. Il n'y avait alors pas de cellule des leçons retenues. Certains, pour qui elle était embarrassante, pensaient même que l'opération BROADSWORD devrait simplement disparaître dans le trou de mémoire d'Orwell. Je croyais alors, comme maintenant, qu'il y avait des leçons précieuses à tirer de l'expérience de l'opération BROADSWORD et qu'il m'appartenait en tant

qu'historien de veiller à ce que les leçons en question soient transmises. Nous entrons maintenant dans une nouvelle ère historique marquée par une nouvelle crise mondiale. Nos procédures d'état-major se sont-elles améliorées depuis 1990? La communication entre nos dirigeants civils élus, les hauts fonctionnaires et les dirigeants supérieurs en uniforme s'est-elle améliorée? Les moyens de transport stratégique sont-ils à la portée de notre main? Le Canada va-t-il dans cette nouvelle campagne jouer un rôle véritable, ou va-t-il rester les bras croisés et, encore une fois, laisser les autres faire le travail?

La décision de ne pas déployer la 4<sup>e</sup> Brigade mécanisée du Canada<sup>1</sup> (BMC) afin qu'elle prenne part à la guerre du Golfe pourrait un jour intéresser les personnes qui étudient la politique de défense du Canada. Il ne fait pas de doute que le manque actuel de documents accessibles sur cette question va limiter ces efforts. Le présent article a pour but de traiter brièvement et de façon très timide des facteurs qui ont joué un rôle dans la décision de ne pas y aller. Essentiellement, le texte qui suit revient davantage à « tâter le terrain » qu'à « se lancer tête baissée ».

Le 2 août 1990, l'Iraq a envahi et occupé son petit voisin, le Koweït. Ce geste mettait en danger le délicat équilibre des forces qui existait au Moyen-Orient, mais il menaçait aussi directement la stabilité économique du monde occidental dont le Canada fait partie. Si l'Iraq avait envahi à leur tour l'Arabie saoudite et d'autres États du golfe Persique, le pétrole en provenance du golfe Persique aurait pu cesser de couler, ce qui aurait eu un effet défavorable sur d'autres parties du monde. De surcroît, l'occupation moralement répugnante et brutale du Koweït ainsi que la capture

d'ambassades et de ressortissants de l'Occident (dont des Canadiens) montraient qu'il était impossible de négocier avec Saddam Hussein. Avec une diligence sans précédent, les Nations Unies ont adopté les résolutions 660 et 661, qui enjoignaient à l'Iraq de quitter le Koweït sans délai, sous peine de sanctions économiques.

Beaucoup de critiques ont été soulevées après le conflit quant à l'apparente inaptitude de l'Armée de terre du Canada à déployer et à soutenir une force de la taille d'une brigade dans un conflit régional. Une bonne part de ces critiques découle des rivalités interarmes et des problèmes budgétaires de la Défense. Il serait bien possible d'y passer outre si ce n'était que la prétendue inaptitude de l'Armée de terre à exécuter pareil déploiement a servi à d'aucuns de prétexte pour contester la viabilité des forces terrestres affectées depuis 1951 par le Canada à la



**Pourquoi pas des troupes de combat?** Le lieutenant-général Ken Foster, chef du Commandement des Forces terrestres, fait l'inspection des membres du 4<sup>e</sup> bataillon de service au golfe Persique en février 1991. (Photo, gracieuseté de l'USPFC)



**Mary Collins, ministre adjointe de la Défense nationale, visite la compagnie C du 1<sup>er</sup> Bataillon du Royal 22<sup>e</sup> Régiment à « Canada Dry 1 » au Qatar, en 1991. (Photo, gracieuseté de l'USPFC)**

région du Centre de l'OTAN. Ce genre d'analogie entre un conflit régional et l'affectation de forces terrestres par le Canada à la région du Centre de l'OTAN mérite donc que l'on s'y arrête.

En réponse à une demande de l'ONU, qui cherchait des forces pour faire respecter les sanctions économiques, le premier ministre Mulroney a, le 10 août, annoncé le déploiement dans le golfe Persique d'un groupe opérationnel de la Marine canadienne. L'opération FRICTION venait de débuter. Les autres commandements des Forces canadiennes s'attendaient à ce que le gouvernement du Canada prenne d'autres mesures et ils ont fait preuve d'initiative et préparé divers plans de contingence, au cas où les autorités politiques auraient demandé aux autorités militaires supérieures de leur proposer des modèles d'intervention. Le 13 août, sept plans de contingence avaient été proposés, même s'ils n'avaient encore fait l'objet d'aucun travail d'état-major détaillé. Les plans en question étaient, par ordre de priorité, les suivants :

1. évacuer les ressortissants canadiens de la région du golfe Persique;
2. déployer des CF-18 en Turquie;
3. réapprovisionner et soutenir le groupe opérationnel naval réalisant l'opération FRICTION;
4. remplacer les navires prenant part à l'opération FRICTION;
5. assurer le transport aérien, dans le théâtre, nécessaire aux forces panarabes;

6. assurer le soutien logistique des forces multinationales dans la région du golfe Persique;
7. déployer des forces de combat terrestres.

Le 24 août, au moment où appareillait le groupe opérationnel de la Marine canadienne en vue de sa « croisière dans le golfe Persique », les premiers navires américains de prépositionnement venant de Diego Garcia déchargeaient assez d'équipement pour satisfaire aux besoins de deux divisions de Marines. Le 25 août, les Nations Unies adoptaient la résolution 665, qui permettait l'emploi de la force militaire à l'appui des sanctions économiques contre l'Iraq.

À peu près au même moment, les Forces canadiennes en Europe avaient préparé un plan de contingence en vue du déploiement d'un escadron de CF-18 et d'un élément de l'Armée de terre chargé de protéger un aérodrome situé en un point non nommé du golfe Persique. Il s'agissait là d'une éventualité logique pour les planificateurs, qui estimaient que les navires auraient besoin d'une protection aérienne et que les avions eux-mêmes devraient être protégés contre des forces terrestres hostiles. Le gouvernement a adopté le plan sans se faire prier et a annoncé le 14 septembre le déclenchement de l'opération SCIMITAR. Les premiers CF-18 de la BFC Baden se sont envolés le 6 octobre à destination de leur

nouvelle base, au Qatar, dont la protection était déjà assurée par la compagnie « M » du 3<sup>e</sup> Bataillon du Royal Canadian Regiment (3 RCR), de Baden-Soellingen.

Il a d'abord fallu convaincre les planificateurs de l'Armée de l'air d'accepter la présence d'une compagnie de sécurité. Plus tard, la compagnie « C » du 1<sup>er</sup> Bataillon du Royal 22<sup>e</sup> Régiment (1 R22<sup>e</sup>R) s'est à son tour chargée de protéger les bases de l'opération SCIMITAR, Canada Dry 1 et Canada Dry 2. La menace, dans le théâtre, était cotée élevée. De plus, Saddam Hussein annonça publiquement que des groupes terroristes sympathiques à l'Iraq allaient causer des ravages dans les pays qui étaient alliés contre lui.

Les Américains avaient déjà aux fins de l'opération DESERT SHIELD affecté à l'Arabie saoudite une division de Marines, une division aéroportée, une division aéromobile et une division mécanisée. En outre, le 14 septembre, le Royaume-Uni a annoncé l'opération GRANBY, qui a mené au déploiement de la 7<sup>e</sup> Brigade blindée de l'Armée britannique du Rhin (BAOR). Au même moment, la France mettait en branle l'opération DAGUET, qui a amené dans les sables du désert d'Arabie saoudite la 6<sup>e</sup> Division blindée légère. Les Britanniques voulaient affecter une division complète de trois brigades en Arabie saoudite, mais, au début, ils n'étaient en mesure d'envoyer que la 7<sup>e</sup> Brigade blindée, laquelle a été suivie, le 22 novembre, de la 4<sup>e</sup> Brigade blindée. Aux environs du 14 septembre, des officiers de l'Armée britannique du Rhin ont approché à titre officieux des officiers canadiens d'un quartier général supérieur de l'OTAN pour savoir si le Canada accepterait de fournir une brigade, relevant des Britanniques, afin que puisse être formée une division du Commonwealth, comme on l'avait fait en Corée en 1951.

L'offre était tentante, mais l'accepter laissait présager une kyrielle de problèmes. Les dimensions politiques dépassaient largement le simple cadre du commandement et du contrôle sur le champ de bataille. Certains officiers canadiens étaient d'avis que les Britanniques voulaient « plus de drapeaux »

sur le champ de bataille pour contrebalancer l'influence américaine. Les Britanniques croyaient avoir plus de facilité à influencer un partenaire appartenant au Commonwealth que, disons, les Français. Le tout revêtait une certaine importance quant au règlement subséquent du conflit. Au Canada, les questions de la fierté nationale et des anciens liens coloniaux étaient toutefois un enjeu. Pour cette raison, ainsi que pour d'autres motifs, la proposition britannique est restée en suspens.

Les planificateurs des états-majors militaires canadiens à tous les niveaux savaient qu'il faudrait tôt ou tard recourir à la force pour chasser les troupes iraqiennes du Koweït. Ils savaient aussi, d'après l'ordre des priorités de planification établi en août, que la dernière mesure, pour le Canada, consistait à déployer des troupes terrestres en Arabie saoudite. L'esprit d'initiative canadien fonctionnait à un niveau inégalé. Le 26 octobre, le quartier général du Commandement de la Force mobile (QG FMC) a néanmoins, avec le concours de la 1<sup>re</sup> Division du Canada, procédé à une rapide vérification d'état-major quant à la possibilité d'envoyer en Arabie saoudite une formation de la taille d'une brigade. Les hypothèses sur lesquelles reposait cette vérification ont constitué la base de ce qui allait s'appeler l'opération BROADSWORD.

Le QG FMC en est venu à la conclusion que toute formation canadienne envoyée en Arabie saoudite aurait à mener des opérations de combat de grande intensité au cours desquelles seraient probablement utilisées des armes chimiques et biologiques. Le quartier général a aussi supposé que le SACEUR, en vue des opérations, pourrait libérer les unités canadiennes présentes en Europe. De plus, les planificateurs savaient que pareille formation se retrouverait au sein d'une formation supérieure telle qu'une

Enfin, fait significatif, les planificateurs de la Force mobile ne prévoyaient pas pouvoir obtenir des moyens suffisants pour transporter sans tarder un groupe-brigade en Arabie saoudite; ils ont toutefois estimé qu'il faudrait de huit à dix semaines pour déployer entièrement la formation.

Ces hypothèses ont joué un rôle majeur dans l'élaboration d'un plan de contingence plus détaillé, le plan d'opération BROADSWORD. Le chef d'état-major de la Défense (CEMD), le

### ***...la dernière mesure, pour le Canada, consistait à déployer des troupes terrestres en Arabie saoudite.***

division ou un corps d'armée allié. Plus important encore, toute contribution canadienne inférieure à un groupe-brigade était, pour des « motifs de visibilité », inacceptable.

Après examen des formations existantes de l'Armée de terre, le QG FMC a logiquement décidé que la 4 BMC était la formation qui convenait le mieux aux opérations au Moyen-Orient. Elle comptait 75 % de son effectif de guerre, alors que celui des autres brigades, cantonnées au Canada, variait entre 70 % et 45 %. Seule la 4 BMC disposait de chars de combat.

général de Chastelain, a ordonné à l'état-major de vérifier et d'analyser les facteurs liés au déploiement et à l'emploi d'un groupe-brigade viable en appui de l'action des forces coalisées de l'ONU contre l'Iraq. Le 13 novembre, la vérification du CEMD était prête et apportait des précisions additionnelles par rapport à celle du QG FMC. La vérification du CEMD supposait qu'un déploiement au Moyen-Orient aurait priorité sur les opérations en cours de l'Armée de terre et qu'on pourrait puiser où l'on voudrait les ressources nécessaires. Là encore, on supposait que la force serait intégrée à une formation supérieure (division ou corps d'armée). Qui plus est, la vérification prenait pour principe qu'elle serait articulée autour de la 4 BMC, après renforcement de celle-ci via l'opération PENDANT (l'unité a aux fins de l'opération été renommée), qui aurait ajouté un troisième bataillon d'infanterie, doté de TTB, et un quatrième escadron de chars. La 4 BMC devait également disposer des approvisionnements nécessaires pour 30 jours d'opérations et devait avoir le temps de s'acclimater. La vérification supposait enfin que le 2 PPCLI serait le troisième bataillon d'infanterie.

L'échéancier établi au cours de la vérification du CEMD en vue du déploiement de la 4 BMC en Arabie saoudite prévoyait qu'il faudrait sept jours pour préparer le plan, 45 jours pour constituer la force, 55 jours pour l'amener à pied d'œuvre et 35 jours pour



En 1991, les troupes armées en Allemagne comptaient le 4<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada et le quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada outre-mer. (Photo, gracieuseté de l'USPFC)

lui permettre de s'entraîner et de s'acclimater dans le théâtre. Il fallait cependant combler certaines lacunes de nature générale. En effet, les problèmes de longue date liés à la structure logistique et à celle du service de santé du Canada — qui étaient connus depuis les années 1970 — n'avaient toujours pas été corrigés, même si des efforts importants avaient été faits en ce sens au milieu des années 1980. L'autre point critique touchait le maintien en puissance des troupes au combat. Les problèmes inhérents à l'acheminement des renforts à la 4 BMC en Allemagne n'avaient jamais été réglés eux non plus, même si on avait tenté d'améliorer la situation des forces de réserve du Canada. Pour être à même de soutenir un groupe-brigade dans un théâtre d'opérations pendant plus de six mois, le Canada se devait de recourir à des réservistes et il n'existait aucune loi garantissant aux miliciens qu'ils pourraient réintégrer leur emploi à leur retour du golfe Persique.

Pendant qu'on était à analyser la vérification d'état-major du CEMD, le ministre des Affaires extérieures, Joe Clark, rencontra son homologue américain James Baker aux Bermudes, le 13 novembre. L'effet de cet entretien sur l'ordre de mission du CEMD en date du 14 novembre n'est pas clair, mais la presse a laissé entendre que les Américains ont alors sondé le ministre Clark quant à la possibilité d'envoyer des forces terrestres en Arabie saoudite. Quoiqu'il en soit, le quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada a été chargé de préparer un plan en vue du déploiement d'un groupe-brigade mécanisé en Arabie saoudite, plan qui prendrait le nom d'opération BROADSWORD. À toutes fins utiles, l'ordre de mission en question se fondait sur les mêmes hypothèses que la vérification d'état-major du CEMD. À noter ici que le gouvernement du Canada n'avait pas, en novembre 1990, décidé de déployer des troupes terrestres en Arabie saoudite; il s'agissait strictement d'un plan de contingence militaire au cas où le gouvernement du Canada se verrait demander de le faire et s'engagerait à donner suite à la demande.

Pendant les quinze jours suivants, les états-majors de planification de la

division et du QG FMC, à Lahr, à Kingston et à Saint-Hubert, se sont employés à fond à préparer un concept concret permettant au gouvernement canadien de ne pas s'engager de façon irrévocable. Le plan de l'opération BROADSWORD était en conséquence un amalgame de plusieurs éléments incluant un concept d'opération, une évaluation des risques ainsi qu'une appréciation des mouvements et des pertes.

Le concept de l'opération BROADSWORD partait lui aussi, à l'instar des appréciations antérieures, du principe que la 4 BMC ferait partie d'une division alliée intégrée à un corps d'armée allié. On s'attendait à ce qu'elle se retrouve face à une force blindée, à un ennemi retranché dans des positions défensives préparées dans le désert. Les Iraquiens disposaient d'armes chimiques aussi diversifiées qu'abondantes; les armes ennemies connues incluaient des agents vésicants (gaz moutarde), suffocants (phosgène) et neurotoxiques (Sarin et Tabun). On jugeait aussi les Iraquiens capables de produire du BZ, agent psychochimique semblable au LSD. Enfin, le long conflit contre l'Iran avait aguerri l'ennemi, alors que les troupes canadiennes, elles, n'avaient pas combattu depuis la guerre de Corée.

Du point de vue tactique, la 4 BMC était incapable de prendre part à une marche à l'ennemi avec l'équipement qu'elle possédait en Allemagne. Des

4 BMC était habituée à mener des opérations défensives contre des forces blindées et équipée en conséquence. Parmi les autres missions susceptibles de lui être confiées, notons les opérations de garde ou d'écran menées sur un flanc ou les opérations de sécurité dans la zone arrière du corps d'armée.

Un certain nombre de possibilités s'offraient quant à l'affiliation de la 4 BMC à une division ou à un corps d'armée. On pouvait l'intégrer au corps d'armée multinational du Conseil de coopération du Golfe, mais on a rapidement rejeté cette option. Le choix se limitait donc à incorporer la 4 BMC à la division britannique ou à la fonder dans une division américaine d'un corps d'armée américain. Comme nous l'avons déjà vu, on n'était guère chaud à l'idée de faire relever la 4 BMC d'un commandement britannique. Ce parti pris émotionnel reposait toutefois sur des facteurs incontestables. En effet, la 4 BMC n'avait pas mené d'opérations avec les Britanniques depuis 1970, tandis qu'elle travaillait étroitement avec les Américains, malgré tous leurs défauts, depuis 1971. Après avoir pesé le pour et le contre, il était évident qu'il valait mieux faire relever la 4 BMC du VII<sup>e</sup> Corps d'armée américain et de l'affecter de préférence à la 1<sup>re</sup> Division blindée américaine. L'interopérabilité entre les armées britannique et canadienne était chose du passé; en effet, les deux formations ne s'échangeaient plus d'officiers de liaison et leur entraînement de même que leur équipement n'étaient

### ***...alors que les troupes canadiennes, elles, n'avaient pas combattu depuis la guerre de Corée.***

Leopard I et des M-113 avançant à découvert dans le désert étaient en effet vulnérables aux tirs directs exécutés de loin. Les planificateurs ont conclu que la 4 BMC pourrait cependant servir de formation de réserve au sein d'une division blindée. Une fois que les autres brigades blindées auraient contourné les centres de résistance ennemis et affronté sa réserve blindée, la 4 BMC pourrait entrer en scène et attaquer les unités iraqiennes contournées. Si la situation venait à se détériorer et si les forces alliées se retrouvaient sur la défensive, la

plus compatibles. Les habituels accords de l'OTAN assuraient bien une certaine normalisation, mais la Grande-Bretagne n'avait plus rien qui soit comparable aux lignes de communications intégrées canado-américaines. Par conséquent, affecter la 4 BMC à la division blindée britannique ne faisait plus partie des possibilités.

L'articulation de la 4 BMC applicable à un déploiement au Moyen-Orient ressemblait assez à ce qu'aurait été le résultat de l'envoi de renforts en

Europe dans le cadre de l'opération PENDANT (qui était un plan d'acheminement de renforts). La 4 BMC aurait compté un régiment de chars formé de quatre escadrons (8th Canadian Hussars [Princess Louise's]) et d'un escadron de reconnaissance, tandis que les bataillons d'infanterie (3 RCR, 2 PPCLI et 1 R22<sup>e</sup>R) seraient devenus des entités constituées de quatre compagnies. Les hélicoptères Kiowa vieillissants du 444<sup>e</sup> Escadron

avancée de rassemblement des remplaçants, de tout le 2<sup>e</sup> Escadron (de guerre électronique), d'une unité de décontamination, d'une compagnie d'évacuation et d'un hôpital de campagne de 400 lits. Il fallait aussi compter l'équipement personnel nécessaire pour combattre dans le désert ainsi que du matériel amélioré de détection et de protection NBC. Cette dernière exigence ne posait pas de problème, car le Canada était en tête de peloton au

occasionnait moins de difficultés, car des ententes entre le gouvernement et les transporteurs aériens commerciaux du Canada garantissaient le transport des troupes et d'une partie de l'équipement léger du pays. Le manque apparent de moyens de transport lourd aurait probablement retardé de façon majeure le déploiement de la 4 BMC si l'opération BROADSWORD avait été autorisée et mise à exécution.

## ***Le vrai problème est que l'Armée de terre du Canada cherchait encore à combler les lacunes datant des années 1970...***

tactique d'hélicoptères causaient des problèmes à ce dernier, qui voulait être réorganisé en escadron mixte doté de Kiowa et d'hélicoptères de transport légers Twin Huey. Les autres armes et services n'auraient nécessité que peu de modifications, du moins au début. Certains planificateurs demandaient le déploiement d'un groupe des services et d'un groupe médical complets, ce qui aurait porté à 12 000 les effectifs présents dans le théâtre, par rapport aux 7 000 à 9 000 envisagés à l'origine.

Une fois le processus de planification mis en branle, les unités ont été priées d'indiquer les améliorations touchant le matériel et l'organisation qu'elles jugeaient nécessaires à un déploiement au Moyen-Orient. Les planificateurs des divers quartiers généraux en cause dans l'opération BROADSWORD y sont allés eux aussi de changements et de suggestions. Une nouvelle attitude, mieux décrite comme le syndrome du « Nous ne pouvons pas nous passer de \_\_\_\_\_ », a d'ailleurs semblé se manifester simultanément à bien des endroits. C'est un phénomène compréhensible si l'on songe que la réalisation de certains programmes d'équipement remis à plus tard en 1989 était désormais possible. Une partie (mais non la totalité) des « ajouts » en question comprend le déploiement du nouveau système d'arme antiaérien et antichar ADATS, d'une batterie d'acquisition des objectifs de l'artillerie, d'une compagnie complète du renseignement, d'une unité

sein de l'OTAN pour ce qui est de la mise au point du matériel de protection NBC. Toutefois, la décision d'acquérir certains autres éléments d'équipement plus volumineux aurait, si elle avait été prise, retardé le déploiement et fait monter les coûts.

Il serait facile de parler ici de « luxe » et de blâmer la rivalité entre les diverses armes. Le vrai problème est que l'Armée de terre du Canada cherchait encore à combler les lacunes datant des années 1970 et à satisfaire aux attentes accrues des années 1980. Dès 1985, la 4 BMC avait relevé bon nombre des améliorations en question à apporter en matière d'équipement, mais, en 1990, rien n'avait encore été fait.

L'appréciation des mouvements des forces affectées à l'opération BROADSWORD n'était pas encourageante. Les Forces canadiennes ne possédant pas en propre de moyens de transport maritime, les planificateurs de la logistique étaient obligés de se tourner vers la marine marchande. Malheureusement, les Américains avaient déjà affrété la majeure partie des flottes commerciales maritime et aérienne du Canada pour appuyer leur propre déploiement. Même le Royaume-Uni affrétait des navires du bloc de l'Est pour amener le reste de sa division en Arabie saoudite! On a envisagé d'avoir recours aux grands rouliers utilisés comme traversiers à Terre-Neuve, mais ce n'était pas possible pour des motifs politiques. Le transport du personnel

Les planificateurs de l'opération BROADSWORD avaient aussi à tenir compte d'appréciations des pertes contradictoires qui découlaient des évaluations extrêmement pessimistes de la menace provenant de sources américaines. Les spécialistes du service de santé qui ont pris part à la planification de l'opération BROADSWORD ont calculé que tout le groupe-brigade aurait à être remplacé après 30 jours de combat. Ils estimaient en effet que, des 9 000 militaires constituant la force, 1971 seraient tués et 7 434 blessés. D'autres planificateurs sont arrivés à des prévisions plus modestes selon lesquelles seulement 3 000 morts et blessés devraient être remplacés après 30 jours. Un autre service du MDN a pour sa part avancé les chiffres de 1 000 morts et de 3 472 blessés. Les évaluations en question semblent s'être inspirées de la guerre entre l'Iran et l'Iraq, qui était une guerre d'usure du type de la Première Guerre mondiale. Elles n'ont pas non plus tenu compte du fait que la coalition qui se formait alors constituait à tous les égards une machine militaire infiniment supérieure, en termes d'appui aérien, d'initiative et de manœuvrabilité, à tout ce que l'Iraq pourrait jeter dans la mêlée.

Le 20 novembre, la période durant laquelle le déploiement était possible tirait rapidement à sa fin. Le 29 novembre, le Conseil de sécurité des Nations Unies adopta la résolution 678, qui obligeait Saddam Hussein à retirer ses forces du Koweït au plus tard le 15 janvier 1991. Lorsque, le 7 décembre 1990, on a demandé aux planificateurs de la 1<sup>re</sup> Division du Canada si, à la lumière de ce fait nouveau, l'opération BROADSWORD demeurait réalisable, ils ont répondu : « Rien ne l'interdit à proprement parler, si ce n'est que la composition et la disponibilité des

remplaçants des pertes de combat risquent de limiter l'emploi du 4 (G) BMC renforcé. »

L'opération BROADSWORD est restée en suspens pendant le mois qui a suivi. Le 12 janvier 1991, une source militaire anonyme, récemment rentrée d'Allemagne, a dévoilé à la presse des aspects substantiels du plan d'opération BROADSWORD, notamment les effectifs et la composition de la brigade ainsi que la possibilité que celle-ci relève des Britanniques. La source en question était motivée par la conviction que l'opération était planifiée à l'insu de la population canadienne sur ordre du gouvernement Mulroney et qu'on ne permettait pas aux Canadiens de s'exprimer sur le déploiement de troupes à l'étranger. L'auteur de ces révélations errait dans ses affirmations. La planification de l'opération BROADSWORD constituait une mesure de prévoyance de la part des autorités militaires, au cas où le gouvernement aurait décidé d'envoyer une force

la guerre serait courte. Bien des planificateurs croyaient à l'époque que la portion terrestre de la guerre durerait plusieurs semaines, voire des mois. Rien ne laissait présager que tout serait réglé en 100 heures. Si le conflit avait duré plus longtemps, les forces terrestres du Canada auraient été d'un précieux secours.

Pourquoi l'opération BROADSWORD n'a-t-elle pas été mise à exécution? Il y a de multiples facettes à la réponse à cette question et les raisons se situent à plus d'un niveau. Le palier de commandement auquel la décision de ne pas envoyer de troupes a été prise n'est à ce stade pas clair. Il y a quatre explications possibles. La première est que les autorités politiques voulaient envoyer des forces terrestres mais que les autorités militaires supérieures les ont persuadées que l'opération n'était pas une entreprise réalisable. La deuxième est que les autorités politiques ne voulaient pas envoyer de troupes et qu'elles ont fermé la porte aux militaires. Ces possibilités auraient aussi

suffisamment de moyens de transport et les Américains accaparaient les moyens existants.

2. Une fois rendu en Arabie saoudite, notre équipement (en particulier les chars) n'aurait pas pu affronter sur un pied d'égalité l'équipement que les Iraquiens avaient sur le champ de bataille. Il n'y avait tout simplement pas assez d'équipement.
3. L'opération ne pouvait pas être soutenue du point de vue du remplacement du personnel et de l'équipement perdus au combat.
4. Le temps manquait pour que les troupes atteignent le théâtre, s'entraînent et s'acclimatent avant le début des combats au sol.
5. Les Canadiens n'auraient pas appuyé la phase terrestre de la guerre et nous n'avions pas besoin de déployer des forces terrestres.
6. L'opération était un concept fondamentalement imparfait parce qu'il s'appuyait sur un groupe-brigade mécanisé.
7. L'opération aurait coûté trop cher.
8. L'opération prouve que l'engagement relatif à la région du Centre de l'OTAN n'aurait pas non plus pu fonctionner.

### ***...appréciations des pertes contradictoires qui découlaient des évaluations extrêmement pessimistes de la menace provenant de sources américaines.***

terrestre. Il n'avait pas pour but de contourner le processus démocratique. Naturellement, les personnes qui, au Parlement, critiquaient la façon dont le gouvernement traitait la crise du Golfe ont sauté sur l'occasion sans connaître les faits et ont attaqué sans ambages le gouvernement. Le 14 janvier, le ministre de la Défense nationale, Bill McKnight, a déclaré à la presse que le gouvernement n'avait aucunement l'intention d'envoyer une brigade dans le golfe Persique. Deux jours plus tard, la campagne aérienne commençait et, le 28 février, la portion terrestre de la campagne était terminée.

Il est facile de dire que la 4 BMC n'était pas nécessaire en Arabie saoudite, qu'il lui aurait été impossible d'arriver à temps pour y accomplir quoi que ce soit et qu'on aurait été incapable de la soutenir. Ce n'est que rétrospectivement qu'on peut se permettre ce genre d'observation, car nous ne savions alors pas à quel poin

pu se combiner; ainsi, les autorités politiques n'auraient pas voulu envoyer de troupes et les autorités militaires supérieures ne les auraient pas encouragées à mettre l'opération BROADSWORD à exécution. Enfin, quatrième explication, il est possible que les autorités militaires supérieures n'aient pas signalé aux autorités politiques l'existence du plan de l'opération BROADSWORD et le fait qu'il avait dépassé la liste des choix possibles mise au point en août et qu'elles ne les aient pas conseillées à ce sujet.

Tout le monde n'était pas convaincu de la faisabilité de l'opération BROADSWORD. Voyons brièvement quelques raisons pour lesquelles l'opération BROADSWORD n'était pas jugée viable.

1. L'opération n'était pas du point de vue logistique réalisable. Nous ne pouvions pas obtenir à temps

Les questions relatives au transport, au calendrier de déploiement et à l'équipement peuvent être traitées ensemble. L'hypothèse voulant que la 4 BMC aurait travaillé avec le VII<sup>e</sup> Corps d'armée américain (et probablement avec la 1<sup>re</sup> Division blindée américaine) était fondée sur les liens étroits que la 4 BMC avait depuis 1971 noués avec les Américains. La 4 BMC échangeait déjà des officiers de liaison avec le VII<sup>e</sup> Corps d'armée et la 1<sup>re</sup> Division blindée — deux d'entre eux, le major K. D. Mohr et le lieutenant-colonel N. H. Connally, avaient été invités à accompagner la formation et ont reçu la permission de le faire; et le major Mohr avait combattu avec la 1<sup>re</sup> Division blindée — et les Américains respectaient les capacités des Canadiens sur le champ de bataille. Les États-Unis ont bel et bien sondé le

Canada à propos des forces terrestres au moment où ils décidaient s'ils devaient envoyer le VII<sup>e</sup> Corps d'armée et à quel moment. Si le Canada avait décidé à ce moment-là ou même vers la fin de novembre d'y aller, des dispositions auraient été prises pour déployer la 4 BMC en Arabie saoudite en vertu de l'entente sur les lignes de communications intégrées. Les Américains cherchaient constamment à obtenir « plus de drapeaux » et, si le Canada avait fait preuve d'un intérêt sérieux, il aurait pu compter sur le soutien des Américains. Pour ce qui est de l'échéancier, les Britanniques ont pu déployer leur 4<sup>e</sup> Brigade blindée (dont la composition est semblable à celle de la 4 BMC) depuis l'Allemagne après avoir pris une décision le 22 novembre, les premières unités arrivant le 10 décembre. Les Américains ont de façon constante acheminé des forces tout au long de cette période.

Il est certain qu'une partie de l'équipement du Canada n'était pas en état de servir aussi bien dans le golfe Persique qu'en Allemagne. Les Leopard accusaient leur âge, surtout si l'on compare leur protection et leur puissance de feu à celles du T-72. Pour ce qui est de l'interopérabilité, les Américains pouvaient approvisionner une partie de l'équipement en pièces de rechange, car un M-113 est semblable à un autre M-113, un M-109 à un autre M-109 et le fusil C-7 au M-16A2. D'autres véhicules non normalisés comme le Leopard, l'Iltis et le VLMR (véhicule logistique moyen à roues) auraient été du point de vue logistique un problème. La solution, dans ce cas, était d'acquérir de l'équipement des Américains. En fait, les Américains ont officieusement offert assez de M-60A3, de M-2 et de M-109A2 pour équiper et maintenir en puissance un groupe-brigade canadien, de la même façon qu'ils ont aidé certains des pays du Conseil de coopération du Golfe (des chars M-1 Abrams ont apparemment été plus tard offerts à la place des M-60A3). Ces véhicules étaient déjà dans le théâtre et il aurait été relativement facile de déployer par la voie des airs les troupes canadiennes et l'équipement peu volumineux. Il faut moins de deux semaines pour donner la formation de conversion applicable à un nouveau char, formation qui se serait également donnée dans le milieu opérationnel du désert.

Certains ont prétendu que trop d'éléments superflus ont été ajoutés à la structure existante de la brigade, que cela avait fait grimper le coût du déploiement et que le rééquipement avait accru le temps nécessaire au déploiement. Il s'agit certes là d'un argument valable, mais, souvent, les planificateurs de l'opération BROADSWORD « ont simplement dit

non ». D'un autre côté, pourquoi, si elle avait été intégrée au VII<sup>e</sup> Corps d'armée américain, la 4 BMC aurait-elle eu besoin de ses propres moyens de décontamination, d'une batterie d'acquisition des objectifs, d'un escadron de guerre électronique, de son propre hôpital de campagne et du tout nouveau système ADATS? Tout cela n'aurait-il pas pu venir de la division ou du corps d'armée? Les manœuvres effectuées en Allemagne ont maintes et maintes fois démontré que la 4 BMC était capable d'incorporer des unités non canadiennes à son organisation et à sa structure de planification et d'employer le soutien fourni par un quartier général supérieur. Le Canada se prévalait à plein de bon nombre de ces ressources en Allemagne depuis les années 1970. Pourquoi donc changer maintenant?

La question de la soutenabilité est importante, car elle montre une faiblesse qui existe dans l'Armée de terre du Canada depuis que le gouvernement Diefenbaker a décidé que des forces de soutenabilité n'étaient plus nécessaires. La dégradation subie par la Milice au début des années 1960 a été si profonde qu'aujourd'hui, en 1994, les efforts visant à redresser la situation déconcertent encore les planificateurs de la défense. L'armée constituée de quatre groupes-brigades, telle qu'elle existait en 1953, est un concept qui s'applique à la nécessité de livrer deux guerres — une en Allemagne et une en Corée — la soutenabilité étant assurée par les effectifs de la Milice équivalant à deux divisions. La réduction des effectifs de l'Armée de terre qui a eu lieu en 1970 a garanti l'existence de quatre groupes-brigades dotés d'effectifs incomplets. Les événements de 1990 montrent que cette

réduction des effectifs était loin d'être sage. La crise d'Oka de 1990 a occupé un groupe-brigade complet (le Canada a même dû expliquer au SACEUR pourquoi la moitié de la 1<sup>re</sup> Division du Canada était retenue par une situation de sécurité intérieure), avec pour résultat que les ressources de l'Armée étaient utilisées au maximum. Comme la Milice n'avait pas la formation et

l'équipement voulus pour se charger des missions de sécurité intérieure, il a fallu recourir à la Force régulière et l'Armée a perdu sa souplesse.

Les problèmes politiques liés à l'appel en service de la Milice en vue d'assurer le soutien de l'opération BROADSWORD étaient insurmontables. Il n'existait pas de loi sur la protection des emplois. En raison des problèmes découlant de la négligence relative à la formation et du manque d'équipement, le personnel de la Milice devrait suivre une formation d'une durée substantielle avant d'être prêt à combattre dans l'environnement du Moyen-Orient. En dépit des mesures limitées prises à la fin des années 1980 pour remédier à cette situation (c'est-à-dire le concept de la force totale), l'aptitude de la Milice à remplacer les pertes subies au combat était une inconnue dans la planification de l'opération BROADSWORD. Les autorités politiques craignaient une réaction défavorable de la part de l'opposition et n'auraient donc probablement pas appuyé ce genre de mesure aux premiers stades du déploiement.

L'argument le plus discutable dirigé contre l'opération BROADSWORD était la conviction de certaines personnes selon laquelle les Canadiens n'auraient pas appuyé ce genre de déploiement et auraient perdu leurs illusions lorsque les forces auraient subi leurs premières pertes. La population canadienne était très majoritairement en faveur d'opérations militaires menées dans le contexte des résolutions de l'ONU. Il n'y avait qu'un minuscule mouvement pacifiste composé de quelques étudiants. Naturellement, les médias ont donné à ce

### **... les Américains ont officieusement offert assez de M-60A3, de M-2 et M-109A2**



**Des soldats du Royal Canadian Regiment surveillent des prisonniers de guerre irakiens à Al-Qaysumah, le 2 mars 1991. (Photo, gracieuseté de l'USPFC)**

mouvement plus d'importance qu'il n'en avait et les partis de l'opposition s'en sont servi autant qu'ils l'ont pu pour mettre le gouvernement Mulroney dans l'embarras au maximum. Si le premier ministre avait décidé de déployer des forces terrestres en Arabie saoudite, il l'aurait fait après avoir expliqué les motifs de sa décision. Les motifs en question auraient probablement mis l'accent sur la nécessité de limiter l'agression en cours et de dissuader une future agression et sur la nécessité d'assurer la stabilité économique de l'Occident. Le risque que Saddam Hussein mette au point des armes nucléaires ne faisait que motiver davantage l'opération DESERT STORM. Les Canadiens sont des gens pratiques qui ont dans le passé fait la guerre pour de moins bonnes raisons.

Suggérer qu'un groupe-brigade canadien n'était pas nécessaire dans pareil conflit est un développement de l'argument qui s'oppose à la présence d'un groupe-brigade canadien en Europe. Le Canada ne peut pas se permettre d'avoir une attitude isolationniste dans la communauté internationale et il doit agir dans des situations difficiles. La perte de prestige n'est pas facile à mesurer, mais le déploiement de forces exposées à un faible danger, comme deux navires de combat et un escadron de chasseurs chargés de les protéger, a assurément fait paraître le Canada prudent et

minimaliste. Le ridicule débat politique concernant la mesure selon laquelle les forces affectées aux opérations FRICTION et SCIMITAR étaient censées avoir un caractère défensif était risible. Le déploiement d'un hôpital de campagne canadien en Arabie saoudite et de personnel médical à bord de navires américains l'était moins, surtout pour les victimes traitées, mais le Canada aurait peut-être pu faire plus dans d'autres domaines.

Quant au coût d'un déploiement en Arabie saoudite, il est concevable qu'une bonne part de l'argent dépensé par le Canada aurait tôt ou tard été remboursée par l'Arabie saoudite et le Japon. La participation à une guerre de libération s'accompagne non seulement d'une satisfaction morale mais aussi de possibilités d'affaires liées à l'inévitable effort de reconstruction, comme en fait état le commandant des forces britanniques, le général sir Peter de la Billière, dans son livre, *Storm Command*.

Un groupe-brigade mécanisé était-il la seule façon possible de déployer des forces de l'Armée canadienne dans la région du Golfe? Des officiers ont contesté cette hypothèse de base dans le processus de planification de l'opération BROADSWORD, et ils n'ont pas tort. D'autres choix s'offraient. Le nombre des possibilités étudiées dans les discussions de planification de haut niveau n'est pas connu. Le CEMD croyait que seule une force autonome de l'ordre du groupe-brigade serait du point de vue politique viable au sein d'une coalition. Un groupe-brigade d'infanterie légère constitué de trois bataillons d'infanterie et intégré par exemple à la 101<sup>e</sup> Division aéroportée (aéromobile) américaine ou à la 82<sup>e</sup> Division aéroportée américaine était une solution possible. Les unités de la Force d'opérations spéciales basées au Canada avaient de bons liens professionnels avec ces formations. Ce genre de groupe-brigade aurait pu être transporté à temps par la voie des airs.

Si la viabilité de l'intervention d'un groupe-brigade mécanisé canadien au Moyen-Orient est en doute, il convient de regarder les forces déployées par les Britanniques et les Français. La 4<sup>e</sup> Brigade blindée britannique a été

déployée en moins d'un mois depuis ses bases du nord de l'Allemagne. La brigade se composait d'un régiment blindé, de deux bataillons d'infanterie mécanisée et d'un régiment d'artillerie. Autrement dit, elle était presque identique à la 4<sup>e</sup> BMC cantonnée en Allemagne mais mieux équipée. Au cours de la guerre du Golfe, bien qu'éclipsée par la 7<sup>e</sup> Brigade elle a réduit de façon particulièrement efficace les centres de résistance irakiens contournés.

La 6<sup>e</sup> DBL (6<sup>e</sup> Division blindée légère) française comptait trois bataillons d'infanterie mécanisée se déplaçant à bord de TTB à roues VAB, trois régiments blindés (un de chars et deux de véhicules blindés lourds sur roues), un régiment d'artillerie et deux régiments d'hélicoptères d'attaque comptant 60 hélicoptères antichars. Cette formation ne convenait pas à un assaut frontal contre les positions défensives principales de l'ennemi. En conséquence, elle s'est vue chargée de jouer sur le flanc gauche de l'effort principal le très important rôle de flanc-garde. La 6<sup>e</sup> DBL n'est pas restée à l'écart des combats; elle a mené une action énergique conforme à ses capacités.

Au contraire des forces britanniques et françaises, une brigade mécanisée canadienne déployée dans le golfe Persique n'aurait pas pu être soutenue longtemps sans une modification radicale de la politique du Canada en matière de mobilisation, d'où la nécessité de réfléchir avec soin à l'emploi opérationnel de la brigade dans le golfe Persique. Les façons possibles d'employer la brigade ont été étudiées à Ottawa par une cellule de planification, qui a conclu qu'une brigade basée sur l'engagement existant relatif à l'Europe aurait pu accomplir un certain nombre de tâches du plan de la coalition : flanc-garde ou écran, contre-pénétration et opération d'arrêt. Les possibilités d'emploi en question s'appuyaient sur l'hypothèse selon laquelle la brigade ne pourrait pas être soutenue longtemps, ce qui correspond à l'hypothèse utilisée pendant 20 ans dans les plans de la région du Centre. Toutefois, les possibilités d'emploi élaborées par cette cellule de planification ne semblent pas avoir été diffusées largement et le plan de l'opération BROADSWORD n'en parle guère.

Même si de nombreux problèmes (touchant particulièrement l'équipement et le transport) auraient pu être surmontés à condition d'agir et d'y mettre l'effort voulu en novembre, les pertes prévues et le problème de la soutenabilité ont fait réfléchir les autorités militaires et politiques supérieures. Un des planificateurs de l'opération BROADSWORD y voit d'ailleurs la raison principale pour laquelle le déploiement n'a pas eu lieu :

Je crois honnêtement que l'opération n'a pas été appuyée ou déclenchée parce qu'on a pris conscience du fait qu'il y aurait des pertes. Des MORTS! Il est plutôt facile de rester à l'écart, au large, de faire respecter un embargo maritime, d'y aller de temps à autre d'une patrouille aérienne et de revenir à un environnement relativement sûr [...] Le gouvernement a constaté que nous prévisions une trentaine de pertes par jour, pour la moitié des morts. Cela a secoué les autorités politiques...

Un autre planificateur est du même avis :

Nous avons peut-être été trop pessimistes. Les appréciations des pertes étaient très élevées et les listes de matériel trop longues. C'est là la

goutte qui a fait déborder le vase. Au bout du compte, avec les risques élevés et l'interminable liste de matériel, plus rien n'allait et tout a été annulé. Je me demande ce qui se serait passé si nous avions présenté une liste de matériel moins ambitieuse [...] Le chef [d'état-major de la Défense] a [finalement] déconseillé aux autorités politiques d'aller de l'avant.

Les chefs opérationnels du plan BROADSWORD, eux, croyaient certainement le plan bon et réalisable. Bien des logisticiens croyaient également que le problème du transport aurait pu être surmonté et que l'équipement aurait pu être obtenu rapidement. C'est la volonté d'agir qui manquait.

L'opération BROADSWORD n'ayant pas eu lieu, la question la plus importante ici, est à savoir si l'engagement de la brigade de l'OTAN était même viable (au moins un amiral canadien l'a affirmé). Beaucoup de personnes bien informées croient que la réponse est « non ». En effet, redéployer un groupe-brigade dans un théâtre d'opérations complètement nouveau et inconnu, contre un nouvel ennemi, ne peut se comparer à la présence, dans un théâtre, d'une brigade qui connaît bien le terrain, ses alliés et l'ennemi. Il est certain que les problèmes

de maintien en puissance et de logistique étaient substantiels et qu'ils auraient constitué un obstacle dans la région du Centre de l'OTAN. N'oublions pas toutefois que les planificateurs du Canada savaient en quoi les difficultés consistaient et que, avant 1985, ils n'avaient pas obtenu les directives et l'appui politique nécessaires pour y remédier. Il ne faut jamais non plus sous-estimer le sens de l'improvisation du soldat canadien et son aptitude à surmonter les obstacles. Une guerre mettant l'OTAN en cause aurait été plus importante qu'un déploiement dans le golfe Persique et tous les efforts du pays auraient servi à appuyer la région du Centre.

Bref, l'opération BROADSWORD représente peut-être une des plus grandes « questions non résolues » de l'histoire militaire du Canada. Elle ne constitue pas seulement une occasion ratée. L'opération BROADSWORD a aussi mis en évidence quelques-unes des faiblesses structurelles qui existent dans l'Armée de terre du Canada depuis 1970 et devrait guider les responsables de l'élaboration de la politique de défense et les planificateurs militaires de l'avenir.



## À PROPOS DE L'AUTEUR...

Sean Maloney est diplômé au niveau du baccalauréat et de la maîtrise de l'université du Nouveau-Brunswick et au niveau du doctorat de l'université Temple de Philadelphie. Il a été officier de troupe au sein du 8th Canadian Hussars (Princess Louise's) et est l'historien officiel du 4<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada. Ses écrits et ses recherches portent principalement sur la politique de sécurité nationale du Canada. M. Maloney a écrit *Au cœur d'une guerre sans combat : la brigade canadienne de l'OTAN en Allemagne, 1951 - 1993* (1997) et de nombreux articles et il doit bientôt publier *Learning to Love the Bomb: Canada's Cold War Strategy and Nuclear Weapons, 1951 - 1968*. Il est actuellement détenteur d'une bourse de perfectionnement post-doctoral du Conseil de recherches en sciences humaines du Canada au Collège militaire royal du Canada, où il donne également des cours de polémologie. M. Maloney est le conseiller universitaire du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, pour lequel il écrit régulièrement des articles et des commentaires.

## NOTE

1. Lorsque la disposition des forces terrestres du Canada destinées au front central de l'OTAN a changé, les deux groupes-brigades assignés à la 1<sup>re</sup> Division du Canada ont pris le nom de brigade.

# Guerre de manœuvre et commandement de mission dans les opérations de paix

## Une application pratique

par le major Cliff Trollope, CD

### INTRODUCTION

**D**epuis l'adoption par l'Armée de terre du Canada de la doctrine de la guerre de manœuvre et de la philosophie du commandement de mission qui l'accompagne, leur mise en œuvre a suscité un débat considérable. Une foule d'articles ont été écrits sur le sujet et plusieurs questions ont été soulevées concernant notre fonctionnement quotidien et la mise en pratique de notre doctrine. La plupart des gens conviennent que l'approche manœuvrière est la meilleure façon de diriger des opérations. Cette approche est accompagnée de l'incontournable concept du commandement de mission. Je n'ai pas l'intention d'expliquer l'importance de la cadence, de l'attaque des centres de gravité ou de la désorganisation de l'ennemi etc., car ces éléments ont été maintes fois expliqués. Au sein de l'Armée de terre du Canada, nous semblons avoir de la difficulté à aller au-delà de la théorie, du jargon à la mode et des exemples historiques ou fictifs, pour passer à la véritable mise en œuvre. C'est une chose que d'énumérer les différentes caractéristiques, les principes fondamentaux et les outils de l'approche manœuvrière et du commandement de mission, mais cela en est toute une autre de les utiliser quotidiennement.

Un des aspects les plus attrayants de la guerre de manœuvre est qu'elle s'applique uniformément dans l'ensemble du spectre des conflits. Les

opérations de paix exigent le recours au commandement de mission et l'approche manœuvrière offre aux commandants la seule option réellement viable pour faire face aux difficultés et à la cadence de ces missions. Notre lente progression dans la mise en œuvre de notre doctrine est peut-être due en partie au fait que les commandants de tous les niveaux n'ont pas vraiment accepté la guerre de manœuvre ni fait l'expérience de son utilisation. Comme nous le savons tous, la guerre de manœuvre est avant tout une manière de penser. Il faut par conséquent la laisser se répandre au sein de notre garnison et de nos quartiers-généraux et l'appliquer à toutes nos activités, notamment à l'instruction, aux opérations de paix et en temps de guerre. On peut appliquer les principes de la guerre de manœuvre quotidiennement et s'en servir pour

### ***Un des aspects les plus attrayants de la guerre de manœuvre est qu'elle s'applique uniformément dans l'ensemble du spectre des conflits.***

résoudre tous les problèmes que rencontrent les soldats professionnels dans leurs tâches de tous les jours. Si on fait un effort concerté pour mettre notre doctrine en pratique, la plupart d'entre-nous constaterons que la mise en œuvre de la guerre de manœuvre et du commandement de mission ne demande pas un si grand effort. Je démontrerai dans le présent article, à l'aide d'exemples pratiques de la Roto 7 de l'opération Palladium, que

l'application des *outils de la guerre de manœuvre* crée un contexte favorable à l'épanouissement du commandement de mission. On peut utiliser, comme il se doit, les principes de la guerre de manœuvre pour orienter la conduite des opérations et pour aider à la planification et à la prise de décision. Les outils de la guerre de manœuvre dont je parle sont les suivants : l'analyse de la mission, l'intention du commandant, le choix et la poursuite du but, l'effort principal et l'unité de l'effort<sup>1</sup>. Nous verrons chaque outil en détail plus tard.

À titre d'exemple, j'utiliserai mon expérience personnelle comme commandant de compagnie d'infanterie à Drvar en Bosnie dans le cadre de la Roto 7 de l'opération Palladium. Mon but n'est pas de vous faire croire que tout ce qui a été fait au cours de la mission était parfait ou qu'il faut absolument, pour des opérations de paix semblables, s'inspirer de la méthode utilisée pour l'application de la guerre de manœuvre et du commandement de mission. Il ne s'agit pas d'un exercice de flatterie personnelle. Je veux simplement donner des exemples pratiques d'application de la doctrine pour montrer que cette mise en pratique n'est pas nécessairement trop complexe et illustrer les énormes avantages que l'on peut tirer de l'approche manœuvrière. Je souhaite vous prouver que l'utilisation des outils de la guerre de manœuvre permet de faire basculer tout le processus de la théorie à la pratique.

## PROBLÈME : LA NATURE DES OPÉRATIONS DE PAIX

De par leur nature même, les opérations de paix peuvent être extrêmement complexes et comporter des frictions intrinsèques. Plusieurs questions et dynamiques en jeu forcent les commandants et les soldats à prendre en considération des facteurs complètement extérieurs à la guerre conventionnelle. Les sous-unités se trouvant dans des zones de responsabilité isolées doivent planifier et penser au niveau opérationnel, et même au niveau stratégique. Le problème se complique encore du fait de la durée des missions de paix et du fait que leur réussite ne passe pas par une série d'actions indépendantes. Le cycle de décision/action est continu et toute action doit contribuer à la mission dans son ensemble. Pour compliquer davantage l'affaire, les caractéristiques de concepts comme l'attaque d'un centre de gravité, l'orientation selon la mission, la prise de décision rapide et éclairée et l'unité de l'effort s'appliquent aussi bien au contexte des opérations de paix qu'à la guerre. La cohésion de notre mission et celle des gens ou des forces résolus à nuire au processus de paix sont toujours les éléments clés. Le problème comporte plusieurs facettes. Comment devrions-nous aborder l'opération? Comment appliquons-nous et orientons-nous nos ressources militaires quotidiennement? Comment le commandant examine-t-il les complexités de la situation, comment assure-t-il un cycle de décision/action rapide et, plus important encore, comment communique-t-il clairement son intention à ses subalternes? On trouve la réponse en appliquant les outils de la guerre de manœuvre, ce qui permet en conséquence d'exercer avec succès le commandement de mission.

## LA SOLUTION : OUTILS DE LA GUERRE DE MANŒUVRE ET COMMANDEMENT DE MISSION

Même si on comprend bien que la guerre de manœuvre est davantage une façon de penser qu'un processus établi, il reste que certaines procédures ou actions peuvent être exécutées afin de renforcer l'approche

manœuvrière et de permettre le développement du commandement de mission. Le seul défaut qu'on peut reprocher à notre doctrine est qu'on n'y met pas suffisamment l'accent sur l'application pratique de la guerre de manœuvre. Les principes fondamentaux de l'approche manœuvrière et du commandement de mission sont bien documentés, mais on a peu écrit sur les méthodes à suivre pour mettre le processus en marche. Les outils de la guerre de manœuvre sont le meilleur point de départ à la mise en pratique du processus. Ces outils sont les suivants :

- Analyse de la mission
- Intention du commandant
- Choix et poursuite du but (orientation selon la mission)<sup>2</sup>
- Effort principal
- Unité de l'effort

Mon expérience personnelle m'a appris que ces cinq aspects de la guerre de manœuvre sont appelés à juste titre des outils, car ils sont des procédures ou des concepts que les commandants de tous les niveaux peuvent utiliser. Ils se renforcent mutuellement, ils n'ont pas à être suivis dans un ordre précis et ils peuvent être utilisés de façon continue. De plus, en utilisant un outil, vous préparez la voie ou mettez en place la structure permettant de mettre d'autres outils à contribution. Ils doivent être considérés comme des instruments utilisés pour résoudre le problème militaire (atteinte de la mission) en question. Toutefois, comme tous les instruments, ils sont inutiles si on les

chaque outil du point de vue d'un commandant de sous-unité afin d'insister sur la façon dont ils se renforcent mutuellement et mettent en place les conditions nécessaires au commandement de mission.

**Analyse de la mission.** L'analyse de la mission est le point de départ de tous les plans et de toutes les actions, et probablement l'outil le plus important. Elle est le point de départ du cycle de décision/action. Dans nos différentes écoles, on en parle souvent et on l'enseigne en même temps que le processus d'appréciation. Selon mon expérience, les officiers subalternes et les s/off ne comprennent cependant pas parfaitement sa signification. La confusion vient peut-être du terme « analyse de la mission » en soi. Analyse de tâche serait peut-être un meilleur terme. Mon travail a été simplifié par le fait que je commence la formation des officiers subalternes par l'enseignement de l'analyse de la mission. L'analyse de la mission n'a pas besoin d'être une procédure complexe suivant un cadre établi. C'est simplement un processus de réflexion logique lié à l'appréciation et la recoupant, qui permet de concevoir les plans et les actions à exécuter. Vous ne vous tromperez jamais en « vous interrogeant sur les conséquences de vos conclusions » face à un problème et ce, jusqu'à ce que vous parveniez à une action concrète. Il s'agit du fondement de l'application de l'approche manœuvrière et du seul processus qui, lorsqu'il est suivi à tous les niveaux, permettra de décentraliser le commandement et de prendre

***Le seul défaut qu'on peut reprocher à notre doctrine est qu'on n'y met pas suffisamment l'accent sur l'application pratique de la guerre de manœuvre.***

laisse dans une boîte et qu'on ne les utilise pas. Le moment est venu de se mettre au travail et de donner des exemples de la façon d'utiliser les outils pour résoudre « le problème », c'est-à-dire une opération de paix dans le cas présent. Avant de commencer, cependant, il faut examiner brièvement

rapidement des décisions éclairées. Les ordres donnés sous forme d'un énoncé de mission, mettant en relief l'intention du commandant, le concept d'opérations, l'effort principal et l'état final ne seront efficaces que si les commandants subalternes peuvent faire une bonne analyse de la mission<sup>3</sup>.

**Intention du commandant.** On ne peut pas faire une bonne analyse de la mission si le commandant ne définit pas clairement son but (intention), la méthode (concept d'opérations comprenant l'effort principal) et l'état final. Tous les plans, les ordres, les directives et les instructions doivent être conçus selon cette structure. Le problème posé par l'intention du commandant n'est souvent pas l'intention elle-même, mais la façon dont l'intention, et son concept d'opérations, sont transmis aux subalternes. Plus la tâche ou la mission est complexe, plus la transmission est difficile.

**Choix et poursuite du but.** Le choix et la poursuite du but, également un principe de guerre, signifie en fait qu'il faut rester concentré sur la mission. Le but devrait être évident dans l'énoncé de mission ainsi que dans l'intention du commandant. Il peut sembler superflu de le répéter ici, mais comme je l'expliquerai plus tard, il faut absolument rester concentré sur l'essentiel au cours de missions longues et complexes et au cours d'opérations de paix. Sans orientation claire et précise, l'analyse de la mission devient plus difficile et moins efficace. Les subalternes ne peuvent pas se demander continuellement pourquoi ils font des tâches en particulier. On ne doit jamais douter de la « raison d'être » d'une opération.

**Effort principal.** Même si le commandant définit clairement son intention et son concept d'opérations, les subalternes ont toujours besoin de connaître l'élément le plus important de l'opération. En désignant un effort principal et en expliquant clairement le bien fondé de l'effort principal, on amène le commandement de mission au niveau suivant. Grâce à leur propre analyse de la mission, les commandants subalternes feront preuve d'initiative pour trouver des moyens d'appuyer l'effort principal.

**Unité de l'effort.** L'unité de l'effort découle autant de l'utilisation des autres outils qu'il est lui-même un outil. Si on reste axé sur la mission, si le commandant communique clairement son intention et l'effort principal et si on fait continuellement l'analyse de la mission, l'unité de l'effort s'en suivra en toute logique. C'est un outil servant

quasiment à mesurer l'efficacité des autres outils. Si l'unité de l'effort n'est pas atteinte, c'est probablement à cause de la mauvaise application des autres outils.

**Commandement de mission.** Le commandement de mission repose sur la confiance, sujet dont nous ne devrions même pas avoir besoin de discuter. Si un commandant n'a pas confiance en ses subalternes, il doit soit les remplacer ou réorienter sa carrière. Nos officiers subalternes et nos s/off sont des personnes de grande valeur et dignes de toute notre confiance. Le problème consiste à mettre en place les conditions leur permettant de travailler de façon indépendante, de faire preuve d'initiative et de prendre des décisions éclairées et en temps opportun. Ils doivent savoir pourquoi on leur confie certaines tâches. L'application des outils de la guerre de manœuvre permet de mettre ces conditions en place.

#### APPLICATION PRATIQUE DANS LE CADRE D'UNE OPÉRATION DE PAIX

Tout au long de la mission, l'analyse de la mission a été un outil des plus utilisés. Je devrais souligner que par analyse de la mission, je ne veux pas simplement parler du processus nécessaire pour parvenir à un énoncé de mission. C'est beaucoup plus que cela. La fin de l'analyse de la mission et le début de l'appréciation ne sont pas clairement définis et ce n'est pas un aspect important. Le mot clé est « analyse ». Il faut faire une étude logique des renseignements disponibles et des tâches attribuées et simplement « s'interroger » à propos de chaque élément jusqu'à ce qu'on arrive à une déduction et qu'on passe à l'action. Compte tenu de la complexité de la situation à laquelle nous étions confrontés en Bosnie, l'analyse de la mission a été un outil fort efficace.

Comme je l'ai mentionné plus tôt, les opérations de paix peuvent être très complexes. Le processus logique et rigoureux de

l'analyse de la mission en fait l'outil parfait en l'occurrence. On a découvert qu'il était bénéfique de commencer l'analyse de la mission le plus tôt possible. L'information détaillée qu'on m'a fournie lors de la reco tactique, combinée à une étude de l'histoire des zones de responsabilité et de toute autre information disponible, m'ont permis d'effectuer mon analyse de la mission avant l'exercice de confirmation. J'ai compris les intentions du commandant de la Force de stabilisation (SFOR) et du commandant de la Division multinationale (sud-ouest) (DMN [SO]). J'ai aussi compris ce que le commandant de mon groupement tactique attendait de moi et de ma compagnie. J'ai aussi bien compris la mission en cours, les questions clés et les facteurs en jeu. Même si la situation était très complexe, en prenant le temps de faire une analyse de la mission détaillée, j'ai pu mieux comprendre ce qu'il fallait faire. Ma compréhension de la situation était toutefois presque inutile, si je ne trouvais pas le moyen de communiquer les difficultés de la mission et mon intention à mes subalternes. Il s'agit d'une autre question que je traiterai lorsque l'on parlera des autres outils. Mon principal point ici est le suivant : il faut recueillir le plus tôt possible le maximum de renseignements auprès du plus grand nombre de sources possible et commencer l'analyse de la mission.

La reco tactique et le déroulement de la mission nous ont fait très clairement prendre conscience de la



Un véhicule blindé Bison du 3<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry Battalion Group (3 PPCLI BG) patrouille le village de Ramici en septembre 2001. (Photo, gracieuseté de l'USPFC)

rapidité de l'évolution de la situation sur le terrain. Par conséquent, on faisait l'analyse de la mission de façon continue et on réévaluait notre façon de mener les opérations quotidiennes. Il fallait faire l'analyse de la mission d'un point de vue général (c.-à-d. examiner l'ensemble de la mission et les problèmes connexes), s'attarder sur des aspects particuliers de la mission (c.-à-d. les opérations d'aide humanitaire et les opérations psychologiques ou « OPSPSY »)

## L'intention du commandant revêt une importance capitale...

et sur les patrouilles quotidiennes. Deux éléments fondamentaux reliés aux opérations de paix et à l'analyse de mission émanent de cette situation. Le premier concerne la dernière question que l'on se pose à la fin du processus d'analyse de la mission : la situation a-t-elle changée? Dans l'affirmative, il faut refaire l'analyse de la mission. Pour la Roto 7, j'ai dû examiner la mission dans son ensemble à trois reprises. Le résultat final de chacune de ces trois analyses a respectivement défini l'intention initiale et le concept d'opérations, fourni un compte rendu de situation à mi-chemin de la mission et des ajustements, et déterminé la passation de pouvoir en fin de mission. Ces événements n'étaient pas planifiés. Il s'agissait plutôt des moments où l'on s'est rendu compte que la mission avait évolué et que des événements sur le terrain nous obligeaient à revoir la situation dans son ensemble.

Le deuxième point fondamental se rapporte à l'analyse de la mission effectuée à tous les niveaux. Les deux heures passées à présenter les principes de l'analyse de la mission aux commandants de peloton, qui à leur tour les ont enseignés aux commandants de section, ont été immensément bénéfiques. J'ai constaté que tous mes commandants subalternes analysaient chaque tâche afin de déterminer la manière dont elle s'inscrivait dans le cadre général de la mission. En conséquence, soit ils remettaient en cause l'efficacité de leurs actions, soit ils me demandaient plus souvent des explications sur la raison

d'être de la tâche. Dès que les comptes rendus de patrouille semblaient n'apporter rien de nouveau ou semblaient stagner, nous savions qu'il était temps de redéfinir les tâches des troupes. Le commandant adjoint de la compagnie, le caporal-chef des opérations, ou les commandants de patrouilles eux-mêmes étaient souvent ceux qui m'alertaient de cet état de chose à la suite de leur propre analyse de la mission. À mon tour, je devais examiner

des aspects particuliers de la mission, effectuer une analyse de la mission et émettre une directive d'opérations (avec mon intention, le concept d'opérations et l'effort principal) permettant de réorienter les tâches des patrouilles et de mes commandants subalternes. Ceux-ci prenaient ensuite cette directive d'opérations, effectuaient leur propre analyse de la mission et l'opération dans son ensemble continuait d'avancer.

*L'intention du commandant* est un outil qui commence à transformer l'analyse de la mission en actions visant l'accomplissement de la mission. Une analyse de la mission extrêmement efficace perd de sa valeur si le commandant ne réussit pas à la relier à son intention. L'intention du commandant revêt une importance capitale puisque non seulement elle suscite l'analyse de la mission des subalternes, mais elle permet au commandement de mission de fonctionner avec succès. Au cours de mon déploiement en Bosnie, j'ai découvert deux aspects importants concernant l'intention du commandant. Le premier était le suivant : si je définissais clairement mon intention, en fonction de l'ensemble des tâches de la compagnie, les officiers, les sous-officiers et les soldats trouvaient à chaque fois le moyen d'obtenir des résultats dépassant ce que je croyais réalisable à ce moment. À cette fin, l'intention du commandant devrait être évidente pour chaque aspect de l'opération. Mes commandants subalternes, particulièrement les s/off, excellaient dans ce contexte. L'élément

important consistait à donner l'orientation (intention) et quelques directives (concept d'opérations). Puis, comme la mise en pratique était en grande partie laissée à leur discrétion, ils allaient de l'avant et je pouvais m'occuper de la tâche suivante. Dans le cas des tâches plus complexes, je définissais toute l'approche par écrit et oralement. Toutefois, pour définir mon intention, le moyen le plus efficace s'est avéré être la présentation orale à l'aide d'un tableau à feuilles à l'ensemble des commandants de section et des représentants des éléments attachés. Nous avons recours à cette méthode pour les missions opérationnelles, la planification des congés, les visites et le programme des sports. Toute activité s'inscrivait dans le cadre d'une intention et j'ai acquis la conviction que si une activité ne s'était pas déroulée selon mes prévisions, c'était ma faute et non celle des troupes parce que je n'avais pas communiqué clairement mon intention. Le second aspect de l'intention du commandant est le plus difficile. Il s'agissait de trouver les moyens de l'exprimer clairement pour que mes troupes comprennent mes objectifs.

Dans le cas des opérations complexes et des opérations de paix de longue durée, j'ai découvert qu'il ne suffisait pas simplement d'exprimer mon intention. Cette méthode fonctionnait pour diverses tâches au cours de la mission, mais elle était insuffisante pour la mission en soi. En montrant à l'aide



Le théâtre d'opérations de la Bosnie-Herzégovine. (Photo, gracieuseté du MDN)

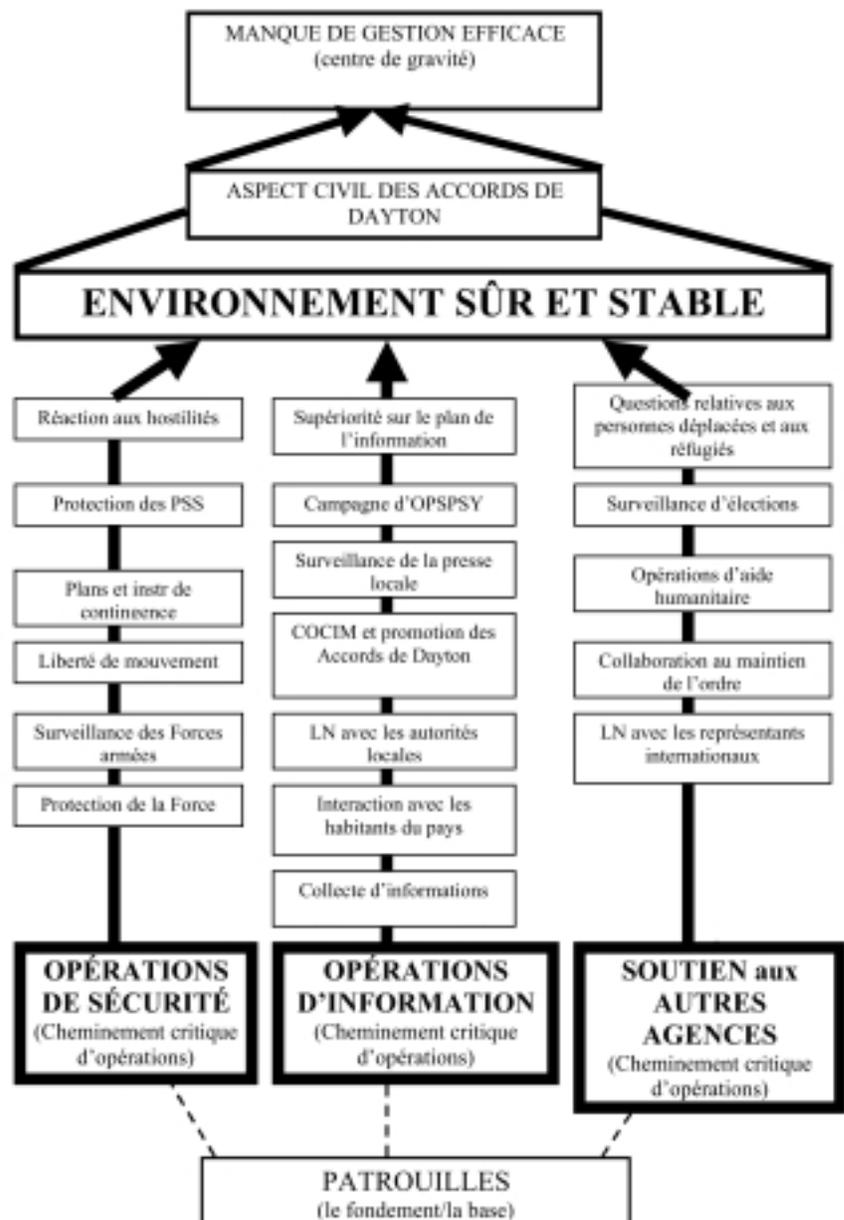
d'un schéma l'ensemble de l'opération, on pouvait expliquer les complexités de la situation sur une page ou un tableau. Ce schéma, que j'ai appelé le concept d'opérations, mais qui était en fait l'intention inscrite dans le cadre de la mission et du concept d'opérations, a prouvé son extrême utilité. Il me permettait de prendre la vue d'ensemble de l'opération et de la réduire au niveau des tâches quotidiennes des soldats<sup>4</sup>.

Notre mission était clairement définie. *Une compagnie assurera la sécurité et la stabilité de l'environnement afin de faciliter la mise en application complète de l'Accord-cadre général pour la paix/Accords de Dayton.* Tout ceci était très bien, mais cet énoncé n'éclairait pas les troupes sur ce qu'elles devaient faire outre le maintien de la sécurité et de la stabilité de la situation. Mon intention consistait à *diriger un programme de patrouilles méthodiques, bien coordonnées et imprévisibles permettant d'acquiescer et de garder une supériorité sur le plan de l'information au sein de la zone de responsabilité. La supériorité sur le plan de l'information nous permettra de devancer ou de désorganiser tout élément cherchant à entraver le processus de paix et ainsi d'assurer la sécurité et la stabilité de l'environnement.* Cet énoncé a permis de mettre l'accent sur l'importance des patrouilles et de la collecte des informations. Elle ne suffisait pas, toutefois, à lancer le processus. C'est le schéma du concept d'opérations qui a permis de rendre le tout cohérent.

D'une manière générale, le concept d'opérations reposait sur trois cheminements critiques d'opérations liés entre eux, comparables aux trois pattes d'un trépied. Les cheminements critiques d'opérations, ou les pattes du trépied, soutenaient la mission, soit la sécurité et la stabilité de l'environnement. Plus précisément, le schéma fonctionnait comme suit. En haut, on trouvait ce que j'ai appelé le centre de gravité dans notre zone de responsabilité, soit le manque de gestion efficace. L'unique élément entravant principalement le processus de paix provenait de l'absence d'organisations ou de structures en place permettant à la Bosnie de passer à l'étape où l'aide

internationale devenait superflue. L'atteinte de ce centre de gravité incombait, en grande partie, aux autres agences internationales chargées de mettre en place les aspects civils des Accords de Dayton, mais également à la population locale elle-même. Toutefois, ils ne pouvaient pas mener à bien leur tâche et le processus ne pouvait pas aller de l'avant sans un environnement sûr et stable. C'était là, en fait, notre mission. Nous devons donc utiliser nos ressources militaires et les appliquer de façon à assurer la sécurité et la stabilité de l'environnement. Le maintien de la sécurité et de la stabilité de l'environnement n'était pas chose facile compte tenu des divers éléments et aspects en jeu. Ce qui nous amène ensuite en bas

du schéma où les patrouilles sont considérées comme les composantes de base. Chaque jour, on attribuait aux patrouilles des tâches s'inscrivant dans le cadre des trois cheminements critiques d'opérations. Les petites cases le long des cheminements critiques d'opérations illustraient les tâches que nous pouvions accomplir. Elles n'étaient pas successives mais se renforçaient mutuellement. Par exemple, une tâche effectuée dans le cadre du cheminement critique des opérations d'information venait en aide aux autres agences internationales et ainsi de suite. Ensuite, grâce à une série de rotations de 24 heures, qui débutait par une conférence matinale sur les opérations, nous nous assurions que les patrouilles étaient bien orientées.



L'aspect fondamental consistait à faire en sorte que la moindre petite tâche vise à maintenir la sécurité et la stabilité de l'environnement. *L'effort principal* correspondait au cheminement critique des opérations d'information puisqu'il s'agissait

### ***L'élément le plus important à l'égard de l'effort principal était de s'assurer qu'il soit précisé et bien compris.***

de l'aspect ayant le plus d'influence sur les autres cheminements et sur la mission en général. Si, quotidiennement, nous faisons bien toutes les petites tâches, nous allions non seulement acquérir la supériorité sur le plan de l'information, mais aussi renforcer les trois pattes du trépied et maintenir ainsi la sécurité et la stabilité de l'environnement. Si l'une des pattes devenait trop faible, le trépied basculerait et la sécurité et la stabilité de l'environnement disparaîtraient.

Ce schéma constituait le seul moyen d'expliquer mon intention et l'ensemble de la mission à mes subalternes. Un ordre d'opérations pour la mission au niveau de la compagnie n'était pas nécessaire dans la mesure où mes subalternes interprétaient correctement le schéma et comprenaient le déroulement visé de la mission. Nous avons revu ce schéma plusieurs fois pendant toute la durée de la mission pour mesurer nos progrès. Cet outil s'est également révélé d'une grande efficacité pour expliquer aux soldats le but réel de l'opération dans son ensemble et pour établir les liens entre nos activités quotidiennes et l'ensemble de la situation. J'ai su que mes commandants subalternes avaient compris mon intention dès le début de la mission lorsqu'ils ont commencé à me poser des questions sur des éléments du schéma. La première de ces questions portait sur les opérations d'aide humanitaire et sur la façon dont elles s'inscrivaient dans un environnement sûr et stable. Cette question m'a amené à laisser tomber cet aspect de la mission au moyen d'une directive d'opérations. Il m'a ensuite suffi de faire une analyse de la mission portant sur cet élément spécifique de l'opération et de préparer une directive d'une ou deux pages qui

donnait à mes subalternes l'orientation dont ils avaient besoin. Au cours de la mission, j'ai diffusé six directives d'opérations traitant, entre autres, des opérations d'aide humanitaire, de désordre civil, de coopération et de mesures de renforcement de la confiance. Ces directives étaient en fait des ordres donnés sous forme d'un énoncé de mission contenant un but, une intention, un concept d'opérations et l'effort

principal qui s'inscrivaient dans l'ensemble de la mission de maintenir un environnement sûr et stable; elles donnaient également à mes subalternes l'orientation dont ils avaient besoin.

*Le choix et la poursuite du but* ou l'orientation selon la mission ont agi à la fois comme liant pour assurer la cohésion de l'opération et comme outil servant à évaluer la pertinence d'une activité. D'une certaine façon, tout devait contribuer à maintenir un environnement sûr et stable et à soutenir l'opération. Lorsque nous réalisions que nous étions tirés dans une direction différente, nous nous posions alors la question suivante : « Cela contribue-t-il à maintenir un environnement sûr et stable? » Si la réponse était négative, nous n'accomplissions pas la tâche en cause. Cette façon de procéder a également servi à éviter le changement graduel d'orientation de la mission. Le maintien de l'orientation de la mission n'était pas une tâche difficile en soi, mais elle devait être continuellement renforcée par les commandants à tous les niveaux. C'était l'essence du commandement. Nous étions en Bosnie pour mener une opération de paix et tout ce que nous faisons devait contribuer à cet objectif. La nourriture, le plan de congés, le déroulement des visites et la manière d'accomplir les activités quotidiennes avaient tous un rapport avec la mission. Une fois les balises bien établies, les soldats ont fonctionné très efficacement. Au sein de la compagnie, si on vous demandait ce que vous faisiez à un moment quelconque, la réponse était invariablement la même, soit « Mener des opérations de paix en ex-Yougoslavie ». Si on demandait aux soldats d'expliquer, ils citaient l'énoncé

de mission de la compagnie. Même si ces réponses étaient données en plaisantant, elles ont grandement aidé les membres de la compagnie à demeurer centrés sur ce qui comptait vraiment. Comme les tâches étaient spécifiques, il y avait évidemment des objectifs spécifiques, mais l'essentiel consistait à poursuivre l'opération et à contribuer à la mission.

*L'effort principal* pour toute l'opération est resté le cheminement critique des opérations d'information. L'effort principal changeait cependant d'orientation selon les besoins au fil des jours ou des semaines. L'élément le plus important à l'égard de l'effort principal était de s'assurer qu'il soit précisé et bien compris. Cela peut sembler une évidence, mais j'ai trouvé que c'était très efficace. Les subalternes ont bien apprécié de savoir de ce qui était le plus important et de connaître les raisons justifiant cette importance. Une fois ceci bien compris, non seulement les tâches étaient entreprises dans l'optique de la mission, mais d'autres au sein du groupe-compagnie proposaient des moyens pour aider, ce qui a contribué à faciliter grandement ma tâche de commandant.

*L'unité de l'effort* dans le cadre d'une opération de paix, peu importe sa complexité, n'est pas vraiment difficile à atteindre. Il faut avant tout s'assurer que toute personne travaillant dans la zone de responsabilité, peu importe son statut de commandement, contribue à la mission. À cette fin, nous avons eu beaucoup de succès en invitant tous les représentants d'éléments attachés à assister à chaque conférence opérationnelle. Ceci permettait de s'assurer que tous les participants comprenaient bien les enjeux de la journée et leur donnait l'occasion de trouver des moyens de contribuer à la mission. L'autre élément essentiel à l'unité de l'effort consistait simplement à se servir des autres outils. Si chacun est au fait de la situation, comprend l'intention et l'effort principal et peut effectuer une analyse de la mission, l'unité de l'effort est alors assurée. En ce qui concerne notre situation, les officiers de liaison pour la coopération civilo-militaire, grâce à leurs contacts avec la population locale, ont contribué grandement en orientant simplement leurs

efforts de façon à appuyer mon intention et la mission. Bien souvent, il s'agissait de plusieurs petites actions, entre autres, organiser une fête à l'Halloween pour les enfants croates de Bosnie à une période où l'opération avait besoin d'établir de meilleurs rapports avec ce groupe de la population. Ce n'est pas moi qui leur ai ordonné de le faire. Ils ont simplement profité d'une occasion qui s'est présentée au cours de l'accomplissement de leurs tâches, ce qui nous a permis en bout de ligne de tirer un très grand profit d'une simple initiative.

Enfin, c'est l'utilisation des outils de la guerre de manœuvre qui nous a permis d'exercer le *commandement de mission*. C'était fort simple. Nos officiers subalternes et nos s/off ont très bien compris le commandement de mission et les outils de la guerre de manœuvre ont posé les conditions assurant leur succès. Au départ, il fallait qu'ils soient bien à l'aise et assez compétents en matière d'analyse de la mission. Lorsque, par la suite, j'énonçais clairement mon intention et précisais l'effort principal tout en m'assurant de maintenir le but, ils étaient alors en mesure non seulement de prendre les bonnes décisions, mais

également de trouver les meilleurs moyens de donner suite à ce que je préconisais. Lorsque tous ces éléments étaient réunis et renforcés sur une base quotidienne, l'unité de l'effort s'ensuivait en toute logique. En bout de ligne, la compagnie se dirigeait presque d'elle-même. Comme je n'avais pas à me préoccuper de chaque détail et à coordonner chaque activité, j'avais tout le temps de me concentrer sur les enjeux importants. Il m'importait en tant que commandant de dégager une analyse de la mission qui soit aussi juste que possible, d'énoncer clairement mon intention et de préciser l'effort principal. Par la suite, mes subalternes s'occupaient de combler les vides et obtenaient des résultats exceptionnels tous les jours.

#### CONCLUSION

**I**l faut que prenne fin la lutte pour la mise en œuvre de l'approche manœuvrière et du commandement de mission. En tant qu'armée, nous devons mettre la théorie de côté et commencer à appliquer notre doctrine dans tout ce que nous faisons, dans le cadre de nos opérations et en garnison. La meilleure façon de le faire consiste à utiliser les outils de la guerre de

manœuvre. Peu importe la tâche, si les commandants maintiennent le but, énoncent clairement l'intention, le concept d'opérations et l'effort principal, les subalternes connaîtront alors la raison d'être de la tâche. Si nous enseignons à nos commandants subalternes à faire l'analyse de la mission et exigeons qu'ils la fassent, ils trouveront alors la bonne façon de procéder. Lorsque tous ces éléments sont combinés, l'unité de l'effort n'est pas seulement inévitable, mais également synergique. Ceci étant réglé, la scène est maintenant prête pour le commandement de mission, les ordres donnés sous forme d'énoncé de mission et l'utilisation des principes de la guerre de manœuvre adaptés à tout type de situation. L'utilisation des outils en question est particulièrement efficace dans le cadre des opérations de paix. En bout de ligne, beaucoup réaliseront que cela est assez facile et qu'il s'agit également de la façon la plus efficace et efficiente d'accomplir toute chose dans l'Armée de terre.



#### À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le major Cliff Trollope est titulaire d'un baccalauréat en histoire du Collège militaire royal du Canada et diplômé du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne (CCEFTC). Depuis l'obtention de sa commission d'officier en 1988, il a été affecté exclusivement à des unités d'infanterie ou occupé des postes au sein de l'Infanterie. Le major Trollope a servi comme officier subalterne au sein du 1<sup>er</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry (1 PPCLI) et accompagné cette unité dans le cadre d'une affectation à Chypre avec les Nations Unies. De 1991 à 1995, il a travaillé à l'École d'infanterie de Gagetown et a passé les six dernières années avec le 2 PPCLI. Au cours de son affectation au 2 PPCLI, il a été déployé deux fois en Bosnie; la première fois en 1997 comme commandant adjoint avec le premier déploiement de la SFOR dans le pays et la deuxième, comme commandant de compagnie avec la ROTO 7 de l'opération Palladium. Il est présentement commandant d'une compagnie du 2 PPCLI à Winnipeg, au Manitoba.

#### NOTES

1. Les outils de la guerre de manœuvre sont issus des travaux du lieutenant-colonel (ret.) C.S. Oliviero. Ils font la synthèse de plusieurs

travaux et ont été présentés, entre autres, aux stagiaires du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne de Kingston en Ontario. L'auteur a pris connaissance de ces outils pour la première fois en 1997, alors qu'il était stagiaire au CCEFTC.

2. L'expression « orientation selon la mission » utilisée dans le cadre du choix et de la poursuite du but, est une invention de l'auteur. Il voulait mettre l'accent sur la signification que cet outil de la guerre de manœuvre, en particulier, revêtait pour lui et sa sous-unité.

3. William S. Lind, *Maneuver Warfare Handbook*, (Boulder CO, 1985), p. 15. Bien qu'elle soit mentionnée dans de nombreuses publications et de nombreux manuels, la description des ordres donnés sous forme d'un énoncé de mission de Lind donne une explication très claire.

4. L'idée d'illustrer la mission par un schéma est issue de l'utilisation d'un « plan de campagne » au cours de mon premier déploiement avec la SFOR à Drvar en 1997. Le major (à présent lieutenant-colonel) Ian Hope avait conçu un schéma de campagne très efficace adapté à la mission du moment. À la suite de ma première analyse de la mission, j'ai voulu faire de même en m'inspirant de la publication B-GL-300-001/FP-000. Toutefois, j'ai considérablement piétiné lorsqu'il est devenu clair que la mission avait énormément évolué, que son centre de gravité avait changé et qu'elle ne suivait plus un modèle linéaire. C'est à la suite d'une discussion avec le major Hope, alors qu'il étudiait les modules de connaissance de la situation à l'U.S. Army Command and General Staff College de Fort Leavenworth au Kansas, que l'idée du trépied a surgit. Le major Hope m'a conseillé de ne pas m'en faire si la mission ne suivait plus un modèle linéaire mais plutôt d'envisager le modèle en trois dimensions. À l'aide de ces renseignements, j'ai élaboré l'idée du trépied. Plus tard, en donnant des briefings en Bosnie, j'ai appris que le tabouret à trois pattes est un concept ou une méthode d'explication utilisée à l'U.S. Army War College.

# Mener le bon combat

## Une étude comparative de l'éthique militaire au cours des opérations hors guerre

par Catherine Sheridan-Demers

*Il est curieux que le courage physique soit si répandu en ce monde et le courage moral si rare.*

— Mark Twain (1835 - 1910)

**L**a culture et la forme militaires sont infiniment différentes de la société en général. La profession des armes, qui par définition est l'application contrôlée de la violence, place les militaires professionnels, les officiers comme les soldats, dans une catégorie à part du gros de la société en termes de responsabilité professionnelle. Le lot du professionnel militaire est souvent de mettre sa vie au service de la politique du gouvernement, que ce soit pour la défense du pays, de la sécurité internationale ou de l'humanité. Les militaires professionnels sont entraînés et censément préparés pour faire face aux diverses situations associées au spectre d'intensité des conflits et sortir des dilemmes que ce genre de situations posent au plan de l'éthique. La façon traditionnelle de faire la guerre ne se retrouve que dans une infime partie des opérations du spectre d'intensité des conflits car la plupart des opérations qui constituent ce dernier entrent dans la catégorie des opérations hors guerre (OHG), lesquelles englobent une vaste gamme

Il est intéressant de noter que même si la majorité des opérations du spectre d'intensité des conflits sont des opérations hors guerre, l'éthique qui les entoure demeure un élément obscur pour la plupart des militaires professionnels. Dans la façon traditionnelle de faire la guerre, la situation est claire : les militaires professionnels sont confrontés à un ennemi non ambivalent qu'ils doivent engager et anéantir suivant les ordres de leurs supérieurs et, en bout de ligne, des dirigeants du pays. Dans une situation aussi simple et aussi claire, les militaires professionnels ont peu de choix éthiques à faire quand vient le temps de mener une guerre pour servir les intérêts de l'État ou améliorer le sort de l'humanité dans son ensemble. L'ennemi est habituellement diabolisé, et les militaires professionnels bénéficient de l'appui de leur société et croient, à tort ou à raison, que la cause de l'État est juste et par conséquent justifiée.

Si le « contexte approprié », une tranchée à Passchendaele, le pont inférieur de canonage d'un navire de front à Trafalgar, mentionné dans un

Arquilla et David Ronfeldt : « Regardez bien autour de vous. Il n'y a pas de guerre à l'ancienne en vue<sup>2</sup>. » Les zones de conflit bien définies sont plutôt rares, et le militaire professionnel doit régulièrement traiter avec les « zones grises » du spectre d'intensité des conflits qui sont présentes dans la

### ***La culture et la forme militaires sont infiniment différentes de la société en général.***

plupart des opérations militaires. En l'absence d'un cadre d'éthique obligatoire concernant les OHG, sur quoi le soldat professionnel doit-il se guider? De façon réaliste et compte tenu de la diversité des OHG, il n'est pas pratique de penser qu'un seul cadre éthique pourrait être élaboré pour traiter de toutes les situations possibles. Mais la question demeure. De quel outil le militaire professionnel dispose-t-il pour traverser le labyrinthe des opérations hors guerre? Comment le soldat ou l'officier professionnel remplira-t-il son devoir s'il n'a pour s'orienter que le cadre éthique souvent flou et incomplet que les organisations militaires ont prévu pour ce genre de situation? La seule réponse qui tient, c'est qu'ils devront avoir beaucoup de courage et faire confiance aux valeurs éthiques militaires.

Au point de vue historique, la place faite à ces valeurs a entraîné des conflits au sein de la chaîne de commandement. Ces zones grises à l'intérieur des opérations font souvent que le soldat se retrouve loin de la maison, isolé, sans ennemi précis à combattre et au cœur d'une situation complexe qui peut évoluer de façon abrupte, imprévisible et violente. S'ajoutent les

### ***...le militaire professionnel doit régulièrement traiter avec les « zones grises » du spectre d'intensité des conflits...***

de fonctions, y compris le secours aux sinistrés, les opérations de recherche et sauvetage, le maintien de la paix et le rétablissement de la paix<sup>1</sup>.

récent article de la *Revue militaire canadienne* pose peu de dilemmes éthiques, il faudrait qu'on suive le conseil laconique suivant de John



**La mort de Gordon à Khartoum, le 26 janvier 1885. La force d'expédition du Nile, incluant des Voyageurs canadiens, arriva trop tard pour le sauver.**

problèmes de communications entre les gens qui se trouvent sur le théâtre d'opérations et ceux qui n'en ont pas. On s'aperçoit, dans bien des cas, que les commandants sur le théâtre sont en conflit avec ceux qui n'y sont pas. La plus grande part des responsabilités, aussi bien militaires qu'éthiques, incombe au commandant sur le théâtre qui doit prendre des décisions efficaces et éthiques. En raison de la demande de plus en plus grande de transparence de la part de la population, de l'intolérance des gens face aux gestes qui sont contraires à l'éthique, de la ferme politique internationale à l'égard de l'obligation de rendre compte du personnel ainsi que de l'humanité et du sens du devoir du commandant, ces responsabilités peuvent avoir un effet dévastateur sur le militaire professionnel qui, après tout, reste un humain.

L'histoire de Charles Gordon, un officier de l'Empire britannique, qui a carrément ignoré les ordres reçus d'abandonner la ville de Khartoum, en

1884, et le compte rendu du lieutenant-général Roméo Dallaire qui, dégoûté, a fait fi d'un ordre de retirer sa force de maintien de la paix du Rwanda, en 1994, témoignent des expériences disparates de commandants bien différents. Il reste que des parallèles intéressants peuvent être faits entre Gordon et Dallaire. Même si ces derniers ont vécu à des époques différentes, tous deux étaient issus de cultures militaires semblables, quoique différentes, bien ancrées dans la tradition militaire britannique et prisonniers de leur personnalité et de leur tempérament. Les principes fondamentaux des missions qui leur avaient été confiées étaient diamétralement opposés, ce qui ne les a pas empêchés de cheminer à travers les zones grises les plus précaires du spectre d'intensité des conflits et de démontrer de quelle façon l'éthique militaire fondée sur des qualités morales et des convictions personnelles peut façonner et, de fait, a façonné les situations dans lesquelles ils se sont retrouvés<sup>3</sup>.

En 1885, le général Charles Gordon était un non conformiste bien connu de l'Armée britannique, chéri du public et membre du Corps of Royal Engineers, célèbre pour son intervention en Chine durant la rébellion du Taiping. Il avait été nommé, au sommet de sa carrière, gouverneur au Soudan. À ce poste, le général Gordon a mis toutes ses énergies à améliorer le sort des Soudanais dont il avait la charge en éliminant l'esclavage, en renforçant l'économie, en établissant des communications et en traçant une voie pour le Soudan en matière de relations internationales<sup>4</sup>. Le rapport que celui-ci entretenait avec le peuple de ce pays était quelque peu ambivalent. Il considérait souvent les Soudanais comme des enfants qui devaient être surveillés et il s'était même demandé s'il ne valait pas mieux qu'ils restent des esclaves bien traités plutôt que d'être laissés à eux-mêmes. L'intérêt qu'il leur portait était néanmoins

sincère et les gens, comme le pays d'ailleurs, occupaient une place bien spéciale dans son cœur<sup>5</sup>.

Gordon avait pris sa retraite et vivait en Angleterre, en 1883, lorsqu'on y a entendu parler pour la première fois de forces rebelles menées par Muhammad Ahmed, aussi appelé *Mahdi*. Le *Mahdi*, d'après le peuple islamique, était « celui qu'on attendait », un précurseur de la fin des temps et un prophète d'Allah. Au plan militaire le Mahdi connaissait énormément de succès et, ironiquement, Gordon a appuyé au départ la rébellion, considérant que celle-ci était une intervention de Dieu visant à guider le peuple du Soudan vers la liberté. Très rapidement par contre, les autorités britanniques ont été dépassées par les événements, au moment où le *Mahdi* et ses partisans ont entrepris de massacrer les forces britanniques et égyptiennes et ont vu leur pouvoir s'accroître de façon exponentielle avec chaque victoire<sup>6</sup>.

Pour le gouvernement britannique, la seule option possible était l'évacuation du Soudan. Le gouvernement n'était pas intéressé à impliquer davantage l'Empire britannique dans cette région tumultueuse et souhaitait seulement prévenir toute autre implication militaire et confrontation ultérieure. Le peuple britannique, lui, avait une opinion bien différente, et la presse commença bientôt à réclamer à grands cris une intervention de la part de la Grande-Bretagne. Le *Madhi* avait porté



**Le brigadier-général Roméo Dallaire, commandant de la mission au Rwanda des Nations Unies (à gauche) et un officier argentin parlent à un commandant d'une brigade rebelle au Rwanda en août 1994. (Photo, gracieuseté de l'USPFC)**

atteinte à la fierté britannique, des derviches menaient des soulèvements dans la colonie d'un protectorat britannique et il fallait intervenir. Le gouvernement britannique a choisi le compromis pour éviter d'être davantage mis dans l'embarras ou mêlé à une affaire quelconque. Le Soudan serait évacué, mais on y enverrait Gordon pour superviser l'opération et donner l'apparence que les Britanniques contrôlaient les circonstances<sup>7</sup>.

Gordon devait surveiller la situation et décider de la meilleure façon de réaliser l'évacuation. On croyait à tort qu'il avait une connaissance approfondie du Soudan; il était, de fait, considéré par le gouvernement et la population britanniques comme *l'expert* en ce qui a trait au Soudan. La vérité, c'est que Gordon ne parlait à peu près pas l'arabe et sa véritable connaissance de la région était des plus limitées et non valable. Au surplus, le mandat que lui avait donné Whitehall était extrêmement confus et permettait une interprétation personnelle imprécise, voire vague, des fonctions qu'il aurait à remplir. Avant même de s'y rendre, Gordon s'était mis en tête que toute la situation avait été amplifiée par des alarmistes et que l'évacuation ne serait qu'une simple affaire de logistique<sup>8</sup>.

Plusieurs se sont demandé pourquoi Gordon avait transformé la mission d'évacuer le Soudan en une défense tous azimuts de Khartoum. Les intentions et la nature de Gordon lui-même peuvent nous donner certains indices. Valentine Baker, un général britannique servant en Égypte a déclaré à cet égard : « Dès que j'ai appris que Gordon se rendait au Soudan, j'ai su qu'il y aurait une bataille. » Cette remarque semble avoir été corroborée par Gordon lui-même : « Sur terre, le succès n'arrive que durant la guerre lorsque vous triomphez de votre ennemi. » De tels sentiments témoignent sans doute d'une attitude ancrée dangereuse dans la façon d'aborder la situation au Soudan, en particulier lorsqu'on songe aux liens émotifs qui liaient Gordon à ce pays d'Afrique<sup>9</sup>.

À son arrivée à Khartoum, Gordon était parvenu à évacuer quelque 2 300 civils, la plupart des femmes et des enfants. Mais il restait là une garnison



**Des miliciens Tutsi célèbrent la victoire sur les Hutus. (Photo, gracieuseté d'Esprit de Corps)**

égyptienne de 6 000 hommes, un nombre incalculable de représentants du gouvernement égyptien et une poignée de citoyens d'origine européenne pour lesquels il ne disposait d'aucun moyen d'évacuation réaliste. Bien qu'il ait pu fuir et éviter d'avoir à faire face à l'assaut du *Mahdi*, Gordon était incapable d'abandonner ces gens à leur sort<sup>10</sup>. Même si l'enthousiasme du Général pour le combat a sûrement contribué à sa décision de demeurer sur place, ses valeurs éthiques ont joué un rôle déterminant dans sa décision de défendre Khartoum. Gordon était convaincu que le *Mahdi* massacrerait tout simplement les occupants égyptiens et européens de la ville. Il avait donc demandé qu'une force d'assistance soit envoyée de Grande-Bretagne et entrepris la fortification de Khartoum contre une attaque. Il est clair, des écritures tirées de son journal, que Gordon avait l'impression que sa présence continue sur place était essentielle à la défense de Khartoum : s'il quittait, on n'enverrait assurément jamais de force d'assistance, et il ne pouvait espérer sauver les huit à dix mille personnes coincées dans la ville<sup>11</sup>.

C'est ainsi que Gordon a résolu son dilemme éthique : envoyé sur place uniquement pour donner des conseils sur la meilleure façon d'évacuer le Soudan et Khartoum et après avoir fait sortir les quelques personnes qu'il avait pu faire évacuer, il avait réalisé que des milliers d'autres ne pourraient échapper à l'assaut du *Mahdi* que s'il en faisait plus que ce que lui permettaient ses ordres. La situation sur le terrain était fort différente de ce que les politiciens britanniques avaient imaginée. Gordon

a pris un risque et a, au bout du compte, perdu la vie en tentant de protéger des citoyens égyptiens et européens laissés en plan à Khartoum. Il aurait pu facilement éviter de se trouver dans la voie du *Mahdi*, mais son éthique de professionnel militaire l'en a empêché. La réticence de la Grande-Bretagne d'envoyer les forces qu'il réclamait désespérément lui a coûté le vie : la force d'assistance est arrivée deux jours après la chute de Khartoum et la mort de Gordon. Le général Gordon a respecté ses croyances en matière d'éthique, et sa décision lui a coûté la vie.

Le général Roméo Dallaire est un autre homme qui connaît bien le sentiment qu'on ressent dans une situation aussi précaire. Il a été envoyé au Rwanda pour ce qui devait être une simple mission de maintien de la paix en vue de mettre en œuvre un accord de cessez-le-feu et de surveiller la mise en place, en 1994, d'un gouvernement de coalition. Lui et son personnel ignoraient cependant que le cessez-le-feu n'était qu'un prétexte. Parmi les nombreux rapports et comptes rendus sur cette mission, il y a celui de M. Ndiaye, un rapporteur spécial des Nations Unies, qui a observé sur place, en avril 1993, la viabilité douteuse du cessez-le-feu ainsi que les innombrables violations des droits de la personne et massacres dont ont continué d'être victimes les Tutsi. Ndiaye avait alors identifié le grave danger de génocide et été ignoré par les principaux dirigeants du Conseil de sécurité, qui avaient accueilli son rapport avec assez peu d'intérêt<sup>12</sup>. Ces gens savaient déjà, par le biais de leurs propres comptes rendus

du renseignement, que quelque chose de grave se tramait. Malheureusement, l'Afrique et plus particulièrement le pauvre état du Rwanda, ne présentaient que peu ou pas d'intérêt du tout au plan stratégique pour les autorités et celles-ci n'ont pas tenu compte de l'information. Dallaire est arrivé au Rwanda le 22 octobre 1993, ignorant cette information des plus troublantes et croyant que la mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR) ne serait qu'une simple mission<sup>13</sup>.

Après un court laps de temps sur place, il s'est rendu compte qu'on avait omis certains courants sous-jacents dans l'établissement de la mission. Des tensions montaient constamment et la mise en place du gouvernement de coalition était suspendue, alors que les gestes de violence sporadique augmentaient tant en fréquence qu'en gravité. Le général Dallaire reçut une information fiable de la part d'un informateur, un membre de haut niveau de l'Interhamwe rwandais (« ceux qui attaquent ensemble ») à l'effet qu'on planifiait l'assassinat collectif de Tutsi<sup>14</sup>. Grâce à cet informateur, Dallaire a pu déterminer précisément l'emplacement de plusieurs caches d'armes d'importance, armes qui devaient être distribuées peu avant le début des massacres. Il a communiqué avec le quartier général des Nations Unies (Siège de l'organisation des Nations Unies) à New York et demandé la permission de constituer une force de frappe dont le travail consisterait à

mais l'Organisation des Nations Unies et plus particulièrement le Conseil de sécurité étaient réticents à prendre les mesures qui s'imposaient. Cette réticence allait coûter la vie à des milliers de civils innocents<sup>15</sup>.

À l'instar du général Gordon à Khartoum, le général Dallaire a vu, impuissant, la situation se détériorer autour de lui alors que les Nations Unies ne faisaient rien. Le 6 avril, des troubles ont éclaté quand l'avion qui transportait les présidents du Rwanda et du Burundi a été abattu peu avant son atterrissage à l'aéroport de Kigali. Presque immédiatement, la « brutale garde présidentielle et l'Interhamwe paramilitaire ont installé des barrages routiers dans tout Kigali »<sup>16</sup>, laissant peu de doutes au Général que les massacres dont l'informateur de l'Interhamwe avait avisé étaient sur le point de commencer. Suite au retrait des contingents de la Belgique et du Bangladesh, Dallaire a défié le Siège de l'Organisation des Nations Unies et se fiant à ses propres instincts en matière d'éthique, a refusé de retirer le reste de sa force et d'abandonner les Tutsi à leur triste sort. Avec seulement 450 militaires de maintien de la paix légèrement armés, Dallaire s'est retrouvé au beau milieu de l'un des plus rapides et incroyablement cruels génocides du XX<sup>e</sup> siècle. Dans les trois mois de massacres incessants qui ont suivi, le général canadien a cherché par tous les moyens à protéger le plus de gens possible avec sa petite force de maintien de la paix et, ce

violence, mais l'ONU n'était pas disposée à l'entendre. Le général, qui se trouvait dans une situation désespérée, a revu son plan et demandé que la mission soit modifiée en mission du Chapitre VII. Encore là, l'ONU a rejeté son plan, refusant de vraiment examiner la possibilité de mettre un terme à un génocide qui, en bout de ligne, entraînerait la mort de près de 800 000 Rwandais. Le 4 juillet, l'armée rebelle du Front patriotique rwandais (FPR) qui luttait contre le gouvernement en faveur des Tutsi traversait le Rwanda et déclarait un cessez-le-feu unilatéral, mettant fin une fois pour toutes au génocide<sup>18</sup>.

George Bernard Shaw a un jour déclaré sèchement : « Hegel avait raison quand il disait que nous apprenons de l'histoire que les hommes n'apprennent jamais rien de l'histoire<sup>19</sup>. » Une comparaison des expériences de commandement des généraux Gordon et Dallaire ajoute foi à son commentaire. Bien que Gordon se soit trouvé en Afrique en 1885, envoyé par la Grande-Bretagne en mission aux allures fortement impérialistes et que Dallaire y soit un siècle plus tard, en 1994, en qualité d'officier de maintien de la paix international chargé de maintenir l'ordre dans une société post coloniale, les similitudes entre ces deux situations en apparence différentes sont frappantes. Dans les deux cas, les circonstances entourant les situations auxquelles les généraux allaient être mêlés n'ont pas été parfaitement comprises par les organisations interposées. Gordon aussi bien que Dallaire ont quitté leur pays respectif avec l'idée que leurs missions allaient être relativement simples.

À leur arrivée sur le théâtre, les deux ont réalisé que la situation était bien différente de l'image qu'on leur avait donnée chez eux. Au moment où ils ont commencé à transmettre des comptes rendus à leurs quartiers généraux respectifs, l'un et l'autre ont dû faire face à de la résistance de la part des autorités politiques qui doutaient de la conclusion à laquelle ils étaient arrivés, à savoir que la véritable situation était fort différente de ce à quoi ils s'attendaient, et qui avaient exigé qu'ils remplissent leur mission

## ***Hegel avait raison quand il disait que nous apprenons de l'histoire que les hommes n'apprennent jamais rien de l'histoire.***

s'emparer des caches et à empêcher leur utilisation. Cette permission lui fut refusée. Le général a plus tard communiqué de nouveau avec ces mêmes autorités pour obtenir la permission de mettre un terme aux émissions incendiaires incitant les Hutu à tuer les Tutsi. Cette permission aussi lui fut refusée. De nombreuses occasions se présentèrent de mettre fin à la violence qui allait manifestement en s'accroissant

faisant, est parvenu à sauver la vie de plus de trente mille personnes, un exploit remarquable compte tenu des obstacles considérables qu'a eu à surmonter la petite équipe de maintien de la paix<sup>17</sup>.

Dès le début des violents affrontements, le général Dallaire avait effectué un plan qui comportait le recours à quelque cinq mille militaires de plus pour faire cesser rapidement la

telle que confiée. On peut imputer une part importante de ces situations tragiques à ce manque de souplesse au niveau de la politique et de l'esprit.

Le refus de l'unité politique collective de faire confiance aux commandants d'établissements militaires sur le théâtre peut être considéré imprudent. Il reste que l'établissement militaire n'est pas dégagé de toute responsabilité dans un cas comme dans l'autre. En temps de guerre, le vieil adage : « le meilleur plan ne résiste jamais à la première charge de la cavalerie » se comprend implicitement. Cependant, la communauté militaire semble incapable d'appliquer cette connaissance aux zones grises d'un conflit, de la même façon qu'elle semble incapable de faire confiance à ses propres officiers supérieurs pour prendre une décision sur place. Dans le cas de Gordon et Dallaire, la responsabilité de peser les calculs politiques et les valeurs éthiques auxquelles tenait la communauté militaire revenait aux chefs militaires. Même si les deux hommes ont fait l'objet d'une censure pour le rôle qu'ils ont joué en Afrique, ils ont éventuellement été considérés comme des héros, pas juste au sein de leur propre organisation militaire mais par la société également, ce qui démontre qu'en respectant leurs valeurs éthiques et leur sens de l'humanité ils ont fait la seule chose possible.

Les deux généraux faisaient face au massacre de civils innocents; ils étaient conscients du danger qui existait avant le début de la violence, ils ont tenté d'avertir leurs supérieurs du péril imminent et du risque pour la vie des civils et ils ont été ignorés. Comme les intérêts des partis politiques impliqués ne permettaient pas l'envoi de troupes additionnelles en Afrique, on a décidé, de façon simpliste et expéditive, que les commandants militaires exagéraient l'importance de la situation : Gordon ne faisait tout simplement pas assez d'efforts pour évacuer Khartoum et Dallaire avait mal apprécié ou grandement surestimé le risque de violence au Rwanda.

Après le début des hostilités, au moment où ils ont reçu l'ordre de quitter le secteur parce que la situation était jugée trop dangereuse, ces deux

hommes ont choisi de ne pas obtenir afin de protéger la vie des gens dont ils avaient la charge. Dans leur lutte pour protéger dix mille personnes dans le cas de Gordon et plus de trente mille dans celui de Dallaire, leur message était le même : nous ne nous contenterons pas de rester là à rien faire et de regarder ces gens mourir. Les valeurs éthiques militaires de ces derniers divergeaient de celles des

preneurs de décision politiques, davantage préoccupés par le fait d'être mis dans l'embarras ou impliqués d'une quelconque façon et par les dépenses que représenterait la décision de demeurer en Afrique. Tout comme le militaire professionnel a pour mission de consacrer sa vie au service de la politique de l'État, le professionnel des armes tient pour sacrée la valeur de la vie humaine et s'efforce sans cesse de la protéger. Ni Gordon ni Dallaire n'étaient prêts à laisser mourir d'innocentes personnes à cause d'un manque d'intérêt politique. Les deux ont lancé des appels désespérés pour obtenir des renforts, ont dressé des plans qui auraient permis de sauver la vie à de très nombreuses personnes et ont été obligés de se battre seuls après qu'on leur eût refusé des renforts. Tragiquement, même si l'honneur n'a pas de couleur, la politique, en particulier celle qui a trait aux OHG, comporte en règle générale des zones grises.

Même si Gordon n'aurait pas su ce que signifiait l'expression « sécurité humaine », lui et Dallaire se sont battus pour protéger l'humanité, sans s'arrêter à la race et à la nationalité. Le prix qu'ils ont payé est énorme. Gordon a été tué. Dallaire connaît de graves épisodes de stress post-traumatique. Un y a laissé sa vie, l'autre, sa santé mentale. Le général Dallaire a même admis que son dilemme ressemblait étrangement à celui de Gordon : « J'ai eu l'impression que le fantôme du Gordon de Khartoum me surveillait. Mourir au Rwanda sans un

signe de qui que ce soit ou sans aucun secours en vue était une réalité avec laquelle nous devons composer tous les jours<sup>20</sup>. »

Une chose est incontestablement claire : l'issue de ces deux missions aurait pu être différente si l'on s'était donné la peine d'écouter les commandants sur le théâtre d'opérations, si le commandement supérieur avait démontré

### ***... même si l'honneur n'a pas de couleur, la politique [...] comporte en règle générale des zones grises.***

plus de souplesse, si les renforts demandés avaient été envoyés sur place. La liste des erreurs commises par la communauté militaire est déconcertante, celle des autorités politiques odieuse.

En dernière analyse, ces hommes ont fouillé de bon gré les zones grises du spectre d'intensité des conflits, confiants de pouvoir compter sur l'appui des institutions politiques concernées. À la fin, la situation dans laquelle ils se sont retrouvés les a obligés à ignorer et révoquer les ordres, leur éthique militaire étant en contradiction avec le centre d'intérêt politique de leurs supérieurs. Comment se fait-il que nous en soyons arrivés là et que nous n'ayons pas réalisé que l'écart entre les objectifs militaires et les objectifs politiques est un obstacle perpétuel que doit surmonter l'établissement militaire? Ce sont les commandants sur les théâtres d'opérations possédant les valeurs éthiques tant appréciées par notre culture militaire qui paient le gros prix pour notre erreur. Les situations de Gordon et de Dallaire illustrent parfaitement les dilemmes éthiques que soulèvent les zones grises floues des OHG et démontrent avec une facilité alarmante de quelle façon, jadis et maintenant, le militaire professionnel se retrouve isolé d'un commandement insensible et est obligé de prendre des décisions qui affecteront la vie de milliers de personnes. Très peu de choses peuvent préparer un commandant à une telle situation, et cela soulève d'effrayantes questions au sujet des

valeurs éthiques de ces hauts fonctionnaires qui orientent la politique et les activités des militaires et du gouvernement. Gordon et Dallaire sont deux hommes qui ont « mené le bon combat » avant de s'apercevoir, au bout du compte, qu'ils avaient été abandonnés. Il n'y avait plus d'unité continue, entre le corps politique, les chefs militaires de niveau supérieur et le commandant sur le théâtre, pour

respecter la volonté collective de la société. Il ne restait qu'un homme, abandonné par le pouvoir politique, seul, devant une situation aux conséquences sans précédent. Celui-ci devait décider s'il se retirait comme le souhaitaient ses supérieurs ou risquait sa vie et celle de ses hommes pour sauver des innocents. Cet homme a dû se lancer dans le vide créé par une communauté politique qui ne voulait

pas savoir ni aider et cet homme a dû aussi trouver le courage nécessaire pour prendre une décision que les autorités supérieures ne voulaient pas prendre.



#### À PROPOS DE L'AUTEUR...

Catherine Sheridan-Demers est une civile en dernière année d'études au Collège militaire royal du Canada dans le programme de baccalauréat spécialisé en histoire. Mme Sheridan-Demers a focalisé ses études sur la coopération civilo-militaire (COCIM). En plus de son travail académique, elle a complété une formation formelle en COCIM à l'école de l'OTAN en Allemagne et aussi au Centre Pearson pour la formation en maintien de la paix au Canada. Le sujet de sa thèse de premier cycle est la coopération civilo-militaire au sein de la consolidation de la paix dans les opérations de paix modernes. Son but est de poursuivre une carrière dans le domaine de la COCIM.

#### NOTES

1. Capitaine Donald Neil, « L'éthique et l'appareil militaire », *Revue militaire canadienne*, vol 1, n° 1, 2000, p. 27 - 38.
2. John Arquilla et David Ronfeldt. « *A New Epoch And Spectrum Of Conflict* », <http://www.rand.org/publications/MR/MR880/MR880.ch1.html>, 18 février 2001; Neil, p. 27 - 38.
3. Carol Off, « Do the Right Thing! General Romeo Dallaire in the 1990's », *Warrior Chiefs* eds. Lieutenant-colonel Bernd Horn et Stephen Harris, Toronto: Dundurn Press, 2001, p. 336; Charles C. Trench, *The*

*Road to Khartoum: The Life of General Charles Gordon*, New York: Dorset Press, 1987, p. 83.

4. Microsoft Encarta Online Encyclopaedia 2000, « Gordon, Charles George », <http://Encarta.msn.com/find/concise.asp?ti=F9000>, 8 février 2001.

5. Trench, p. 83.

6. *Ibid.*, p. 190 - 193.

7. Gordon Brook-Shepherd, *Between Two Flags*, London: Willmer Brothers Limited, 1972, p. 65.

8. Trench, p. 6.

9. *Ibid.*, p. 240.

10. *Ibid.*, p. 198.

11. *Ibid.*, p. 247.

12. « Report de l'enquête indépendante sur les actions des Nations Unies pendant le génocide de 1994 au Rwanda », 15 décembre 1999, [http://www.un.org/News/oss/Rwanda\\_report.html](http://www.un.org/News/oss/Rwanda_report.html), 29 septembre 2001.

13. Carol Off, *The Lion, The Fox, and the Eagle: A Story of Generals and Justice in Rwanda and Yugoslavia*, Canada: Random House, 2000, p. 26.

14. *Ibid.*, p. 42.

15. Lieutenant-général Roméo Dallaire, « *Command experiences in Rwanda* », Exposé; Lieutenant-général Roméo Dallaire, « The Theatre Commander in Conflict Resolution », *Generalship and the Art of the Admiral* dir., Bernd Horn and Stephen Harris, St. Catherines: Vanwell Publishing Limited, 2001, p. 261 - 270.

16. Off, « *Do the Right Thing!* », p. 336.

17. *Ibid.*, p. 338 - 339.

18. *Ibid.*, p. 335 - 345.

19. George Bernard Shaw (1856 - 1950).

20. Off, « *The Lion, the Fox, and the Eagle* », p. 66.

# Affronter la menace

## Environnement de sécurité futur et besoins en défense aérienne basée au sol

par le lieutenant-colonel Christopher Kilford, CD

**D**ans une lettre en date d'avril 2000 du chef d'état-major de la Défense (CEMD) à l'intention du ministre de la Défense nationale, le général Maurice Baril écrivait :

La situation financière du Ministère vous est bien connue. Même avec le financement assuré par le récent budget, nos capacités actuelles ne sont pas toutes considérées comme abordables. Notre personnel a récemment évalué la capacité financière associée au système de défense antiaérienne ADATS. Le sommaire des résultats de cette étude est fourni dans la note de briefing ci-jointe<sup>1</sup>.

La note de briefing en question était claire : le système d'arme antiaérien et antichar (ADATS) devait être mis de côté parce qu'il manquait 100 millions de dollars au budget de fonctionnement de l'Armée de terre et que l'absence de l'ADATS contribuerait largement à atténuer le problème<sup>2</sup>. Désormais, la combinaison de l'arme 35 millimètres/Skyguard et le Javelin serviraient à la défense antiaérienne basée au sol des Forces canadiennes. Toutefois, l'Armée de terre avait pour réelle intention de se passer du système d'arme 35 mm/Skyguard également, pour ensuite réduire le contingent de Javelin à 93 militaires de la Force régulière seulement. D'après une autre option de restructuration de l'Armée de terre, même ce petit groupe était éliminé<sup>3</sup>. Ainsi, pendant que le CEMD rassurait le ministre de la DN sur le sort de la capacité ADATS, en raison de la présence d'une expertise importante en défense antiaérienne, l'Armée de terre avait des plans tout autres.

Les décisions de l'état-major de l'Armée de terre concernant la défense antiaérienne avaient aussi des

ramifications considérables au chapitre des affaires étrangères, puisqu'elles liaient les mains du gouvernement en cas d'ordre de déploiement dans un théâtre de conflit présentant une menace aérienne sérieuse. Même le major-général Jeffries, alors chef d'état-major adjoint de l'Armée de terre, devait avouer que la participation à toute mission future dépendrait de l'analyse précise de la menace aérienne et que toute situation se révélant inacceptable pourrait bien entraîner la décision de ne pas déployer de troupes canadiennes<sup>4</sup>. L'aspect le plus important était l'absence d'étude véritable de ce qui constituait une future menace aérienne. Il est clair que les experts de la défense antiaérienne n'ont eu aucune chance d'apporter leur contribution. Le manque de fonds et le soutien quasi inexistant de la défense antiaérienne au sein du quartier général de l'état-major (Terre) ont plutôt mené l'Armée de terre, en 2000, à prendre la même décision qu'en 1959 — l'éventuelle élimination d'une capacité de combat. Bien entendu, la question demeure pour ceux qui sont extérieurs au milieu de la défense antiaérienne : Pourquoi posséder une capacité de défense antiaérienne puisque la majeure partie de notre actuelle planification du développement de la force continue de reposer sur le principe de la participation à une coalition dirigée par les États-Unis (ce qui serait sans aucun doute le cas dans un scénario de guerre)? Les Américains ne garantiraient-ils pas notre protection contre les attaques aériennes?

Le colonel Sean Henry (à la retraite) avait beaucoup à dire sur le sujet. Dans une lettre au *Ottawa Citizen*, le 10 décembre 1999, il s'attaquait à ce qu'il qualifiait de « mantra » se répandant au sein du quartier général de la Défense nationale<sup>5</sup>. Ce mantra, expliquait-il, était fondé sur la théorie selon laquelle toute pièce d'équipement militaire n'ayant pas servi à des opérations depuis au moins dix ans n'était plus vraiment nécessaire. Comme toutes les ressources de défense antiaérienne du Canada entraient dans cette catégorie, le mantra qu'il décrivait aidait à expliquer pourquoi les systèmes comme l'ADATS étaient probablement perçus comme inutiles par l'ensemble de l'Armée de terre<sup>6</sup>. Plus important encore, toutefois, le commentaire incisif du colonel Henry sur les ressources militaires qu'il comparait à des polices d'assurance dont le paiement n'est pas nécessaire tous les jours, mais qui peuvent devenir très utiles en cas de besoin<sup>7</sup>. Pourtant, la police d'assurance de la DAACP (défense antiaérienne à



**Le système de missile ADATS est fabriqué au Canada. Il comprend un radar de recherche d'une portée de 25 km et un système infrarouge de poursuite des objectifs. Il transporte huit missiles de bord. Les missiles ont une portée de 10 km, et le système est efficace contre tous les types d'objectifs, y compris les missiles de croisière. (Photo du MDN).**

courte portée) est-elle vraiment nécessaire aujourd'hui et le sera-t-elle dans le futur? Pour trouver la réponse à cette question, il faut retourner dans le passé et considérer le présent ainsi que l'avenir.

La décision, en 1986, d'acquérir de nouvelles armes de défense anti-aérienne basées au sol, visait à défendre les bases aériennes de Baden-Soellingen et Lahr, le 4<sup>e</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada en Allemagne et de la Brigade canadienne transportable par air et par mer, devant se déployer en Norvège en cas d'urgence. La menace, à cette époque, était considérée comme

La menace en évolution adoptera de nouvelles caractéristiques stressantes au XXI<sup>e</sup> siècle. Les adversaires observeront de près les capacités émergentes des États-Unis et en exploiteront les faiblesses par des dynamiques asymétriques. Ces dernières viseront à annuler les capacités américaines par de simples contre-mesures et à éviter un affrontement direct contre les forces des États-Unis<sup>10</sup>.

Essentiellement, ce passage dicte à tout opposant potentiel des États-Unis et de ses alliés, d'investir ses fonds de défense dans tout autre secteur que

aérienne, d'attaque stratégique, d'appui aérien rapproché, de reconnaissance et de guerre électronique tout en employant une vaste gamme de munitions et ce, dans toutes les conditions météorologiques. La technologie des aéronefs s'est également améliorée et comprend des appareils plus aérodynamiques, plus puissants et de meilleurs systèmes de brouillage de bord passifs et actifs. La capacité de survie a aussi été augmentée grâce à des matériaux indétectables créant une surface équivalente radar qui rendent les modèles les plus récents pratiquement invisibles pour les radars de défense antiaérienne. Toutefois, ces améliorations technologiques s'accompagnent d'un prix — cet aspect était déjà bien compris dans les années 1970, lorsque Norman Augustine, le PDG de Martin Marietta, prévoyait ce qui suit :

### ***Un aéronef à voilure fixe bien utilisé est un remarquable facteur de multiplication...***

provenant d'aéronefs rapides, volant à basse altitude, utilisant des dispositifs de guerre électronique, qui attaqueraient les aérodromes (à Baden-Soellingen et Lahr). Pour les brigades, la menace devait provenir d'aéronefs, auxquels s'ajouteraient des hélicoptères d'attaque, armés d'armes antiblindées longue portée. Toutefois, au moment où les premiers ADATS étaient installés en Allemagne, une étude de la défense antiaérienne de la Division américaine avait déjà déterminé que la menace provenant des chasseurs à voilure fixe ne représentait plus le principal risque pour les forces au sol. L'analyse déterminait plutôt que les véhicules aériens télépilotes (VAT), les hélicoptères et les missiles de croisière (MC) posaient désormais le plus grand danger<sup>8</sup>.

Plus récemment, le lieutenant-général John Costello, alors chef du commandement américain des systèmes spatiaux et de missiles (Space and Missile Defense Command), affirmait que la menace des MC conventionnels bon marché contre les troupes américaines serait parmi les plus importants problèmes de l'Armée de terre au XXI<sup>e</sup> siècle<sup>9</sup>. Ainsi, selon le plan principal de défense antiaérienne et antimissile (*Air and Missile Defense Master Plan*) des États-Unis pour l'exercice financier 1999 :

celui des avions chasseurs et des hélicoptères. Les fonds de défense devraient donc être investis, plutôt, dans des dispositifs de puissance aérienne non traditionnels, puisqu'il est possible aujourd'hui d'obtenir un nombre important de VAT et de MC pour le prix d'un seul aéronef. Tout cela se ferait également sans les coûts supplémentaires de l'instruction, de l'entretien et de l'infrastructure inhérents à la force aérienne classique. Quel visage prendra donc la menace d'ici 2020? Pour entamer cette discussion, il est indiqué d'examiner ce que l'on peut considérer comme les menaces classiques des aéronefs à voilure fixe et des hélicoptères.

Un aéronef à voilure fixe bien utilisé est un remarquable facteur de multiplication de la force pouvant semer la terreur, comme il est devenu évident pendant la guerre du Golfe, au sein de toute armée en mouvement, sans égard à la direction de ses déplacements. Les chasseurs modernes peuvent effectuer des missions interdiction

En l'an 2054, le budget de la défense au complet permettra d'acquérir un seul aéronef tactique. Cet aéronef devra être partagé par la force aérienne et la marine, à raison de trois jours et demie par semaine, sauf pendant les années bissextiles, où les Marines en disposeront pendant une journée<sup>11</sup>.

À première vue, cette citation ne semble pas très sérieuse. Elle l'est beaucoup plus, toutefois, quand on



**Le Skyguard et l'arme de 35 mm. Le Skyguard a une portée de recherche radar de 25 km et il engage ses objectifs au moyen d'un radar de poursuite. Chaque Skyguard est généralement relié à deux armes de 35 mm (pouvant être installées jusqu'à 500 m de distance), télécommandées depuis le système Skyguard. Les armes ont une cadence de tir de 1100 projectiles à la minute et peuvent être utilisées contre tous les types d'aéronefs, en plus des missiles de croisière. (Photo du MDN).**

considère que le prix d'un chasseur F-22, avec les armes et le soutien nécessaires, pourrait s'élever à 50 millions de dollars pièce (en dollars canadiens). Pour des pays comme le Canada, ce prix est tout simplement

soit comparable à celle prévue dans le cadre du programme DABA (défense antiaérienne à basse altitude)? La réponse à cette question est non. La menace posée par les appareils à voilure fixe s'effacera graduellement d'ici 2020,

...devant un poêle de pierre ou un feu à ciel ouvert, à boire du Tokay, à râler, jurer, raconter des anecdotes, échanger des opinions, tout cela pour essayer de voir si nous pouvions raisonnablement espérer faire quoi que ce soit, malgré nos moyens insuffisants. Il était complètement insensé de jeter dans un groupe de braves débutants, des meneurs hautement décorés et expérimentés, pour les lancer dans la gueule des 1000 chasseurs d'escorte prêts à consommer tous et chacun, sans égard au grade et à l'entraînement<sup>15</sup>.

## ***Seuls les États-Unis et quelques pays européens conserveront le désir et la résolution d'acquérir des chasseurs.***

inabordable. Même l'annonce de 1998, selon laquelle l'actuelle flotte de CF-18 devait bénéficier d'une modernisation de 1,2 milliards de dollars, a été atténuée par le fait que ces fonds seront répartis sur une décennie et que seulement 80 chasseurs en seront touchés. Comme le notait M. Paul Mitchell dans un document présenté au séminaire du printemps 1999, à l'Institut canadien des études stratégiques, : « Si on a du mal à réunir les fonds nécessaires pour conserver la flotte actuelle d'aéronefs, comment arrivera-t-on à acquérir les futures classes d'appareils de chasse<sup>12</sup>? » D'autres indications des coûts des futurs chasseurs proviennent du Royaume-Uni, qui prévoit acquérir 150 avions d'attaque interarmées (Joint Strike Fighter [JSF]) de 2012 à 2015. Jusqu'ici, pour remplacer les Harrier GR7 et les Harrier de la marine, le gouvernement britannique a engagé 4,2 milliards de dollars dans le perfectionnement des JSF, mais la facture totale s'élèvera probablement à 15,4 milliards<sup>13</sup>. Si nous étions en mesure de remplacer la flotte prévue de 80 CF-18 par autant de JSF, on peut imaginer ce qu'il en coûterait.

En conséquence, comment les pays comme le Canada et, plus important encore, les adversaires potentiels, pourraient-ils s'offrir une force aérienne à voilure fixe pour 2020? La réponse est toute simple : ils ne le pourront pas. Certains pays pourraient bien sûr tenter de s'accrocher à ce qui est considéré comme une force aérienne classique, puisque les appareils disponibles sont encore très nombreux. Toutefois, peut-on vraiment s'attendre à une menace sérieuse utilisant des appareils à voilure fixe contre les Canadiens au sein d'une coalition de l'OTAN ou menée par les États-Unis, qui

pour la simple raison que les chasseurs à la fine pointe de la technologie seront inabordables pour la majorité des pays, si non tous. Seuls les États-Unis et quelques pays européens conserveront le désir et la résolution d'acquérir des chasseurs. Toute autre nation qui insistera pour posséder sa propre force de chasseurs devra se contenter d'avions et d'armements de deuxième classe ou usagés. Ceux-ci ne permettront pas d'affronter les États-Unis dans les airs (s'ils arrivent à quitter le sol). Ce point de vue ne devrait étonner personne, puisque c'est aussi celui des l'OTAN :

Dans les opérations futures supposant toute alliance de l'OTAN, nous pouvons tenir pour acquise la supériorité aérienne amie. Les aéronefs à voilure fixe ne sont donc plus considérés comme la principale menace de la DAACP. La future menace contre la DAACP sera comme suit : l'hélicoptère d'attaque — au moyen d'approches couvertes et d'attaques furtives; les VAT, les missiles de croisière et les appareils fuyants à voilure fixe<sup>14</sup>.

De plus, quiconque considérerait déclencher la guerre contre les États-Unis ou l'OTAN avec l'intention d'utiliser des chasseurs à voilure fixe, devrait d'abord s'attarder à l'histoire. Par exemple, le

## ***...les hélicoptères d'attaque qui posent la plus grande menace pour les forces au sol et qui représentent un défi pour les défenseurs aériens.***

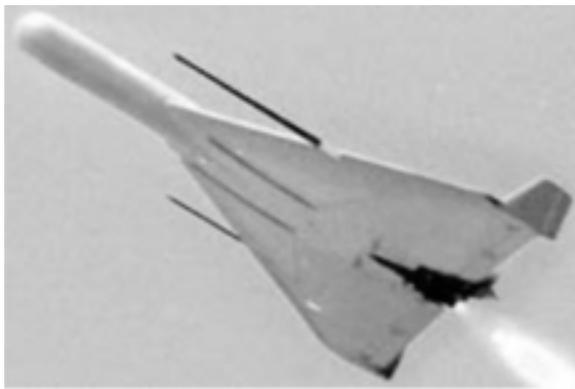
général Hugo Herrmann décrit avec éloquence, dans son ouvrage intitulé *Eagle's Wings*, l'enfer que vivaient les pilotes allemands en 1944, pendant les longues soirées de fin d'octobre :

Il ne fait aucun doute que dans un passé plus récent, le général Herrmann aurait facilement pu décrire de la même manière des pilotes argentins, iraqiens ou yougoslaves.

En ce qui concerne les hélicoptères, la situation diffère quelque peu. De nombreux pays en possèdent, mais ce sont les hélicoptères d'attaque qui posent la plus grande menace pour les forces au sol et qui représentent un défi pour les défenseurs aériens. Toutefois, les nouveaux hélicoptères d'attaque coûtent aussi très cher. La tendance est de moderniser des hélicoptères de tous les types en les équipant d'armes modulaires et de trousse de détections plus récentes. Ces hélicoptères, qui permettent de profiter pleinement du terrain, de détecteurs électro-optiques et de systèmes de conduite du tir améliorés, sont une menace importante.

Ce qui fait des hélicoptères des objectifs si compliqués, est leur capacité de voler à très basse altitude, évitant ainsi la détection par les systèmes aéroportés et les détecteurs au sol à longue portée. Même sur le terrain le

plus avantageux pour le défenseur, la portée moyenne non masquée d'un hélicoptère volant à 100 mètres au-dessus du niveau du sol est d'environ 15 kilomètres. En terrain montagneux, ce



Déjà utilisé par Israël, l'UCAV HARPY survole le champ de bataille à la recherche de transmissions radar ennemies. Lorsqu'une transmission est détectée, les contrôleurs au sol activent le dispositif d'autoguidage et le HARPY devient alors un missile antiradiation sur place.

chiffre peut descendre à 11 kilomètres et en terrain accidenté, à 4 kilomètres<sup>16</sup>. Au niveau de la cime des arbres, la portée non masquée est réduite à 1 kilomètre. La surprise est essentielle, et sans la protection de la défense antiaérienne, les troupes au sol peuvent être atteintes par des tirs de canon ou de missiles non guidés ou guidés, avant même de comprendre ce qui se passe. C'est contre les hélicoptères que la protection DAACP demeure la plus pertinente.

On croit parfois à tort qu'un détecteur aérien, comme le système AWACS (système aéroporté de détection et de contrôle), peut résoudre la question des possibilités de dissimulation qu'offre le terrain. Les détecteurs aériens offrent une couverture plus vaste, mais les échos parasites au sol empêchent souvent le système AWACS, ou tout autre détecteur aérien, de repérer quoi que ce soit sous les 500 mètres au-dessus du niveau du sol. Il est aussi très possible que sans chevauchement des AWACS aidés par une couverture radar longue portée de défense antiaérienne basée au sol, la détection à courte portée du haut vers le bas ne soit pas réalisable. Enfin, les aéronefs AWACS sont des objectifs très vulnérables aux attaques. Ils sont donc déployés loin derrière la limite avant de la zone de bataille, ce qui augmente la probabilité que les objectifs à très basse altitude leur échappent<sup>17</sup>.

Bien entendu, pour lancer plusieurs hélicoptères à la fois et faire en sorte qu'ils travaillent ensemble, qu'il

s'agisse d'hélicoptères armés ou d'une approximation proche, l'ennemi potentiel devra être organisé. Seuls quelques pays peuvent prétendre à une flotte d'hélicoptères armés efficacement, la logistique nécessaire pour parvenir à un endroit donné au moment voulu et de manière organisée étant considérable. Encore faut-il posséder de quoi tirer. Heureusement, pratiquement tous ceux qui possèdent des hélicoptères armés véritablement efficaces sont parmi nos alliés et possèdent aussi les moyens de lancer plus qu'une poignée

d'appareils à la fois. Ainsi, comme dans le cas de la menace des aéronefs à voilure fixe, nous devrions nous attendre, pour 2020, à ce que la menace des hélicoptères ne soit rien de plus qu'une nuisance, facilement réprimée par la combinaison des moyens de défense antiaérienne dont nous disposons, y compris le DAACP. Par ailleurs, si nous sommes en mesure de composer avec certaines des menaces aériennes non classiques, les avions fuyants et les hélicoptères ne devraient pas poser de grand problème.

En ce qui concerne les menaces non classiques, les VAT sont exploités depuis environ trois décennies et sont donc bien connus. Aujourd'hui, ils gagnent progressivement en importance et en capacité. La force aérienne israélienne a été la première à utiliser les VAT au combat, formant un escadron en 1971. Cet escadron a été l'élément clé permettant de tromper et de détruire ensuite les défenses aériennes de la Syrie dans la Bekaa du Liban, en 1982. Des unités des corps navals et des Marines américains utilisent le VAT Pioneer dans les combats depuis 1991, et des VAT ont joué un rôle très important pendant la campagne militaire de l'OTAN, en 1999, au Kosovo.

Le VAT Predator américain est devenu le premier à désigner un objectif pour des bombes guidées au laser, lancées d'un aéronef d'attaque au sol A-10, pendant que les VAT CL-289 français et allemands, avec le VAT britannique Phoenix, effectuaient des missions d'acquisition d'objectifs et d'évaluation des dommages du combat. En tout, de 20 à 30 VAT ont été abattus par les systèmes de défense antiaériens yougoslaves.

En règle générale, il existe deux types de VAT : les drones, caractérisés par des plans de vol programmés, et les véhicules télépilotés, commandés par un opérateur basé au sol. Selon la configuration, la portée et la charge utile, ils peuvent tous fournir à leurs propriétaires des renseignements valables. De plus, leur faible surface de réflexion radar et leurs dimensions relativement petites rendent les VAT tactiques difficiles à détecter et à attaquer, ce qui n'est toutefois pas impossible, comme l'ont prouvé les militaires yougoslaves, qui ont appris à utiliser des hélicoptères volant aux côtés des VAT. Ils abattaient au sol les VAT au moyen de mitrailleuses montées sur les portes des appareils. En bout de ligne, toutefois, la valeur des VAT pour les opérations ne repose pas tant sur le type, les dimensions ou la charge utile, mais plutôt sur la capacité d'en contrôler l'utilisation et de fournir au commandant des renseignements en temps réel.



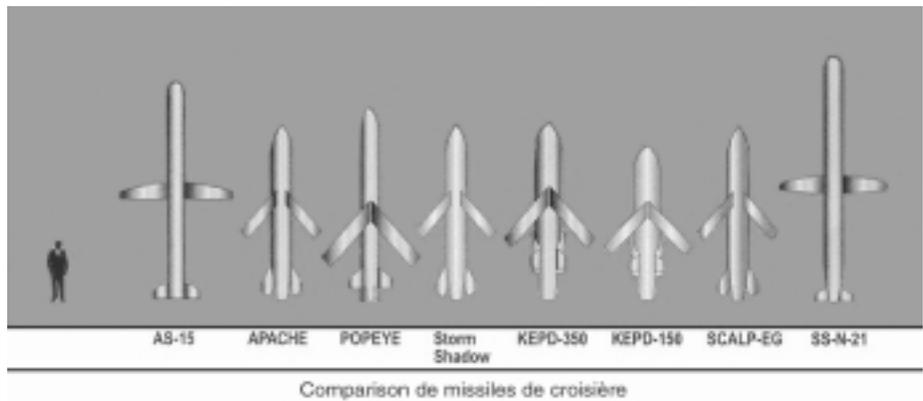
**Le système Javelin est efficace contre les hélicoptères et certains VAT le jour, dans de bonnes conditions météorologiques, mais non contre la menace croissante des MC.**

Aujourd'hui, nous devrions nous attendre à ce que les VAT continuent de fournir des renseignements au moyen de la télévision diurne ou de caméras infrarouges. La tendance ira aussi vers les VAT équipés d'indicatifs laser, permettant l'acquisition immédiate d'objectifs par munitions intelligentes. D'autres seront liés directement aux ressources de tir direct et fourniront de l'information permettant l'engagement des objectifs par de l'artillerie ou des roquettes sol-sol. Les VAT diminuent également en dimensions, et le milieu de la science prévoit qu'une nouvelle génération de micro-avions (MA) ne dépassant pas la taille d'une main ou même d'un trombone, remplacera les VAT après 2020<sup>18</sup>. Il est évident que la prolifération des VAT se poursuivra. Même si leur utilisation ne présentait pas, dans un avenir prévisible, une menace très complexe, il semblerait raisonnable que nous soyons en mesure de connaître le moment où l'ennemi emploie cette plate-forme pour recueillir des renseignements à notre sujet. Il est souvent intéressant de voir certains officiers canadiens s'attarder à l'importance de posséder notre propre capacité ISTAR (renseignement, surveillance, acquisition d'objectifs et reconnaissance), sans accorder la moindre considération à l'ennemi, qui possède pourtant sans doute son propre plan ISTAR.

Aujourd'hui, et dans les années à venir, nous entrons dans un monde qui sera dominé par le développement du drone de combat UCAV (unmanned combat air vehicle) qui, aux États-Unis, est axé sur le dangereux travail de mise hors de combat des moyens de défense aérienne ennemis et des ordinateurs de champ de bataille. La majeure partie du travail vise à adapter aux UCAV des armes à énergie dirigée, comme des émetteurs de micro-ondes hautement

### **...nous entrons dans un monde qui sera dominé par le développement du drone de combat UCAV (unmanned combat air vehicle)...**

puissants, conçus pour supprimer la mémoire des ordinateurs. Au sein du Pentagone, le débat vise à déterminer si les UCAV devraient demeurer de nature



**Comme on le voit ici, les dimensions du MC sont plutôt respectables. Le plus récent MC américain, toujours en développement, est le JASSM (Joint Air-to-Surface Stand-off Missile). Ce MC furtif fait 4,26 mètres de longueur et possède une charge pénétrante de 432 kilogrammes.**

passive, recueillir des renseignements et utiliser des armes à énergie dirigée, ou adopter un rôle plus traditionnel, soit celui d'attaquer des objectifs au moyen de munitions classiques comme les missiles antiradiation<sup>19</sup>. Les UCAV pourraient survoler une zone pendant des périodes prolongées, prêts à réagir aux menaces presque immédiatement. Les dispositifs de lancement de SCUD ou les armes de défense antiaérienne pourraient être détectés par satellite puis, attaqués. Plus important encore, si un UCAV était abattu, aucun pilote ne serait pour autant perdu. Il s'agit là d'un facteur important pour toute force militaire, les pertes humaines étant toujours difficiles, aussi grande soit la détermination du gouvernement au combat. Quoi qu'il soit, l'intention des États-Unis, d'après le magazine *Aviation Week and Space Technology*, est « un virage important vers les aéronefs et les véhicules au sol sans pilote pour 2010-20 »<sup>20</sup>.

Après cette discussion sur les VAT et les UCAV, nous devons maintenant constater que la majorité des développements technologiques, si non tous, qui ont été mentionnés, ne sont offerts qu'à

des VAT, diffuser les renseignements recueillis et réagir en conséquence. Si l'OTAN est considérée comme l'alliance militaire prédominante (celle qui est organisée), quelles difficultés devront affronter les autres puissances militaires moins avancées pour arriver à utiliser efficacement la technologie des VAT? La doctrine, le concept des opérations, le commandement et contrôle ainsi que la distribution de l'imagerie ont été les plus importantes leçons tirées du conflit du Kosovo au chapitre des VAT.

Si l'OTAN en est encore à s'organiser, que nous réserve l'avenir? En règle générale, nous devrions nous attendre à un ennemi moins complexe, utilisant des VAT beaucoup moins avancés, mais dont les buts seront semblables aux nôtres. Il ne serait pas impossible que des VAT ennemis survolent les ports et les aéroports ou les grandes bases logistiques afin de recueillir de l'information en vue de frappes aériennes ou autres attaques plus clandestines. Une capacité limitée de recherche de renseignements en temps réel offrirait-elle à l'ennemi des renseignements sur nos concentrations de troupes et nos quartiers généraux?

Les VAT peuvent certainement servir dans tout type de conflit, et leur utilisation est appelée à se répandre. La Chine, la Finlande, le Japon, l'Afrique du Sud, la Suède, la Suisse, Taiwan et la Russie (qui a utilisé son VAT *Pchela*, ou Bourdon, au-dessus de la Tchétchénie), possèdent tous des programmes indépendants et avancés de VAT. Dans le cadre des opérations, tout groupe ayant

construit ou acheté des VAT pourrait facilement recueillir de l'information à l'insu d'une force de guerre ou de maintien de la paix, si la force en question ne possède pas les moyens de contrôler l'espace aérien. Dans tout conflit, les VAT apporteraient à l'adversaire l'un de ses quelques moyens de livrer avec précision des tirs longue portée d'artillerie ou de missiles sur un objectif, pour ensuite procéder à l'évaluation des dommages du combat.

Évidemment, il a été soutenu antérieurement que la synchronisation de tous ces éléments pour produire des résultats efficaces est loin d'être une tâche facile, même pour l'OTAN. De plus, les systèmes DAACP canadiens en place sont généralement aptes à affronter les VAT menaçants sous la barre des 20 000 pieds, dès maintenant et dans le futur. Nos partenaires, au sein d'une coalition, s'occuperaient de toute ressource VAT stratégique de haute altitude. Nos radars DAACP détecteraient sans doute les VAT de haute altitude, mais nous ne pourrions les attaquer en raison de la portée limitée des missiles et des projectiles. Il est important toutefois de bien comprendre qu'en l'absence de capacité DAACP, les forces canadiennes au sol n'auraient aucun moyen de contrôler leur espace aérien ou de coordonner l'espace aérien qui entoure les formations adjacentes. Tout bien considéré, les VAT ne sont pas pour l'instant, ni ne seront dans un avenir rapproché, la menace la plus dangereuse. Il serait plus indiqué de consacrer notre temps à l'arrivée de nombreux et rapides MC meurtriers et précis.

Comme les VAT, les MC ne sont pas des nouveaux venus au champ de bataille. Le concept des MC a été présenté pour la première fois avant 1914 et en 1918, la marine américaine avait mis au point la torpille aérienne Sperry, un biplan N-9 à guidage gyroscopique possédant une portée de 70 milles<sup>21</sup>. En Angleterre, dès 1921, des essais étaient menés sur un MC, entraînant la mise au point d'un petit monoplan offrant une portée de 300 milles et une charge militaire de 112 kilos. Au total, douze monoplans seront construits, « dont quatre ont été testés avec des charges actives, dans un territoire devenu aujourd'hui, ironiquement, l'Iraq »<sup>22</sup>.

À la fin de 1944, Hitler tentait de raviver la campagne-éclair sur Londres. Désormais, « vengeance et terreur étaient à l'ordre du jour, et les armes utilisées étaient appelées le V1 et le V2 »<sup>23</sup>. Le V1 était un véritable MC, alors que le V2 était plutôt un missile balistique. Dans les deux cas, le « V » signifiait *Vergeltungswaffen* ou arme de vengeance<sup>24</sup>. Du 12 juin au 5 septembre 1944, 6 725 V1 étaient lancés contre l'Angleterre, bien que 3 463 furent détruits par des tirs antiaériens, des chasseurs et des ballons de protection avant d'atteindre leur objectif<sup>25</sup>. À la fin septembre, 8 564 V1 avaient été tirés sur Londres, 53 sur Southampton et 21 encore dans des villes du continent comme Paris, Bruxelles et Liège<sup>26</sup>. Pendant les deux premières semaines de la campagne-éclair de V1, les pertes étaient aussi élevées que pendant la campagne originale, puisque que le V1 frappait souvent le jour, dans les rues bondées. Au total 5 475 personnes seront tuées à Londres seulement.

Environ 60 p. 100 de toutes les pertes attribuées au V1 sont survenues pendant les six premières semaines de la campagne. Par la suite, les défenses antiaériennes ont été considérablement améliorées par l'ajout de pièces antiaériennes dirigées par radar, tirant des obus à fusée de proximité. Toutefois, la campagne du V1 fut une réussite, comme le notait un rapport, en 1944, du ministère aérien britannique, dans lequel on remarquait que la défense contre les V1 avait coûté environ £48 millions. Plus de 130 000 résidences furent détruites, et de 750 000 autres endommagées, et au-delà d'un million de personnes, évacuées. On croit que la production de chaque V1 coûtait £150, soit £2500 aujourd'hui<sup>27</sup>.

Un autre exemple de l'efficacité des « bombes volantes » lorsque l'attaque aérienne classique n'est pas possible compte tenu des risques trop élevés au plan numérique ou technologique,



Des tireurs britanniques préparent un Phoenix pendant le conflit au Kosovo.

nous est aussi fourni par la Deuxième Guerre mondiale. Pendant les batailles navales du golfe de Leyte, en octobre 1944, la puissance aérienne des Japonais était excédée et surclassée. Sans couverture aérienne suffisante, les transporteurs et navires japonais étaient vulnérables aux attaques aériennes. De janvier à octobre 1944, la marine japonaise avait perdu à elle seule 5 209 pilotes, soit 42 p. 100 du nombre total disponible<sup>28</sup>. Des tactiques draconiennes étaient devenues nécessaires. L'amiral Takijiro Ohnishi, à la tête des combats du golfe de Leyte, proposa donc à son état-major que la seule façon de détruire les transporteurs de la flotte américaine, était de « s'écraser sur le poste d'équipage avec des chasseurs Zero transportant des bombes de 250 kilogrammes »<sup>29</sup>. Ses paroles devaient se traduire par des groupes de chasseurs kamikaze — ou chasseurs suicides — la version japonaise des *Vergeltungswaffen*.

Les efforts des Japonais porteront fruit. Les missions de kamikaze n'ont peut-être pas changé le cours de la guerre, mais elles ont accompli beaucoup. Par exemple, le 25 octobre 1944, neuf avions attaquaient deux forces opérationnelles navales américaines. Cette frappe permettait aux Japonais de couler un transporteur d'escorte, d'en endommager lourdement un autre et de causer des dommages nécessitant des réparations élaborées à d'autres encore<sup>30</sup>. Cette frappe ne suffira pas à changer le résultat de la Guerre du Pacifique, mais donnera aux officiers

supérieurs japonais le temps de réfléchir à la façon de poursuivre l'utilisation de leurs armes de vengeance afin d'obtenir un effet plus profond pendant les mois suivants<sup>31</sup>.

En règle générale, les possibilités que peuvent offrir à l'ennemi les armes de vengeance ne sont pas négligées. Partout au monde, des pays comme l'Iran, l'Iraq, la Libye, la Corée du Nord et la Syrie consacrent toujours des efforts considérables à la mise en service de missiles balistiques et de croisière. Au sein du commandement de la Défense aérospatiale de l'Amérique du Nord (NORAD), la responsabilité de repousser les attaques de MC revient à la 1st Air Force, une unité de la Garde nationale aérienne. En juin 2001, la 1st Air Force se déploie sur les côtes de la Floride, en vue d'un exercice visant à démontrer sa capacité à abattre les MC arrivants. Cet exercice a été réussi, même si aucun missile réel n'a été tiré. Un verrouillage radar de drones Raytheon MQM-107 et de VAT BD5-J, représentant la menace, a plutôt été effectué en remplacement d'une destruction. La participation de l'Armée de terre s'est limitée à une batterie d'Avenger (Stinger) de la Garde nationale. L'une des observations les plus intéressantes au sujet de l'exercice est venue du commandant de la 1st Air Force, le major-général Larry Arnold, lorsqu'il a déclaré que « la probabilité d'une attaque de missile de croisière contre les États-Unis est supérieure à celle d'une attaque de missile balistique »<sup>32</sup>.

Les opinions varient quant au moment où la véritable menace des MC se concrétisera. Jusqu'ici, la prolifération des MC dans les petites puissances militaires s'est limitée aux ventes de la Grande Bretagne et de la France aux Émirats arabes unis et aux offres de la Russie à l'Inde. D'après le magazine *Aviation Week and Space Technology*, « la prolifération des missiles de croisière d'attaque au sol est remarquablement lente comparativement à celle des missiles balistiques »<sup>33</sup>. Par contre, la situation était résumée de manière très différente dans un récent rapport publié aux États-Unis, intitulé *Global Trends 2015* :

La prolifération des missiles de croisière et balistiques dans les théâtres se poursuivra. Il s'agira surtout de systèmes à une ou deux générations derrière la fine pointe de la technologie, mais pour les états qui en feront l'acquisition, ils apporteront de nouvelles capacités importantes. Ces missiles permettront de livrer d'une région à l'autre, contre des objectifs fixes, des armes de destruction massive ou des charges classiques. Les risques seront croissants pour les grands aéroports et ports de mer, les bases et installations logistiques, les concentrations de troupes et les nœuds de communication fixes.

Robert Wall, dans *l'Aviation Week and Space Technology*, ajoute à cela qu'aujourd'hui, les missiles balistiques et les missiles de croisière ennemis

### **...la défense antiaérienne ne peut et ne doit plus être tenue pour acquise.**

« supplantent les systèmes surface-air à titre d'objectifs que les planificateurs de la force aérienne américaine frapperaient d'abord pendant les premières phases d'un conflit »<sup>34</sup>.

En règle générale, les extraits de la revue *Aviation Week and Space Technology* et du *Global Trends 2015* reflètent tous deux la réalité. La prolifération des MC se fait lente. Toutefois, la vue des MC Tomahawk de la marine américaine volant au-dessus du centre-ville de Bagdad, pendant la guerre du Golfe, apparemment immunisés contre toute contre-mesure, inspirait un respect mêlé de crainte. Évidemment, pour ceux qui croient même un instant que leurs propres forces aériennes classiques ne quitteront pas le sol en cas de grande bataille aérienne, le MC de type Tomahawk est la réponse à leurs prières. Par ailleurs, les MC ne sont pas aussi imposants ou imprécis que l'actuelle génération de missiles SCUD; on peut donc espérer les déployer et les tirer avec des résultats dévastateurs. Comme la plupart des pays

membres de l'OTAN (sauf le Canada) n'ont pas les moyens de détecter et abattre les MC, les résultats pourraient bien être supérieurs aux attentes. Essentiellement, il n'y aurait plus de missiles lancés par des États renégats dans les déserts vides de l'Arabie saoudite ou des terrains vagues d'Israël. Cependant, depuis la guerre du Golfe, la technologie des MC n'a pas beaucoup séduit ceux qui sont considérés comme des États renégats. On ne peut prédire le temps que cela durera, mais il ne fait pas de doute que la défense contre les MC d'ici à 2020 sera l'une des tâches les plus difficiles pour les responsables de la défense antiaérienne.

Aujourd'hui, nous pouvons considérer nos systèmes de défense antiaérienne basés au sol comme le premier exemple de la « révolution ciblée » d'une capacité particulière, comme il est décrit dans *The Future Security Environment*. Nous possédons un système capable d'affronter toute menace, traditionnelle et non traditionnelle. Ce dont les Forces canadiennes (particulièrement l'Armée de terre et la Force aérienne) ont vraiment besoin, toutefois, est de bien comprendre que la menace aérienne existe vraiment et que cette menace contre nos opérations ne fera que s'accroître. En conséquence, la défense antiaérienne ne peut et ne doit plus être tenue pour acquise. Si nous avons un seul besoin, cependant, c'est celui de croire que nos chefs n'accepteront jamais de faire des compressions dans tout type d'équipement, par mesure d'économie, avant de bien comprendre toutes les implications de pareille décision.



## À PROPOS DE L'AUTEUR...

Originaire de l'Angleterre, le lieutenant-colonel Christopher Kilford a immigré au Canada à un jeune âge. Après avoir obtenu son diplôme d'études secondaires, il s'est enrôlé dans la Force régulière. À la suite d'une formation comme technicien radio, il sert auprès du 8th Canadian Hussars à Petawawa, en Ontario. En 1981, le lieutenant-colonel Kilford présente une demande de formation d'officier et est accepté comme officier d'artillerie. Il sert auprès du 3rd Regiment Royal Canadian Horse Artillery, de la 128<sup>e</sup> Batterie antiaérienne d'aérodrome (Allemagne), de l'École de l'artillerie antiaérienne, du quartier général du Commandement de la Force terrestre, du 18<sup>e</sup> Régiment d'artillerie antiaérienne et du quartier général du Secteur du Centre de la Force terrestre. Le lieutenant-colonel Kilford a commandé le 4<sup>e</sup> Régiment d'artillerie antiaérienne à Moncton (Nouveau-Brunswick) jusqu'en août 2001, après quoi il est devenu membre de l'état-major de la Sécurité nationale au Collège des Forces canadiennes de Toronto. Il est diplômé du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne. En octobre 1992, il a obtenu un baccalauréat es Arts de l'Université du Manitoba. Il poursuit actuellement des études de maîtrise, au programme des Études sur la conduite de la guerre. Le premier ouvrage du lieutenant-colonel Kilford, intitulé *Lethbridge at War*, a été publié en 1996. En 2000, il s'est mérité le premier prix au concours de rédaction colonel Geoffrey Brooks de l'Artillerie royale canadienne. Le lieutenant-colonel Kilford est actuellement officier d'état-major 1 au programme d'études de sécurité nationale du Collège des Forces canadiennes, à Toronto (Ontario).

## LISTE DES ABRÉVIATIONS

ADATS (air defence anti-tank system)  
 AWACS (airborne warning and control system)  
 DABA (défense antiaérienne à basse altitude)  
 ISTAR (intelligence, surveillance, target acquisition, and reconnaissance)  
 JSF (joint strike fighter)  
 MA (micro-avion)  
 MC (missile de croisière)  
 DAACP (défense antiaérienne à courte portée)  
 UCAV (unmanned combat air vehicle)  
 VAT (véhicule aérien téléguidé)

## NOTES

1. Ministère de la Défense nationale, *Future of the ADATS Capability*. L'auteur possède une copie de cette ébauche datée d'avril 2000. Elle a été préparée pour le CEMD et le sous-ministre de la Défense nationale (Jim Judd). On ne sait pas si la lettre a été envoyée.
2. *Ibid.*
3. Ministère de la Défense nationale, *Designing the Army of Tomorrow, 3000-8 (DLSP)*, 11 février 2000, Annexes A et B.
4. Ministère de la Défense nationale, *Future Security Environment and Ground-Based AD Protection 1000-1-1 (DLSP)*, 26 avril 2000. Cette lettre a été signée par le conseiller CEMAT en réponse à un document d'analyse de la menace produit par le Major Ken Hynes, officier de liaison des Forces canadiennes à Fort Bliss, au Texas. p. 2.
5. La lettre du colonel Henry visait à répondre à un article rédigé par David Pugliese, *Ottawa Citizen*, 2 décembre 1999.
6. Le Javelin a été utilisé pendant la guerre du Golfe; il apportait à notre contingent naval une couche supplémentaire de défense antiaérienne.
7. Colonel Sean Henry (à la ret.), « Insurance Policies », *Ottawa Citizen*, Lettres, 10 décembre 1999, A17.
8. Major J.C.Y.F. Lafortune, « La défense antiaérienne au milieu des années 90 », *Bulletin de l'artilleur*, No 23, 1995, p. 11.
9. James Asker, « Washington Outlook », *Aviation Week & Space Technology*, 18 octobre 1999, p. 25.
10. Department of the Army, HQ United States Army Air Defence Artillery School, Fort Bliss, Texas, *Approval of the FY 99 Air and Missiles Defense Master Plan*.
11. Paul Mitchell, Ph.D., Dir. : David Rudd, *The Revolution in Military Affairs and the Canadian Air Force*, Toronto : Institut canadien des études stratégiques – *Air Power at the Turn of the Millennium*, 1999, p. 39.
12. *Ibid.*, p. 32.
13. John D. Morrocco, *U.K. Antes Up \$2.8 Billion for JSF*, *Aviation Week and Space Technology*, 22 janvier 2001, p. 33.
14. Groupe de l'armement de l'Armée de terre de l'OTAN, Groupe 5 sur l'artillerie antiaérienne, *SHORAD Systems Airspace Control Measures Associated with War and Operations other than War*, Document AC/225(LG/5) D/11, 7 mai 1999, p. 3.
15. John Ellis, *One Day in a Very Long War – Wednesday 25th October 1944*, Londres; Jonathan Cape, 1998, p. 210.
16. John Anderson, *Shorad Systems in Extended Air Defence*, *Air Defence Readings 2000*, septembre 2000. Les données sont tirées de l'analyse des coûts et opérations effectuée pour le programme de défense antiaérienne américain DIVAD en 1981.
17. *Ibid.*, p. 8.
18. Jim Wilson, *Micro Warfare*, *Popular Mechanics*, février 2001, p. 63.
19. David A. Fulghum et Robert Wall, *UAV Weapons Focus of Debate*, *Aviation Week and Space Technology*, 25 septembre 2000, p. 29.
20. *Ibid.*, 29.
21. Centre for Defence and International Studies, Lancaster University, *Cruise Missiles: A Brief History*, p. 1 [livre en ligne], HYPERLINK "<http://www.cdiss.org/cmhist.htm>"
22. *Ibid.*, p. 1.
23. Ellis, p. 219.
24. Ellis, p. 219.
25. Philip Ziegler, *London at War*, Toronto : Alfred A. Knopf Canada, 1995, p. 287.
26. Ellis, p. 223.
27. Centre for Defence and International Studies, Lancaster University. p. 3.
28. Ellis, p. 382.
29. *Ibid.*, p. 384.
30. *Ibid.*, p. 391.
31. Au total, les pilotes *kamikaze* ont coulé ou sérieusement endommagé 300 navires et causé 15 000 pertes.
32. *Times Colonist* (Victoria) « Le système anti-missiles de croisière fonctionne de manière impeccable à l'essai », 7 juin 2001, p. F7.
33. Steven Zaloga, *Missile Markets: Uneven Recovery*, *Aviation Week and Space Technology*, Vol. 15, janvier 2001, p. 183.
34. Robert Wall, « USAF Updates Plans for Future Air Wars », *Aviation Week and Space Technology*, Vol. 29, janvier 2001, p. 61.

# Le processus de planification de l'opération Abacus : Une étude

par le major Daniel Villeneuve, CD, B.A.

Le plan de contingence l'Op ABACUS avait pour but de préparer le ministère de la Défense nationale (MDN) et les Forces canadiennes (FC) en cas d'appel à l'aide des autorités fédérales, provinciales et territoriales, pour atténuer l'impact des problèmes associés à l'an 2000 sur les services essentiels, tout en leur permettant de poursuivre leurs tâches essentielles au niveau national et international<sup>1</sup>.

**C**omme nous le savons, le nouveau millénaire est arrivé en douceur, et le bogue de l'an 2000 n'a pas créé de dommages. Cela n'était toutefois pas le cas au début de 1998. Jusqu'à la toute dernière minute, en effet, personne ne pouvait prévoir avec exactitude ce qu'apporterait l'arrivée de l'an 2000. Ainsi, comme cet événement pouvait présenter des risques pour le Canada, le gouvernement fédéral a demandé aux FC, en 1998, de se préparer pour le cas où le nouvel an 2000 devrait devenir bien autre chose qu'une occasion de célébrer. La réponse des FC a été désignée sous le nom de Plan opérationnel de contingence (POC) ABACUS.

Le présent article vise à étudier le processus de planification et de préparation qu'ont entrepris les FC en prévision du POC ABACUS. On y examinera le processus de planification au niveau stratégique et opérationnel. Bref, comment les FC ont-elles élaboré un plan opérationnel de contingence comme ABACUS?

## PROCESSUS OPÉRATIONNEL

**D**ès le début, il était évident que les FC étaient appelées à relever un défi d'un type entièrement nouveau.

« La plus importante caractéristique de cette menace est son caractère imprévisible. Contrairement à la menace traditionnelle, celle du bogue de l'an 2000 ne s'accompagne d'aucune doctrine ou tactique contre laquelle nous pourrions nous entraîner. Pire encore, l'histoire ne peut servir de guide, puisque ce type de phénomène ne s'était jamais encore manifesté<sup>2</sup>. » Malgré ses différences, le POC ABACUS supposait l'utilisation potentielle de forces militaires, ce qui en faisait une opération militaire classique. Pour s'y préparer, les FC n'avaient aucune raison de modifier la méthodologie

## *Contrairement à la menace traditionnelle, celle du bogue de l'an 2000 ne s'accompagne d'aucune doctrine ou tactique contre laquelle nous pourrions nous entraîner.*

de planification déjà en place en vue d'opérations militaires plus traditionnelles.

L'opération ABACUS supposait la participation de quatre niveaux de commandement distincts<sup>3</sup>. Un niveau militaire stratégique reposait sur le QGDN à Ottawa. Deux niveaux opérationnels ont été créés : le premier, basé au quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada, à Kingston (Ontario), avait une orientation nationale; il s'agissait du quartier général de la Force opérationnelle interarmées (QG FOI). Le deuxième avait une orientation provinciale et était composé des quatre quartiers généraux des secteurs de la Force terrestre, en plus du secteur du Nord des FC. Enfin, le niveau tactique était organisé dans les quartiers généraux de brigade (de la Régulière et de la Réserve) du Canada. Tous les niveaux

ont pris part à la planification détaillée pour respecter la date limite du 31 décembre 1999.

## PROCÉDURE DE COMBAT

**L**a procédure de combat est définie comme « les mesures préparatoires au combat comprenant les étapes suivantes : réception de l'ordre de combat, reconnaissance des lieux, établissement du plan, émission des ordres, préparation et déploiement des troupes en vue du combat »<sup>4</sup>. Ce processus peut s'appliquer à tous les niveaux de commandement (tactique à stratégique) et dans toute la gamme des opérations (de la guerre aux opérations autres que la guerre et aux activités régulières). La procédure de combat est un processus pleinement intégré qui se déroule simultanément à tous les niveaux de la chaîne de commandement ainsi que des contextes interarmées et interarmes. Ce processus comprend quatre étapes : direction, considération, décision et exécution<sup>5</sup>.

**Direction.** À cette étape, l'unité ou la formation reçoit une mission ou une tâche. L'analyse initiale des exigences est effectuée afin de déterminer le moment où la décision doit être arrêtée (point de décision) et les priorités relatives au travail d'état-major (guide de planification d'état-major).

**Considération.** Avant que la décision soit prise, il est nécessaire de considérer tous les facteurs qui pourraient influencer la mission et de déterminer les options possibles (plans d'action). La complexité des problèmes croît avec la taille de l'unité ou de la formation par-

tipante. Ainsi, cette étape pourrait supposer la participation d'un grand nombre de personnes et est généralement divisée en sous-étapes.

**Décision.** Cette étape comprend l'accomplissement du travail pendant la phase de la considération. Le commandant prend la décision d'adopter un plan d'action particulier et exprime son intention, ainsi que les grandes lignes du concept de l'opération. La décision est alors traduite en ordres puis, diffusée.

**Exécution.** Malgré la prise d'une décision, la procédure de combat n'est pas achevée avant que les troupes aient été engagées et la mission accomplie.

La planification du POC ABACUS comprenait les trois premières étapes de la procédure de combat. Puisque le déploiement de troupes ne s'est jamais matérialisé, l'étape de l'exécution n'a jamais été mise en œuvre.

Pour bien comprendre le fonctionnement de la procédure de combat, il faut comprendre que ce processus varie selon le niveau de commandement visé. Au niveau tactique, dans les petites unités, le processus est généralement considéré comme un drill que peut effectuer le commandant seul, puisque le délai de planification est relativement court. Ce processus est une série d'étapes qui permet de faire en sorte que les étapes de la direction, de la considération et de la décision se traduisent par un plan réalisable. Dans les grandes unités et formations, surtout au niveau opérationnel (division), la planification est beaucoup plus complexe, et l'effort d'un important état-major est nécessaire. Ce processus n'est plus considéré comme un drill, mais comme le processus de planification opérationnelle (PPO). Le PPO est aussi parfois appelé le processus de planification de l'emploi de la force (PPEF). Le PPO est défini comme « le processus par lequel le commandant, aidé de son état-major, effectue l'analyse de la situation, décide d'un plan d'action, transmet des ordres à ses subordonnés, contrôle l'exécution de

son plan et se prépare en vue d'autres contingences et actions »<sup>6</sup>. Le PPO est simplement une estimation collective de la situation, dans laquelle les efforts de l'état-major sont synchronisés. Il s'agit du déroulement logique du raisonnement collectif d'où découle la meilleure solution dans les délais de planification impartis.

Le PPO fait partie des trois premières étapes de la procédure de combat : direction, considération et décision. Il est organisé en une série de six étapes, qui en facilitent l'exécution :

- Étape 1. Réception des tâches
- Étape 2. Orientation
- Étape 3. Élaboration des plans d'action
- Étape 4. Décision
- Étape 5. Élaboration du plan
- Étape 6. Revue du plan

Pour mieux illustrer le fonctionnement du processus, prenons par exemple la planification en préparation du POC de niveau stratégique. Le QG FOI<sup>7</sup> a commencé son PPO à la réception d'un ordre d'avertissement du CEMD le 17 août 1998<sup>8</sup>. Cet ordre d'avertissement était l'*Étape 1, Réception des tâches*. Un guide de planification a ensuite été envoyé, le 26 août 1998, à tous les membres du QG FOI<sup>9</sup>. Ce guide était l'*Étape 2, Orientation*. L'Étape 3 s'est déroulée du 26 août 1998 au 21 septembre 1998<sup>10</sup>. Elle comprenait un briefing d'information, le 2 septembre 1998, visant à coordonner et mieux raffiner l'élaboration des plans d'action. L'Étape 4 était enclenchée le 21 septembre 1998, avec la présentation d'un briefing de décision au sous-chef d'état-major de la Défense<sup>11</sup>. À partir des différentes options possibles, un plan d'action a été choisi. L'Étape 5, soit la préparation de la première ébauche du POC de niveau stratégique, se terminait pour le 23 septembre 1998<sup>12</sup>. La dernière étape, la *Revue du plan*, comprenait la présentation du POC provisoire dans le cadre d'un séminaire national, les 29 et 30 septembre 1998. Ensuite, les commentaires ont été reçus des différents éléments des FC prenant part à l'opération. Le POC provisoire a été révisé pendant les deux dernières semaines d'octobre, et la première

version du POC stratégique était publiée le 13 novembre 1998. Le processus de revue n'était toutefois pas terminé. Une série d'exercices d'une semaine ont eu lieu en 1999<sup>13</sup>. De plus, une série de séminaires et de conférences avec les forces opérationnelles et/ou le QGDN, a aussi généré des commentaires sur le POC. Avant la publication de la version finale du POC stratégique 201/99, le 22 novembre 1999, au moins deux autres versions provisoires avaient été préparées<sup>14</sup>. Voilà l'un des nombreux exemples du déroulement de la planification à différents niveaux et dans des régions variées du Canada en vue du POC ABACUS. Les dates et les détails peuvent varier, mais le processus demeure le même.

L'ensemble de la planification était menée au niveau stratégique, suivi de près par le niveau opérationnel national. Ces deux niveaux avaient produit leur première version du POC pour la fin de 1998. Les versions initiales du POC au niveau régional ont été achevées pendant le premier trimestre de 1999. Cette phase de planification a été suivie par une phase d'exercice et de validation, de mars à septembre 1999. D'après les leçons tirées de ces exercices, chaque POC, à tous les niveaux, a été révisé et modifié. Les versions finales des POC ont été terminées en novembre 1999, au moment même où les forces achevaient leur préparation opérationnelle. Les forces étaient alors prêtes à relever les défis du bogue de l'an 2000, la planification, l'entraînement et le pré-déploiement étant terminés.

Aux fins de planification du COP ABACUS, le PPO était l'outil de planification le plus utilisé au sein des organismes intéressés. La planification du POC ABACUS était complexe, mais elle prouvait que la procédure de combat en général et le PPO en particulier, sont des outils souples permettant aux militaires de se préparer à tout type de contingence et d'opération. Le processus de planification a été la méthode utilisée. Examinons maintenant les résultats de cette méthode au niveau opérationnel stratégique et national.

## CONCEPT ET PLANIFICATION AU NIVEAU STRATÉGIQUE

Pour les FC, la planification au niveau stratégique portait sur l'emploi des ressources militaires du pays « pour atteindre des objectifs politiques essentiels à l'intérêt national »<sup>15</sup>. Avec l'opération ABACUS, les objectifs politiques du gouvernement canadien étaient de « continuer à offrir des programmes et services essentiels à la santé, la sécurité et au bien-être économique des Canadiens, avec aussi peu de perturbation que possible, à l'arrivée du nouveau siècle »<sup>16</sup>. Compte tenu de ces objectifs, le niveau stratégique avait la responsabilité d'établir « des objectifs militaires nationaux, d'assurer la direction, d'élaborer la stratégie, d'allouer des ressources nationales et d'imposer des conditions et des limites aux actions militaires envisagées »<sup>17</sup>.

Bien qu'une partie du travail ait été accomplie avant août 1998, c'est pendant ce mois que la préparation en vue des problèmes potentiels que pourrait engendrer l'arrivée de l'an 2000, a véritablement été lancée. Les préparatifs ont commencé en août, lorsque le premier ministre du Canada a envoyé une lettre à quatre ministres fédéraux, dans laquelle il assignait des responsabilités relatives aux préparatifs de contingence<sup>18</sup>. Le ministre de la Défense nationale agissait comme chef de file responsable de faciliter et coordonner l'élaboration des plans nationaux de contingence, avec un accent particulier sur l'infrastructure essentielle du Canada.

Pour relever le défi imposé par le bogue de l'an 2000, le MDN devait tenir compte de trois dimensions liées à ce phénomène<sup>19</sup>. D'abord, les FC devaient poursuivre leur appui aux tâches nationales et internationales essentielles. Bien qu'il eut été impossible pour les FC de mettre fin à toutes les opérations pour concentrer tous les efforts uniquement sur la question du bogue de l'an 2000, il était possible de diminuer le rythme des opérations régulières. Ensuite, le MDN devait faire en sorte que son équipement ne soit pas affecté par le bogue en question. Les FC ne

pouvaient se permettre de devenir une partie du problème. Si elles avaient été touchées par le bogue de l'an 2000, les FC auraient été gravement limitées dans leur capacité à offrir leur appui, et leur crédibilité en aurait souffert. Cette dimension était appelée la planification de poursuite des activités (PPA) et supposait un effort important afin de préparer les FC à l'arrivée de l'an 2000. Enfin, la dernière dimension était la possibilité que les FC reçoivent un grand nombre de demandes d'aide de la part d'autorités civiles en raison des effets du bogue de l'an 2000.

Pour se préparer à son mandat, le MDN lançait deux grandes initiatives, soit une proactive et une réactive. D'abord, le Groupe de planification nationale de contingence (GPNC) était mis sur pied. Malgré son rôle d'organisme fédéral en tête de l'élaboration de la planification de contingence, le MDN ne pouvait faire cavalier seul. Le GPNC avait pour but de coordonner tous les efforts nationaux au niveau des ministres et des ministères fédéraux. Cette initiative était proactive. La deuxième initiative, réactive, était la suivante : les FC devaient commencer les procédures de planification en vue de l'opération ABACUS de façon à être prêtes à répondre aux demandes provenant des autorités civiles. Comme il a déjà été mentionné, le processus de planification fut lancé en août 1998, avec l'envoi par le QGDN d'un ordre d'avertissement aux FC le 17 août. Cet ordre d'avertissement donnait l'information nécessaire aux formations subordonnées pour commencer leur propre processus de planification. De plus, d'autres directives furent fournies le 31 août dans un document intitulé Directive stratégique à l'intention du ministère de la *Défense nationale et des Forces canadienne - Opération ABACUS*<sup>20</sup>.

L'opération ABACUS s'est déroulée selon les cinq phases habituelles de toutes les opérations : avertissement, préparation, déploiement, emploi et redéploiement. Ces phases étaient les mêmes pour tous les niveaux de commandement.<sup>21</sup>

Phase 1 – Avertissement. Cette phase s'est déroulée en juillet et août 1998. Elle a été lancée avec la préparation de l'ordre d'avertissement du CEMD,

envoyé à l'échelle des FC. Par la suite, chaque niveau de commandement préparait son propre ordre d'avertissement à l'intention de ses formations ou unités subordonnées.

Phase 2 – Préparation. Cette phase a eu lieu pendant la période d'août 1998 à novembre 1999. La planification de l'opération ABACUS s'est faite pendant cette phase. Le plan élaboré nécessitait l'appui des plans d'entraînement associés, des préparatifs logistiques, de la préparation des bases de données du renseignement, des structures de commandement et contrôle et des programmes d'affaires publiques, pour permettre à l'ensemble des FC d'atteindre le degré de préparation opérationnelle requis. À la fin de cette phase, chaque élément et formation des FC devait déclarer ses troupes et équipements respectifs prêts aux opérations, pour le bénéfice du CEMD.

Phase 3 – Déploiement. Cette phase a eu lieu du 30 novembre 1999 au 31 décembre 1999. À la réception de l'ordre de mise en œuvre du SCEMD, l'autorité de commandement était transférée, ce qui plaçait les forces opérationnelles, le quartier général de l'élément Air, ainsi que d'autres unités et membres du personnel désignés, en sous-ordre opérationnel du QG FOI. Cette phase comprenait notamment le déploiement du QG FOI à Ottawa. À la fin de cette phase, le commandant de la Force opérationnelle interarmées, le major-général Jeffery, déclarait au CEMD sa force prête aux opérations.

Phase 4 – Emploi. Cette phase devait être exécutée sur ordre, en cas de demande des autorités civiles. L'intention était de décentraliser la conduite des opérations, en appliquant la doctrine et les pratiques régionales établies pertinentes aux urgences civiles; la plupart des situations d'urgence devaient se régler au plus bas niveau possible. La principale préoccupation était la cueillette et l'analyse rapides de l'information sur la situation, de manière à pouvoir dresser un tableau de l'arrivée de l'an 2000 à l'échelle

du Canada. Avec cette information, les FC auraient été en bonne position pour établir les priorités du soutien.

Phase 5 – Redéploiement. Cette phase devait aussi être exécutée sur ordre. Si on avait déterminé que certaines forces n'étaient plus nécessaires, le CEMD aurait eu l'autorité d'ordonner leur redéploiement. De même, le CEMD était l'autorité finale devant mettre fin aux opérations du QG FOI. Cette décision devait être prise lorsque la présence d'une structure nationale de commandement et contrôle, au niveau opérationnel, ne serait plus nécessaire; en bout de ligne, cela a été la seule décision qu'à dû prendre le CEMD.

Depuis le début du processus de planification, les FC ont travaillé sur la base d'une série d'hypothèses. Voici le sommaire de certains facteurs de considération clés<sup>22</sup> :

Les FC s'attendaient à des perturbations qui nécessiteraient leurs services. Toutefois, comme la menace demeurait vague et fluide, les FC devaient composer avec le caractère imprévisible du plan de contingence. Leur capacité d'intervention devait donc s'accompagner d'une immense souplesse.

Il était également très clair que les FC ne devaient pas remplacer les autorités civiles, mais bien leur venir en aide lorsqu'elles auraient épuisé leurs moyens d'atténuer un problème. Les autorités provinciales et territoriales conserveraient les principales responsabilités au chapitre de l'intervention en cas de situation problématique. Les FC avaient un rôle de soutien.

Toutes les ressources des FC seraient rendues disponibles en vue de l'opération ABACUS, à l'exception de celles affectées aux missions et tâches essentielles à l'échelle nationale et internationale. En plus du personnel militaire à temps plein, on s'attendait à ce que 50 p. 100 des réservistes soient disponibles. Ainsi, un total d'environ 35 000 militaires seraient prêts à la tâche.

Compte tenu de l'impact planétaire du phénomène de l'an 2000, les approvisionnements et services provenant de l'extérieur du Canada auraient pu être interrompus. Les fournisseurs canadiens auraient pu éprouver des difficultés d'approvisionnement ou accorder aux demandes des FC une priorité moindre. La capacité nationale à fournir de l'aide aurait pu se limiter aux fournitures existantes<sup>22</sup>.

D'après ces hypothèses, il a été déterminé que le centre de gravité de l'opération ABACUS, au niveau stratégique, était le maintien de la « confiance du public dans la capacité du gouvernement à gérer les problèmes liés à l'an 2000 et à assumer le leadership à cet égard »<sup>23</sup>. Les FC devaient donc jouer un rôle clé :

Il a été prouvé récemment que les capacités les plus importantes qu'apportent les FC en situation de crise intérieure, sont leur aptitude inhérente à commander, contrôler, planifier et intervenir de manière efficace et cohérente dans les situations difficiles. Si le grand public comprend la situation, si le gouvernement à tous les niveaux sait comment s'occuper de la situation et si le gouvernement est en mesure de communiquer au public des renseignements rapides et exacts, un climat de calme et de confiance du public dans tous les niveaux de gouvernement régnera pendant toute la durée de la crise<sup>24</sup>.

L'énoncé de mission stratégique de l'opération était comme suit : « les FC/le MDN seront prêts à aider les autorités fédérales et provinciales à atténuer l'impact des problèmes liés à l'arrivée de l'an 2000 sur les services, tout en poursuivant leurs tâches de

lorsque les autorités civiles [seraient] en mesure d'offrir les services essentiels, établissant ainsi les conditions du retour à la position normale des FC »<sup>26</sup>.

Le plan d'action que les FC avait choisi d'adopter était celui du déploiement équilibré<sup>27</sup>. L'intention de ce type de déploiement était d'atteindre un équilibre prudent entre les risques associés à la perception d'une réaction disproportionnée et du gaspillage de ressources militaires, et ceux associés à l'apparence de manque de préparation. Un déploiement équilibré signifiait que les installations de commandement, de contrôle et de communication (QGDN, QG FOI et quartiers généraux de secteurs), étaient pleinement préparées et pré-déployées. (Cet aspect mettait surtout en cause le QG FOI, qui fut déménagé de Kingston à Ottawa). Le reste des forces disponibles (y compris les réservistes), demeureraient dans leur région géographique habituelle et seraient placées en attente, prêtes au déploiement en cas de besoin. Enfin, on a effectué les préparatifs logistiques nécessaires pour rendre disponibles les quantités voulues de stock de soutien, de matériel essentiel, d'équipement personnel et d'infrastructures. La planification du soutien reposait sur le déploiement du commandement, contrôle et des communications de l'opération ABACUS pendant 100 jours, des forces mobiles (jusqu'à 9 600 personnes) pendant 30 jours et des forces statiques (jusqu'à 16 000 personnes) pendant 30 jours.

À l'appui de ce plan d'action, les FC ont adopté une structure de commandement et contrôle modifiée<sup>28</sup>. Au niveau national, le SCEMD était responsable de la coordination de tous les aspects stratégiques et nationaux de l'opération. Il avait la responsabilité de maintenir l'interface entre les FC et le

### ***Le plan d'action que les FC avait choisi d'adopter était celui du déploiement équilibré.***

défense essentielles au niveau national et international »<sup>25</sup>. Enfin, l'état final de l'opération ABACUS serait atteint «

GPNC, le gouvernement fédéral, et les autres organismes gouvernementaux (GRC, SCRS et CST). Un QG FOI a été

établi au quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada afin de commander tous les éléments des FC déployés à l'appui de l'opération ABACUS. Au niveau régional, la structure de commandement était composée des quatre secteurs existants de la Force terrestre, en plus du secteur du Nord. Enfin, la 1<sup>re</sup> Division du Canada devait fournir une capacité de coordination aérienne au QG FOI, afin d'assumer la responsabilité de l'emploi des ressources des forces aériennes assignées à l'appui du POC. Cette décision était nécessaire compte tenu de la nature élaborée de l'opération au chapitre de la planification, de l'entraînement et des exigences potentielles du déploiement.

La planification effectuée au niveau stratégique dictait l'approche globale qu'adopteraient les FC en préparation de l'arrivée de l'année 2000. Au niveau stratégique, le bogue de l'an 2000 était considéré en relation avec toutes les autres activités des FC. D'après cette perspective, les objectifs et le concept des opérations étaient établis, ainsi que les restrictions qui toucheraient les opérations des FC.

## CONCEPT OPÉRATIONNEL ET PLANIFICATION

Le défi pour le QG FOI était de traduire le concept de l'opération et le plan élaboré au niveau stratégique, en un plan opérationnel couvrant l'ensemble du territoire canadien. Le QG FOI devait aussi établir en détail la façon dont les forces disponibles seraient utilisées. La planification au QG FOI comprenait des décisions sur le moment, l'endroit et les conditions de l'emploi des forces militaires en vue de résoudre les problèmes attribuables au bogue de l'an 2000. C'est également au niveau du QG FOI que l'entraînement en préparation de l'opération ABACUS était planifié, coordonné et supervisé.

Le niveau opérationnel était le lien entre la décision prise au QGDN et les opérations entreprises au niveau des secteurs. À l'aide du travail effectué au QG FOI, les quartiers généraux des secteurs allaient à leur tour élaborer leur plan, adapté à leurs caractéristiques

régionales. Le QG FOI ne faisait pas cavalier seul, et sa planification reflétait fidèlement le travail du niveau stratégique. En fait, le cycle de planification du QG FOI n'était qu'à un pas derrière le QGDN. Par exemple, le POC version 1 du QG FOI fut publié le 27 novembre 1998, deux semaines seulement après le POC stratégique. La version finale du POC QG FOI fut publiée le 12 novembre 1999, après trois versions provisoires. La révision du POC QG FOI était semblable à celle applicable au niveau stratégique. Il était impossible de réviser un plan sans répercussion sur le travail accompli à d'autres niveaux de commandement.

Le QG FOI travaillait en fonction des mêmes hypothèses et restrictions que le QGDN, et devait assurer la conformité avec le concept stratégique. La différence résidait dans l'éclairage de la planification. Le QG FOI se concentrait sur la façon dont les forces seraient employées dans la réalité pour atténuer les effets du bogue. C'est d'ailleurs ce que traduisait l'énoncé de mission du QG FOI : « Sur ordre, contre la menace posée par les problèmes liés à l'arrivée de l'an 2000, la FOI ABACUS offrira de l'aide à l'échelle du Canada aux autorités civiles, afin de permettre le maintien des services et infrastructures essentiels à la vie et à l'ordre public<sup>29</sup>. »

L'intention du commandant du QG FOI, décrite dans la version finale du POC, était de capitaliser sur l'organisation du commandement des FC, sa chaîne de commandement formelle s'étendant à l'ensemble du pays, afin de recueillir et d'analyser de l'information à l'échelle du pays pour brosser un tableau commun de la situation<sup>30</sup>. Ce tableau pourrait permettre de préparer une réponse unifiée afin d'offrir le soutien voulu là où il était jugé le plus nécessaire. Il était aussi prévu que, naturellement, d'autres organismes se tournent vers les FC pour leur apporter de l'information impartiale sur la situation. À l'appui de cette intention, trois secteurs de responsabilité étaient nécessaires<sup>31</sup> :

Connaissance de la situation. D'abord, il fallait préparer rapidement et conserver une connaissance à jour et exacte de la situation relativement à

la menace nationale. Cet aspect était considéré comme un élément clé du plan opérationnel national.

Allocation des ressources. Le portrait de la situation nationale permettrait d'allouer des ressources militaires afin d'atténuer l'impact de l'arrivée de l'an 2000. Il aurait pu être nécessaire d'allouer à nouveau du personnel et du matériel entre les secteurs de la force opérationnelle compte tenu de l'évolution de la situation nationale, afin de concentrer les forces aux endroits où le besoin était réel. En cas de difficultés touchant l'ensemble du pays, un effort principal aurait été défini en fonction des rapports de situation des régions et de consultations auprès du gouvernement du Canada. Ce principal effort serait conçu pour concentrer les ressources de façon à obtenir le plus grand impact possible à l'échelle nationale.

Opérations d'information. Le dernier aspect était la nécessité de communiquer sans interruption, à tous les niveaux et à de vastes auditoires, l'information sur les incidents associés à l'an 2000, ainsi que l'intention des autorités de les prendre en main. Le but était d'informer le public et les organismes civils appropriés de l'étendue des problèmes en question. Cette communication aiderait à conserver la confiance du public dans l'aptitude des autorités à régler les difficultés liées au bogue de l'an 2000.

Compte tenu de cette intention, il a été déterminé que le centre de gravité au niveau opérationnel national serait comme suit :

...la réussite de la mise en œuvre et du maintien du plan de commandement, contrôle, communication et renseignement (C<sup>3</sup>I) de la FOI, pour permettre l'unité du commandement et assurer un niveau de connaissance de la situation, à l'échelle de la FOI, qui apportera aux commandants et états-majors à tous les niveaux, des données opérationnelles en temps réel, pertinentes et fusionnées<sup>32</sup>.

Afin d'assurer la connaissance de la situation, un réseau classifié, établissant un lien entre les différents quartiers généraux

du Canada, était mis sur pied et déployé<sup>33</sup>. Ce système, appelé Base de données sur l'infrastructure nationale (BDIN), était essentiellement un programme informatique partagé offrant un point de vue national sur la situation au Canada. Dès qu'elles seraient disponibles, des données devaient y être versées et mises à jour par tous les membres du réseau (QGDN, QG FOI et les quartiers généraux des secteurs). L'information ne devrait être inscrite une seule fois, puisque la base de données serait régulièrement mise à jour pour tous les autres (jusqu'à concurrence de toutes les quatre à six heures, au besoin). Ce système, mis au point uniquement à l'appui d'ABACUS, a été créé et déployé avec une entreprise civile dont les services ont été fournis par contrat, CGI. Il offrait une comptabilisation commune, précise et détaillée de l'impact attribuable au bogue de l'an 2000.

Les FC disposent de ressources militaires limitées. Ces ressources, dispersées partout au Canada, variaient d'unités de la Régulière pleinement équipées à des organismes statiques de la Réserve. L'infrastructure militaire établie aux quatre coins du pays, des bases aux manèges militaires de la Milice, pouvait aussi prendre part à l'effort. Pour faciliter leur emploi, le QG FOI a partagé le personnel et les ressources dont il avait le commandement en quatre groupes, comme suit<sup>34</sup> :

Spécialistes. Unités ou individus participant surtout à des activités correspondant à leurs tâches militaires normales (C3I, opérations aériennes, génie, police militaire, sécurité, services de santé, contrôle et distribution des stocks et transport). Ces ressources, utilisées conjointement avec l'infrastructure permanente des FC, devaient apporter au quartier général de la Force opérationnelle la capacité de déployer, commander, administrer et conserver des forces polyvalentes dans des tâches régionales.

Catégorie A. Unités polyvalentes comprenant une capacité de soutien organique, aptes à se déployer et à mener des opérations aux quatre coins du Canada (il s'agissait de bataillons d'infanterie, de l'arme blindée et d'artillerie de la Régulière.)

Catégorie B. Unités polyvalentes sans soutien organique, aptes à se déployer pour de courtes périodes dans la région immédiate de leur base (unités de la Réserve).

Supernuméraire. Personnel et ressources au Canada, non allouées à la conduite opérationnelle ou tactique de l'opération ABACUS. Il devait s'agir d'une capacité résiduelle. Le CEMD pourrait affecter ces ressources à l'opération ABACUS à toute étape, si des ressources supplémentaires devenaient disponibles. (Il s'agissait de l'état-major militaire des établissements d'instruction des FC, des centres de recrutement, du personnel des bases et autres organismes statiques.)

Pour assurer la souplesse à l'échelle locale tout en conservant une capacité de réserve nationale, le QG FOI a préparé des lignes directrices d'emploi précises<sup>35</sup>. Avant d'examiner ces lignes directrices en détail, il est important de comprendre quelques aspects liés à la participation des FC aux opérations domestiques. Essentiellement, les opérations domestiques se divisent en deux catégories : aide humanitaire et assistance aux agences de maintien de l'ordre (AAMO). La première catégorie est définie comme toute action visant à sauver des vies, empêcher la souffrance humaine ou atténuer les dommages à la propriété<sup>36</sup>. Elle suppose que les FC pourraient offrir des services allant de l'équipement (tentes, campements, lits de camp) aux installations (manèges militaires) aux troupes déployées sur le terrain. L'une des caractéristiques importantes de ce type d'appui est que les troupes déployées sont non armées. Les inondations de Winnipeg, en 1996 et la Tempête de verglas de 1998 en sont de bons exemples. La deuxième catégorie, l'AAMO, nécessite le déploiement de troupes armées à l'appui d'une crise comportant de la violence ou l'utilisation potentielle de la violence. Ce type de déploiement exige des règles d'engagement précises, et la décision de fournir des troupes doit être autorisée par le ministre de la Défense avec l'accord du gouvernement du Canada. Ces déploiements relèvent de la responsabilité fédérale et doivent être faits en réponse à une demande d'appui

provinciale. Bref, le gouvernement du Canada ne peut déployer des soldats armés de son propre chef sans raison valide. Un bon exemple est la crise d'Oka en 1990. En vue de l'opération ABACUS, d'après les lignes directrices d'emploi aux fins d'AAMO, des unités de catégorie A pourraient être déployées. Cette décision reposait au niveau stratégique et n'était pas déléguée à la FOI, ni aux quartiers généraux régionaux.

Les lignes directrices applicables à l'aide humanitaire étaient comme suit :

Chaque quartier général de secteur avait l'autorité déléguée d'employer un bataillon de catégorie A (sans compter le secteur du Nord de la Force opérationnelle) et ses unités locales de catégorie B, sans être contraint à l'approbation d'un niveau supérieur. Toutefois, tout mouvement de l'unité de catégorie A au-delà des frontières de la province devait être coordonné par l'intermédiaire de la chaîne de commandement. L'emploi de tout autre bataillon de catégorie A dans un secteur nécessiterait le consentement des autorités supérieures. Le quartier général de chaque secteur (sans compter le secteur du Nord de la Force opérationnelle) devait tenir le reste des unités de catégorie A prêtes au déploiement pour des périodes prolongées, à l'extérieur de son propre secteur. Ces forces étaient désignées comme réserves opérationnelles ou stratégiques et devaient être prêtes à un avis de mouvement (ADM) déterminé. Les changements touchant l'ADM, pour les unités de réserve opérationnelle ou stratégique, demeuraient à la discrétion du commandant du QG FOI. Ce dernier avait l'autorité d'employer trois bataillons de catégorie A comme réserve opérationnelle, soit un bataillon de catégorie A chacun pour le secteur de l'Ouest de la Force opérationnelle, le secteur du Centre de la Force opérationnelle et le secteur du Québec de la Force opérationnelle. Le reste des unités de Catégorie A du pays étaient désignées comme réserves stratégiques et devaient être affectées par le CEMD, pour emploi seulement. Une

unité correspondant à l'effectif d'une compagnie de catégorie A pouvait aussi être utilisée, au besoin, dans le secteur du Nord de la Force opérationnelle.

Le POC du QG FOI<sup>37</sup> allouait également un élément maritime (EM) en sous-ordre d'un commandant d'élément maritime (CEM), au secteur de l'Atlantique de la Force opérationnelle et au secteur de l'Ouest de la Force opérationnelle. Le QGDN était prêt à allouer un organisme comparable au secteur du Québec de la Force opérationnelle, au besoin, en tout temps.

Les préparatifs de l'opération ABACUS supposaient également l'élaboration vitale d'un plan d'entraînement exhaustif. C'est au niveau opérationnel national du QG FOI que la planification, la préparation et la coordination de l'entraînement se sont déroulées. L'entraînement devait être équilibré en fonction, d'une part, de la nécessité d'un entraînement stratégique et opérationnel, collectif et individuel et d'autre part, de la nécessité de poursuivre, autant que possible, le cycle d'entraînement normal des FC axé sur la capacité de combat polyvalent. Dans le but de permettre cet équilibre, une série d'exercices de poste de commandement (CPX) étaient donc planifiés et menés relativement aux aspects de l'opération liés au commandement, au contrôle et à la communication. La phase d'entraînement a eu lieu de mars à septembre 1999. Le premier exercice mettait en scène le QG FOI uniquement, en mars. Deux autres exercices, avec le QG FOI et les cinq quartiers généraux de force opérationnelle régionaux, ont eu lieu en juin et septembre. Le premier exercice subséquent, *Vigilance 2000*, était axé sur l'entraînement au niveau régional, en réponse à des problèmes simulés relatifs à l'an 2000. Le deuxième était désigné par *ABACUS 2000*; cette fois, il portait sur le processus de décision du QG FOI. De plus, chaque quartier général régional avait organisé ses propres exercices afin de valider son POC et de mettre en pratique ses propres méthodes internes d'opération.

L'entraînement était axé sur la circulation de l'information, le processus de décision (approbation des demandes

d'appui), la connaissance de la situation, les affaires publiques et les réponses aux demandes de soutien (mise sur pied de la force). Le scénario comportait des situations hypothétiques visant à simuler des problèmes potentiels liés à l'arrivée de l'an 2000, dans le but de permettre la mise en pratique d'une vaste gamme d'options pour les FC.

Pour les troupes disponibles, l'entraînement habituel associé à la capacité de combat polyvalent se poursuivait. Pour répondre aux exigences propres à l'opération ABACUS, toutefois, il a fallu ajouter des éléments

### ***Les préparatifs de l'opération ABACUS supposaient également l'élaboration vitale d'un plan d'entraînement exhaustif.***

au plan d'entraînement. Par exemple, les troupes pouvant être appelées à prendre part à l'AAMO devaient être informées des règles d'engagement inhérentes à ce type de soutien. Cet entraînement s'est déroulé principalement à l'automne 1999, pendant les dernières étapes de la préparation du POC ABACUS.

L'une des conditions du soutien d'un déploiement équilibré des FC était le déménagement du QG FOI de Kingston à Ottawa en vue du changement de millénaire. Le nouvel emplacement du quartier général était le Collège de la Protection civile Canada, au sud d'Ottawa. Les raisons du déménagement étaient l'établissement d'une unité de commandement et la concentration des ressources dans un lieu centralisé. Cette approche permettait, si le bogue de l'an 2000 devait toucher les communications, la proximité du QG FOI du centre de décision d'Ottawa, ce qui aiderait à diminuer l'impact de la perte de connectivité. Le QG FOI s'est d'abord déployé à Ottawa en mars 1999, en vue de l'Exercice JOINT START II. Il s'agissait d'une occasion, pour le QG FOI, de mettre à l'épreuve son organisation et ses pratiques. Deux autres déploiements à Ottawa ont suivi à l'appui d'exercices à l'échelle des FC, soit l'Ex *VIGILANCE 2000* et l'Ex *ABACUS 2000*. Le déménagement final

du QG FOI à Ottawa a eu lieu en décembre 1999, en vue de l'arrivée de l'an 2000. Le QG FOI était doté et prêt à l'action lorsque est arrivé le nouveau millénaire.

Après le niveau opérationnel national, le niveau de commandement suivant était celui des quartiers généraux régionaux. La planification effectuée à ce niveau était semblable à celle du QG FOI, mais elle se concentrait sur des aspects propres à la région, sous le contrôle du quartier général de chaque région, plutôt que sur le niveau national.

#### **CONCLUSION**

**L**e POC ABACUS était le plan de contingence des FC, préparé en réponse au risque de problèmes liés à l'an 2000. Une planification et une préparation soignées ont été effectuées en cas de défaillance majeure des infrastructures ou autres incidents liés à l'arrivée de l'an 2000. Le POC ABACUS était la réponse des FC à la demande du gouvernement du Canada de se préparer à atténuer les problèmes liés à l'an 2000 en cas de besoin.

Comme le changement de millénaire s'est fait en douceur, sans incident important, le soutien des FC n'a pas été nécessaire. Quoi qu'il en soit, le POC ABACUS était la plus vaste opération domestique effectuée par les FC. Du milieu de 1998 à janvier 2000, chaque militaire des FC a pris part, d'une manière ou d'une autre, à la préparation du POC ABACUS.

Le POC ABACUS présentait un environnement totalement nouveau pour les FC. Jamais auparavant un *ennemi* aussi indéfini et inconnu n'avait été affronté. Jusqu'au dernier moment, personne ne pouvait prévoir ce qu'apporterait le changement de millénaire. Au moyen de leur structure existante, les FC adoptaient une position de commandement et contrôle reposant sur le QGDN à Ottawa, au

niveau stratégique, pour assurer la surveillance de l'ensemble des FC et les relations avec les autres ministères du gouvernement du Canada. Le niveau opérationnel reposait sur le quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada, responsable de l'emploi des ressources des FC au Canada, les quatre quartiers généraux de la Force terrestre et le secteur du Nord des FC étant axés sur les régions. À la fin de 1999, les FC

avaient mis en place leur structure de commandement et contrôle, qui étaient prêtes et dotées. Les troupes et unités étaient en état d'attente, chacune demeurant dans sa région géographique, prête à l'emploi au besoin.

Le POC ABACUS était une réponse équilibrée entre une intervention trop grande (qui aurait donné l'impression de trop réagir et de dilapider des

ressources et des efforts) et trop faible (donnant une perception de négligence). Les FC avaient la tâche de se préparer, et c'est ce qu'elles ont accompli.



#### À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le major Daniel Villeneuve a obtenu un diplôme du Collège militaire royal de Saint-Jean en 1986. Il sert à titre d'officier du renseignement depuis 12 ans. Ses affectations comprennent divers postes d'état-major du renseignement au QGDN et au QG SQFT (quartier général du secteur du Québec de la Force terrestre). Il a également servi au Sahara occidental, en Bosnie, en Haïti et au Kosovo. Il est affecté au G2 du quartier général du secteur de l'Atlantique depuis 1999.

#### LISTE DES ABRÉVIATIONS

AAMO (assistance aux agences de maintien de l'ordre)  
ADM (avis de mouvement)  
BDIN (base de données de l'infrastructure nationale)  
C<sup>3</sup>I (commandement, contrôle, communications et renseignement)  
CAPOP (capacité opérationnelle)  
CEM (commandant de l'élément maritime)  
CPX (exercice de poste de commandement)  
CST (Centre de la sécurité des télécommunications)  
EM (élément maritime)  
GPNC (Groupe de planification nationale de contingence)  
GRC (Gendarmerie royale du Canada)  
POC (plan des opérations de contingence)  
PPA (plan de poursuite des activités)  
PPEF (processus de planification de l'emploi de la force)  
PPO (processus de planification opérationnelle)  
QG FOI (quartier général de la Force opérationnelle interarmées)

#### NOTES

1. Documentation d'Affaires publiques des Forces canadiennes sur l'OP ABACUS [source en ligne], disponible sur l'intranet du MDN, à l'adresse suivante : [http://dgpapadgap.mil.ca/DGPA/mail/products\\_index\\_e.htm](http://dgpapadgap.mil.ca/DGPA/mail/products_index_e.htm). Le temps du verbe a été changé pour le passé.
2. MDN, *POC 201/99 - OP ABACUS VERSION FINALE*, 22 novembre 1999, p. 3. [publication en ligne], consultée en novembre 1999, sur l'intranet du MDN, à : <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
3. MDN, QGDN, *Ordre d'avertissement de l'OP ABACUS*, DM/CDS 001 du 171530Z, août 1998, [publication en ligne], consultée en août 1998, sur l'intranet du MDN, à : <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
4. MDN, *B-GL-300-003/FP-000 Force terrestre, Volume 3, - Commandement*. Chap. 6, *Dépôt des données des leçons retenues de l'Armée*, version 10 [DC].
5. *Ibid.* La description des quatre étapes est le sommaire des renseignements fournis au chapitre 6. La procédure de combat peut être très complexe et, pour les besoins de la présente étude, j'ai choisi de résumer les étapes pour ne conserver que les renseignements essentiels.
6. *Ibid.*, Chap. 6.
7. Même si le niveau stratégique reposait entre les mains du quartier général de la Défense nationale à Ottawa, le quartier général de la 1<sup>re</sup> Division du Canada à Kingston, appelé le quartier général de la Force opérationnelle interarmées (QG FOI) participait activement au soutien de la planification effectuée au niveau stratégique.
8. MDN, QGDN, *Ordre d'avertissement de l'OP ABACUS*.
9. MDN, QG FOI, *POC stratégique COP 01 - OP ABACUS, Directive/plan de rédaction de la 1<sup>re</sup> Division du Canada*, Note de service 3120-10 (J7 Mar), 26 août 1998, [note de service en ligne], consultée en août 1998, sur l'intranet du MDN, à <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
10. *Ibid.*
11. *Repose sur le Briefing de décision sur la planification stratégique à l'intention du SCEMD*, 21 septembre 1998, [note de service en ligne], consultée en septembre 1998, sur l'intranet du MDN, à <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
12. MDN, QG FOI, POC 01 ABACUS QG FOI, *Plan de rédaction*, note de service 3120-10 (J7 Terre 2), 29 octobre 1998, [note de service en ligne], consultée en octobre 1998, sur l'intranet du MDN, à : <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
13. MDN, QG FOI, Briefing sur l'OP ABACUS, *Préparation de la force et entraînement à la capacité opérationnelle*, 25 août 1998, diapo 28 de 84, [briefing en ligne], consulté en août 1998, sur l'intranet du MDN, <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
14. MDN, QGDN, *Opération ABACUS, POC 201/99, Version finale*, 22 novembre 1999, [document en ligne], consulté en novembre 1998, sur l'intranet du MDN, <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
15. MDN, L'Armée de terre du Canada : *Nous protégeons nos foyers et nos droits*, Ottawa : DGPA, 1998, p. 79.
16. MDN QGDN, *Ordre d'avertissement de l'OP ABACUS*.
17. MDN, *Armée de terre du Canada : Nous protégeons nos foyers et nos droits*, p. 79.
18. Briefing sur le *Groupe de planification nationale de contingence (GPNC)* donné par le major-général Forand dans le cadre d'un séminaire tenu à Kingston en janvier 1999. Une copie électronique du briefing a été archivée sur le serveur du QG SAFT.
19. *Ibid.*

20. MDN, QGDN, *Directive stratégique à l'intention du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes, Opération ABACUS*, 31 août 1998, [document en ligne], consulté en août 1998, sur l'intranet du MDN, <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
21. MDN, QG FOI, *Opération ABACUS, POC 201/99. Version finale*, 22 novembre 1999. Sommaire de la description de chaque phase, pp. 9-12. [document en ligne], consulté en novembre 1999, sur l'intranet du MDN, <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
22. *Ibid.*
23. *Ibid.*, p. 3.
24. MDN, QGDN, *Opération ABACUS, POC 201/99. Version finale*.
25. MDN, QGDN, *Directive stratégique à l'intention du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes, Opération ABACUS*, p. 3.
26. *Ibid.*
27. MDN, QGDN, *Opération ABACUS, POC 201/99. Version finale*, p. 7-9.
28. MDN, QGDN, *Directive stratégique à l'intention du ministère de la Défense nationale et des Forces canadiennes, Opération ABACUS*, p. 4.

29. MDN, QGDN, *POC 01, QG FOI ABACUS*, 12 novembre 1999 p. 3, [document en ligne], consulté en novembre 1999, sur l'intranet du MDN, <http://jtfhq.abacus.dwan.dnd.ca/registry>.
30. *Ibid.*, p. 4.
30. *Ibid.*
31. *Ibid.*, p. 5.
32. Ces renseignements sont tirés de l'expérience personnelle de l'auteur relativement au projet en question.
33. MDN, QGDN, *POC 01, QG FOI ABACUS*, p. 5.
34. *Ibid.*, p. 6.
36. Cette définition est tirée d'un briefing présenté par le QG SAFT dans le cadre d'un séminaire sur l'utilisation de la Force, du 1<sup>er</sup> au 2 septembre 1999. Diapo 6 de 48. Une copie électronique du briefing a été archivée au serveur du QG SAFT.
37. *Ibid.*, p. 7/25.



Le premier véhicule de reconnaissance Coyote du régiment Lord Strathcona's Horse (LdSH[RC]) descend sur une rampe d'un C-17 Globemaster de la U.S. Air Force à Kandahar, le 3 février 2002. L'escadron de reconnaissance du LdSH(RC) fait partie du 3<sup>e</sup> Bataillon des Princess Patricia's Canadian Light Infantry Battalion Group posté en Afghanistan pour l'opération « Apollo ». Photo prise avec un appareil photo de combat CGAP/J5AP par le capt Dale MacEachern

# Le défi était de s'y rendre!

## L'expédition de la rivière Rouge de 1870

par le major Gary Campbell, CD

L'année 1870 réserve un grand nombre de défis aux 114 officiers et soldats du Commissariat Department, du Commissariat Staff Corps, du Purveyors Department, du Military Store Department et du Barrack Department, qui sont stationnés au Canada<sup>1</sup>. Leur premier défi consiste à se réorganiser en vertu des mandats royaux de 1869. Le Control Department est formé d'officiers alors que le Corps d'intendance de l'Armée (CIA) est composé de personnel non officier. Les officiers doivent s'occuper de l'approvisionnement, du transport et de la solde tandis que le personnel non officier doit former des compagnies de transport et d'approvisionnement<sup>2</sup>. Deuxième défi : le redéploiement de toutes les forces britanniques du Canada, à l'exception de la garnison impériale à Halifax (Nouvelle-Écosse). Le retrait des troupes doit être terminé avant la fin de la saison de navigation en octobre. Il y a beaucoup de travail à faire pour y arriver. On doit retourner le matériel et l'équipement en Grande-Bretagne ou s'en départir sur place. La charge de travail est de taille<sup>3</sup>.

Le problème est aggravé par le fait que les Fenians menacent d'envahir le Canada à partir des États-Unis. Les Fenians forment une organisation d'immigrants irlandais qui rêvent de s'emparer de certaines parties du Canada et d'utiliser leurs conquêtes comme outils de négociation dans le but de libérer l'Irlande du joug britannique. Il y a de nombreux vétérans irlandais de la guerre civile américaine dans leurs rangs. Les invasions antérieures des Fenians en 1866 s'étant soldées par des échecs, ces derniers sont prêts à se reprendre au printemps de 1870. Des bruits

alarmistes d'invasion courent en avril, puis deux petites invasions ont lieu dans la province de Québec, au sud de Montréal, en mai 1870. On fait alors appel à la Milice canadienne, renforcée de soldats de la Force régulière britannique, pour défendre la frontière canadienne à partir de Windsor (Ontario) jusqu'aux Cantons de l'Est au Québec entre le 11 avril et le 3 juin 1870<sup>4</sup>. Le soutien de cette force constitue le troisième défi que doit relever le Control Department et le Corps d'intendance de l'Armée (CIA).

Quatrième défi : la répression de la rébellion survenue dans le district actuel de la rivière Rouge au Manitoba. Une vaste région, englobant l'Ouest du Canada, les Territoires du Nord-Ouest et les régions du nord de l'Ontario et du Québec, était sous le contrôle de la Compagnie de la Baie d'Hudson (CBH) depuis que cette dernière avait reçu sa charte en 1670. Le fait que cette partie du territoire, appelée la Terre de Rupert, puisse tomber aux mains des Américains soulève des inquiétudes, car ces derniers continuent d'appliquer leur politique de « Destinée manifeste » et d'étendre leur domination vers l'ouest. La solution consiste à favoriser l'établissement de colonies britanniques dans l'Ouest, et cette colonisation a les meilleures chances de réussir si elle s'effectue sous l'égide du Canada. Conséquemment, le gouvernement du Canada, avec l'appui du gouvernement britannique, convient d'acheter la Terre de Rupert à la Compagnie de la Baie d'Hudson pour la somme de 300 000 £, le transfert de propriété devant entrer en vigueur le 19 novembre 1869<sup>5</sup>.

La région de la rivière Rouge, dont les principaux centres sont Winnipeg et Fort Garry, est la partie la plus peuplée



**Ramenez le Canadien. Le contrôleur adjoint Matthew Bell Irvine, un officier d'origine canadienne, fut rappelé de Londres et chargé de déménager la force de Thunder Bay à Fort Garry.**

de la Terre de Rupert. Les habitants sont des descendants de colons écossais et anglais, d'autochtones et de Métis, ces derniers étant issus de l'union de commerçants de fourrure français et de femmes autochtones. Bien qu'en général, les colons britanniques acceptent assez bien l'arrivée du gouvernement du Canada, les autochtones et les Métis se méfient du changement qui s'opère. Ils n'ont reçu aucune garantie qu'ils pourront conserver leur langue — le français —, leur religion — ils sont catholiques romains — et leurs droits territoriaux. Ces craintes sont renforcées par le fait que les arpenteurs canadiens posent leurs bornes d'arpentage sans tenir compte des limites de propriété. Une rébellion éclate et entraîne la formation du gouvernement provisoire de la rivière Rouge, dirigé par Louis Riel. Il est intéressant de noter qu'un des lieutenants de Riel est William O'Donoghue, un Fenian irlandais. La rébellion aurait pu se régler de façon

pacifique lorsque les Métis envoient une délégation à Ottawa pour négocier leurs droits, initiative qui donne lieu à la Loi de 1870 sur le Manitoba, adoptée le 12 mai 1870; cette loi répond à la plupart des demandes des Métis. Malheureusement, l'intransigeance de Riel envers les éléments loyaux britanniques dans les colonies de la rivière Rouge conduit au meurtre « juridique » de Thomas Scott, originaire de l'Ontario. La réaction qui en résulte en Ontario suscite la décision politique de mener une expédition militaire afin de mater les rebelles et d'établir fermement le contrôle légitime du gouvernement canadien<sup>6</sup>.

Il s'ensuit une période de « négociations » intéressante. Le gouvernement canadien veut que les Britanniques envoient une force régulière alors que les Britanniques, qui cherchent à retirer leurs troupes du Canada, ne veulent pas engager ces dernières au combat, craignant qu'elles soient retardées dans l'Ouest et forcées d'y passer l'hiver. Le partage des coûts est également chaudement débattu; finalement, les Britanniques et les Canadiens acceptent de partager les coûts de l'expédition dans une proportion de 1 contre 3. On arrive à un compromis quant à la composition de la force : les Britanniques constitueront le noyau de l'expédition appuyés de la Milice canadienne. Les troupes britanniques doivent être de retour dans la région du centre du Canada avant la fermeture de la saison de

## ***La rapidité d'action est essentielle, car la campagne doit être de courte durée.***

navigation à la fin octobre. La Milice canadienne demeurera en garnison dans la région de rivière Rouge après la campagne<sup>7</sup>. Voici la composition de la force dont conviennent finalement les parties :

- Artillerie royale – 20 soldats équipés de quatre (4) canons de montagne en bronze tirant des boulets de sept (7) livres.
- Génie royal – 20
- 1st Battalion, 60th Rifles – 377



**Les différents modes de prestation de services n'ont rien de nouveau. Ici, on voit le vapeur affrété *Chicora* passant dans le canal américain à Sault Ste. Marie.**

- Corps d'intendance de l'Armée – 12
- Corps du service de santé militaire – 8
- 1st Battalion, Ontario Rifles – 378
- 1<sup>er</sup> Bataillon, Régiment de fusiliers du Québec – 378
- État-major – 21

### **Total – 1 214 militaires de tous grades<sup>8</sup>**

La rapidité d'action est essentielle, car la campagne doit être de courte durée. Il s'agit tout d'abord de choisir un itinéraire. Pour se rendre à la rivière Rouge, les civils prennent le train jusqu'à St. Paul, Minnesota, aux États-Unis, puis montent vers le nord par la route. Cet itinéraire ne convient pas à une expédition militaire. L'autre itinéraire est celui qu'ont suivi le 6th

(Warwickshire) Regiment en 1846 et le Royal Canadian Rifle Regiment en 1857. Il s'agit de se rendre en navire jusqu'à la baie d'Hudson, puis, à bord d'embarcations, de suivre la rivière Hayes, de traverser le lac Winnipeg et de remonter la rivière Rouge jusqu'à Fort Garry. Ce trajet n'est pas possible en raison de la fonte tardive des glaces dans la baie d'Hudson. On choisit donc l'ancien itinéraire qui servait à la traite des fourrures; cet itinéraire sillonnait une série de lacs et de rivières

vers l'ouest à partir de Fort William (Thunder Bay) sur le lac Supérieur jusqu'au lac Winnipeg. Ce ne sera pas un itinéraire de tout repos : il faudra contourner de nombreux rapides et de nombreuses chutes par des portages, mais c'est le meilleur trajet possible dans les circonstances<sup>9</sup>.

Comme l'itinéraire est essentiel au succès de l'expédition, il convient donc de le décrire. À partir de la base de rassemblement à Toronto, la force devra se rendre par chemin de fer à Collingwood d'où elle s'embarquera à bord de navires à vapeur pour un voyage de 544 milles à destination de Thunder Bay; une fois à destination, elle devra installer son campement à Prince Albert's Landing. La partie critique du voyage sera le franchissement du canal américain et des écluses à Sault Ste. Marie. On ne sait pas si les Américains permettront à des vaisseaux transportant du matériel « de guerre » de franchir le canal. De Prince Albert's Landing, la force expéditionnaire devra transporter le matériel, l'équipement et les embarcations sur une distance de 48 milles par voie terrestre jusqu'au lac Shebandowan. De là, elle devra franchir les 532 milles en sillonnant une série de lacs et de rivières jusqu'à Fort Garry à bord d'embarcations à rames, à voile ou mues par des perches et en faisant du portage<sup>10</sup>. Ensuite, elle s'occupera de mater Riel et ses insurgés!

On établit des plans de défense contre la menace toujours possible d'une incursion des Fenians au cours de

l'expédition. Une garnison temporaire de quatre compagnies du 1st Ontario Rifles est mise en place à Sault Ste. Marie jusqu'à ce que la force expéditionnaire ait franchi les écluses. Une redoute est construite à Prince Albert's Landing où, pendant toute la durée de l'expédition, une compagnie du 1er Régiment de fusiliers du Québec et un détachement de l'Artillerie royale dotée de deux canons demeurent en garnison. Une compagnie du 1st Ontario Rifles demeure temporairement en garnison à Fort Francis, qui sert également de dépôt avancé<sup>11</sup>. En outre, au moins une canonnière canadienne patrouille le lac Huron afin de contrer toute incursion des Fenians<sup>12</sup>. Au fur et à mesure que l'expédition progresse vers l'ouest, on craint de plus en plus que Riel soulève les tribus autochtones locales contre la force expéditionnaire. Le colonel Wolseley déploie de grands efforts pour obtenir et conserver la bienveillance de ces tribus<sup>13</sup>.

Le Control Department est officiellement informé le 5 avril qu'on fera appel à ses services dans le cadre de cette expédition. Le même jour, le colonel Garnet Wolseley se voit assigner le commandement de l'expédition. Il y a ensuite une période d'intense planification, car il faut prendre des décisions au sujet des rations, du matériel et de l'équipement; en outre, des appels d'offres pour leur fourniture doivent être lancés. Ce processus se termine à la fin d'avril. Cette partie de l'expédition est coordonnée par le lieutenant-colonel Martindale, contrôleur adjoint intérimaire au Canada. Pour exécuter ce travail, il fait appel à des officiers du Control Department et à des soldats du Corps d'intendance de l'Armée (CIA) stationnés en Ontario et au Québec. Le commissaire adjoint Wilkinson est chargé de prendre les dispositions relatives au contrôle à Toronto. Les hommes et le matériel commencent à arriver à Toronto au cours de la deuxième semaine de mai. La responsabilité secondaire du Control Department entre Thunder Bay et Fort Garry est attribuée au contrôleur adjoint Matthew Bell Irvine, un officier d'origine canadienne qui a été rappelé de Londres à cette fin. Ayant déjà servi au Canada, Irvine connaît son peuple et

sa géographie. Il a dix officiers du Control Department et les détachements du CIA et du AHC sous ses ordres<sup>14</sup>. Le contingent du CIA se rassemble à Montréal le 10 mai et arrive à Toronto le lendemain<sup>15</sup>.

On avait entrepris des préparatifs dès janvier. L'année précédente, M. S.J. Dawson du ministère des Travaux publics du Canada avait fait construire une partie de la route le long des 48 milles séparant Thunder Bay du lac Shebandowan. Il devait s'assurer que la route soit ouverte avant le début de la saison de navigation au début de mai. En outre, il semble qu'il ait octroyé des contrats pour la construction de 140 petites embarcations dont aura besoin la force expéditionnaire quel que soit l'itinéraire choisi. Il incombe également à M. Dawson d'acheter les chariots qui serviront au transport du matériel et de l'équipement sur la route Dawson et d'embaucher les conducteurs, les travailleurs routiers et les voyageurs, soit 800 hommes en tout<sup>16</sup>. Les vapeurs *Chicora* et *Algoma* sont affrétés pour la saison, et il est prévu qu'ils feront la navette entre Collingwood et Thunder Bay selon un horaire régulier<sup>17</sup>.

Entre-temps, les troupes s'entraînent à Toronto, et le matériel arrive quotidiennement. Les rations se composent de biscuits, de porc salé, de sucre, de thé, de fèves, de patates en conserve et de poivre, le tout agrémenté de pain frais, de légumes et de bœuf si ces denrées sont disponibles. Comme les rations et les autres approvisionnements doivent être transportés à dos d'homme au cours des nombreux portages et soumis à rudes épreuves, on met tout en œuvre pour les emballer dans de petits contenants solides, facilement transportables. Toutefois, on ne réussit pas toujours à le faire; on doit, par exemple, constamment recalfeutrer

les barils de porc salé et resaumurer leur contenu. On emporte de petites quantités de matériel de camp afin de réduire le volume et le poids de l'équipement à transporter. Le tout est bien planifié et, avant qu'ils ne quittent Toronto, tout le matériel et tout l'équipement sont marqués d'un « X » (à laisser à Prince Arthur's Landing), d'un « Y » (à déposer à Fort Francis) ou d'un « Z » (à apporter à Fort Garry)<sup>18</sup>.

Six fours de campagne de modèle Aldershot font partie de l'expédition, et sept soldats du CIA sont boulangers. Trois des fours sont utilisés à Prince Albert's Landing et deux, le long de la route Dawson; quant au sixième, il est transporté à Fort Francis. On y cuit du pain de très grande qualité, douceur agréable comparativement aux biscuits des rations<sup>19</sup>. Des petites tentes servant d'hôpital de campagne sont érigées à Prince Albert's Landing et à Fort Francis. Toutefois, il semble que la santé des hommes soit excellente et qu'il n'y ait pas de blessures graves. Les officiers du Contrôle s'occupent de la solde des soldats<sup>20</sup>. La Compagnie de la Baie d'Hudson, à qui on avait octroyé le contrat de livrer le courrier, emploie des estafettes autochtones à cette fin<sup>21</sup>. À la



L'avert et le revers de la Médaille du service général du Canada. Après les pétitions des vétérans des raids des Fenians et de l'expédition de la rivière Rouge, cette médaille fut décernée à tous ceux qui prirent part à ces événements de 1866 et 1870. Un total de 17 635 médailles furent décernées avec trois barrettes différentes indiquant le service. « Red River 1870 » était inscrit sur la barrette la plus rare.

fin mai, une fois que les dispositions concernant la logistique sont prises et que les troupes sont entraînées, la force expéditionnaire est prête à partir. Comme c'est souvent le cas dans toute bonne planification, d'autres d'activités se déroulent en même temps, et l'élément civil de la force est déjà en route, soit depuis que les Grands Lacs sont ouverts à la navigation après la fonte des glaces

L'expédition ne part pas du bon pied. Les discussions quant à savoir si l'affrètement des navires incombe aux autorités militaires ou aux autorités civiles entraînent une semaine de retard<sup>22</sup>. Le

premier navire à lever l'ancre est l'*Algoma* qui quitte Collingwood le 3 mai. Le navire transporte à son bord une cargaison mixte de matériel en plus des voyageurs et des travailleurs. Il débarque une équipe de travail chargée d'améliorer la route de portage à Sault Ste. Marie, franchit les écluses américaines sans ambages et arrive sans difficulté à Thunder Bay. Le *Chicora* quitte le port le 7 mai avec une cargaison d'embarcations, de matériel et un autre contingent de voyageurs et de travailleurs à son bord. Les problèmes anticipés surgissent lorsque les autorités américaines refusent au *Chicora* d'emprunter le canal à Sault Ste. Marie. De nombreuses raisons justifient la prise de position des Américains. En effet, une partie du problème provient de la sympathie que certains politiciens et dirigeants

Britanniques au cours de la guerre de Sécession, piétinent<sup>23</sup>. De plus, le fait que les Confédérés ont utilisé le *Chicora* comme forceur de blocus au cours de la guerre civile aggrave la situation. Heureusement, on a envisagé la solution suivante : la cargaison du *Chicora* est déchargée du côté canadien, transportée sur la route de portage longue de trois milles, puis chargée sur l'*Algoma* qui a reçu l'ordre de demeurer sur le lac Supérieur.

Un petit corps de transport terrestre formé notamment de conducteurs civils et de chariots est mis sur pied et est dirigé par un officier de transport du Control Department, le capitaine Nagle. D'autres officiers du Control Department et des soldats du CIA surveillent le transport du matériel et sont responsables de ce dernier. Une

## L'expédition ne part pas du bon pied.

éprouvent à l'égard des Fenians. En outre, l'occasion est belle pour les Américains d'exercer des pressions diplomatiques sur la Grande-Bretagne. En effet, les négociations concernant la compensation que les États-Unis exigent de la Grande-Bretagne pour les pertes subies aux mains des corsaires marchands sudistes financés par les

quantité considérable de matériel est perdue au cours du portage à cause de l'exposition aux éléments, d'une manutention brutale et d'un emballage inadéquat. Ce processus de déchargement et de chargement devait se poursuivre pendant toute la durée du déploiement. Au 21 mai, les autorités américaines révisent leur position, et les

navires sont autorisés à emprunter le canal dans la mesure où ils ne transportent pas de soldats ou de matériel militaire<sup>24</sup>. L'affrètement de cinq autres navires, y compris un navire de propriété américaine, raccourcit le retard éventuel que ce transbordement aurait occasionné. On affrète un vapeur « à hélices », le *Shickluna*, afin de remorquer à partir du lac Ontario jusqu'à Thunder Bay les goélettes *Pandora* et *Orion* chargées d'embarcations<sup>25</sup>. Lorsqu'elles franchissent les écluses de Sault Ste. Marie, les goélettes embarquent une escorte d'une compagnie du 1st Ontario Rifles.

L'avant-garde de l'expédition commence à quitter Toronto le 21 mai et arrive à Prince Arthur's Landing le 25 mai. Le dernier contingent de la force n'arrive que le 27 juin. On établit rapidement un grand camp pour les soldats et un dépôt de matériel. En raison du niveau d'eau, les navires doivent jeter l'ancre à une bonne distance de la rive. On les décharge à l'aide d'un chaland baptisé *Tiger Lilly* et commandé par le commissaire Mellish. Le chaland actionné par un câble de remorquage fait la navette entre les navires et la rive. Si les navires sont trop éloignés, on utilise une petite embarcation à vapeur. L'étape suivante consiste à déplacer les hommes, le matériel, l'équipement et les em-



La route de l'expédition de la rivière Rouge en 1870.

barcations sur une distance de 48 milles jusqu'au lac Shebandowan. Le plan prévoit d'emprunter la route Dawson. Un corps de transport terrestre composé de 110 civils, de 150 chevaux, de 36 bœufs, de 50 chariots et de 30 charrettes est mis sur pied à cette fin. Ce corps est dirigé par des officiers de transport du Control Department. Il est intéressant de noter que 65 chevaux de la batterie « K » de la 4e Brigade de l'Artillerie royale (AR) sont détachés à cette fin, car la batterie, ayant reçu l'ordre de retourner en Angleterre, n'a plus besoin de ses chevaux<sup>26</sup>.

L'expédition éprouve d'autres difficultés. Juste avant l'arrivée de la force, un énorme feu de forêt rase la région et détruit un certain nombre de ponceaux et une quantité de bois d'œuvre destinée à la construction de ponts. Sans compter l'omniprésence des nuées habituelles de mouches noires et de maringouins! Puis, il commence à pleuvoir, et il pleuvra presque sans interruption pendant tout le déplacement de la force expéditionnaire sur la route Dawson. Qui plus est, la route n'étant pas terminée, les chariots ne peuvent circuler que sur les 28 premiers milles, soit jusqu'au pont Matawan. Les neuf milles suivants, jusqu'à l'Oskondagee, ne peuvent être parcourus qu'en charrettes à bœufs; de plus, on n'avait pas commencé à construire les onze derniers milles de la route. M. Dawson, le haut fonctionnaire du gouvernement canadien dans la région, et le colonel Wolseley divergent totalement d'opinion sur la façon de procéder. En effet, Dawson veut affecter la main-d'œuvre civile, renforcée de soldats du 1er Bataillon du 60th Rifles, à la construction de la route alors que Wolseley préfère envisager d'autres solutions<sup>27</sup>. Pendant ce temps, on commence à transporter des embarcations, du matériel et de l'équipement sur la route jusqu'au pont Matawan. C'est une entreprise ardue, car la surface de la route est boueuse. Malgré l'utilisation de rondins, les chevaux s'enfoncent souvent dans la boue jusqu'aux flancs et commencent à flancher sous l'effort<sup>28</sup>. Wolseley sait que la rivière Kaministikwia coule vers l'ouest à partir de Prince Albert's Landing jusqu'au pont Kaministikwia (mille 22 de la route) où elle rejoint la

Matawan. Il a l'idée d'essayer d'amener les embarcations en amont de ce réseau fluvial jusqu'au pont Matawan afin d'alléger le transport terrestre. On l'informe que cette entreprise est impossible et que toute tentative dans ce sens endommagerait inutilement les embarcations, qui sont de construction légère. Ne se laissant pas dissuader, Wolseley assigne la tâche au capitaine Young du 1<sup>er</sup> Bataillon du 60th Rifles, et ce dernier mène l'opération à bien! Les efforts subséquents révèlent qu'on peut se rendre encore plus loin en amont de la Matawan à bord des embarcations. En bout de ligne, les voies fluviales et terrestres se rejoignent à la rivière Oskondagee (mille 38) où tout doit être transporté dans des charrettes à bœufs jusqu'à Ward's Landing et, de là, par voie d'eau sur une distance de trois milles, jusqu'à la baie M'Neill sur le lac Shenadowan<sup>29</sup>.

Juin est bien entamé, et la force ne progresse que lentement vers l'ouest. D'autres chariots avec conducteurs arrivent de l'Ontario pour renforcer le corps de transport terrestre. La route Dawson est prolongée et améliorée. Le Control Department établit des dépôts aux divers points de transbordement le long de la route afin d'organiser le mouvement du matériel et de l'équipement et de pouvoir suivre l'opération. Les soldats sont répartis sur toute la longueur de la route, et il faut déployer beaucoup d'efforts pour bien les approvisionner<sup>30</sup>. Cité par Huyshe, le colonel Wolseley, conscient de tous ces efforts, s'exprime en ces termes : « Je n'ai jamais connu de force en campagne aussi bien nourrie que celle-ci ne l'a été jusqu'à présent » [traduction libre]<sup>31</sup>. Une relation spéciale semble s'être établie entre le colonel Wolseley et le contrôleur adjoint Irvine à cette époque. La première manifestation de cette « complicité » a lieu les 6 et 7 juin alors que le colonel Wolseley demande à Irvine de l'accompagner lors d'une



**Il fallait tirer les embarcations et les pousser au moyen de perches le long de la rivière Kaministikwia.**

inspection des dommages causés par un autre incendie de forêt à l'extrémité ouest de la route. Irvine devient le conseiller de confiance du colonel et demeure auprès de lui pendant toute l'expédition<sup>32</sup>. Entre-temps, la force arrive à la baie M'Neill. Avant d'entreprendre l'autre l'étape de l'expédition, Wolseley décide qu'il faut d'abord stocker 60 jours de provisions à cet endroit. Le stockage des provisions est terminé le 16 juillet, date à laquelle le premier groupe quitte l'emplacement en embarcation. Le commissaire adjoint Meyer est l'officier de contrôle à la baie M'Neill et, à ce titre, il est chargé de superviser l'envoi du matériel, le chargement des embarcations et la distribution des rations et de l'équipement<sup>33</sup>.

La force est organisée en 21 brigades numérotées de « A » à « X », à l'exception des lettres « J », « U » et « W ». Il y a normalement six embarcations par brigade, chacune transportant un équipage de 10 à 12 soldats de tous grades, plus 12 voyageurs et un pilote. Dans chaque embarcation, il y a, en outre, le fourbis de chaque homme, 60 jours de provisions, un coffre d'armes contenant les fusils courts Snider réglementaires, des ustensiles de cuisine, des couvertures et des bâches imperméables. Chaque embarcation transporte un chargement total pesant plus de 7 000 livres. Chaque brigade est dotée d'un coffre d'outils de charpentier devant servir à réparer les embarcations en cours de route. Il y a également une yole réservée à l'état-major et trois canots d'écorce. Normalement, le réveil a lieu à 3 heures, et peu après, on se met en route. On fait une pause à 8 heures pour déjeuner et

une autre à 13 heures pour dîner. Environ une heure avant la brunante, on s'arrête pour souper et installer le campement<sup>34</sup>.

Le 1<sup>er</sup> Bataillon du 60th Rifles prend la tête, suivi des embarcations des deux bataillons de Milice parmi lesquelles sont intercalées celles des autres unités. Le premier tronçon de l'itinéraire s'étend sur 208 milles : d'abord, la traversée du lac Shebandowan, suivie du portage Height of Land, puis le parcours d'une série de lacs et de rivières jusqu'à Fort Francis. Le colonel Wolseley, accompagné du contrôleur adjoint Irvine, de son aide personnel et de huit voyageurs, voyagent dans un canot, souvent en tête du groupe<sup>35</sup>. Le commissaire Mellish qui doit occuper le poste d'officier de contrôle à Fort Francis, prend place dans l'embarcation qui transporte les hommes du CIA et du AHC, les tentes

devant servir d'hôpital de campagne, le four de campagne ainsi que les commodités et le matériel médicaux. Ce groupe fait partie de la brigade « G » et quitte la baie M'Neill le 19 juillet<sup>36</sup>. Une fois le groupe parti, le reste des voyageurs s'affairent à transporter une réserve de provisions jusqu'à Fort Francis. Comme ils sont moins pressés par le temps, ils transportent une petite embarcation à vapeur jusqu'au lac Shebandowan afin de remorquer les embarcations et utilisent des charrettes à bœuf à certains portages<sup>37</sup>.

Le travail que les soldats ont effectué le long de la route Dawson les a bien préparés aux portages. On répète sensiblement les mêmes manœuvres à chaque portage : la brigade met pied à terre et décharge les embarcations, la brigade de tête trace la route de portage, si elle n'est pas déjà tracée, et étend des rondins sur lesquels on glisse les embarcations. On transporte ensuite le matériel et l'équipement<sup>38</sup>. L'idée de transporter les barils et les caisses fixés à une perche supportée par deux hommes est vite abandonnée en faveur de la sangle indienne. Cette sangle, fixée au front du « portageur » permet à ce dernier de porter la charge sur ses épaules. Une charge normale s'élève à environ 200 livres, mais bon nombre portent des charges plus lourdes. Le capitaine Redvers Buller transporte toujours une charge d'au moins 200 livres et parfois de 300 livres<sup>39</sup>. Un voyageur peut porter jusqu'à 530 livres de matériel! Une fois le transport du matériel et de l'équipement terminé, les embarcations, tirées à bras d'hommes à l'aide de câbles uniquement, sont hissées au haut des pentes abruptes et par-dessus les rochers ou tout autre obstacle. Au total, la force expéditionnaire doit effectuer plus de 42 portages avant d'atteindre Fort Garry<sup>40</sup>.

Le colonel Wolseley arrive à Fort Francis tôt le 4 août. Il a prévu de donner un bref repos à ces hommes et d'effectuer toute réorganisation nécessaire avant d'entreprendre le dernier tronçon du voyage. Les expéditionnaires peuvent faire provision de pains frais grâce au four du CIA et même obtenir quelques légumes au comptoir de la Compagnie de la Baie d'Hudson. Cet arrêt permet également au colonel Wolseley de « palabrer » avec les Indiens locaux afin d'obtenir leur collaboration<sup>41</sup>. Il rencontre également le capitaine W.F. Butler qu'il avait envoyé dans la colonie de la rivière Rouge en mission de renseignement. En éclaireur audacieux, Butler est allé jusqu'à s'entretenir avec Riel. Le colonel Wolseley est content des renseignements obtenus, car il peut maintenant terminer son plan de campagne<sup>42</sup>. On discute de la possibilité d'utiliser la « route de neige » partiellement terminée, qui le sillonne NorthWest Angle, du lac des Bois à Fort Garry. Le colonel Wolseley en a assez des routes inconnues et choisit de poursuivre l'expédition par les voies navigables<sup>43</sup>.

La force expéditionnaire quitte Fort Francis le 10 août. Elle entreprend un voyage de 280 milles au cours duquel elle doit traverser le lac des Bois, descendre la rivière Winnipeg jusqu'à Fort Alexander, franchir la pointe du lac Winnipeg, puis remonter la rivière Rouge jusqu'à Fort Garry. D'autres portages sont prévus le long de la rivière Winnipeg mais, en certains endroits, on peut descendre les rapides. Lorsque le colonel Wolseley arrive à Fort Alexander, tout le 1<sup>er</sup> Bataillon du 60th Rifles ainsi que les canonniers et les sapeurs sont déjà arrivés et l'attendent<sup>44</sup>. Conscient de l'arrivée prochaine de l'automne et de la nécessité de terminer rapidement la campagne, il part le 21 août à destination de Fort Garry, qui n'est qu'à 80 milles de Fort Alexander. Après un arrêt pour la nuit, la flottille de 50 embarcations commence à remonter la rivière Rouge en ordre de bataille. Le capitaine Butler et le contrôleur adjoint Irvine, dans le canot du colonel Wolseley, prennent la tête après avoir reçu l'ordre de signaler tout fait inhabituel ou tout ce qui peut éveiller des soupçons. Les autres embarcations sont disposées sur deux rangs derrière le canot de tête; la première embarcation de chacune des



« All Sir Garnet ». Le colonel Garnet Joseph Wolseley, commandant de l'expédition. On admirait tellement Wolseley qu'il inspirait la culture populaire. Quand tout allait bien, on disait « All Sir Garnet ». Il a été la source d'inspiration pour la chansonnette de Sir Arthur Sullivan intitulé « I am the Very Model of a Modern Major General » et pour le personnage major-général Stanley des « Pirates of Penzance ». (Photo, gracieuseté des Archives nationales du Canada)

colonnes est armée d'un canon de montagne. Le 23 août, la force, après s'être appropriée un certain nombre de chevaux, déploie une avant-garde d'infanterie à cheval sur chacune des rives de la rivière. Cette nuit-là, elle campe sous la pluie et, le lendemain, avance en direction de Fort Garry<sup>45</sup>. Riel et ses compagnons savent qu'une force expéditionnaire s'approche, sans connaître cependant son emplacement. L'entrée de la force expéditionnaire dans Fort Garry prend Riel par surprise; les insurgés s'enfuient en laissant leur déjeuner sur la table, selon les comptes rendus de certains officiers du 1<sup>er</sup> Bataillon du 60<sup>th</sup> Rifles, y compris le capitaine Butler<sup>46</sup>.

Le colonel Wolseley prend rapidement le contrôle de la colonie. Le lieutenant-gouverneur Archibald arrive le 2 septembre afin d'assurer le contrôle civil de la région. Les deux bataillons de Milice demeurent en garnison afin de maintenir la paix jusqu'à ce qu'ils soient remplacés par la nouvelle police à cheval du Nord-Ouest en 1874. La force régulière amorce son retour dans la région du centre du Canada le 29 août, et les derniers soldats de la Régulière quittent les lieux le 3 septembre. Le colonel Wolseley quitte Fort Garry le 10 septembre et, vers le 18 octobre, toute la force est de retour saine et sauve dans la région du centre du Canada<sup>47</sup>. Pour le retour, les conditions météorologiques sont favorables; en outre, il n'y a plus de mouches noires et de maringouins. La compagnie du capitaine Butler s'aventure sur la « route de neige » de Fort Garry jusqu'au lac des Bois. Elle utilise des charrettes pour traverser la prairie, puis franchit à cheval les derniers

33 milles de marécages. Une fois rendue au lac, elle rencontre la compagnie du 1<sup>st</sup> Ontario Rifles, qui est demeurée en garnison à Fort Francis. Les compagnies passent des chevaux de bât aux embarcations, et chacune poursuit sa route. Le contrôleur adjoint Irvine retourne également par cette route<sup>48</sup>. À la baie M'Neill, des chariots attendent les soldats, car la route est maintenant terminée, ce qui facilite grandement le transport vers Prince Albert's Landing et au-delà<sup>49</sup>. Le travail de contrôle se poursuit au cours du redéploiement. La force doit se départir des stocks de réserve à Fort Francis — dont une grande partie est vendue à la Compagnie de la Baie d'Hudson. Le matériel et les munitions qui se trouvent à Prince Albert's Landing doivent être retournés dans la région du centre du Canada<sup>50</sup>. Tout se déroule dans l'ordre.

L'expédition de la rivière Rouge est une campagne grandement oubliée. Elle a été menée par une petite force dans une région éloignée, alors que l'attention de l'Europe à cette époque

### ***L'expédition de la rivière Rouge est une campagne grandement oubliée.***

était tournée vers la guerre franco-allemande de 1870. La campagne de la rivière Rouge a permis au Canada de bien assurer sa présence dans la Terre de Rupert et de freiner toute velléité d'expansion américaine dans la région. Le Control Department, nouvellement établi, et le Corps d'intendance de l'Armée ont bien appuyé l'expédition. Dans son compte rendu officiel, Irvine estime que le système de contrôle a fait

ses preuves à l'occasion de cette campagne et s'est avéré utile, que les officiers des anciens ministères ont su travailler ensemble sous un seul chef et en arriver à une grande unanimité et que le fait d'avoir regroupé plusieurs ministères en un seul a permis de réaliser des économies de temps et d'efforts<sup>51</sup>. On peut affirmer que l'expédition de la rivière Rouge fut la première épreuve opérationnelle d'un modèle d'organisation qui est à l'origine des services logistiques des armées britanniques et du Commonwealth, y compris le Canada.

La campagne de la rivière Rouge, notamment le contact avec les voyageurs canadiens, a certainement exercé une influence sur le colonel Wolseley. N'a-t-il pas demandé qu'on mette sur pied un détachement de voyageurs pour lui prêter main forte au cours de l'expédition Gordon Relief de 1884-1885<sup>52</sup> ? Le contrôleur adjoint Irvine, à qui l'on a décerné l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (Compagnon) (CMG) pour ses services, devint membre du « Garnet Ring » et fut l'officier de contrôle en chef de Wolseley au cours de la campagne d'Ashantee de 1873<sup>53</sup>. À titre de vétéran de la guerre de Crimée et de la guerre de Chine de 1860, Wolseley connaissait certainement l'importance d'un système de logistique bien rodé et était très conscient des conséquences que pouvait avoir un tel système s'il ne fonctionnait pas rondement<sup>54</sup>.



#### **À PROPOS DE L'AUTEUR...**

Le major W.E. (Gary) Campbell détient un baccalauréat en histoire de l'université Western Ontario. Il est actuellement étudiant à temps partiel au niveau de la maîtrise ès arts en études sur la guerre (polémologie) au Collège militaire royal du Canada. Il a servi à titre d'officier de transport dans chacun des commandements des Forces armées et a été affecté aux États-Unis et en Grande-Bretagne. Son intérêt touchant les questions reliées aux lignes de communication provient de sa participation au programme canado-américain sur les lignes de communication intégrées (LCI) et au programme conjoint US/UK sur les lignes de communication. Le Major Campbell sert actuellement auprès du service des Normes d'instruction individuelle de l'Armée de terre (NIIAT) (SLC) au quartier général du Centre d'instruction au combat (CIC) à Gagetown (Nouveau-Brunswick). Une version du présent article, intitulée « With the Military Train in Canada », a été publiée dans la revue *Review of the Royal Logistics Corps* de 1997 et pour lequel l'auteur a reçu le prix annuel du meilleur article historique.

## NOTES

1. WO 73, *Distribution of the Army*, Horse Guards, 1 May 1870. p. 54, 61 et 64. Hart's Army List for 1870.
2. Lieutenant-colonel C.H. Massé, MC, *The Predecessors of the Royal Army Service Corps*, Aldershot, Gale and Polden, 1948, p. 57 à 62.
3. Assistant Controller M.B. Irvine, CMG, *Report of the Red River Expedition of 1870*, London, Harrison and Sons, 1871, p. 2.
4. Publié par John Thyen, *Canada General Service Medal Roll 1866 – 1870*, Winnipeg: Bunker to Bunker Books, 1998, p. ii à v.
5. George F.G. Stanley, *Toil & Trouble, Military Expeditions to the Red River*, Toronto, Dundurn Press, 1989, p. 48.
6. Stanley, p. 64 et 65. Joseph H. Lehman, *All Sir Garnet: A Life of Field-Marshal Lord Wolseley*, London, Jonathan Cope, 1964, p. 34.
7. Stanley, p. 65.
8. Irvine, p. 3.
9. Stanley, p. 65. Lehman, p. 136.
10. Samuel J. Dawson, *Report of the Red River Expedition*, Ottawa, Times Printing and Publishing Company, 1871, p. 7 à 11.
11. Capt. G.L. Huyshe. *The Red River Expedition*, London, MacMillan & Co., 1871, p. 33. Charles Rathbone Law, *A Memoir of Lieutenant-General Sir Garnet Wolseley*, Volume 2, London, Richard Bently and Son, 1878, p. 23. Lehman, p. 149.
12. Graham H. Neale and Ross W. Irwin, *The Medal Roll of the Red River Campaign of 1870 in Canada*, Toronto, The Charlton Press, 1982, p. 27 et 35.
13. Irvine, *Standing Orders*.
14. Irvine, p. 1 et 2.
15. Anonyme. *Red River Expedition No.1*. Tiré des archives RLC par Anthony Morton, D.Ph., p. 1.
16. Dawson, p. 7.
17. *Ibid*, p 11.
18. Irvine, p. 4, 5 et 12.
19. Huyshe, p. 92.
20. Irvine, p. 11.
21. *Ibid*, p. 9.
22. Lehman, p. 140.
23. Dawson, p. 11 à 14. Le Traité de Washington qui réglait finalement la question des réparations a été signé en 1871.
24. Irvine, p. 4.
25. Huyshe, p. 144.
26. Law, p. 15.
27. Dawson, p. 17.
28. Law, p. 31.

29. *Ibid*. p. 20.
30. Irvine, p. 10.
31. Huyshe, p. 92 et 93.
32. Stanley, p. 114.
33. Huyshe, p. 97.
34. Stanley, p. 133. Irvine, *Standing Orders*.
35. Lehman, p. 140.
36. Huyshe, p. 259. Law, p. 37 et 38.
37. Dawson, p. 26.
38. Stanley, p. 136.
39. *Ibid*, p. 163.
40. Irvine, p. 10.
41. Stanley, p. 150.
42. *Ibid*, p. 151.
43. *Ibid*, p. 150.
44. *Ibid*, p. 165.
45. Huyshe, p. 189.
46. Stanley, p. 11.
47. Law, p. 73.
48. Huyshe, p. 201.
49. Dawson, p. 33 et 34.
50. Irvine, p. 8 et 10.
51. *Ibid*, p. 11.
52. Stanley, p. 252.
53. Matthew Bell Irvine naît à Québec en 1832 et travaille pour le compte du British Commissariat à divers endroits. À sa retraite en 1881, il s'installe à Québec. Il détient alors le grade honorifique de commissaire général (équivalent de major-général). Il maintient ses liens avec le « Garnet Ring » et collabore à l'organisation des Voyageurs du Nil à la fin de l'été 1884. Il meurt en 1893. En plus de recevoir l'Ordre de Saint-Michel et Saint-Georges (Compagnon) (CMG), on le nomme Companion of the Bath (CB) en reconnaissance de ses services au cours de la campagne d'Ashantee. Bon nombre de ses documents personnels, y compris son journal de l'expédition de la rivière Rouge, se trouvent aux Archives nationales du Canada à Ottawa.
54. Le piteux état des services de logistique britanniques au début de la guerre de Crimée a entraîné une refonte complète de ces services. Il est à l'origine également d'un programme d'amélioration et de réorganisation qui s'est poursuivi jusque dans les années 1890. Le soutien logistique laissait également à désirer au cours de la deuxième guerre de Chine de 1860. Wolseley a servi dans ces deux campagnes et a été témoin des conséquences d'un piètre soutien logistique.



Des soldats du 3<sup>e</sup> bataillon du Groupe-bataillon de la Princess Patricia's Canadian Light Infantry (3 PPCLI) arrivent à l'aéroport de Kandahar, le 3 février 2002. Le Groupe-bataillon du 3 PPCLI est en service en Afghanistan dans le cadre de l'opération « Apollo », la contribution militaire canadienne à la campagne internationale anti-terroriste. Photo prise avec un appareil photo DGAP/J5AP par le capt Dale MacEachern

# La doctrine de la guerre de manœuvre pour les opérations en zone urbaine

par le major A.R. Jayne, CD

*Dans l'avenir, la guerre éclatera dans la rue, les égouts, les gratte-ciel, les parcs industriels et les maisons, bicoques et refuges tentaculaires qui forment les misérables villes de notre univers<sup>1</sup>.*

**L**a projection de la guerre de l'avenir faite ci-dessus par Ralph Peters vient appuyer une opinion de plus en plus répandue selon laquelle les tendances actuelles vont modifier l'environnement de sécurité qui a régi la politique et la doctrine canadiennes au cours des dernières décennies. Comme résultat, l'Armée de terre du Canada, et plus précisément la Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres), a publié un rapport sur l'environnement de sécurité de l'avenir<sup>2</sup> qui sert de fondement à la détermination, à l'élaboration et au perfectionnement des capacités et de la doctrine dont l'Armée de l'avenir aura besoin. L'une des capacités essentielles que doit acquérir l'Armée de terre canadienne afin de répondre aux exigences de l'environnement de sécurité de l'avenir consiste à combattre efficacement dans un espace de combat urbain. À l'heure actuelle, notre doctrine tactique est fondée sur l'expérience de la Deuxième Guerre mondiale et ne correspond pas adéquatement aux exigences de l'espace de combat urbain ou aux principes de la guerre de manœuvre qui sont mis en pratique par l'Armée de terre canadienne. Le but du présent article est de démontrer qu'il est possible d'appliquer les principes de la guerre de manœuvre à la conduite d'opérations urbaines.

Afin d'atteindre cet objectif, nous allons proposer une nouvelle doctrine pour l'espace de combat urbain de l'avenir, qui est fondée sur les principes

de la guerre de manœuvre. Mais d'abord, il faut définir l'espace de combat dans l'environnement de sécurité de l'avenir, puis le comparer à la doctrine tactique actuelle afin de montrer pourquoi il faut établir une nouvelle doctrine. Ensuite, nous présenterons les principes de la guerre de manœuvre et nous les appliquerons à l'espace de combat urbain afin de formuler la nouvelle doctrine.

Selon le concept de l'environnement de sécurité de l'avenir, la globalisation continue de s'accélérer et a entraîné l'intégration du Canada dans la communauté internationale, à tel point que les préoccupations globales deviendront des préoccupations canadiennes encore plus rapidement qu'auparavant<sup>3</sup>.

## ***L'une des capacités essentielles que doit acquérir l'Armée [...] consiste à combattre efficacement dans un espace de combat urbain.***

La pression démographique, la mauvaise gestion, la surconsommation, l'expansion non contrôlée des villes, la détérioration de l'environnement et les changements climatiques entraîneront un épuisement de la capacité de la production alimentaire, de l'eau potable et des ressources naturelles, ce qui élargira l'écart entre les pays « fortunés » et non-possédants et pourrait menacer les intérêts occidentaux<sup>4</sup>. En raison de la migration des populations et de l'urbanisation, les villes deviendront de plus en plus grandes, ce qui imposera un lourd fardeau sur les infrastructures nationales, particulièrement chez les

pays en développement. Si l'hypothèse des démographes et des stratèges politiques est exacte, bon nombre, sinon la plupart des conflits de l'avenir auront lieu dans de grandes zones urbaines ou dans les alentours. Les villes et leurs périphéries urbaines tentaculaires deviendront de plus en plus les centres de gravité politiques, économiques, sociaux et culturels à l'échelle internationale. Durant les conflits de l'avenir, le contrôle des grandes régions urbaines sera essentiel à la réalisation des objectifs stratégiques, opérationnels et tactiques. En raison des buts stratégiques et opérationnels des adversaires qui choisiront de combattre dans des zones urbaines, les opérations militaires dans ces centres urbains pourraient avoir des répercussions étendues : « Les opérations militaires dans certaines villes telles que Hong Kong, New York, Francfort, Séoul et Singapour pourraient mettre en péril la stabilité économique de la nation – et de la planète. Par conséquent, le commandant opérationnel sera probablement freiné par divers impératifs politiques, limites et règles d'engagement<sup>5</sup>. » Le Canada

sera obligé d'engager des forces dans ces conflits afin de protéger ses intérêts. Par conséquent, nous devons être prêts à mener des opérations contre un ennemi qui a décidé d'effectuer des opérations centrées dans de grandes régions urbaines et aux alentours<sup>6</sup>.

Les progrès technologiques augmentent également les probabilités de guerre urbaine. Les progrès effectués dans le domaine des armes de précision et de la surveillance, qui favorisent les forces militaires occidentales, menaceront les manœuvres opérationnelles et tactiques des ennemis éventuels

en terrain découvert. Par conséquent, les adversaires qui désireront capitaliser sur des situations politiques et des règles d'engagement restrictives, tout en

doctrines actuelles ne traite pas suffisamment des opérations dans un grand environnement urbain, qui peuvent être assujetties à des limites

compte tenu de la population civile. Ainsi, la liberté d'action de l'ennemi, qui désire atteindre ses buts au sein de la ville même, ne serait pas gênée.

### **... la doctrine tactique actuelle ne peut guider les commandants de l'avenir.**

atténuant les effets de la technologie dont disposent les forces occidentales, choisiront probablement de combattre dans les villes. Cette probabilité augmentera s'ils connaissent le terrain mieux que leurs adversaires et peuvent obtenir le soutien des ressources et des populations urbaines<sup>7</sup>.

La projection selon laquelle les conflits auront probablement lieu dans les centres urbains et aux alentours ne peut être utile à l'examen de la doctrine si on n'analyse pas comment un ennemi pourrait utiliser ce terrain à son avantage pour combattre. Il se pourrait que les alliances occidentales soient entraînées dans des conflits régionaux par la Chine, l'Inde ou un ou plusieurs concurrents principaux, mais des attaques asymétriques menées par des États et des puissances non étatiques constituent la menace la plus probable<sup>8</sup>. À l'avenir, les adversaires mèneront probablement des attaques asymétriques afin d'essayer de vaincre les alliés occidentaux plus puissants qui possèdent une supériorité technologique. Ce type d'attaque consiste à éviter les centres de résistance et à exploiter les vulnérabilités. Cela peut comprendre l'exploitation des craintes et des croyances d'une population, le sabotage de l'appui politique d'un gouvernement ou de ses opérations, l'exploitation de l'importance accordée aux pertes par les Occidentaux ou la tentative de perturber des économies complexes. De telles attaques peuvent prendre la forme de terrorisme, d'opérations psychologiques, de désinformation, d'utilisation d'armes de destruction massive et de perturbation ou de destruction des systèmes d'information<sup>9</sup>.

Compte tenu de la nature projetée de l'environnement de sécurité de l'avenir et des menaces probables pour les intérêts canadiens, la doctrine tactique actuelle ne peut guider les commandants de l'avenir. En effet, la

politiques, contre un adversaire qui possède une technologie moins avancée, mais qui jouit de la protection relative offerte par un terrain complexe et la capacité d'influer sur la balance des pouvoirs internationaux. Selon la doctrine tactique actuelle de la Force terrestre, l'attaque contre une zone bâtie peut être menée comme n'importe quelle autre attaque : on commence d'abord par « isoler » la zone bâtie, puis l'attaquant atteint le périmètre de la zone bâtie et y prend pied, ce qui constitue une « bataille préliminaire »; ensuite, il repousse l'ennemi durant le « combat sur l'objectif »<sup>10</sup>.

Bien que l'isolement d'une ville puisse signifier sur le plan de la doctrine qu'il faut prendre position hors de la zone bâtie afin de pouvoir appuyer ses troupes à leur point d'entrée et mener des raids pour bousculer le défenseur occupant des positions clés, ce terme signifie généralement l'encerclement de la ville et l'interdiction de toutes les voies d'approche<sup>11</sup>. La croissance rapide des villes modernes aggrave la difficulté de cette tâche et l'on peut imaginer l'ampleur de la force nécessaire pour isoler une ville telle que Toronto, ainsi que la difficulté de cette opération. Par exemple, plus de 125 millions de personnes habitent la ville de Shanghai et ses environs qui s'étendent sur 2 383 milles carrés<sup>12</sup>. Même s'il était possible d'isoler une telle ville, il est peu probable qu'on donnerait à un commandant le pouvoir d'assiéger la ville et d'affamer l'ennemi

La bataille préliminaire consiste à atteindre le périmètre de la zone bâtie et à y prendre pied. Cette étape de l'opération est habituellement accompagnée de tirs d'artillerie afin d'anéantir le tir de l'ennemi et de l'empêcher d'observer les troupes en progression. Compte tenu des restrictions politiques en matière de dommages collatéraux et de pertes civiles, cette méthode sera probablement inacceptable durant les conflits urbains de l'avenir. De même, comme il est peu probable que l'ennemi possède une force suffisante pour défendre la totalité du périmètre de la ville, la bataille préliminaire ne serait pas nécessaire. Durant la première guerre en Tchétchénie, on a permis aux Russes de pénétrer en profondeur dans la ville de Grozny avant que l'opposition tchétchène ne les attaque et les anéantisse<sup>13</sup>.

La méthode utilisée traditionnellement pour combattre sur l'objectif dans une zone urbaine consiste à balayer systématiquement la ville. Cette méthode nécessite des quantités extraordinairement élevées d'effectifs et de soutien logistique, et énormément de temps<sup>14</sup>. En raison de l'importance



**L'urbanisation pourrait, à l'avenir, mener à des opérations plus fréquentes dans les villes. La croissance de l'« espace de combat urbain », un concept qui inquiète depuis quelque temps, a été étudié par l'OTAN pendant les années 1970 et 1980. Doit-on prendre les villes en menant la guerre en campagne, ou vice-versa?**

accordée aux pertes, il est peu probable qu'une force occidentale soit en mesure de mener ce type de guerre. L'ennemi pourrait utiliser une large gamme de méthodes asymétriques pour ralentir le rythme des opérations, causer un grand nombre de pertes chez les forces amies et tenter (par divers moyens, y compris le terrorisme) de briser la volonté des peuples occidentaux de continuer le combat<sup>15</sup>. Au cours du long et coûteux combat qui s'ensuivrait, l'ennemi n'aurait qu'à éviter la défaite au lieu d'atteindre la victoire.

## ***Un commandant devra comprendre pourquoi l'ennemi a choisi de lutter dans la ville..***

Dans l'environnement de sécurité de l'avenir, les méthodes traditionnelles de combat urbain ne permettront pas aux forces occidentales d'atteindre la victoire sur le plan politique ou stratégique. Les villes seront sans doute les centres de gravité des forces ennemies, mais compte tenu des restrictions économiques, sociales, culturelles et politiques, ainsi que des forces qui seront probablement disponibles, il faudra utiliser une nouvelle méthode pour vaincre l'ennemi. Cette nouvelle méthode découle de l'application des principes de la guerre de manœuvre.

La guerre de manœuvre est axée sur le centre de gravité de l'ennemi, la source de sa liberté d'action, de sa force physique ou de sa volonté de se battre et sur la façon la plus efficace de l'attaquer, de le neutraliser ou de le détruire. L'accent est mis sur la défaite et la dislocation des troupes ennemies plutôt que sur la tentative de tenir le terrain pour le tenir. Afin de vaincre l'ennemi, un commandant vise à exercer la force contre la vulnérabilité de l'ennemi. La guerre de manœuvre comportera inévitablement des éléments de mouvement, la mise en œuvre de la puissance de tir et une défense ponctuelle afin de trouver, de fixer et de frapper l'ennemi sur les plans physique et moral. Enfin, les opérations fondées sur la guerre de manœuvre seront probablement des opérations interarmées et presque toutes des opérations interarmées<sup>16</sup>.

Avant de présenter la nouvelle doctrine tactique, il faut d'abord énoncer un certain nombre de prémisses. Il est probable que n'importe quelle force amie (fort probablement une coalition) qui participera à un tel combat urbain à l'avenir possédera les capacités d'une division, au minimum. Cette division fonctionnerait au sein d'un corps d'armée, et par conséquent, aurait accès à toute une gamme de capacités telles que des opérations psychologiques et des opérations d'information.

L'ennemi sera probablement une force armée dotée d'une capacité technologique à peu près équivalente à celle des puissances occidentales, mais qui ne pourrait espérer réaliser ses buts au cours d'une guerre conventionnelle en terrain découvert contre des forces de coalition occidentales. Par conséquent, cet ennemi aurait probablement décidé de poursuivre ses objectifs en combattant dans les villes, où il jouirait d'une connaissance détaillée du terrain et d'un certain appui du public. Afin de protéger les intérêts occidentaux dans la région, les forces amies devraient vaincre l'ennemi sans que cela n'entraîne des problèmes corollaires tels que des pertes civiles massives, des dommages massifs aux infrastructures et un durcissement de l'opinion politique à l'endroit des forces et des puissances de la coalition. Les forces amies devraient simultanément se protéger contre les attaques de l'ennemi et subir un niveau « acceptable » de pertes.

Afin que la force de coalition soit victorieuse dans la situation ci-dessus, elle devra utiliser une doctrine différente de la doctrine actuelle. Nous

proposons que cette nouvelle doctrine, bien appuyée sur la théorie de la guerre de manœuvre, comporte quatre activités concurrentes toutes aussi importantes pour remporter la victoire : gagner l'info-attaque, prendre et tenir l'environnement, orienter l'environnement et exploiter l'environnement. Ces activités ne doivent pas être confondues avec le cycle bien connu qui consiste à trouver/fixer/frapper l'ennemi; il s'agit de catégories d'opérations simultanées et complémentaires qui comportent chacune un ou plusieurs éléments du cycle trouver/fixer/frapper l'ennemi et qui s'entrecoupent afin d'assurer la défaite de l'ennemi. La poursuite de l'info-attaque constitue le fondement des trois autres catégories et permet au commandant de trouver l'ennemi sur les plans physique et moral. Les trois autres catégories consistent à fixer et à frapper l'ennemi sur les plans physique et moral ainsi qu'à le trouver sur le plan physique. La matrice ci-dessous regroupe de façon succincte les opérations inhérentes à chaque catégorie et devrait permettre d'orienter l'explication détaillée de chacune d'elles.

La victoire de l'info-attaque sera la clé du succès dans un environnement urbain<sup>17</sup>. Il faudra non seulement posséder des renseignements détaillés sur la ville, mais peut-être, ce qui est encore plus essentiel, de l'information sur l'ennemi. Afin de définir les centres de gravité de l'ennemi, ses sources de liberté d'action, sa volonté et sa cohésion, il faudra utiliser largement toutes les facettes des opérations d'information. Un commandant devra comprendre pourquoi l'ennemi a choisi de lutter dans la ville et ce qu'il espère accomplir. Tout comme n'importe quelle force de coalition, l'ennemi ne sera probablement pas en mesure de contrôler simultanément toutes les parties de la ville. Il devra se concentrer sur son centre de gravité et sera obligé de choisir des objectifs qui serviront ses buts et lui permettront de les atteindre.

	LE PLAN PHYSIQUE			LE PLAN MORAL		
	Trouver	Fixer	Frapper	Trouver	Fixer	Frapper
Gagner l'info-attaque	X			X		
Prendre et tenir l'environnement*					X	
Orienter l'environnement	X					X
Exploiter l'environnement		X	X			X

\* Cela peut comprendre des opérations de combat consistant à fixer et à frapper l'ennemi sur le plan physique.

Ces objectifs peuvent viser le contrôle économique ou politique de zones importantes ou être axés sur le contrôle de la population civile. Ces objectifs

Tout au long de l'opération, l'info-attaque se déroulera dans l'environnement urbain. Elle constituera le catalyseur sous-jacent qui permettra au

gouvernement de fait de la région, il se pourrait que le palais présidentiel soit un point sensible qui aiderait l'ennemi à solidifier sa revendication du pouvoir. En interdisant cette zone à l'ennemi, on limiterait donc certaines de ses options. Il est important de comprendre que l'ennemi peut contrôler déjà ou non ce point sensible et qu'il faudra peut-être effectuer des opérations de combat pour s'en emparer, mais que c'est le point sensible lui-même qui est important, et non les effectifs de l'ennemi. À mesure que le commandant détermine les points sensibles clés de la ville et s'en empare, l'ennemi aura de moins en moins de possibilités d'atteindre ses buts. L'ennemi devient donc fixé sur le plan moral. Cela est très important dans le concept général de la guerre de manœuvre en environnement urbain. À ce stade-ci, la liberté de manœuvre physique de l'ennemi n'aura pas beaucoup diminué, mais le commandant aura réussi à s'emparer de l'initiative.

### ***Les méthodes traditionnelles, c'est-à-dire les ressources de reconnaissance ainsi que la surveillance aérienne et spatiale, ne seront pas suffisantes...***

sont désignés sous le nom de « points sensibles »; ils représentent des zones de la ville qui ont une valeur tactique, opérationnelle ou stratégique pour l'ennemi ou pour les forces de coalition qui les contrôlent<sup>18</sup>. Il se peut qu'un point sensible, par exemple l'opinion publique ou l'appui politique, soit lié au plan moral et n'ait aucune connotation géographique.

La détermination des points sensibles dans la ville permettra au commandant d'axer les activités de la force de manière à vaincre l'ennemi sans avoir à le repousser dans toute la ville, îlot par îlot. Les communications, les sources de renseignement humain, les transmissions, les opérations psychologiques, la coopération civilo-militaire et les affaires publiques seront essentielles au succès. Si le commandant peut obtenir de l'information détaillée sur l'ennemi, il peut alors décider du meilleur moyen de le vaincre. La technologie jouera un rôle dans la victoire de l'info-attaque. Compte tenu des infrastructures élargies de communication d'une ville moderne, l'ennemi disposera de divers moyens de communication, y compris les lignes téléphoniques locales, les cellulaires, Internet et la radio. Si le commandant peut lui aussi exploiter ces moyens à ses propres fins, il n'est pas nécessaire qu'il les interdise à l'ennemi. Le commandant doit également effectuer des opérations d'information défensives afin de protéger ses forces, ses intentions et ses capacités. De telles opérations seront particulièrement importantes dans un environnement où une partie ou la totalité de la population appuie l'ennemi.

commandant de définir les intentions, les centres de résistance, les faiblesses et les centres de gravité de l'ennemi. La détermination des points sensibles permet au commandant de trouver l'ennemi sur le plan moral et de définir les intentions et les buts généraux de l'ennemi. La détermination des points sensibles permet également au commandant de trouver l'ennemi sur le plan physique. Cela vaut particulièrement si l'ennemi se trouve dans la ville depuis assez longtemps pour être en mesure d'occuper et de contrôler des points sensibles dans cette dernière.

À mesure que l'info-attaque se déroule, le commandant commencera à acquérir de l'information qui lui permettra de commencer à prendre et à tenir l'environnement. Cela a pour but de retirer à l'ennemi sa liberté d'action et de lui enlever l'initiative. Comme on l'a déjà dit, ni la force de coalition, ni l'ennemi ne peuvent espérer contrôler la totalité de la ville. Par conséquent, le commandant doit se concentrer sur le contrôle des points sensibles qui sont importants pour l'ennemi et pour ses propres forces. Il est important de noter que ces points sensibles peuvent ou non se chevaucher. Afin d'être efficace, le commandant doit axer ses efforts sur les résultats à obtenir plutôt que sur le terrain<sup>19</sup>. Si l'ennemi a l'intention de s'installer comme le

Prendre et tenir l'environnement peut également comprendre l'utilisation d'un éventail plus large de techniques afin de fixer l'ennemi sur le plan moral. Par exemple, si l'ennemi a l'intention d'exploiter la population civile, la protection et l'approvisionnement de cette dernière pourraient devenir un facteur essentiel de la bataille. Le maintien de l'approvisionnement et de l'infrastructure nécessaires pour soutenir la population civile, combiné à sa protection et à une campagne d'affaires publiques dynamique, limiterait la capacité de l'ennemi d'influer sur



**Les nouvelles technologies et méthodologies comme les véhicules aériens télépilotes, pourraient faciliter le combat en zone urbaine.**



**Des véhicules spéciaux légers munis de systèmes d'ascension pourraient devenir une nécessité pour les zones urbaines.**

la population, et par conséquent, de réaliser ses buts<sup>20</sup>. Dans cet exemple, on comprend facilement que prendre et tenir l'environnement exigerait le déroulement efficace d'opérations d'information. À mesure que la présence de la force de coalition commencerait à annuler les efforts de l'ennemi et que l'opinion publique basculerait en faveur de la coalition, la capacité d'utiliser la population comme source d'information augmenterait. Bien que la force de coalition ne puisse observer la totalité de la ville simultanément, la population civile pourrait fournir rapidement au commandant de la force de l'information exacte sur l'ennemi qui lui serait utile.

De toute évidence, il est impossible de déterminer exactement quand et où le commandant de la force devrait agir pour prendre et tenir l'environnement. Selon la théorie de la guerre de manœuvre, nos efforts doivent être axés sur l'ennemi. Toutefois, toutes les villes et les situations sont différentes; il est donc impossible de dresser une liste des points sensibles ou des méthodes qui seront toujours efficaces pour fixer l'ennemi sur le plan moral. Cependant, on peut reconnaître l'avantage d'interdire à l'ennemi les points sensibles et les occasions qui sont essentiels à la réalisation de ses buts. Lorsque cela aura été accompli, la sécurité de l'environnement sera

plus grande. L'ennemi disposera de moins en moins d'options et les forces amies s'empareront de l'initiative.

À mesure que le commandant de la force prend l'initiative, il peut commencer à orienter l'environnement à son avantage. L'ennemi s'efforce de continuer à avoir le dessus dans l'info-attaque et a été ou est sur le point d'être fixé sur le plan moral grâce à la perte de points sensibles essentiels à la réalisation de ses buts. L'orientation de l'environnement a pour

but de créer un environnement où le commandant peut exercer un plus grand contrôle sur l'ensemble de la ville et commencer à trouver l'ennemi sur le plan physique. Ce processus doit commencer dès le début de la bataille au moyen d'opérations psychologiques, de la coopération civilo-militaire, d'affaires publiques, d'opérations de renseignement et de contre-ingérence, mais ces moyens visent initialement à remporter l'info-attaque. Une fois que l'ennemi a été fixé sur le plan moral et que le commandant de la force a pris et tenu l'environnement, il peut maintenant utiliser ces moyens pour orienter l'environnement à son avantage. Le but est de trouver l'ennemi sur le plan physique. Les méthodes traditionnelles, c'est-à-dire les ressources de reconnaissance ainsi que la surveillance aérienne et spatiale, ne seront pas suffisantes pour déterminer l'emplacement et les centres de gravité exacts de l'ennemi. Cependant, si l'ennemi a perdu l'initiative et est fixé sur le plan moral, il devra prendre des mesures pour essayer de regagner l'initiative et d'atteindre ses buts. Le commandant de la force peut utiliser cette connaissance pour anticiper comment et où l'ennemi est susceptible d'agir et positionner ses ressources pour confirmer ou interdire son renseignement.

Le commandant de la force a maintenant mis en place des conditions dans lesquelles il peut utiliser l'environnement

pour trouver l'ennemi. Il contrôle les points sensibles dont l'ennemi a besoin pour atteindre ses buts et a pris et tenu l'environnement tout en gagnant l'info-attaque. L'utilisation dynamique des opérations psychologiques, de la coopération civilo-militaire et des affaires publiques a permis de continuer à affaiblir la volonté de l'ennemi et à faire pencher l'opinion publique en faveur de la coalition. L'ennemi est encore capable de se déplacer dans la ville, mais il a peur d'être repéré. C'est dans ce contexte que l'orientation de l'environnement comprend la frappe de l'ennemi sur le plan moral. Face à la détérioration de l'appui du public, l'ennemi doit agir ou admettre la défaite, et ce faisant, il se déplace jusqu'au terrain choisi par le commandant de la force ou bien révèle son emplacement et ses intentions, qui peuvent être exploités par la suite. Cette situation, combinée à des opérations d'information offensives, contribuera à détruire la volonté et la cohésion de l'ennemi.

Le commandant de la force peut maintenant prendre des mesures axées directement contre les vulnérabilités de l'ennemi afin d'assurer sa défaite sur le plan physique. Pour ce faire, il exploite l'environnement urbain. C'est à ce stade-ci que le commandant de la force peut employer les éléments de manœuvre, la puissance de feu et la défense ponctuelle pour fixer et frapper l'ennemi. Peu importe si l'ennemi essaie de reprendre le contrôle d'un point sensible essentiel, de consolider ses forces dans une zone particulière de la ville ou de maintenir une chaîne logistique efficace, le commandant de la force est en mesure de choisir quand et où il disloquera ou vaincra l'ennemi. Le commandant de la force doit protéger les points essentiels qu'il a pris et tenus et être disposé et prêt à agir de façon décisive et à contre-attaquer si l'ennemi tente de les reprendre.

Encore une fois, il peut exploiter l'environnement tout en appliquant d'autres étapes de la présente doctrine urbaine proposée. Le commandant doit saisir toutes les occasions de fixer et de frapper l'ennemi. Ces occasions peuvent exiger des interventions très variées telles qu'une attaque terrestre contre un refuge

sûr de l'ennemi, le bombardement de précision d'un bâtiment en particulier ou le harcèlement par des tireurs d'élite. Dans tous les cas, ces activités auront pour effet net de disloquer l'ennemi, d'entamer ses effectifs et sa cohésion et de contribuer à vaincre sa volonté de continuer à se battre.

La doctrine proposée ci-dessus ne vise pas à établir une liste de contrôle particulière pour la poursuite d'une bataille dans un environnement urbain ou à définir la technologie, l'instruction ou la tactique nécessaires à la poursuite efficace d'une telle bataille. La doctrine est formulée afin de fournir au commandant des directives globales dans le cadre d'un ensemble de principes généraux qui lui permettront de comprendre le terrain complexe et la menace éventuelle afin de remporter la victoire. On a comparé la défaite d'un ennemi dans un environnement urbain au traitement moderne du cancer. Le médecin doit analyser l'organisme afin de déterminer le ou les systèmes que le cancer essaie d'infecter. Par la suite, il peut utiliser des médicaments pour

protéger les systèmes qui ne sont pas touchés et éliminer les cellules cancéreuses de l'organisme au moyen d'une chirurgie de précision au laser. Dans l'ensemble, le médecin tente de vaincre le cancer en préservant le corps et l'esprit du patient<sup>21</sup>.

L'environnement de sécurité de l'avenir et les menaces naissantes pour les intérêts occidentaux constituent un problème pour les commandants de l'avenir que la doctrine actuelle sur les combats dans un environnement urbain ne permet pas de régler. En effet, la doctrine actuelle ne tient pas compte des restrictions qui seront probablement imposées aux forces occidentales et elle n'englobe pas les principes de la guerre de manœuvre. Dans le présent article, nous avons proposé une nouvelle doctrine qui est fondée sur les principes de la guerre de manœuvre et qui est conçue précisément pour l'environnement urbain. Cette doctrine est fondée sur les activités qui visent à remporter l'info-attaque ainsi qu'à prendre, à tenir, à orienter et à exploiter l'environnement.

Ces activités peuvent se dérouler et se dérouleront simultanément et se compléteront. La victoire de l'info-attaque sera le catalyseur de toutes les étapes subséquentes. En s'emparant des points sensibles clés de la ville afin de prendre et de tenir l'environnement, on fixera l'ennemi sur le plan moral et on lui enlèvera l'initiative. Les opérations conçues pour orienter l'environnement transformeront le terrain urbain à l'avantage du commandant et l'ennemi sera obligé d'admettre la défaite ou d'essayer de reprendre l'initiative. Le commandant sera alors en mesure de fixer et de frapper les vulnérabilités de l'ennemi en exploitant l'environnement. L'état final sera l'éradication du cancer qui peut menacer les villes de demain.



#### À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le major Andrew Jayne a obtenu un B.Ing. (civil) au Collège militaire royal du Canada. Il a occupé divers postes dans des unités de génie blindées et de campagne canadiennes et britanniques, ainsi qu'au Quartier général du 1<sup>er</sup> Groupe-brigade mécanisé du Canada. Le major Jayne a également servi dans le groupement tactique du 1st Battalion Princess Patricia's Canadian Light Infantry en Croatie en 1994 et dans un escadron du génie britannique au sein de la Force de mise en œuvre (IFOR) en 1996. À l'heure actuelle, il commande le 18<sup>e</sup> Escadron administratif du 1<sup>er</sup> Régiment du génie à Edmonton, en Alberta. Cet article a été écrit lorsque le major Jayne était capitaine et stagiaire au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne, en novembre 2000.

6. Robert F.Hahn II et Bonnie Jezior, « Urban Warfare and the Urban Warfighter of 2025 », *Parameters*, été 1999, p. 74-86.
7. *Ibid.*
8. Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres), « L'environnement de sécurité de l'avenir », rapport n° 99-2, août 1999, p. 13.
9. *Ibid.*, p. 13.
10. B-GL-300-002/FP-000, Doctrine du niveau tactique de l'Armée de terre, p. 8-21.
11. *Ibid.*, p. 8-21.
12. Grau et Kibb.
13. *Ibid.*
14. *Ibid.*
15. Hahn II et Jezior.
16. B-GL-300-003/FP-000, Commandement, juillet 1996, p. 3-3.
17. Hahn II et Jezior.
18. *Ibid.*
19. Briefing du lcol C.G. Magee, Directeur – Doctrine de l'Armée de terre 4, aux stagiaires du CCEFTC à Fort Frontenac, à Kingston, le 23 octobre 2000.
20. Grau et Kipp.
21. Magee.

#### NOTES

1. Ralph Peters, « Our Soldiers, Their Cities », *Parameters*, printemps 1996, p. 43.
2. Direction – Concepts stratégiques (Opérations terrestres), « L'environnement de sécurité de l'avenir », rapport n° 99-2, août 1999, p. i.
3. *Ibid.*, p. 10.
4. *Ibid.*, p. 11.
5. Lester Grau et Jacob Kibb, « Urban Combat : Confronting the Specter », *Military Review*, juillet-août 1999.

# Les défis des opérations militaires durant les opérations d'aide humanitaire

par le major Vic Sattler, CD

*...Nous avons appris que lorsque nous utilisons une puissance de combat terrestre pour le maintien de la paix ou la consolidation de la paix, nous ne réussissons pas à atteindre l'état final de la paix à long terme - c'est-à-dire la stabilité et la prospérité dans la région. En général, l'élément militaire ne peut seulement obtenir que le silence des armes.*

Le major-général W.I. Nash,  
commandant de la  
1<sup>re</sup> Division blindée,  
Force opérationnelle EAGLE, 1996

## INTRODUCTION

**A**u cours d'opérations d'aide humanitaire récentes<sup>1</sup>, des forces militaires ont été déployées dans des théâtres d'opération afin de maintenir la paix, d'effectuer des opérations militaires et d'aider des organismes humanitaires simultanément. Les opérations menées dans le Nord de l'Irak (1991), en Somalie (1993), à Goma et dans la République démocratique du Congo (1994), au Rwanda (1994) et dans l'Ex-République de Yougoslavie (1993-1995) en sont des exemples. Durant ces opérations de secours humanitaire complexes, le rôle des militaires est devenu flou, et parfois même confus, car il était composé de tâches militaires traditionnelles et non conventionnelles. Il n'est pas facile de trouver un juste équilibre entre les deux. En fait, la distinction est souvent floue par les ordres d'opération eux-mêmes. La mise en application de l'Accord de Dayton a suscité certains défis militaires intéressants sur le plan du soutien stratégique à fournir en cas de catastrophes pour l'humanité. Au niveau tactique, le principal sujet de préoc-

cupation est la facilité avec laquelle les soldats peuvent devenir impliqués dans l'aide humanitaire. « L'institution militaire, si elle peut certes rendre des services humanitaires inestimables — dans les domaines du génie civil, de la logistique, etc. — ne saurait, par définition et par nature, se transformer en entreprise humanitaire.<sup>2</sup> » Un des principes élémentaires de l'aide humanitaire est que seule l'impartialité peut permettre d'aider toutes les victimes sans discrimination. L'usage des armes pour fournir de l'aide est une mesure militaire. Les mesures humanitaires prises par des militaires constituent des décisions politiques. Il faut, pour ce faire, déterminer l'identité des victimes et des belligérants. L'après-guerre froide pose des défis non seulement aux forces militaires, mais aussi aux organismes des Nations Unies (ONU) et à d'in-

***...le principal sujet de préoccupation est la facilité avec laquelle les soldats peuvent devenir impliqués dans l'aide humanitaire.***

nombrables organismes non gouvernementaux (ONG). Leur défi commun est de déterminer ce qu'on attend d'eux durant un effort coordonné. Le défi militaire consiste à accomplir, compte tenu des capacités, toutes les tâches traditionnelles des militaires ainsi que des tâches non traditionnelles, tout en maintenant un juste équilibre entre les deux.

Le but du présent article est d'examiner, en utilisant l'exemple de la Bosnie-Herzégovine, les défis du mandat des forces militaires et leurs capacités restreintes durant des opérations d'aide

humanitaire complexes. Nous soulevons ci-dessous certains problèmes de coordination stratégique qui créent des zones grises entre les mandats des divers organismes et organisations de la communauté internationale (CI). Nous proposons des objectifs de mission qui permettent de mesurer le succès des missions et, par conséquent, de réaliser une stratégie de retrait.

Quelles sont les conditions qui ont entraîné l'élargissement du mandat purement militaire? Quels sont les problèmes relatifs à effectuer l'aide humanitaire ainsi que des opérations militaires? La confusion entre les rôles militaires traditionnels et non traditionnels commence au niveau stratégique. Est-ce que nos propres énoncés de mission sont ambigus? Est-ce que nos objectifs sont intangibles?

Comment déterminer un terrain d'entente à partir duquel les militaires peuvent continuer à aider une société qui doit être rétablie durant les hostilités et par la suite? Quels sont les objectifs tangibles qui pour-

raient indiquer le succès de la mission afin qu'on puisse concevoir une stratégie de retrait?

## LA DISPARITION DU SYSTÈME BIPOLAIRE DE LA GUERRE FROIDE

**D**epuis la fin de la guerre froide, on ne peut plus résumer le monde à un simple cadre géopolitique bipolaire. Cela a particulièrement influé sur les pays en développement, même au cœur de l'Europe. « Dotés de systèmes politiques désormais obsolètes et d'économies trop faibles pour supporter ce brusque changement, les pays

d'Europe orientale durent entamer un difficile chemin vers le modèle occidental. Certains, peut-être plus fragiles, comme la Yougoslavie, se sont désagrégés dans la violence<sup>3</sup>. » L'État et ses institutions se sont affaiblis à mesure qu'ils utilisaient des ressources pour faire face au conflit. L'État ne pouvait plus assurer la sécurité et la dignité des citoyens. C'est pourquoi la population a fui les outrages et les atrocités afin de chercher la sécurité, la nourriture et le logement, créant ainsi une situation nécessitant des secours humanitaires.

C'est en raison des atrocités et du refus de traiter les gens comme des êtres humains que la CI a dû prendre des mesures humanitaires. Les grandes lignes de la Convention de Genève de 1949 et des deux Protocoles additionnels de 1977 représentent ce qui est reconnu comme le droit international humanitaire. L'intervention a été effectuée par des troupes militaires, des organismes de l'ONU et de nombreux ONG qui ont pris des mesures humanitaires par la force, ont surveillé les procédures et établi des institutions afin de restaurer le droit humanitaire et de créer un environnement stable et sécuritaire. Malheureusement, cette intervention n'a fait qu'aggraver la situation :

Mais plutôt que de se donner les moyens politiques de faire cesser les atrocités dont elle était le témoin, la communauté internationale va se réfugier dans l'assistance humanitaire. Plutôt que de tenter de mettre fin à la guerre, les États vont envoyer troupes et volontaires pour protéger et assister les victimes [...] En poursuivant cette politique, la communauté internationale n'a eu de cesse de mettre en avant la bonne conscience humanitaire pour masquer son impuissance politique [...] Les politiques se sont ainsi mis à prodiguer soins et assistance, créant d'une part, une compétition humanitaire malsaine et dépendante mais entraînant, d'autre part, une prolongation du conflit<sup>4</sup>.

En plus d'assurer la sécurité physique, les forces militaires qui se trouvaient dans cette situation ont dû accomplir de nombreuses tâches non traditionnelles afin d'atteindre les

objectifs sans combat. Les deux belligérants traditionnels du conflit bipolaire, les « gagnants et les perdants », avaient été remplacés par de nombreux intervenants, dont les militaires, qui pouvaient effectuer des interventions humanitaires.

Du point de vue militaire, l'intervention pour des motifs humanitaires durant un conflit ne résout absolument rien. Au cours du dernier des conflits qui ont ébranlé les Balkans depuis plusieurs siècles, il n'y a jamais eu de vainqueur. L'intervention n'est pas synonyme de résolution des conflits. Traditionnellement, un conflit est résolu lorsqu'une des deux parties l'emporte par des moyens politiques ou par les armes. Du point de vue militaire, la guerre en Bosnie a été interrompue à mi-chemin. Cet arrêt a enlevé la victoire aux gagnants et a permis aux perdants d'éviter de comprendre qu'ils avaient été vaincus. Sur le plan politique, le grand ménage n'a pas été fait; on s'est contenté de déterminer l'identité des

## LES DÉFIS EN MATIÈRE DE STRATÉGIE ET DE COORDINATION

« L'absence de stratégies globales permettant de faire face à des situations complexes nécessitant des secours humanitaires est l'une des raisons pour lesquelles l'intervention internationale a été tellement mouvementée et si souvent insatisfaisante<sup>5</sup>. » Le problème de la stratégie est attribuable au grand nombre d'intervenants indépendants : les militaires, les organismes de l'ONU, les ONG, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) et les organismes donateurs. Chacun de ces intervenants a son propre programme et chacun d'eux contrôle une partie de l'enjeu stratégique. Ils ont tous leur propre mandat et plan opérationnel. Cependant, une stratégie coordonnée exige des délibérations et une exécution minutieuses. N'importe quel intervenant du groupe peut saper une stratégie coordonnée simplement en arrêtant ou même en ralentissant les opérations. Pire encore, n'importe qui peut obliger l'établissement de com-

### *...l'intervention pour des motifs humanitaires durant un conflit ne résout absolument rien.*

belligérants aux niveaux les plus élevés. Actuellement, la corruption institutionnelle est toujours un problème. Sur le plan économique, il n'y a pas eu de plan Marshall ou de relèvement économique, mais seulement de l'aide humanitaire. En Bosnie, deux entités et trois ethnies (qui sont, en fait, fragmentées en de nombreuses factions politiques ethniques qui cherchent individuellement un règlement) n'ont pas encore résolu leurs conflits. Il y a seulement eu une intervention pour des motifs humanitaires. Le dernier conflit armé en Bosnie remonte à 1995. Encore aujourd'hui, la Force de stabilisation (SFOR) ne peut se retirer de crainte que les hostilités ne reprennent. Cet état de fait est confirmé même dans les régions les plus stables par les habitants qui admettent que la guerre reprendrait rapidement sans la présence de la SFOR.

promis sans fin, ce qui entraîne l'adoption d'un plan fondé sur le dénominateur commun le moins élevé au lieu du règlement des véritables problèmes. Toutes les organisations doivent renoncer à une partie de leur autonomie afin de rationaliser la planification et d'exécuter le travail durant des situations d'urgence complexes. Dans le vocabulaire militaire, on dit que l'on ne peut dresser son plan que lorsqu'on connaît l'intention du commandant.

Bon nombre d'ONG ont très peu d'expérience dans des théâtres d'opération où la sécurité physique est menacée (à l'exception du CICR). La plupart des ONG ont concentré leurs efforts antérieurs sur des catastrophes naturelles et des opérations de secours à court terme. Par conséquent, ils n'avaient pas délibéré sur les questions d'administration interne et les plans de campagne. Un grand nombre de ces

organisations en sont à leurs premières armes en matière d'interopérabilité durant une opération de secours humanitaire complexe.

Avant d'envoyer des organisations effectuer des opérations de secours humanitaires complexes, il faut coordonner et définir clairement leurs mandats stratégiques. La coordination se fait progressivement avec l'expérience et la pratique. Malheureusement, toutes les organisations de la CI ont un problème inhérent de leadership provisoire et de connaissance générale minimale. À lui seul, ce problème est l'une des principales causes de succès tout au plus incrémentiel durant des opérations d'aide humanitaires complexes. L'imprévoyance stratégique est le résultat de missions dont la durée est de six mois. Néanmoins, des objectifs communs et intégrés sont essentiels dans une région où la politique, la sécurité et l'aide sont perçues comme étant inextricablement liées. Au niveau tactique, il est essentiel d'établir des énoncés de mission et des plans opérationnels afin de différencier les tâches des divers intervenants. Sinon, lorsque des troupes militaires appuient des organisations humanitaires, le rôle respectif des organisations devient confus durant l'exécution ainsi qu'aux yeux des belligérants et des victimes. Inversement, les solutions « cloisonnées », c'est-à-dire lorsque les organisations fonctionnent de façon autonome, sont inefficaces, et même dysfonctionnelles; elles ont entraîné des résultats catastrophiques au Rwanda et en Somalie.

Les Accords de Dayton constitue un règlement exhaustif. La stratégie est définie dans les articles. Tandis que le libellé de l'accord prend la forme d'énoncés universels, les détails de l'exécution des tâches font partie des plans opérationnels des différentes organisations. C'est donc par une coordination continue à tous les niveaux que le plan d'intervention est exécuté.

Une fois qu'on a établi qu'il faut définir une stratégie et que tous les intervenants doivent comprendre leur rôle, il est également essentiel de comprendre les tâches de tous les autres intervenants du système complexe de secours d'urgence, du niveau stratégique au niveau tactique :

L'OTAN a été acheminé vers la Bosnie-Herzégovine pour assurer, par des moyens militaires si nécessaires, le silence des armes, tandis que les dossiers humanitaires ont été dévolus aux organisations compétentes : le retour des réfugiés et des déplacés au HCR [Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés], la libération des détenus et la recherche des personnes disparues au CICR. Lorsque le mandat de chacun des acteurs est clairement défini dans le respect de leurs spécificités propres, la communauté internationale gagne en efficacité.<sup>6</sup>

Cependant, les tâches assignées aux forces militaires en vertu des Accords de Dayton n'étaient pas conventionnelles. En fait, dans certains cas (p. ex.,

distribuer l'aide. Lorsque des forces militaires sont envoyées dans des théâtres d'opération, elles demeurent un outil politique dont le but est politique, même si leurs intentions sont bonnes. Par conséquent, les forces militaires ne sont pas neutres. Elles utilisent l'aide humanitaire pour récompenser les belligérants et les victimes qui respectent un plan opérationnel. Même l'ONU adopte des résolutions politiques. L'ONU désigne les belligérants et les victimes, établit des politiques, envoie des troupes militaires (par l'intermédiaire du Conseil de sécurité) et des organisations d'aide. Une fois qu'on a porté un jugement sur l'identité des belligérants, on perd toute impartialité. On ne peut être à la fois juge et partie et se proclamer neutre. Il y a confusion des rôles entre les opérations militaires et humanitaires lorsque des militaires accomplissent des tâches militaires non traditionnelles. En fait,

### ***Le fait d'exécuter simultanément des opérations humanitaires et militaires comporte des problèmes inhérents.***

« Aider le HCNUR »<sup>7</sup>), il s'agissait de tâches purement humanitaires. En plus de connaître son propre rôle, la force militaire doit connaître celui des diplomates, des secouristes humanitaires et des économistes en développement. C'est en connaissant le rôle des autres et en sachant précisément ce que l'on n'est pas tenu de faire que l'on peut planifier, effectuer une coordination opérationnelle et, en fin de compte, résoudre les principaux problèmes le plus efficacement et le plus économiquement possible.

#### **LE NOUVEAU PROBLÈME APPARAÎT : DES MISSIONS FLOUES POUR LES MILITAIRES**

**L**e fait d'exécuter simultanément des opérations humanitaires et militaires comporte des problèmes inhérents. Par définition, ceux qui fournissent l'aide humanitaire doivent être impartiaux envers tous ceux qui en ont besoin. Prenons l'exemple de convois d'aide humanitaire (impartiaux) qui sont protégés par des forces armées (partiales). Les militaires emploient la force pour

personne n'est complètement neutre durant la prestation de l'aide humanitaire : « Certains ONG ont abandonné toute prétention de neutralité absolue en faveur du principe de l'indépendance<sup>8</sup>. »

Les responsables de la mission militaire doivent comprendre les mandats stratégiques afin de comprendre dans quelle mesure leur opération influera sur le plan coordonné global de la CI et d'éviter des conséquences involontaires. La mission militaire ne représente qu'une petite partie de l'intervention stratégique. Si nous comprenons ce que nous sommes censés faire — c'est-à-dire, l'intention stratégique — nous pouvons définir des limites et nos tâches dans le chaos d'une intervention humanitaire complexe. C'est seulement à partir de ce moment-là que nous pouvons commencer notre travail : quand « les gouvernements étrangers ont fait de la politique, les armées ont répondu aux demandes des politiciens avec des moyens militaires, et les humanitaires ont été laissés à leurs tâches. Une complémentarité bienvenue qui se reflète d'ailleurs dans

les Accords de Paix »<sup>9</sup>. Même si toutes les opérations doivent être coordonnées, chaque organisation doit accomplir ses propres tâches. Un énoncé de mission militaire ne peut comprendre des projets de secours humanitaire, des négociations politiques ou des interventions en matière de développement. Par conséquent, il se peut qu'une mission militaire ait du succès, mais que l'intervention humanitaire stratégique soit un échec.

#### L'ÉQUILIBRE DES RESSOURCES MILITAIRES RESTREINTES

Les forces militaires sont particulièrement expertes dans la coordination précoce des activités humanitaires. Elles exercent une influence stabilisatrice sur la population, empêchent les pertes de vie excessives et assurent la sécurité militaire dans la région. Les militaires peuvent rapidement évaluer les situations et coordonner les efforts pour combler les besoins. Même si les militaires sont des experts dans ces domaines, il faut déployer tous les efforts pour faciliter le plus tôt possible la participation de l'ONU, des ONG et de la population locale. Il faut trouver l'équilibre ainsi que le terrain d'entente à partir duquel les militaires peuvent aider les sociétés qui doivent être rétablies pendant et après les hostilités. En réalité, les ressources militaires sont restreintes. Il y a toujours un risque qu'elles deviennent inextricablement liées aux tâches militaires et humanitaires, et en fin de compte surutilisées, ce qui empêche l'accomplissement des tâches traditionnelles de la mission militaire. C'est le commandant militaire qui doit trouver le juste équilibre entre la protection des vies et de la sécurité et le besoin en matière d'aide humanitaire.

Les agissements des forces militaires et des organismes humanitaires peuvent influencer grandement sur le pouvoir des autorités locales. Il est essentiel que la population ne devienne pas dépendante de l'intervention militaire. Elle doit aussi faire sa part et ne pas s'en remettre uniquement à la CI. L'aspect le plus important de l'aide humanitaire est d'amener la population à résoudre ses propres problèmes. Les institutions et les autorités locales doivent le plus tôt possible prendre la tête des activités des



La présence de soldats canadiens à Mitrovica, au Kosovo, en février 2000, a permis aux enfants de se sentir en sécurité et d'aller jouer dehors. (Photo, gracieuseté de l'USPFC)

organismes d'aide humanitaire et des militaires. Elles ne doivent pas renoncer à leurs responsabilités à l'égard du peuple. Parfois, les forces militaires doivent faire preuve d'une indifférence vigoureuse et sans pitié afin de mettre fin très tôt à la dépendance. Il faut trouver un équilibre entre l'indifférence sans pitié et l'intervention militaire afin d'encourager l'auto-assistance, sauf lorsque la situation est tellement désespérée qu'elle entraînera d'autres pertes de vie en l'absence d'une intervention militaire considérable. Le plus tôt possible, une fois la situation maîtrisée, les leaders militaires doivent cesser d'intervenir et se limiter à exercer une surveillance. Il incombe aux commandants à tous les niveaux de définir la marge restreinte entre une intervention militaire excessive ou insuffisante. De même, à mesure que les belligérants respectent les ententes et que le nombre de victimes diminue, le besoin opérationnel de surveiller leurs activités disparaît également.

Lorsqu'il y a ralentissement des opérations militaires traditionnelles, le soutien non traditionnel aux organismes civils et à la population augmente. Il est toujours un risque d'assigner des tâches à des soldats sous-utilisés. On ne doit confier des tâches humanitaires à des soldats que lorsque

cela a pour but d'appuyer la mission ou l'état final souhaité par le commandant supérieur. La mesure dans laquelle on utilise des ressources militaires pour accomplir des tâches non militaires constitue un risque que le commandant prend. La clé du succès d'une mission est de ne pas créer de dépendances et de trouver des solutions favorisant l'autosuffisance. La CI doit appuyer les autorités locales et les habiliter à retrouver leur pouvoir et leur légitimité.

#### L'ÉTABLISSEMENT DE BUTS STRATÉGIQUES POUR ÉVALUER LE SUCCÈS DE LA MISSION

On peut déterminer les objectifs de la mission à partir des mandats stratégiques. Il faut pouvoir évaluer périodiquement les objectifs afin de réaffecter les ressources au besoin. En l'absence d'objectifs de mission réalisables, on ne dispose d'aucun moyen d'évaluer le succès ou l'échec d'une mission pour, en fin de compte, établir une stratégie de retrait réalisable. En Bosnie-Herzégovine, les États-Unis ont établi une échéance fixe afin de déterminer à quel moment la mission serait terminée. Bien qu'une échéance constitue une option pour décider de la durée d'un engagement dans une mission, elle s'attaque à la raison même de l'intervention parce qu'elle ne tient pas compte de la situation

des secours humanitaires. Comme on l'a déjà indiqué, les conflits traditionnels ne se terminent que par une victoire militaire ou un règlement négocié entre toutes les parties. Il se peut qu'il n'y ait aucun règlement pendant des opérations humanitaires. Par conséquent, il faut établir des buts intermédiaires réalisables qui mènent aux objectifs stratégiques. Même s'ils ne constituent qu'une mesure progressive théorique, ils permettent aux organisations de réexaminer leurs missions et de réaffecter les ressources afin de jouer un rôle plus efficace suivant la stratégie coordonnée.

Chaque opération d'aide humanitaire complexe est unique. Cependant, on peut déterminer certains principes généraux qui peuvent orienter l'établissement d'un plan stratégique. L'état initial est presque toujours le même : il faut mettre en place les conditions préalables pour que les personnes déplacées, les réfugiés et les personnes évacuées (PDRE) puissent retourner dans leurs propres communautés afin que la société redevienne plus normale et autosuffisante. Lorsqu'on demande à des forces militaires de mettre en place ces conditions, la participation initiale prévue consiste habituellement à simplement assurer la sécurité et la surveillance. Dans le cas d'opérations d'aide humanitaire, les tâches militaires augmentent rapidement; les militaires doivent aussi appuyer les organismes de l'ONU et les ONG. La distribution de l'eau et de la nourriture, la sécurité locale (police), les centres d'information, les soins médicaux et le rétablissement des autorités locales exigent toutes de l'organisation et des ressources. Chacune de ces tâches est étroitement liée à la suivante. Ces tâches ne sont pas de nature militaire, mais elles nécessitent la sécurité et le soutien logistique que des forces militaires sont aptes à fournir au début de la mission. Ces tâches constituent également des objectifs tangibles qui sont inextricablement liés à la stratégie globale de la mission. C'est pourquoi elles comprennent implicitement une liste d'objectifs mesurables dont le but final est le retour de la société à un certain degré de normalité. Voici une liste d'objectifs proposés en cas d'intervention humanitaire :

- Le rétablissement de la sécurité physique – Tous les autres objectifs dépendent de ce premier objectif.

Lorsqu'une population peut vivre sans craindre la violence, les tracasseries administratives ou des lois injustes et que les belligérants ne constituent plus une menace de conflit, la société peut retourner à la normale. Une sécurité physique véritable existe lorsque les institutions locales sont en mesure de la maintenir sans l'intervention de forces étrangères.

- Le rétablissement de la règle de droit – Il s'agit peut-être de l'objectif le plus difficile. Ni les militaires, ni les ONG ne possèdent réellement les habiletés nécessaires pour rétablir la règle de droit. Cela incombe habituellement au HCNUR qui dirige la CI. Bien que les forces policières locales puissent devenir plus professionnelles grâce à l'aide d'organisations semblables à la police internationale de la force opérationnelle, elles ne peuvent réussir en l'absence d'un corps judiciaire qui fait appliquer les lois du pays. Le rétablissement de la règle de droit fait partie du rétablissement de la sécurité physique d'une société. Bien que les organismes de l'ONU puissent appuyer la règle de

droit, un système viable de maintien de l'ordre et d'application des lois, qui peut surmonter la corruption institutionnelle, ne peut être établi que par les autorités du pays.

- La réinstallation – Il est souhaitable que les PDRE retournent dans leurs domiciles le plus tôt possible. Dans certains cas, lorsque les PDRE ont été déplacées pendant de longues périodes, elles ne désirent pas retourner à leur lieu d'origine. Leur choix ne doit pas entraver le retour d'autres PDRE. Le but est de restaurer la vie communautaire et l'autosuffisance économique. Les PDRE ne retourneront chez elles que si elles sont certaines que leur sécurité physique n'est pas menacée.
- Le rétablissement des marchés et de l'économie – Comme les interventions humanitaires semblent avoir lieu dans des pays où l'agriculture constitue le marché le plus important, l'économie ne peut devenir embryonnaire que lorsque la population peut vendre les produits de l'agriculture au marché. Le commerce crée des emplois et les emplois entraînent la stabilité. La stabilité assure



**Des soldats du 3<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry Battalion Group aident une femme âgée à sortir d'un camion à Grako Ljani, en Croatie en octobre 1992. Les réfugiés avaient été apportés à leur village pour y chercher des effets personnels laissés derrière à cause de la guerre. (Photo, gracieuseté de l'USPFC)**

l'ordre social. À cet égard, les organismes de secours représentent un grand risque. En effet, ils peuvent modifier profondément l'économie d'une société dévastée lorsqu'ils fournissent des ordinateurs, des véhicules, de l'aide alimentaire et des produits pharmaceutiques. Il faut prendre toutes les précautions possibles afin d'éviter un déséquilibre. La restauration de l'ancien système des marchés — par opposition à la technologie occidentale — constitue souvent le moyen le plus rapide de rétablir une économie.

- Le rétablissement des installations médicales de base – Il faut fournir des soins médicaux de base à la société. Même dans les sociétés où il n'existe plus de gouvernement, on fournit des soins très limités. Lorsque des organismes occidentaux participent à des interventions humanitaires, le niveau de base des soins fournis contribue à réduire les taux de mortalité grâce à la vaccination. Le CICR contribue au retour des PDRE dans les collectivités qui ont accès à de l'eau potable, ce qui réduit les risques d'épidémies pour le reste de la population.
- La sécurité alimentaire – On assure la sécurité alimentaire en fournissant une source certaine de nourriture à prix modique.

Dans les régions rurales, cela signifie récolter et reconstituer les troupeaux. Dans les régions urbaines, il faut assurer une activité économique suffisante pour que les habitants puissent survivre.

#### CONCLUSION

**L**es forces militaires, les organismes de l'ONU et les ONG continueront de collaborer aux opérations d'aide humanitaire. L'instabilité qui caractérise ces situations d'urgence complexes ne disparaîtra pas :

Dans les pays de l'Ex-Yougoslavie, le défi reste à relever. Les autorités aujourd'hui au pouvoir sont toutes issues de l'ancien système titiste : économies centralisées et dirigées, systèmes de parti unique. De profondes réformes politiques et économiques sont nécessaires afin de pouvoir préparer ces nouveaux États à entrer dans le concert des nations européennes. La paix ne durera qu'au prix de la construction et de la mise en œuvre effective d'institutions étatiques démocratiques qui tiennent compte des identités culturelles et des entités politiques issues du conflit<sup>10</sup>.

Seule la collaboration de la CI et de la SFOR peut transformer la Bosnie-Herzégovine en une nation stable, prospère, dont la sécurité des habitants est assurée.

Nous avons indiqué ci-dessus les composantes de l'état initial et les difficultés subséquentes en matière de coordination auxquelles les forces militaires font face lorsqu'elles accomplissent des tâches non traditionnelles conjointement avec des partenaires inconnus, dont le mandat est différent, dans le cadre d'un même mandat stratégique supérieur. Les commandants doivent être conscients des capacités de leurs unités et accepter le risque de fournir une aide humanitaire sans que cela ne compromette leur rôle militaire traditionnel.

Enfin, nous avons proposé des objectifs stratégiques réalisables qui permettent d'établir et de mesurer le succès d'une opération d'aide humanitaire générique et de rationaliser la mission. La détermination du succès ou de l'échec permet de définir où il faut concentrer les efforts d'une mission. Une stratégie de retrait n'est possible que lorsque des objectifs mesurables ont été atteints.

*On ne pourra juger le succès de l'occupation que dans 50 ans. Si les Allemands (les Bosniens) jouissent à ce moment-là d'une démocratie stable et prospère, alors nous aurons réussi.*

Le général Dwight D. Eisenhower,  
juin 1945



#### À PROPOS DE L'AUTEUR...

Le major C. Victor Sattler s'est enrôlé dans les Forces canadiennes en 1988 et a terminé son cours professionnel d'officier d'infanterie en 1990. Il a servi au sein du Princess Patricia's Canadian Light Infantry à Calgary et à Winnipeg et a été stagiaire au sein des deux bataillons du The Royal Green Jackets à Dover, en Angleterre et à Dhekalia, à Chypre. Il a occupé un certain nombre de postes d'état-major, y compris dans le domaine de la doctrine de l'infanterie au Quartier général du Commandement de la Force terrestre à Saint-Hubert et à la Direction de l'instruction de l'Armée de terre ainsi qu'au Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne à Kingston. Le major Sattler a effectué des périodes de service opérationnel, dont une période avec les forces des Nations Unies à Chypre et un déploiement dans l'ensemble de l'Europe dans le cadre de la participation de l'infanterie du R.-U. à la Force mobile (Terre) du Commandement allié en Europe et à la Force de stabilisation de l'OTAN en Bosnie-Herzégovine. Le major Sattler a obtenu un diplôme de sciences politiques à l'université Queen's de Kingston, est également diplômé du Collège de commandement et d'état-major de la Force terrestre canadienne et a suivi un cours de tactique interarmes à Warminster, au Royaume-Uni. À l'heure actuelle, il occupe le poste d'inspecteur du contrôle des armements au J3 Vérification du contrôle des armements à Ottawa.

## NOTES

1. « Aide humanitaire » est une expression qui signifie une intervention forcée dans les affaires nationales d'un État étranger par différents moyens. Cette aide peut comprendre toute une gamme de mesures allant des protestations diplomatiques modérées à des sanctions et à l'occupation militaire pendant une période indéterminée. Il s'agit d'une forme de guerre latente. Le but de l'aide humanitaire est de fournir aux victimes des conflits une certaine protection, de leur apporter de l'aide et d'entamer un dialogue avec les belligérants, de lancer des projets de rétablissement qui ont une influence stabilisatrice sur les collectivités et de redonner l'ordre dans la vie des habitants. Un tel but est fondé sur la simple constatation que la vie des habitants doit revenir à la normale bien avant que l'on puisse atteindre la stabilité à long terme.

2. Christophe Girod et Angelo Gnaedinger, « Le politique, le militaire, l'humanitaire : un difficile ménage à trois », *Dernière Guerre balkanique? Ex-Yougoslavie : témoignages, analyses, perspectives*, Paris et Montréal : L'Harmattan, 1996, p. 157.
3. Girod et Gnaedinger, p. 139-140.
4. Girod et Gnaedinger, p. 144.
5. Andres S. Natsios, *US Foreign Policy and the Four Horsemen of the Apocalypse : Humanitarian Relief in Complex Emergencies*, Westport, Ct: Praeger, 1997, p. 60.
6. Girod et Gnaedinger, p. 159.
7. *Accord de paix de Dayton*, article VI, Déploiement de l'IFOR, alinéas 2 et 3.
8. Natsios, p. 56.
9. Girod et Gnaedinger, p. 159.
10. Girod et Gnaedinger, p. 162.

## Les Rangers canadiens

Les Rangers canadiens sont des réservistes qui assurent une présence militaire dans les régions éloignées, isolées et les communautés côtières du Canada. Fondés en 1947, les Rangers canadiens sont responsables de protéger la souveraineté canadienne en rapportant des activités ou des phénomènes inhabituels, en faisant la collecte de données locales significatives et en faisant des patrouilles de surveillance ou de souveraineté au besoin.

On compte présentement 3 500 membres des Rangers canadiens dispersés dans 144 communautés au Canada. Au total, cinq Groupes de patrouilles de Rangers canadiens, numérotés de un à cinq, se trouvent sous le commandement du Secteur du Nord des Forces canadiennes et des quatre Secteurs de la Force terrestre.



Planification d'un exercice avec le personnel de l'Armée.



Deux Rangers canadiens et son Excellence la très honorable Adrienne Clarkson, à la suite d'une cérémonie d'investiture à Ottawa où 17 Rangers canadiens d'un peu partout au Canada ont été décorés de la barrette « Ranger » à leur Médaille du service spécial.

# CRITIQUES DE LIVRES

## Bastard Sons: An Examination of Canada's Airborne Experience 1942 – 1995

Compte rendu par le major J.J. Parkinson, CD

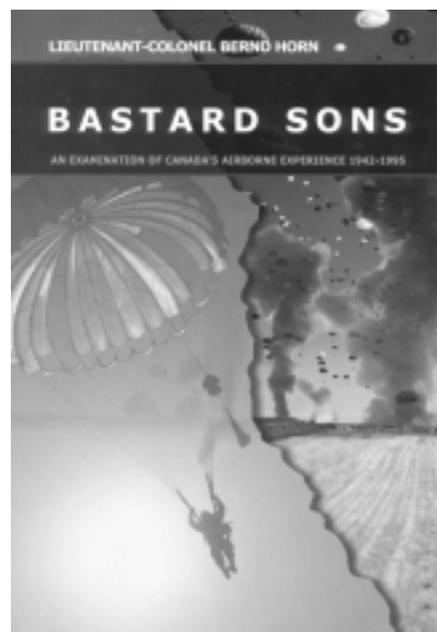
J'ai entamé la lecture du livre *Bastard Sons* avec circonspection. Je me souviens très bien du démantèlement du Régiment aéroporté du Canada. À l'époque, j'étais stupéfait et furieux de l'annonce inattendue du démantèlement du Régiment, un acte qui à mon opinion constituait une trahison sans nom à son endroit. Après une première réflexion, je changeai d'opinion. Une joie vindicative m'a habité à l'idée que le Régiment aéroporté du Canada avait été puni en raison des problèmes qu'il avait causés à l'Armée de terre. Après mûre réflexion cependant, j'en suis venu à la conclusion que l'Armée de terre a engendré ses propres problèmes et que le démantèlement du Régiment aéroporté du Canada résultait de ces problèmes et n'en constituait pas la solution.

Lorsque que j'ai vu ce livre, j'ai tout de suite pensé : « Ho!Ho! Voici un bouquin qui doit sûrement donner dans le genre "le Régiment a été très mal traité et il a terriblement souffert des méchancetés dites contre lui". » La couverture du livre manque d'originalité. Le titre semble évoquer le machisme et avoir été inspiré d'un scénario hollywoodien. L'avant-propos du major-général Pitts est bien écrit, mais semble l'avoir été égocentrique : encore un membre de la famille régimentaire qui appuie l'un des siens. Par contre, la préface du colonel Kenward est excellente et rend compte du ton du livre. Suivent les remerciements de l'auteur et les listes des Regimental Commanders, commandants et colonels du Régiment aéroporté du Canada.

Le livre comprend cinq parties présentées en ordre chronologique : la mise sur pied d'une capacité aéroportée

au cours de la Deuxième Guerre mondiale, la période qui a immédiatement suivi la guerre, de 1946 à 1948, la Troupe mobile d'attaque et la Force de défense du Canada, de 1948 à 1967, le Régiment aéroporté du Canada, de 1968 à 1995 et le rétablissement des compagnies indépendantes de parachutistes après le démantèlement du Régiment aéroporté du Canada en 1995. La liste d'abréviations qui se trouve à la fin du livre sera des plus utiles à la plupart des lecteurs, militaires ou civils. L'index est très complet et satisfera aux besoins de quiconque désire utiliser le livre à des fins de recherche.

L'introduction laisse à penser que le livre constitue un examen savant de l'expérience canadienne dans le domaine des forces aéroportées plutôt qu'un livre de vulgarisation historique. Le lieutenant-colonel Horn développe clairement sa thèse principale selon laquelle les forces aéroportées canadiennes ont eu un cheminement difficile en raison du manque de vision stratégique dans le domaine. Comme il n'y a jamais eu et qu'il n'y a pas encore d'orientation stratégique, comment peut-il y avoir une orientation opérationnelle et une orientation au niveau de l'Armée de terre en ce qui a trait au rôle et à la nécessité de posséder des forces aéroportées? Horn traite également de l'élitisme, même s'il ne s'agit pas là du sujet principal du livre. Je présume qu'il fait référence au Régiment aéroporté du Canada en qualité d'unité d'élite, comme bon nombre le percevaient. De nombreuses notes terminent l'introduction et un certain nombre de citations sont tirées de plus d'une source. Il s'agit là d'une caractéristique du livre : les notes sont



**Bastard Sons: An Examination of Canada's Airborne Experience 1942 – 1995, par le lieutenant-colonel Bernd Horn. St. Catherines, Vanwell Publishing Limited, 2001, 288 pages.**

nombreuses, bien documentées et la plupart du temps tirées de sources de premier ordre.

Vraiment, même si le livre traite principalement de l'expérience des forces aéroportées du Canada, *Bastard Sons* va beaucoup plus loin et l'auteur y soutient que la stratégie militaire canadienne n'a pas permis d'assurer la souveraineté canadienne. Vers la fin du deuxième chapitre, le lieutenant-colonel Horn établit les paramètres de cette affirmation, qu'il continue à développer plus loin lorsqu'il cite comme suit R.J. Sutherland, analyste en matière de défense : « Le Canada ne doit pas, en raison de sa faiblesse militaire ou pour toute autre raison,

constituer une menace directe pour la sécurité des États-Unis. Si les États-Unis se sentaient menacés, le droit du Canada d'exister en qualité de nation indépendante serait en danger. » Le lieutenant-colonel Horn poursuit en démontrant clairement qu'en trois occasions, la question des forces aéroportées a été portée à l'avant-scène de la pensée militaire stratégique canadienne lorsque les États-Unis percevaient une menace à la souveraineté du Canada. En ces trois occasions, le gouvernement canadien a réagi aux événements plutôt que de préparer un plan stratégique. Les changements apportés à la stratégie sont restés en vigueur le temps qu'ont duré les menaces perçues. Dès que la menace disparaissait, l'attention se portait rapidement ailleurs. Le lieutenant-colonel Horn n'accorde pas une meilleure capacité de planification et de prévoyance à l'Armée de terre qu'au gouvernement de qui elle relève.

Le quatrième chapitre, intitulé « The Winds of Change », est le plus captivant du point de vue de l'Armée de terre. Bon nombre des questions soulevées dans ce chapitre, consacré aux années 1964 à 1968, sont les mêmes que celles qui préoccupent l'Armée de terre aujourd'hui. L'intention du ministre de l'époque, consistant à « réorganiser les forces militaires en une force unique d'une grande mobilité qui serait en mesure de satisfaire dans les plus brefs délais à la plus grande gamme de besoins qui pourraient éventuellement survenir » coïncide étroitement avec le concept de force d'envergure moyenne préconisé par l'Armée de terre aujourd'hui. Ce principe de déploiement rapide ne s'est pas vraiment matérialisé ni aujourd'hui ni à l'époque. Le lieutenant-colonel Horn cite à cet effet le lieutenant-général Allard, chef du Commandement de la Force mobile : « Nous savions que le déploiement d'une brigade d'infanterie à l'étranger pouvait prendre plusieurs semaines, sans compter qu'il fallait qu'elle soit complètement équipée et qu'elle ait participé à un entraînement rigoureux d'une durée minimale d'un mois. » Les choses ont-elles changé? Et certains problèmes institutionnels sont-ils

vraiment différents de ce qu'ils étaient? Le lieutenant-colonel Horn décrit très justement comment les directives d'un officier général, en l'occurrence le commandant de l'Armée de terre, ont été mises de côté, un problème qui persiste encore.

Le huitième chapitre, intitulé « On the Edge of the Abyss », est le plus prenant. L'auteur y décrit très bien l'affectation du Régiment aéroporté du Canada à l'opération « Deliverance », en Somalie, et les résultats de ce déploiement. Il présente l'information de façon très équilibrée et la quantité de détails est adaptée à l'envergure et à la portée du livre. Il aborde sans détour les problèmes liés au Régiment aéroporté du Canada en Somalie. Plus important encore, il soutient de belle façon que le déroulement de la mission du Régiment en Somalie a connu beaucoup de succès. Il étoffe également les éloges faits à l'endroit du Régiment et de sa conduite à l'aide de documents émanant de personnes aussi importantes que Jonathan T. Howe, représentant spécial du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, le lieutenant-général R.B. Johnston, commandant américain de l'ONUSOM, Robert Oakley, envoyé spécial en Somalie et Barbara McDougall, ministre d'État chargé des Affaires extérieures.

Malgré tous ses points forts, le livre a aussi des points faibles. Parfois, le style peut rendre la compréhension difficile, surtout au début du livre, où l'auteur fait des bonds entre les époques dans le but de tenir compte d'événements pertinents qui se sont produits antérieurement. Il s'agit en partie d'un problème de révision, au même titre que l'oubli de quatre notes au huitième chapitre. De plus, le lieutenant-colonel Horn affirme à trois occasions, sans en faire la preuve ni citer de sources, que le gouvernement aurait préféré accorder des fonds aux programmes sociaux plutôt qu'aux programmes militaires. Ces affirmations sont-elles vraies ou s'agit-il de légendes urbaines? Ces derniers points viennent affaiblir un texte qui serait par ailleurs bien équilibré. De plus, la taille et l'organisation des forces aéroportées du Canada ayant considérablement varié, il

aurait été utile de présenter les différentes organisations et de comparer les effectifs des forces aéroportées de 1942 à aujourd'hui afin de mieux faire comprendre le contexte.

Dans sa conclusion, le lieutenant-colonel Horn explique le titre de son livre et donne de forts arguments en faveur du maintien des forces aéroportées à l'ordre de bataille. Il traite également de la question des forces aéroportées du Canada en qualité de troupes d'élite en soutenant que le 1<sup>er</sup> Bataillon canadien de parachutistes, la Special Air Service Company et le Régiment aéroporté du Canada (de sa création jusqu'à environ 1977) peuvent tous être considérés comme unités d'élite. Il manque cependant à la conclusion une analyse des perspectives d'avenir de la capacité aéroportée canadienne. Même si cette omission peut s'expliquer par l'émotivité que suscite toujours cette question, et même s'il s'agit d'une étude fondée sur l'histoire, il n'en reste pas moins que le lecteur reste sur sa faim.

La lacune la plus importante et la moins pardonnable de ce livre reste cependant le manque de profondeur du traitement réservé à l'expérience opérationnelle du 1<sup>er</sup> Bataillon canadien de parachutistes et de la composante canadienne de la First Special Service Force. Le lieutenant-colonel Horn accorde moins d'une page à cet épisode. Il s'agit là d'une lacune importante pour un livre dédié aux forces aéroportées. Deux chapitres complets comptant trente-trois pages, incluant les notes, portent sur la période de 1935 à 1945, mais une seule page est consacrée à l'expérience aéroportée du Canada, notamment la seule expérience aéroportée canadienne en temps de guerre. Ce sujet à lui seul aurait pu faire l'objet d'un chapitre entier. S'il y a une bonne raison de laisser de côté un élément d'une telle importance, la moindre des choses serait de la faire connaître au lecteur.

En résumé cependant, le livre a des forces qui en font largement oublier les faiblesses. *Bastard Sons* est un excellent livre. Le lieutenant-colonel Horn a clairement cerné le problème du manque

de réflexion au niveau stratégique qui a affecté la création et le maintien de la capacité aéroportée du Canada. La période la plus pénible de l'expérience aéroportée canadienne, c'est-à-dire le démantèlement du Régiment aéroporté du Canada, est également traitée d'excellente façon. L'auteur n'aborde pas le sujet sous l'angle de la nécessité de maintenir un régiment aéroporté à l'ordre de bataille, il traite plutôt de la façon dont les décisions stratégiques ont été prises et continuent d'être prises. Ce

livre est important à cause de l'approche des plus sérieuses utilisée pour l'étude de l'échec de la stratégie militaire canadienne. Le livre fait la démonstration du cheminement passé de l'Armée de terre en sa qualité d'institution militaire moderne et du chemin qui lui reste à parcourir avant d'arriver à maturité. Ce livre est incontournable pour qui est intéressé à l'histoire militaire moderne du Canada et devrait faire partie de la bibliothèque de tout soldat professionnel.

*Le major J.J. Parkinson, CD, est le G1 du Système de la doctrine et de l'instruction de la Force terrestre. Parachutiste occasionnel, il poursuit actuellement ses études au niveau de la maîtrise ès arts en études militaires à l'American Military University.*

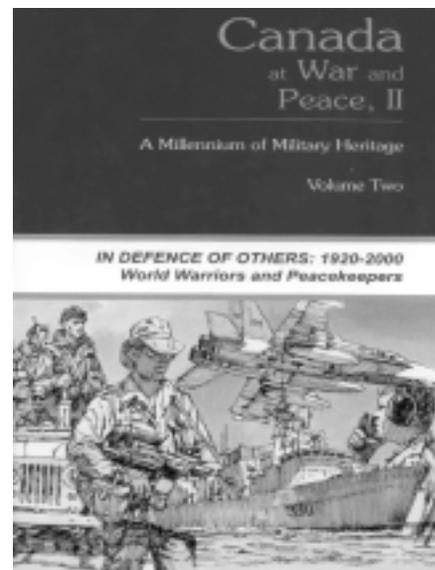
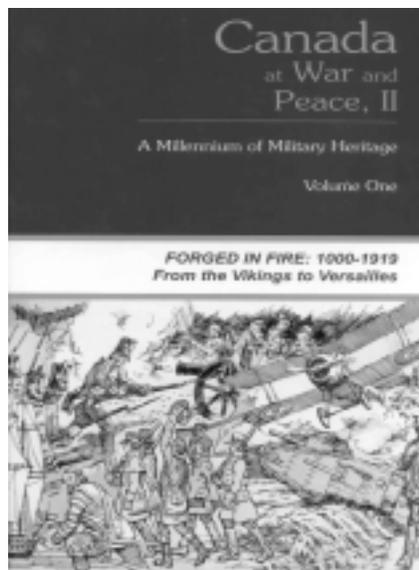


## Canada at War and Peace, II: A Millenium of Military Heritage

Compte rendu par le major Jim Godefroy, CD

L'ouvrage intitulé « Canada at War and Peace, II: A Millenium of Military Heritage » se présente sous la forme de deux volumes regroupant de courts articles de deux à trois pages chacun et portant sur l'histoire des conflits au Canada et sur les activités militaires canadiennes depuis l'arrivée des Vikings et les conflits entre tribus autochtones jusqu'à nos jours. Cet ouvrage est publié par « Esprit de Corps Books » et, pour le directeur de la rédaction Scott Taylor, il s'agissait d'un projet fort ambitieux : la rédaction d'une chronique consacrée à la totalité de l'histoire militaire du pays qui est devenu le Canada. Les deux volumes, comptant un peu moins de 1 000 pages en tout, constituent une lecture laborieuse. Le frontispice de chaque volume fait état de 44 collaborateurs; il est facile d'imaginer qu'avec un tel nombre d'auteurs, le résultat final est de qualité variable. Les livres renferment des articles repris du magazine Esprit de Corps ainsi que des textes rédigés spécialement pour ce projet. Les deux volumes sont abondamment illustrés de photographies familiales et d'éléments graphiques dus à Scott et Katherine Taylor. Il y a plusieurs sections en couleur.

La jaquette donne à penser que ces livres sont des outils de recherche précieux, compte tenu de la pré-



**Canada at War and Peace, II: A Millenium of Military Heritage par Scott Taylor, Directeur de la rédaction. Deux volumes. Ottawa, Esprit de Corps Books, 1999, 2000.**

sentation chronologique de leur contenu et de la présence d'un index de A à Z, sans oublier qu'ils traitent des volets politiques, sociaux et militaires des conflits auxquels le Canada a pris part. J'ai gardé cela à l'esprit tout au long de la lecture, mais je dois avouer qu'à la fin, j'étais moins convaincu.

Ma critique générale est la suivante : du fait de leur longueur et de leur style, les articles s'adressent davantage au

lecteur curieux qu'à l'étudiant sérieusement intéressé à l'histoire militaire; peu de sources importantes sont citées. De nombreux passages semblent calqués sur le styles d'historiens vulgarisateurs comme Pierre Berton et il semble que le but de Taylor soit de faire connaître les exploits militaires canadiens. Dans ce sens, il s'agit d'une réussite. Malheureusement, de nombreux articles ne proposent qu'une analyse superficielle, de sorte

que la valeur des livres est amoindrie par ce manque de profondeur ainsi que par les inévitables lacunes et omissions. Bien qu'ayant un intérêt général pour l'histoire militaire canadienne et ayant en outre étudié dans ce domaine, je me considère comme un profane; aussi, j'ai estimé que le meilleur moyen de mesurer la qualité générale et l'exactitude du contenu des articles était de me pencher plus en détail sur les parties qui m'intéressaient plus spécialement. Puisque je collectionne les médailles commémoratives de campagnes décernées à des Canadiens, un article m'a particulièrement attiré; il a été écrit par L.H. Packard et traite des médailles décernées à des militaires canadiens. J'ai constaté que l'auteur de cet article confondait les décorations soulignant des actions militaires particulières (reconnaissables aux agrafes sur les médailles) et les médailles en général. Deux des trois décorations indiquées sont mal nommées et il y a des renseignements erronés sur la façon de se qualifier pour recevoir l'agrafe de la Saskatchewan sur la North West Canada Medal, qui fut décernée aux militaires ayant servi lors de la rébellion du Nord-Ouest en 1885. Ces erreurs portent sur des faits facilement vérifiables dans des sources secondaires et cela suffit à jeter un doute sur la qualité de la rédaction. De plus, dans la partie consacrée à la participation canadienne à la guerre des Boers (autre intérêt personnel), j'ai remarqué que nulle mention n'est faite de l'important contingent canadien envoyé à la South African Constabulary ni de la seconde bataille en importance à laquelle ont participé des Canadiens, qui se déroula le 31 mars 1902 à Boschbult, sur la rivière Harts. En fait, la participation canadienne à cette guerre après le retour de nos contingents initiaux est passée sous silence. Des omissions et des erreurs similaires jalonnent la plus grande partie du texte, si bien qu'il m'est difficile de croire que ces volumes puissent constituer des outils de recherche valables.

Au fil de ma lecture, j'ai remarqué que l'entrée du Canada dans la Première Guerre mondiale faisait l'objet d'une unique page sous la plume de Norman Shannon, qui y va de plusieurs stéréotypes usés à propos du ministre de

la Milice et de la Défense, Sam Hughes, qui rejette l'utilité du fusil Ross dans une phrase dont la construction laisse à désirer et qui termine par une référence sibylline aux expériences des Allemands avec les gaz, près d'Ypres. Un lecteur ayant une certaine connaissance du rôle du Canada lors de la Première Guerre mondiale saisira le sens caché de toutes ces remarques, mais le lecteur profane qui consulte cet « outil de recherche précieux » se sentira perdu et ne sera pas à même de comprendre où M. Shannon veut en venir, à moins de lire d'autres articles et de rassembler les pièces du casse-tête.

D'un point de vue canadien, la Première Guerre mondiale est généralement bien couverte car on trouve des articles ou des mentions sur la plupart des principales actions canadiennes pendant cette guerre. Cette section est ternie par un thème récurrent que Shannon a à cœur : le fait d'encenser inutilement et de façon populiste l'efficacité au combat des Canadiens menés par des généraux britanniques incompetents. Les critiques visant le rendement des généraux britanniques pendant la Première Guerre mondiale ne sont pas nouvelles. Le travail du feld-maréchal Haig et de son état-major est étudié d'un œil critique depuis plus de 80 ans et d'excellents livres rédigés par Denis Winter, John Keegan et d'autres renferment des explications équilibrées sur les décisions prises, les échecs et les succès. La manière regrettable de traiter ce sujet ici — comme un simple fait se passant de toute explication — fait en sorte que la chose est perçue comme un fait établi, trop simplifié et difficile à croire, si bien qu'il détone par rapport aux comptes rendus, généralement conformes aux faits, des prouesses des Canadiens pendant la guerre. De style différent de celui de M. Shannon, il y a Mike McMorgan à qui nous devons plusieurs beaux écrits sur les exploits de la brigade de cavalerie canadienne, et le colonel Storm Galloway qui nous a laissé des articles comme son récit relevé de l'entrée des Canadiens dans la ville de Mons à la fin de la guerre. Ces écrits suggèrent que la présentation retenue par Taylor n'est pas mauvaise, mais que la rédaction, le ton et les préjugés constituent plutôt les points faibles de l'ouvrage.

Le second volume commence par une brève partie consacrée à l'entre-deux-guerres, mais il comporte surtout (plus de 200 pages) une série d'articles sur la Deuxième Guerre mondiale. Ceux qui sont abonnés au magazine *Esprit* de Corps trouveront ce volume décevant car la presque totalité de la partie consacrée à la Seconde Guerre mondiale est formée d'articles tirés de ce magazine; il aurait donc suffi à ces personnes de consulter les numéros antérieurs pour trouver un article en particulier. Les textes portant sur la Seconde Guerre mondiale portent sur des unités, des actions, des incidents et des biographies. Comme dans la partie consacrée à la Première Guerre mondiale, les activités des troupes canadiennes sont généralement bien traitées, mais peu en profondeur et les textes sont souvent teintés de récriminations à propos du manque de reconnaissance des alliés envers les accomplissements des Canadiens. Ce ton plaignard devient vite agaçant; il pourra sans doute toucher la corde sensible de certains lecteurs, mais la plupart trouveront qu'il s'agit d'une source de distraction.

Un texte un peu bizarre de George Orsyk porte sur les Forces canadiennes et la montée du Parti québécois. Orsyk affirme que de nombreux Québécois ont considéré les FC comme une force paramilitaire que le gouvernement fédéral gardait en réserve pour rappeler à l'ordre une colonie difficile, le Québec. Il traite ensuite du déploiement des FC au cours de la crise d'octobre 1970, puis met en doute certaines décisions prises par les FC en 1976 et 1977, y compris le nombre important de membres des FC déployés dans le cadre des Jeux olympiques de Montréal ainsi que le déplacement du Régiment aéroporté du Canada d'Edmonton à Petawawa, ce qui pousse le lecteur à conclure que toutes ces mesures ont sans doute été prises par crainte du séparatisme. Ne citant aucune source de premier ordre si ce n'est que des annonces dans la presse et ne précisant pas la source des diverses citations, Orsyk trace un portrait sombre avec des relents de conspiration et jette un doute sur le leadership au sein du gouvernement et des FC.

Je dois avouer qu'en raison de la réputation du directeur de la rédaction, je m'attendais à ce que la partie

consacrée aux récents exploits militaires canadiens soit quelque peu partielle, à l'encontre des gros bonnets. Je ne fus pas déçu. La partie traitant de la participation militaire canadienne dans les Balkans comprend plusieurs refrains souvent entonnés, y compris les allégations selon lesquelles le ministère de la Défense nationale aurait systématiquement caché des incidents de tir, minimisé ou étouffé les actes de combat des troupes canadiennes et tenté de garder le public dans l'ignorance. Les gros bonnets, les gens des Affaires publiques et le personnel du juge-avocat général, de hauts fonctionnaires ainsi que leurs maîtres politiciens sont présentés comme les architectes peu scrupuleux de cette tromperie et le lecteur est amené à croire qu'une puissante culture du secret et de la dissimulation est à la base de toutes ces activités. Il est fait bien peu de cas des raisons moins obscures de certains

échecs des FC, comme la réduction des effectifs, l'instruction insuffisante du personnel, la bureaucratie, voire de simples erreurs humaines. Même s'il ne fait aucun doute qu'il y ait une part de vérité dans tous ces écrits, des faits qui vont à l'encontre de l'existence supposée de cette culture du secret sont ignorés, si bien que l'ensemble manque d'objectivité.

Est-ce que je recommanderais ces livres? Non, malheureusement. Bien que Taylor ait fait d'admirables efforts pour regrouper tous ces écrits, ils ne renferment presque rien de neuf et beaucoup trop d'éléments subjectifs, sans fondement ou trompeurs, sans oublier les nombreuses omissions. L'article peut inclure certains renseignements nouveaux ou peu connus, mais l'absence de notes en bas de pages ou de sources amène le lecteur à douter de leur véracité. Pour le lecteur

déterminé qui cherche un ouvrage unique, il existe de meilleurs ouvrages sur l'histoire militaire canadienne, comme le livre de Desmond Morton intitulé « A Military History of Canada ». Même si, dans ce genre d'ouvrages, les omissions sont inévitables, le livre de M. Morton présente de notre héritage militaire une image plus équilibrée et davantage fondée sur les faits que les volumes de Taylor et, en outre, la lecture en est plus facile.



*Le major Jim Godefroy, CD, travaille actuellement à la Direction de l'instruction de l'Armée de terre, à Kingston.*

## The Path to Blitzkrieg – Doctrine and Training in the German Army, 1920-1939

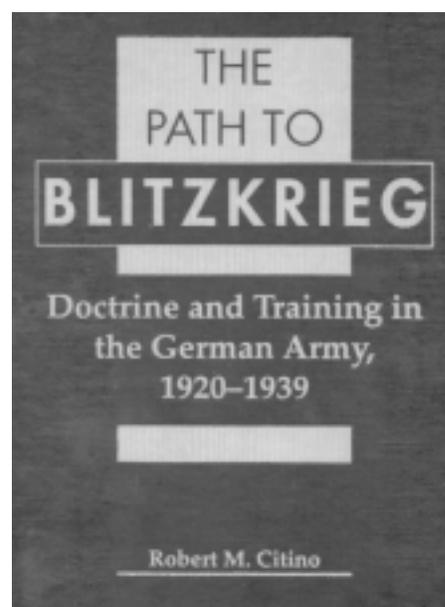
Compte rendu du lieutenant-colonel Ian Hope.

Ceux qui étudient l'histoire de façon intermittente et bon nombre de professionnels militaires sont à la recherche d'indices qui les guideront vers l'excellence militaire. Ils farfouillent dans l'histoire pour trouver des exemples de tactique ou de technologies universelles qui ont procuré un avantage militaire décisif. Ils sont sensibles aux mythes de l'histoire militaire, particulièrement ceux selon lesquels un certain type de « révolution dans les affaires militaires » a permis à une armée de se métamorphoser rapidement après avoir acquis une nouvelle capacité particulière qui lui procurait un avantage écrasant.

Le mythe de la *Blitzkrieg* en est un exemple type. On a longtemps prétendu que la *Blitzkrieg* était le résultat des efforts d'un cercle restreint d'officiers — particulièrement Guiderian et von Mainstein — qui auraient été guidés par les ouvrages de Liddell Hart.

Selon ce mythe, ces militaires non-conformistes ont combiné la technologie des blindés et de l'aviation afin d'obtenir un levier d'exploitation permettant de produire un effet maximum et ont ainsi fondé une doctrine imparable à cette époque. Selon ce mythe, il y a eu également une lutte féroce entre ces officiers et les membres de l'état-major général intransigeants qui refusaient d'accepter leurs idées — une lutte qui n'aurait pris fin que lorsque Hitler lui-même a approuvé la *Blitzkrieg* et que la *Wehrmacht* a ainsi été transformée en une machine de guerre victorieuse.

L'ouvrage de Citino est important parce qu'il réfute ce mythe particulier et jette par conséquent le discrédit sur tous les mythes semblables. Dans son ouvrage intitulé *The Path to Blitzkrieg: Doctrine and Training in the German Army, 1920-1939*, Citino soutient de façon convaincante que les succès des Allemands sur le champ de bataille



*The Path to Blitzkrieg – Doctrine and Training in the German Army, 1920-1939*, de Robert M. Citino. Boulder, Colorado, Lynne Rienner Publishers, 1999.

n'étaient pas le fruit d'une nouvelle tactique, technologie ou arme particulière, mais de l'institutionnalisation de l'excellence qui a été réalisée après plusieurs décennies d'efforts soutenus.

L'ouvrage *Path to Blitzkrieg* comble une lacune dans la recherche historique sur l'armée allemande de 1920 à 1939. On a beaucoup écrit sur le rôle de la *Reichswehr* dans la République de Weimar et sur celui de la *Wehrmacht* dans l'Allemagne nazie, et il existe d'excellentes biographies des principaux commandants de cette époque. On a publié également de très bonnes études sur la mise au point du char et des aéronefs. Mais aucun ouvrage ne porte sur le développement de l'instruction et de la doctrine qui est à l'origine de l'excellence au combat des Allemands durant la Deuxième Guerre mondiale.

Bien que l'ouvrage de Citino vise la période entre 1920 et 1939, la majeure partie de ce dernier porte sur l'époque de von Seeckt, c'est-à-dire de 1920 à 1926. Citino affirme de façon convaincante que les origines de la *Blitzkrieg* remontent à cette période antérieure, c'est-à-dire à la doctrine de la *Bewegungskrieg* ou de la « guerre de mouvement » de von Seeckt. En raison du Traité de Versailles, l'Allemagne était contrainte d'adopter une position de défense stratégique et il lui était interdit de produire des chars et des aéronefs de combat. Pourtant, malgré cette restriction, von Seeckt a été en mesure d'instiller à sa petite armée professionnelle une préférence pour les opérations offensives tactiques grâce à la mobilité assurée par la motorisation, avec l'appui de la force aérienne, ainsi qu'à une insistance soutenue sur la doctrine interarmes et le leadership et l'initiative au sein des petites unités.

Citino décrit la genèse de la *Bewegungskrieg* de von Seeckt, depuis la tactique et la doctrine de l'armée allemande en 1914, puis tout au long de la Première Guerre mondiale, jusqu'à son expression claire dans les *Field Service Regulations* de 1921 — *Combined Arms Leadership in Battle*. Mais comme la portée de ce manuel de doctrine s'arrête à 1921, Citino utilise d'autres ouvrages de référence pour

étudier les années subséquentes, principalement les « observations du chef du commandement de l'armée », qui étaient publiées tous les ans. À partir de ces documents ainsi que des rapports des attachés militaires et d'ouvrages militaires contemporains, Citino évalue l'influence que von Seeckt a exercée sur la *Reichswehr*. Selon lui, tous les officiers recevaient un exemplaire des « Observations » qui régissaient le travail effectué l'année suivante. La touche de von Seeckt est également évidente dans la *Militär Wochenblatt*, une publication hebdomadaire des exercices tactiques de la section de l'instruction de l'armée. Ces documents étayaient l'établissement d'une solide doctrine qui est à la base des méthodes et des tactiques qui ont joué un rôle essentiel dans les succès des Allemands pendant la Deuxième Guerre mondiale.

Citino donne également dans son ouvrage un aperçu du déroulement de tous les types d'instruction. En effet, un des chapitres est consacré aux diverses écoles de la tactique de l'armée allemande, à leur portée et à leur programme d'études. Il décrit aussi en détail les jeux de guerre et les exercices tactiques théoriques. Néanmoins, il se concentre principalement sur le déroulement des exercices en campagne, sur leur portée, leur durée et leurs résultats. Il donne ainsi au lecteur un bon aperçu de la méthodologie d'instruction de l'armée allemande, du rôle des arbitres et des états-majors de contrôle, de la participation des commandants et des visiteurs et de la façon dont les observations se sont traduites par des modifications de la doctrine.

Les changements et l'évolution font partie de cette histoire. Le lecteur ressent l'apprentissage institutionnalisé qui s'est accru progressivement d'année en année et qui a permis l'expansion et le réarmement de l'armée allemande après 1933 sans que cette dernière ne perde ses compétences. La solide doctrine établie par von Seeckt a donné naissance à un type d'instruction qui, à son tour, a produit une doctrine éclairée, laquelle a entraîné des cycles constants d'apprentissage qui ont progressivement accru la capacité de l'armée allemande de combattre au

moyen d'organisations interarmes durant des opérations offensives très mobiles.

Lorsqu'une nouvelle doctrine a été établie en 1933 — la *Truppenführung* —, cette dernière n'était en fait qu'une version évoluée de la doctrine du début des années 1920. La *Truppenführung* a survécu au changement le plus considérable qu'a connu l'armée allemande durant la totalité de cette période, c'est-à-dire la fondation de la division Panzer en 1935-1936. Citino met en doute les déclarations de Guiderian au sujet d'une longue et difficile lutte avec Beck afin d'établir les divisions *Panzer*. En effet, Beck est devenu le chef de la *Truppenamt* en 1933 et, en 1935, trois divisions de Panzer étaient mises en service. Cela ne laisse guère sous-entendre un conflit. Mais si les divisions *Panzer* elles-mêmes étaient nouvelles, la tactique, la doctrine et l'instruction connexes ne l'étaient pas. Ces nouvelles formations ont vu leur tâche facilitée par l'accent qui avait été mis de longue date sur la guerre interarmes et les opérations offensives.

Citino termine son ouvrage en décrivant *l'opération Jaune* (les offensives contre les Pays-Bas et la France en mai 1940) comme un exemple de l'efficacité de la « doctrine » appliquée. Les brillantes tactiques de l'armée allemande dans le nord-ouest de l'Europe en 1940 étaient le résultat cumulatif des activités qui s'étaient déroulées de 1920 à 1939 tandis que de sévères restrictions en matière de main-d'œuvre et de matériel n'avaient pas empêché les militaires allemands d'expérimenter, et de se montrer avant-gardistes et innovateurs.

Citino utilise efficacement des références impubliées. Ces dernières comprennent des rapports de renseignement militaire américains de 1919 à 1941, les archives du haut commandement allemand, les écrits des généraux von Seeckt et Groener, les archives du ministère des Affaires étrangères allemand ainsi que des études auxiliaires qui comprennent tous les ouvrages précurseurs de cette époque. Ses notes en bas de page rassurent et informent le lecteur. Son ouvrage fournit

beaucoup de détails importants pour un historien qui effectue des recherches sérieuses sur cette période, mais qui servent également à appuyer totalement ses arguments.

L'ouvrage de Citino, *Path to Blitzkreig*, est un excellent complément de ceux de Harold Winton, *To Change an Army*, et de Doughty, *Seeds of*

Disaster, qui décrivent le développement de la doctrine et de la tactique britanniques et françaises pendant la même période. Cependant, *Path to Blitzkreig* est surtout important parce qu'il démolit le mythe de la Blitzkrieg.



*Le lieutenant-colonel Hope est un officier d'état-major à la Direction des concepts stratégiques (Opérations terrestres) à Kingston, en Ontario, qui s'intéresse beaucoup à la théorie et à l'histoire militaires et qui est bien informé à ce sujet.*



Le lieutenant Glenn Cowan du 3<sup>e</sup> bataillon du Groupe-bataillon des Princess Patricia's Canadian Light Infantry (PPCLI) se familiarise avec l'aéroport de Kandahar où il travaillera pendant affectation en Afghanistan. Photo prise avec un appareil photo de combat DGAP/J5AP par le sgt David Snashall

# Tribune libre

## Commentaires, opinions et contestations

Commentaire sur la Liste d'ouvrages recommandés de l'Armée de terre – Guide de lectures professionnelles

### À propos de l'auteur...

Donald E. Graves est un historien spécialisé dans le domaine militaire et plus particulièrement dans les aspects opérationnel et tactique de la guerre. Il a écrit ou révisé plusieurs livres salués par la critique, y compris *Fighting for Canada: Seven Battles, 1758-1945*. Il est actuellement directeur général de l'Ensign Heritage Group, une entreprise commerciale qui fournit des services de consultation en histoire militaire à des ministères canadiens et américains (y compris le ministère de la Défense nationale) ainsi qu'à des musées et des sociétés cinématographiques. M. Graves habite près d'Ottawa, en Ontario.

### Cinq livres clés pour les militaires

**Les connaissances qu'il faut posséder ne semblent guère remarquables ...**

— Carl Von Clausewitz, *De la guerre*

L'Armée de terre a récemment publié un document intitulé *la Liste d'ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada – Guide de lectures professionnelles*, qui s'adresse aux militaires de tous rangs. Dans l'avant-propos, on affirme que « les changements complexes touchant la conduite du combat et les changements techniques et sociaux de notre époque sont certains des nombreux défis auxquels les militaires font face » et que : « Pour nous acquitter de nos fonctions, maintenant plus à fond une myriade de domaines reliés entre eux tels que la doctrine, l'instruction, les relations internationales, l'histoire et d'autres encore. » Cela est peut-être vrai, mais, personnellement, je me demande s'il est sage, du point de vue du métier des armes, d'insister (comme on le fait tous les jours) sur les complexités du monde moderne. J'ai une certaine connaissance de l'histoire militaire, particulièrement sur les plans opérationnel et tactique, et,

depuis une décennie, je tente de plus en plus de simplifier les choses au maximum afin d'éviter d'être submergé par une autre vague d'experts armés de technologies de pointe radicales, aptes à changer le monde. En fait, je suis devenu si réfractaire aux inlassables discussions sur les complexités de la profession militaire contemporaine, que j'ai pris une toute autre direction et élaboré une philosophie de la guerre (cette dernière étant la plus effroyable de toutes les activités humaines) fondée sur une affirmation de Clausewitz, qui dit que « l'engagement est l'activité de guerre proprement dite, tout le reste ne fait qu'y contribuer ». Je crois que cette « activité de guerre proprement dite » consiste à tuer de sang froid ou de sang chaud, et que c'est le devoir d'un militaire de s'acquitter de cette terrible tâche de la manière la plus efficace qui soit, tout en infligeant un minimum de pertes. Tout ce qui contribue à cet objectif est bon, tout ce qui s'y oppose est néfaste. Cette conviction peut paraître simpliste, mais elle me convient.

Compte tenu de ma philosophie rudimentaire, on ne sera pas surpris si j'ai été étonné par plusieurs des choix parmi la centaine de titres répertoriés



**« Le combat est l'activité militaire centrale; toutes les autres activités ne font que l'appuyer. » (Clausewitz) S'éloigne-t-on de cela?**

dans la *Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada*. À mon avis, cette liste renferme trop d'ouvrages portant sur des questions si obscures, périphériques, transitoires ou théoriques, que je doute beaucoup qu'un soldat intelligent et disposé à en apprendre davantage sur sa profession trouve une quelconque utilité à ces livres, à moins de s'en servir comme dessous de verre (des dessous de verre plutôt coûteux!).

Comme je suis foncièrement stupide, j'aime bien que tout soit aussi simple que possible, sans quoi je risque de m'embrouiller. Voilà pourquoi j'estime que cette liste d'ouvrages recommandés (qui semble être l'œuvre de plusieurs personnes ou de plusieurs comités) devrait être élaguée de façon radicale. J'ai donc choisi cinq livres de base que tout militaire devrait lire à un moment ou l'autre durant sa carrière. Je me suis inspiré de l'exemple de l'Aviation royale du Canada qui, il y a près d'un siècle, institua cinq exercices bien simples

(d'où l'expression 5 BX) après avoir obtenu des conseils laborieux et contradictoires de nombreux spécialistes sur la meilleure façon d'améliorer la condition physique des équipages d'aéronef. Ces cinq exercices, auquel s'ajoute la course à pied, constituent un régime d'entraînement efficace, qui peut être pratiqué par n'importe qui, n'importe où.

Voici, par ordre d'importance, la liste d'ouvrages qui, selon moi, devraient être lus par tous les militaires :

1. Clausewitz, *On War* (Princeton University Press, Princeton, 1984). Tous les militaires doivent lire ce livre au cours de leur carrière. Ce n'est pas une lecture de tout repos, mais la parution de cette excellente édition anglaise, publiée sous la direction de Michael Howard et Peter Paret, vous facilitera la tâche. Cette édition comporte un guide de lecture de 70 pages, qui vaut à lui seul le prix du livre, ainsi qu'un résumé magistral de la plus importante analyse que l'on ait publiée sur la conduite de la guerre. (Version française : *De la guerre*).
2. Sun Tzu, *The Art of War* (Oxford University Press, London, 1963). Un classique du répertoire chinois, ce livre constitue une appréciation succincte de la nature de la guerre. Il met l'accent sur la mise en évidence de l'interaction entre la morale, la diplomatie et la simple supercherie. L'édition mentionnée ci-dessus, traduite par Samuel B. Griffith, est ma préférée. (Version française : *L'art de la guerre*).
3. Farley Mowat, *The Regiment* (McClelland and Stewart, Toronto, 1955, et de nombreuses éditions ultérieures). Un excellent récit historique, qui tend vers le littéraire, cet ouvrage relate l'histoire d'un bataillon d'infanterie canadien durant la Seconde Guerre mondiale et dépeint à merveille ce qu'une unité militaire bien commandée peut accomplir.

La sélection des trois premiers ouvrages ne posait pas de problème. Par contre, j'ai eu plus de difficulté à choisir les numéros 4 et 5, étant donné la multitude d'options. Après mûre réflexion, j'ai choisi les titres suivants -- je dois cependant avouer que ma décision n'est pas immuable.

4. Richard Holmes, *Acts of War* (Macmillan, New York, 1985). Écrit par un membre de la faculté de la Royal Military Academy de Sandhurst et un officier supérieur de la British Territorial Army, cet ouvrage examine la nature de la guerre en se fondant sur de solides recherches d'ordre historique, plutôt que sur des élucubrations relevant de la psychologie ou des sciences sociales.
5. Feld-maréchal A.P. Wavell, *Generals and Generalship* (Macmillan, Toronto, 1940). Une analyse de

l'art du commandement, rédigée par un officier qui a beaucoup à dire sur le sujet, et qui le dit avec beaucoup de sagesse et une bonne dose d'humour.

Il s'agit bien sûr d'une liste subjective. Elle répond à mes attentes, mais elle ne répondra pas nécessairement à celles d'autrui. Je suis certain que d'autres ont leur propre liste d'ouvrages fondamentaux et je serais heureux qu'ils m'en fassent part. Le principal, c'est que les militaires sont des gens occupés; je crois donc qu'on doit essayer de simplifier leur liste de lectures recommandées plutôt que de la compliquer.



### *Pourquoi s'entraîner pour la guerre?*

*Le lieutenant-colonel L. Fortin écrit ce qui suit.*

## Comme dans l'armée!

**L**a plupart des façons de faire dans l'armée ont une raison valable d'être ainsi. Mais plusieurs d'entre nous les comprennent mal ou ne les connaissent même pas. Pourtant il est essentiel de savoir ces choses, elles font partie de notre culture. Cette culture est unique et déterminante car nous exigeons de nos soldats qu'ils évoluent sans broncher dans des situations tout à fait anormales pour un être humain, c'est-à-dire aller se mettre dans le chemin d'un projectile destiné à le tuer. Pire encore, on lui ordonne le moment et l'endroit où il doit mettre sa vie en jeu. Souvenons-nous que pour être efficace, un soldat doit avoir confiance en ses chefs, son entraînement et son équipement. Tout doit être entrepris pour bâtir et soutenir cette confiance. Il est donc non seulement profitable, mais aussi essentiel de lui expliquer le fondement de ces procédures. Mais d'abord faut-il les comprendre.

L'entraînement ne devrait-il pas servir à se préparer à combattre? Prenons quelques exemples.

**La marche forcée de 13 km.** La pratique courante consiste à aviser son peloton ou sa troupe quelques jours à l'avance et si on a le temps, de marcher en groupe les jours qui précèdent pour s'y entraîner. Le jour venu, l'officier explique l'itinéraire en quelques mots, insistant qu'il faut terminer en deçà de 2 heures et 26 minutes pour réussir; et c'est le départ. On parcourt une boucle qui part et revient au lieu de travail habituel en tentant de conserver la meilleure cadence possible avec le plus grand nombre possible de membres. Le résultat fréquent : les membres sont étalés sur plus d'un kilomètre à l'arrivée, les meilleurs terminant en 90 minutes et les traînardes juste à temps pour réussir. Plusieurs de ces derniers n'ont plus leurs armes et équipement; ils sont donc inefficaces au combat.

Pourtant, cette forme d'évaluation physique a été choisie parce qu'elle constitue une tâche militaire des plus traditionnelles qui permet d'évaluer non seulement la condition physique du groupe, mais aussi sa capacité à combattre arrivé à destination. Les commandants de peloton ou de troupe ont tout intérêt à atteindre les objectifs de leur mission. Ils doivent donc s'y attaquer comme on leur a enseigné. Tout d'abord, la ligne d'arrivée doit être perçue comme la ligne de départ tactique en vue d'une mission. Le commandant de peloton devra donc faire une reconnaissance de la carte, sélectionner des points de repère auxquels il faut arriver en respectant les temps de passage assignés. À quoi bon arriver à la ligne de départ une heure avant quand nous sommes une cible de choix! Même si le terrain choisi est à l'abri de l'observation et du tir direct ennemi, celui-ci est aussi rusé que nous et assigne ses tirs défensifs selon la même logique. On doit respecter un autre principe. Puisque l'arrivée est en fait le point de départ de la mission, il nous faut y être le plus frais et dispos possible avec tout notre pouvoir de feu, donc, tout notre personnel. Mettons toutes les chances de notre côté! Enfin, à quoi bon nuire à ces principes en se dépêchant indûment, risquant par la même occasion d'épuiser du personnel qui ne nous sera plus d'aucune utilité par la suite.

**Les inspections ont aussi leur raison d'être.** Qui ne s'est pas demandé à quoi sert de rouler ses bas individuellement et les placer dans le coin gauche du tiroir du haut ? Cette norme, ainsi que plusieurs autres du genre n'ont vraisemblablement pas de fins en elles-mêmes, mais elles servent à développer des habitudes de discipline personnelle et d'uniformité. L'ignorance de ces bonnes habitudes peut avoir des conséquences plus dramatiques qu'une inscription à son dossier. Par exemple, lorsqu'un soldat donne les premiers soins de combat à un de ses confrères sur le champ de bataille, il ne doit pas utiliser son propre pansement de combat, mais celui du blessé. Il doit donc pouvoir le trouver sans perte de temps pour améliorer les chances de survie du blessé. Chaque chose à sa place.

De même, pourquoi repasser ses chemises avant de les ranger dans l'armoire? C'est pourtant simple. L'équipement personnel doit toujours être en parfait état de fonctionnement et disposé de manière à pouvoir y accéder rapidement. Ultimement, puisque notre vie en dépend, cette approche doit faire partie de notre quotidien à tous les points de vue. Enfin, à titre de dernier exemple, pourquoi étaler l'arme personnelle en morceaux d'une certaine façon sur le lit pour l'inspection? Vous remarquerez que la méthode utilisée doit être la même qu'en opération. Une manœuvre de ce genre, répétée maintes et maintes fois dans des circonstances variées, s'ancre en nous au point de devenir seconde nature. Ces automatismes seront très utiles lorsque viendra le temps de démonter, nettoyer et remonter une arme dans des conditions de visibilité réduite pour assurer son fonctionnement.

**L'entraînement physique** fait l'objet de discussions depuis toujours. Qui n'a pas participé à une discussion où nous vantions nos prouesses physiques de recrues alors que les soldats d'aujourd'hui, dits de la génération Nintendo, sont faibles et généralement en mauvaise forme? Je crois que nous avons oublié plusieurs choses de nos premiers jours dans l'armée. Les instructeurs de nos cours de niveau de qualification 2 et 3 sont des caporaux-chefs et des sergents qui ont de 8 à 12 années d'expérience en moyenne. Non seulement en ont-ils vu d'autres, mais ils ont eu de nombreuses occasions d'explorer et d'apprendre à dépasser leurs limites. De plus, ayant atteint l'âge moyen de 30 ans, ils sont au faite de leur force et de leur endurance physique. À titre de comparaison, voyez les athlètes de niveau mondial dans les sports requérant

puissance et endurance. Ils atteignent leurs performances maximales autour de 30 ans, après des années d'entraînement. Alors, soyons conscient de ce fait et donnons un meilleur entraînement à nos soldats, un entraînement progressif et intéressant qui leur permettra de développer force et endurance sans se blesser. Leur montrer comment nous sommes meilleurs est humiliant et improductif. Ils nous respecteront beaucoup plus pour notre leadership que pour nos prouesses physiques.

**Les pauses** sont essentielles lors de l'apprentissage en classe ou ailleurs. Qui n'a pas été frustré de voir constamment ses pauses écourtées ou même ignorées? Cela démontre non seulement un manque de préparation de la part de l'instructeur, mais aussi un manque de respect pour ses stagiaires. Il est impossible pour la plupart des gens d'être attentif en classe pour de très longues durées, de même qu'il est impossible pour un opérateur de système de surveillance d'un Coyote de faire de même. L'instructeur qui écourte constamment les pauses de ses candidats se tire dans le pied. Ceux-ci ne sont plus attentifs après un certain temps, annulant par le fait même les efforts et le temps personnel que l'instructeur aura mis à sa préparation.

Un petit effort mental de votre part vous permettra d'appliquer cette façon de voir à de nombreux autres domaines de notre entraînement tel l'exercice élémentaire. En somme, je vous encourage à être conséquent dans votre approche et de toujours chercher à faire le lien avec les tactiques; bref, à vous arrêter au pourquoi des choses.



*Commentaires sur la « Contre-frappe de Manstein, 1943 » par le major Kooistra et d'autres articles publiés dans Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, Volume 4, N° 3.*

*Le lieutenant Vincent J. Curtis de l'Argyll and Sutherland Highlanders of Canada (Princess Louise's) écrit ce qui suit.*

**L**es articles du major S. Kooistra et du professeur Rob Citino<sup>1</sup> présentent certainement des points de vue différents. Le

professeur Citino, qui parle de la culture intellectuelle de l'armée allemande de l'entre-deux-guerres, dit que rien n'est plus loin de la mentalité

allemande que le fait de transformer un mot ou une phrase en fétiche, et que la règle de l'état-major allemand était qu'il n'y avait pas de règles coulées dans le béton. Le professeur Citino fait remarquer que le Général Hans von Seeckt avait fait des mises en garde contre l'emploi de slogans et de mots à la mode. Dans son analyse de la bataille de Kharkov, livrée par le feld-maréchal von Manstein, un produit de cette armée allemande de l'entre-deux-guerres, le major Kooistra explique en détail les principes fondamentaux de la guerre de manœuvre, une liste de règles, de slogans et de mots à la mode que la victoire de Manstein est censée illustrer.

En dépit de tous les détails qu'il fournit, le major Kooistra manque selon moi de justesse dans l'analyse qu'il fait de la victoire de Manstein. L'erreur tient en partie au fait qu'il passe sous silence un élément essentiel du succès des Allemands, soit l'écart entre les techniques de combat des Russes et des Allemands, et que les prétendus principes fondamentaux sur lesquels repose l'analyse sont eux-mêmes imprécis et contradictoires.

Le major Kooistra soutient que la violation du principe de la guerre de manœuvre, à savoir « l'accent sur l'ennemi », est tout d'abord illustré par le fait que l'armée russe sépare ses forces pour attaquer différents objectifs, et aussi parce que Manstein désengage ses forces en vue d'une contre-attaque. Jomini qualifie les actions de l'armée russe d'attaque divergente, et un désengagement surprise de forces, suivi d'une contre-attaque lancée contre une avance ennemie en déséquilibre, est une tactique vieille comme le monde. Rien ici ne s'applique de façon particulière à la guerre de manœuvre puisque la tactique employée et les erreurs commises sont antérieures à la conception de la guerre de manœuvre.

Le professeur Kooistra compare les styles de commandement des deux armées : les Russes ont appliqué un style de commandement par les ordres alors que les Allemands ont eu recours au style de commandement de mission. Il ne fait aucun doute que la souplesse

inhérente au style de commandement des Allemands a contribué au succès de Manstein et qu'elle a servi les Allemands beaucoup plus que le style de commandement par les ordres n'a aidé les Russes. La guerre de manœuvre admet toutefois deux styles de commandement : le *befehlstaktik* et l'*auftragstaktik*. Le commandement par les ordres adopté par une force générique est tout aussi efficace pour provoquer une guerre de manœuvre au niveau opérationnel que ne l'est le commandement de mission. De plus, c'est un Russe, Tukhachevsky, qui a élaboré les premiers concepts de la guerre de manœuvre dans les années 1930. Les Russes n'étaient peut-être pas très habiles à mener cette guerre en 1943, mais la doctrine existait néanmoins. Ainsi donc, le fait qu'un camp ait adopté un commandement axé sur la guerre de manœuvre alors que l'autre ne l'a pas fait n'a pas constitué un élément décisif dans le succès de Manstein. Les deux camps ont opté pour des styles de commandement qui contribuaient à la guerre de manœuvre, mais les Allemands maîtrisaient mieux leur style que les Russes.

Le professeur Kooistra soutient de plus que les Russes ont été vaincus faute d'avoir mis l'accent sur l'effort principal. Les Russes étaient cinq fois plus nombreux que les Allemands, et ils étaient certainement assez puissants pour s'emparer de Zaporozje, l'élément central de leur effort principal. On pourrait cependant affirmer qu'ils se sont trop concentrés sur leur effort principal et ce, aux dépens de leurs flancs. C'est l'attaque de flanc de Manstein au cours de l'avance sur Zaporozje qui a provoqué l'effondrement de l'attaque russe et la reprise de Kharkov. La contre-attaque de Manstein a été la première contre-attaque non frontale d'importance lancée par les Allemands au cours de la guerre (Stalingrad était annihilée, et toutes les attaques des Allemands étaient des attaques frontales dirigées contre une armée en défense). La contre-frappe contre Kharkov constituait d'autre part pour les Russes, qui progressaient rapidement et étaient convaincus de remporter la victoire, la première occasion où ils étaient confrontés à une attaque de flanc énergique de la part des

Allemands. Les Russes ont été pris par surprise et l'expérience en matière de commandement qu'ils possédaient pour contrer une menace imprévue était très limitée, voire nulle. Bien que cinq fois plus nombreux que les Allemands, les Russes se sont effondrés et ont été mis en déroute. Le problème, ce n'est pas que les Russes n'ont pas mis l'accent sur l'effort principal mais, qu'à ce stade de la guerre, ils formaient une force assez inexpérimentée aux prises avec un ennemi qui lui, était des plus qualifiés.

Les deux camps ont cherché à diriger leurs forces sur les points faibles de leur adversaire. Les Russes profitaient d'un important avantage au niveau de l'effectif et du matériel, possédaient l'initiative et étaient forts de leur victoire à Stalingrad. Ils n'étaient cependant pas versés dans le commandement militaire à ce stade de la guerre. Les Allemands, quant à eux, étaient des combattants très expérimentés, surtout lorsque Hitler laissait ses généraux agir selon leur jugement. C'est cette différence qui explique le succès des Allemands contre les Russes, malgré leurs chances de réussite (huit contre un). De l'avis de F.W. von Mellenthin, la plus grande compétence des Allemands à diriger des armées et à livrer bataille aurait peut-être pu leur permettre de surmonter la supériorité des Russes en matière d'effectif et de matériel si Hitler ne s'était pas ingéré dans la conduite de la guerre en Russie. Cette idée ne témoigne pas d'une préférence pour une doctrine ou pour une autre, mais plutôt des différences qui existaient entre les Allemands et les Russes au niveau des compétences absolues, de l'entraînement, de la formation et de la qualité du leadership à tous les niveaux. Ces différences constituent le facteur capital qui, comme le mentionne Manstein dans ses propres mémoires, s'est révélé décisif à Kharkov. Au regard du désengagement sur le Dniepr, Manstein dit, « Seuls les commandants et les états-majors des formations qui se considéraient supérieurs à leurs homologues du camp opposé, seules les troupes pour qui la défaite n'existait pas .... » Cette confiance explique pourquoi les Allemands sont parvenus à réagir plus vite que les Russes et pourquoi ils pouvaient prendre des

risques. Autrement dit, les Allemands pouvaient agir avec audace et détermination et exploiter les occasions tactiques qui se présentaient. Les officiers d'état-major généraux allemands avaient été formés pour prendre des risques et ils étaient convaincus qu'ils pouvaient se sortir de n'importe quelle situation. Staline a liquidé son état-major général lors de purges à la fin des années 1930.

La victoire de Manstein à Kharkov ne peut donner lieu à l'illustration des principes fondamentaux de la guerre de manœuvre. Les deux camps ont effectué des manœuvres lors de la bataille de Kharkov : les Russes pour s'emparer d'un nœud ferroviaire important, et les Allemands pour mettre au défi le courage moral et les compétences militaires des dirigeants russes. La manœuvre ne peut illustrer en soi la guerre de manœuvre, et les manœuvristes eux-mêmes n'ont pas encore indiqué si l'essence de la guerre de manœuvre réside dans l'intention ou dans les conséquences. La victoire de Manstein illustre bien l'importance que peut prendre la compétence institutionnelle pour gagner des batailles, non pas la supériorité de telle ou telle doctrine, ou encore de tel ou tel style de commandement. On pourrait aussi ajouter que la contre-frappe de Manstein a permis d'illustrer les principes suivants de la guerre : maintien du but, action offensive, surprise, souplesse, coordination et administration.

Manstein lui-même qualifie son travail « d'opérations mobiles », et ses mémoires montrent clairement qu'il se considère comme un produit de l'état-major général allemand, dans la grande tradition de Moltke et de Schlieffen. Le stratège en chef derrière la poussée de Guderian en France n'a jamais laissé croire qu'il inventait quelque chose; il a mis en pratique ce qu'il avait appris des grands maîtres prussiens et allemands. Il illustre en fait la façon de combattre des Allemands à l'époque, sur le terrain, contre les ennemis et avec la technologie du moment. Les manœuvristes éprouvent donc de la difficulté à démontrer qu'une nouvelle doctrine a été créée au cours de la Seconde Guerre mondiale, sauf peut-être dans le camp des Russes.

Je crois que l'analyse du major Kooistra est affectée du fait qu'il puise ses exemples dans la liste des soi-disant principes fondamentaux de la guerre de manœuvre. Cette liste n'a rien de fondamental : elle a, au départ, été proposée pour faire ressortir les différences qui existaient entre la doctrine de la guerre de manœuvre et la doctrine élaborée à la suite de l'expérience acquise par les Canadiens au cours de la Seconde Guerre mondiale. Elle ne comporte donc pas de grands principes philosophiques jugés essentiels à une philosophie de la guerre. La prochaine génération de combattants canadiens ne seront pas formés selon l'ancienne façon de combattre; ils n'auront donc pas d'élément de comparaison lorsqu'on leur dira de mettre l'accent sur l'ennemi et non sur le terrain, ainsi que sur l'effort principal. Les rédacteurs de documents de doctrine des Forces canadiennes doivent réexaminer et remanier la liste des principes fondamentaux de la guerre de manœuvre en tant que grands principes philosophiques afin que la doctrine

puisse en émerger de façon logique et naturelle lorsqu'il est question de problèmes opérationnels de la guerre. Ce travail de doctrine pourrait constituer le point de départ vers la codification d'un art de la guerre au Canada et permettre d'aborder les excellentes critiques de Roman Jarymowycz et de Christopher Ankersen<sup>2</sup>.



## NOTES

1. Major S. Kooistra, « La contre-frappe de Manstein, 1943 » et Rob Citino, Ph.D., « *Die Gedanken sind frei* : Culture intellectuelle de l'armée allemande de l'entre-deux-guerres. » Ces deux articles ont été publiés dans *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Volume 4, N° 3, Automne 2001.
2. Voir les articles du Lieutenant-colonel (ret.) Roman Johann Jarymowycz, « Doctrine : Un bref commentaire » et de Christopher Ankersen, « Trop de rafistolage : Pourquoi l'Armée canadienne a de la difficulté à changer » publiés dans *Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, Volume 4, N° 3, Automne 2001.

### *Quand le Canada flirte avec les forces spéciales : l'histoire du Special Air Service*

Le major Roy Thomas, (à la retraite), CSM, CD écrit ce qui suit.

**I**l est difficile d'évaluer le rôle que joue la tradition militaire dans l'amélioration des performances individuelles au combat. Toutefois, si on concède une valeur théorique au patrimoine et à l'ascendance, les Canadiens feraient bien de s'intéresser à l'histoire du Special Air Service (SAS) du Canada au moment où on envisage d'agrandir la Force opérationnelle interarmées (FOI 2), l'unité des Forces canadiennes présentement chargée de la lutte anti-terroriste. La FOI 2 prend son origine dans l'unité anti-terroriste de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) — définitivement pas un ancêtre militaire — dont le domaine d'intervention se limite principalement aux affaires domestiques du Canada. Ce qu'on oublie presque, c'est que le Canada, à l'instar de l'Australie, de la Nouvelle-Zélande et de nombreux autres pays, a déjà eu une unité de SAS.

En effet, le nom SAS était un nom de code de la Seconde Guerre mondiale qui désignait une unité très efficace et non conventionnelle qui opérait en Afrique du Nord contre le général allemand Erwin Rommel, un homme non conventionnel. Le SAS a réussi à détruire plus de 400 aéronefs des forces de l'Axe dans le théâtre africain. Ce nombre dépasse le total des aéronefs abattus par la Royal Air Force dans les combats aériens dans le ciel d'Afrique, par les unités de défense antiaérienne au sol des pays du Commonwealth et par la Royal Navy en mer. Autrement dit, ce sont les soldats arborant les ailes de parachutiste sur leur uniforme plutôt que ceux portant les ailes de pilote qui ont été les plus efficaces pour priver Rommel du précieux et nécessaire appui de la *Luftwaffe*. Voilà un très bon exemple d'investissement rentable. Ironiquement, dans la

campagne d'Afrique du Nord, les soldats du SAS étaient amenés au combat à bord des véhicules du Groupe de reconnaissance à longue portée dans le désert et non par avion. En passant, il est intéressant de noter que ces camions de transport étaient initialement fabriqués par le Canada, mais ont ensuite été remplacés par des jeeps américaines qu'a popularisées l'ancienne série télévisée « La patrouille du désert ».

Le SAS, dont l'effectif à la fin de la guerre dépassait celui d'une brigade, a été imaginé par un officier qui récupérait de blessures causées pendant un saut en parachute. David Stirling, sachant fort bien qu'un subalterne ne réussirait jamais à rencontrer le commandant en chef du théâtre du Moyen-Orient, a dû recourir à une tactique du SAS pour exposer ses idées à Sir Claude Auchinleck. C'est ainsi qu'il a abandonné ses béquilles à l'extérieur du paramètre de barbelés entourant le quartier général d'Auchinleck et a réussi à se rendre jusqu'au commandant adjoint avant que les gardes de sécurité ne remarquent sa présence. L'hérésie du concept d'un SAS a ensuite été vendue aux supérieurs au cours d'entrevues subséquentes. Dans son concept, Stirling rejetait délibérément le modèle standard en vigueur dans le bataillon d'infanterie, soit une section de huit à dix hommes menée par un sous-officier, en faveur d'une organisation fondée sur des modules ou des sous-unités de quatre soldats. Dans le concept du SAS, il n'était pas nécessaire qu'un chef émerge du groupe. Au contraire, chaque soldat était entraîné à un haut niveau de compétence dans toutes les techniques du SAS, tout en possédant un domaine particulier de compétence individuelle. Dans le contexte d'une opération, chaque membre du groupe s'en remettait à son jugement personnel. Le risque de voir l'effondrement de la discipline militaire.

Le SAS n'est qu'un exemple parmi toute la série de petites unités hautement efficaces et spécialisées créées durant la Seconde Guerre mondiale, spécialement par les Anglais. L'Unité de reconnaissance en mer, imaginée par un Canadien, le sous-

lieutenant Wright, en est un autre bon exemple. Puisque des Canadiens avaient servi dans beaucoup de ces organisations, c'est donc vers un vétéran de ce genre d'unité que l'Armée canadienne s'est tournée en 1946 pour créer une compagnie de SAS au Canada.

Le capitaine Lionel Guy d'Artois a été le premier et le seul commandant de la compagnie de SAS canadienne. Durant la guerre, il a servi au sein du Special Operations Executive (SOE) anglais qui avait pour mandat d'encourager la résistance au fascisme en Europe et en Asie occupées en déployant des agents pour aider à organiser et à former des habitants du pays dans le domaine du sabotage. Le capitaine d'Artois a entrepris la Seconde Guerre mondiale au sein du Royal 22<sup>e</sup> Régiment et s'est déployé en Angleterre avec ce Régiment. Il est ensuite revenu en Amérique du Nord pour se joindre à la Special Service Force canado-américaine et a participé à l'opération Kiska dans les Aléoutiennes. À l'automne de 1943, il a été recruté au sein du SOE et y a reçu sa formation. Au printemps de 1944, il a été parachuté en France où il a aidé à créer et équiper deux bataillons de résistance. Dans son secteur d'opérations, tout soldat ou véhicule allemand pouvait s'attendre à être attaqué. Le rôle et les efforts du capitaine d'Artois ont été soulignés par l'attribution de l'Ordre du service distingué (DSO).

Les premiers membres de la compagnie de SAS canadienne du capitaine d'Artois ont commencé à arriver au Centre interarmes d'entraînement aérien canadien de Rivers (Manitoba) au printemps de 1947. La compagnie de SAS relevait du Centre pour ce qui était de l'administration, de la discipline, des vivres et du logement, mais était sous le contrôle opérationnel du quartier général de l'Armée à Ottawa. Le rôle de la compagnie de SAS canadienne n'a jamais été clairement énoncé, mais les membres de l'unité voyaient celle-ci comme une sorte de force spéciale à la manière de celle de l'Allemand « Otto Skorzeny »<sup>1</sup>, soit une entité dont les opérations ressemblaient plus à celles du SOE qu'à celles du SAS.

L'unité canadienne, de même que toutes les unités spéciales du même genre mettaient un accent *marqué* sur le conditionnement physique, d'après le modèle du SAS britannique. Tous les membres étaient des parachutistes et les membres de l'unité d'origine étaient même capables de plier leur propre parachute. Tous recevaient également la formation sur les opérations aéroportées et apprenaient à peu près les mêmes techniques de destruction que celles enseignées aux membres du maquis, la résistance française pendant la Seconde Guerre mondiale. On étudiait même l'espagnol. On raconte que le capitaine d'Artois avait fait du programme d'instruction de l'unité un modèle d'imagination et de créativité, peut-être en raison du grand nombre d'anciens combattants de la guerre dont se composait la compagnie. Au même titre que dans le SAS, la philosophie de l'unité insistait énormément sur l'initiative personnelle et l'autonomie. Ces qualités étaient indispensables.

L'effectif initial de la compagnie de SAS canadienne comptait quatre officiers, un sergent, deux caporaux, deux caporaux suppléants et soixante soldats qui ont éventuellement été structurés en sections et pelotons selon le modèle conventionnel. Cette structure représentait une dérogation aux principes de Stirling et à l'usage du SAS britannique, imputable probablement aux antécédents du premier et seul commandant du SAS canadien. L'unité était également organisée en fonction de la structure régimentaire en place. Les trois pelotons du SAS provenaient des trois régiments d'infanterie de la Force régulière : le Royal Canadian Regiment, le Princess Patricia's Canadian Light Infantry et le Royal 22<sup>e</sup> Régiment. À la fin de 1948, un peloton des services est venu s'ajouter à la compagnie. Le SAS canadien avait peu de contacts avec le reste de l'Armée canadienne. En effet, sauf pour les démonstrations de saut en parachute, la plupart de ses activités se déroulaient dans la région de Rivers. C'était logique parce que, d'une part, c'était à Rivers qu'étaient basées les ressources de transport aérien et, d'autre part, les déplacements étaient limités en raison des petits budgets alloués.

Au plan opérationnel, la compagnie de SAS n'a été déployée qu'une seule fois, au printemps de 1948, lorsqu'elle a servi de noyau au contingent du Centre d'entraînement interarmes qui s'est déployé pour lutter contre les inondations dans le Lower Mainland de la Colombie-Britannique. À l'automne de 1947, le capitaine d'Artois s'est ensuite mérité la médaille de Georges lorsque lui et trois autres membres de la compagnie de SAS ont participé au sauvetage d'un missionnaire anglican dans l'Arctique. La compagnie de SAS canadienne a finalement été démantelée en septembre 1949. Ses anciens membres ont constitué le noyau d'instructeurs et de parachutistes entraînés au sein de leur régiment d'appartenance au moment de la conversion de certains bataillons à un rôle aéroporté comme unités de la Force mobile d'intervention. La structure en cellules de quatre personnes proposée par Stirling n'a jamais été acceptée au sein de la compagnie de SAS canadienne, pas plus que dans les éléments spécialisés du Régiment aéroporté du Canada. Peut-être que les pelotons d'éclaireurs et de reconnaissance peuvent se comparer à ce modèle à plusieurs égards. Pour sa part, la FOI 2 ne trouve pas ses antécédents dans le modèle de Stirling. Par contre, le SAS britannique continue encore aujourd'hui à suivre les principes de base de Stirling, peut-être à cause de l'expérience amère d'un quart de siècle d'opérations spéciales en Irlande, en plus des opérations conventionnelles menées en Asie, au Proche-Orient et même dans l'hémisphère occidental.

L'histoire du SAS canadien montre que l'ascendance a eu un rôle important à jouer dans la manière dont la compagnie de SAS canadienne a été formée et même structurée. Si le Canada envisage sérieusement d'élargir la FOI 2 en la modelant un peu plus sur le SAS britannique, peut-être vaudrait-il la peine de faire appel à l'expertise des Anglais afin d'investir de façon plus judicieuse les budgets consentis à ce projet. Les membres actifs du SAS sont probablement très occupés à l'heure actuelle, mais un ancien SAS à la retraite, comme Sir Michael Rose qui a

commandé des unités de SAS aux niveaux de l'escadron et du régiment, en plus d'avoir joué un rôle plus médiatisé comme commandant de la Force de protection des Nations Unies en Bosnie, ferait un conseiller idéal pour le développement d'un successeur à la compagnie de SAS canadienne.

L'ascendance est un concept important au sein des unités. Si nous voulons une unité de SAS, c'est vers le SAS que nous devrions nous tourner pour trouver un modèle et non vers quelque autre entité.

### *Le leadership de l'avenir*

*Le sergent Jim Hill du 56<sup>e</sup> Régiment d'artillerie de campagne et gestionnaire d'Old Fort Erie, de Fort Erie (Ontario) – Lieux historiques nationaux, nous écrit ce qui suit.*

**A**près avoir lu de nombreux articles du *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre* remplis de « dichotomies modernes » et de « paradigmes du XXI<sup>e</sup> siècle » et après avoir parlé à un extraordinaire maniaque de la technologie, le sergent Arthur Majoor, je voudrais demander aux lecteurs de réfléchir un peu au passé. Puisque nous sommes maintenant au XXI<sup>e</sup> siècle, la structure de commandement et de leadership des Forces canadiennes doit sortir du Moyen-Âge. Notre structure actuelle des grades à deux niveaux est en réalité d'origine médiévale.

Au sein des puissantes armées de métier de l'empire romain, il n'existait qu'une seule chaîne de commandement. Dans la légion romaine, le simple soldat pouvait gravir les échelons et parvenir à l'équivalent du grade actuel de colonel s'il était le plus intelligent, le plus expérimenté et le plus fort de son unité. Ce système disparut immédiatement après la chute de l'empire romain et il ne fut remis à l'ordre du jour qu'au XVII<sup>e</sup> siècle, par des réformateurs militaires qui étudiaient les tactiques et la stratégie romaines. Ces réformateurs constataient qu'il fallait des armées nationales de métier dont les membres arboraient un même uniforme, utilisaient les mêmes armes, recevaient la même instruction et adoptaient les mêmes tactiques. Ces troupes pouvaient

### NOTES

1. Otto Skorzeny (1908 – 1975) s'est mérité le titre de « l'homme le plus dangereux en Europe » après les opérations qu'il a menées en Italie, dans les Ardennes et en Hongrie. En 1943, il est devenu chef des Forces spéciales allemandes. Son opération la plus célèbre est celle du sauvetage de Benito Mussolini à Gran Sasso (Italie), le 12 septembre 1944, au moyen de 100 parachutistes SS transportés par planeur. (Éditeur)

être déployées au sein de formations interarmes pendant de longues périodes. Pendant le Moyen-Âge, d'importantes armées fixes n'étaient plus jugées nécessaires et les souverains s'en remettaient à des mercenaires qui étaient habituellement des troupes locales levées pour une courte période. Ces forces médiévales étaient déployées en blocs fixes — un bloc d'archers, un bloc de piquiers, un bloc de cavalerie lourde et un bloc de canons servis par des civils — qui disposaient invariablement des mêmes armes. Les armes du XVII<sup>e</sup> siècle firent revivre les anciennes méthodes romaines, mais avec ajout d'armes à feu et d'artillerie, et jetèrent les bases de la structure que nous employons encore aujourd'hui. Toutefois, les réformateurs ne sont pas allés jusqu'à remettre en vigueur la chaîne de commandement unique des Romains, et cela n'a toujours pas été fait.

Depuis 400 ans, le principal motif invoqué pour maintenir une classe d'officiers était le manque total d'instruction et l'analphabétisme des sous-officiers et des hommes du rang. Une autre raison importante de maintenir un corps de commandement distinct était la croyance selon laquelle les officiers placeraient la mission ou l'opération avant toute autre chose tandis que les sous-officiers s'inquiéteraient trop des pertes. Comme c'est toujours le cas, l'armée était le reflet de la société. La richesse et

la puissance politique liées à la propriété foncière ont bien franchi le cap séparant le Moyen Âge du XX<sup>e</sup> siècle. Pour devenir officier, votre famille devait posséder des terres. La classe des officiers a aussi fait de la guerre une carrière acceptable pour les troisièmes ou quatrièmes fils d'une riche famille possédant de vastes domaines. Le leadership à deux niveaux est toujours perçu comme une tradition et on lui associe des images évoquant le romantisme et la chevalerie datant de plus de 14 siècles; presque toutes les armées du monde utilisent encore ce système.

Exception faite du romantisme, il est inutile de faire des recherches approfondies pour constater les changements qui se sont produits dans la société dans la dernière moitié du XX<sup>e</sup> siècle. Les militaires ont été incités à moderniser leur pensée, mais il était possible de soutenir que l'armée avait toujours été le théâtre d'une plus grande diversité culturelle que la société canadienne. Cette diversité peut ne pas être évidente au mess des officiers, mais les soldats ordinaires comptaient toujours dans leurs rangs (surtout en temps de guerre) des contingents de femmes, d'autochtones, de représentants des minorités visibles et des immigrants et tous étaient en quelque sorte rejetés par la société canadienne. La structure des grades actuelle est un modèle de la structure de classe européenne d'il y a un siècle.

L'idée selon laquelle les soldats ne pouvaient pas et, dans leur propre intérêt, ne devaient pas tenter de saisir la situation dans son ensemble a toujours été ridicule. Pendant toute la Première Guerre mondiale, on a répété aux soldats qu'ils ne pouvaient pas comprendre la gestion complexe moderne ni le travail d'état-major nécessaires à la planification d'opérations qui se soldaient par la mort de milliers de soldats. Comment pouvait-on estimer que le sacrifice de soldats va dans le sens des intérêts de l'armée, du gouvernement ou du peuple du Canada? Presque un siècle plus tard, nous disposons d'un manuel intitulé « *Tirer pour vivre* » au lieu de l'ancien manuel « *Tirer pour tuer* », qui portait sur la lutte contre l'ennemi; toutefois,

on demande souvent aux aspirants officiers comment ils réagiraient s'ils devaient donner des ordres qui entraîneraient à coup sûr la mort de leurs soldats. Nous ne pouvons faire état de tuer l'ennemi, mais nous pouvons discuter du sacrifice de nos propres troupes, comme si la perte de personnel était une fatalité ou une espèce de tradition. Indépendamment de la structure des grades et du commandement, les soldats qui ont une bonne image du plan ont constamment un rendement supérieur à celui des soldats qui sont laissés dans l'ignorance et ils peuvent éviter des pertes.

La structure actuelle de commandement, une fois encore, ignore le fait que de nombreux soldats sont sortis du rang pour commander de grandes formations ou utiliser du matériel complexe, surtout en temps de guerre. Au moins huit des maréchaux de Napoléon Bonaparte ont commencé leur carrière comme simples soldats. Comme ils avaient l'expérience du combat, ils pouvaient vraiment donner l'exemple, contrairement à leurs collègues de la bourgeoisie. Pendant la Seconde Guerre mondiale, la Royal Air Force et l'Aviation royale du Canada disposaient de sergents comme pilotes. Quand ces sergents commençaient à abattre en grand nombre les appareils ennemis, on leur offrait des commissions; s'ils refusaient, on menaçait de les destituer. Il s'agissait d'une sanction intéressante en ce sens que les militaires du rang étaient traditionnellement emprisonnés, fouettés ou abattus s'ils désobéissaient à un ordre; seuls les officiers étaient destitués.

À mesure que les moyens de transport, les communications, la puissance de feu et la technologie en général s'amélioraient, les tâches des commandants s'alourdissaient mais ils pouvaient aussi réagir plus rapidement et ils disposaient de plus d'outils. Le débat à propos du niveau d'éducation des officiers fait toujours rage alors que de nombreuses unités de la Réserve regorgent de diplômés universitaires qui servent comme militaires du rang. Le *Bulletin* a fait la preuve qu'un niveau d'éducation formelle et la capacité d'avoir une vue d'ensemble de la situation ne sont plus l'apanage des

officiers. Les normes individuelles d'aptitude au combat ont largement mis en évidence le fait que l'aptitude physique et la capacité à manier les armes ont peu à voir avec le grade ou le métier.

Aujourd'hui, le motif le plus largement invoqué pour expliquer qu'un officier de 25 ans commande un sous-officier ou un adjudant de 35 ans est que le soldat expérimenté combat pendant que l'officier coordonne les activités de sa sous-unité avec celles d'autres sous-unités et transmet les ordres provenant des échelons supérieurs de commandement. Cet exemple signifie que l'officier subalterne n'est rien de plus qu'un signaleur dans son peloton qui communique l'information au sous-officier qui livre combat. Si pareil exemple est véridique, pourquoi un commandant de section, de détachement ou un chef d'équipage ne disposent-ils pas chacun d'un officier subalterne pour coordonner les activités de leur sous-unité avec celles d'autres sous-unités? Et le soldat moderne ne pourrait-il pas être diplomate, travailleur de l'Aide, politicien, magistrat, aide de garderie, technicien sanitaire, astronaute, professeur, fleuriste? Assez! Les véritables militaires sont en voie de sombrer dans l'oubli.

Il n'est pas nécessaire de remonter à l'époque de l'empire romain, des guerres napoléoniennes ou de la Seconde Guerre mondiale pour dénicher des exemples d'une structure de commandement plus simple. J'ai récemment participé à des exercices où, à cause du manque d'officiers qualifiés ou expérimentés, il n'y avait aucun officier au poste de commandement d'une batterie d'artillerie. Au poste de commandement, un adjudant de la Force régulière disposait d'un sergent, d'un technicien, d'un signaleur et d'un conducteur de la Milice. Même l'officier de sécurité était un sergent de la Réserve. Dans ce poste de commandement, l'adjudant était le soldat le mieux entraîné, le plus expérimenté et ayant la meilleure condition physique. Au poste d'observation, l'utilisation accrue des télémètres laser faisait en sorte que les techniciens se chargeaient de plus en plus du tir. Deux résultats découlèrent de cette situation : un certain nombre de lieutenants et de capitaines n'ont pas eu

l'occasion d'apprendre ou de mettre en pratique des habiletés liées à l'artillerie et... le tir de l'artillerie fut plus rapide et plus précis. Dans cet exemple, les soldats les plus expérimentés et les plus compétents du point de vue technique prenaient les décisions, commandaient les troupes et menaient réellement l'unité au combat.

Dans tout cela, le plus troublant est que certains principes du leadership ne peuvent s'appliquer à un système de commandement à deux niveaux et que de fait ils ne s'y appliquent pas. Comment un officier subalterne peut-il donner l'exemple quand il a toujours été mieux payé, mieux logé, mieux nourri, mieux instruit et formé, davantage récompensé et moins puni que ses subordonnés? L'officier subalterne ne participe pas activement à l'instruction des soldats. En fait, l'officier subalterne reçoit le gros de son instruction de sous-officiers. Comment l'officier peut-il veiller au bien-être de ses soldats quand il ne vit pas, ne travaille pas et ne s'instruit pas avec les soldats qui l'accompagneront professionnellement pendant une courte période, jusqu'à la prochaine affectation, la prochaine promotion, le prochain poste au sein de l'unité ou l'inscription à l'université? Les principes du leadership sont-ils valables pour tous les niveaux de commandement?

Une seule chaîne de commandement, une seule norme de recrutement et un seul système d'instruction permettront d'obtenir une armée moins coûteuse et plus efficace. Il faut éliminer les grades d'adjudant-maître, d'adjudant-chef, de lieutenant et de capitaine là où le chevauchement est le plus prononcé et, comme le sergent Majoor le suggérait dans son article de l'été 2000<sup>1</sup>, prendre les meilleurs éléments et les intégrer au programme de formation au commandement et d'instruction des officiers d'état-major. Si vous avez un diplôme universitaire et si vous cherchez un emploi qui vous permettra de rembourser vos prêts étudiants et qui vous aidera à obtenir votre maîtrise en attendant qu'un poste plus valorisant et plus payant se présente, l'armée ne devrait pas être votre place. Si vous désirez être caporal toute votre vie parce que vous n'arrivez pas à vous trouver un

emploi civil, l'armée n'est pas pour vous. Des militaires dévoués à leurs tâches peuvent former une machine de combat plus efficace et procurer la souplesse de commandement voulue pour que les FC puissent s'acquitter des multiples rôles qui leur sont confiés aujourd'hui.

Nous voulons que les politiciens consacrent plus d'argent à la défense et nous désirons que des jeunes s'enrôlent. Cependant, l'armée est perçue comme non essentielle et rétrograde. Depuis le 11 septembre, des sondages et certains articles ont montré que les Canadiens respectent les militaires, mais presque tous les autres problèmes du gouvernement passent avant ceux de la défense. Cela n'est pas vraiment surprenant quand on pense que nous défilons encore dans les rues armés d'arcs, de flèches, de piques et que les officiers portent encore un sabre. Je ne fais pas référence à notre armement (même si certains prétendraient qu'il est bon pour le musée); je parle plutôt de la structure de commandement que nous arborons et qui remonte à l'époque de ces armes antiques, c'est-à-dire à douze siècles

environ, époque qui n'est pas réputée pour la pensée éclairée qui y avait cours. Si nous voulons un meilleur matériel et de meilleures recrues, il nous faut un système qui puisse attirer un excellent personnel et rendre l'armement moderne très efficace.

Sur le champ de bataille du XXI<sup>e</sup> siècle, domaine de la haute technologie et de la rapidité, les soldats devront-ils se tourner vers l'adjudant du peloton pour confirmation quant le commandant de peloton donnera un ordre tiré de la mauvaise page de son aide-mémoire? Non, le chef de l'unité donnera l'ordre et les soldats obéiront immédiatement car le chef sera le meilleur soldat de son peloton.



#### NOTES

1. Sergent Arthur Majoor, « Changing Structures for Tomorrow's Leaders », *Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre*, vol. 3, no 2, été 2000, p. 26-30.

*Commentaire sur la Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada, Guide de lectures professionnelles, Version 1, 2001 publiée dans Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre Vol. 4 N° 4.*

*M. Jason S. Ridler, du Collège militaire royal du Canada, écrit ce qui suit.*

## La Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada et le roman de Robert A Heinlein : une polémique

La publication de la *Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada* par le Bureau de l'éditeur de l'Armée de terre en septembre dernier constitue une étape encourageante en route vers l'objectif de fournir aux membres de la Force terrestre une base de référence regroupant un certain nombre d'ouvrages qui traitent, examinent ou évaluent de nombreux sujets d'intérêt militaire pour l'Armée de terre contemporaine et future. Félicitations pour l'inclusion dans la liste de la dernière des grandes catégories de sujets importants : Œuvres de fiction. La valeur littéraire et

militaire de l'ouvrage de Remarque, *À l'Ouest rien de nouveau*, ou de celui de Crane, *La conquête du courage*, ne fait aucun doute, compte tenu qu'ils traitent de guerres qui ont bel et bien eu lieu et, dans le cas du premier, que l'auteur est un ancien combattant.

Par contre, on retrouve dans cette catégorie un titre qui en hérissera plusieurs : *Starship Troopers* de Robert A. Heinlein. Il s'agit d'une histoire qui se déroule dans l'avenir et qui raconte les exploits de soldats appartenant à l'Infanterie mobile (IM), une armée composée d'hommes-blindés, qui livrent une guerre à finir à une race

d'extraterrestres réseautés en collective (imaginez des communistes en costume d'insecte) dont la mission est d'annihiler la terre. Il faut tuer ou être tué dans le contexte d'une guerre désespérée. *Starship Troopers*, qui tient un peu de la campagne de recrutement et un peu de l'extrapolation militaire dans des proportions hautement sophistiquées, est (comme l'indique la *Liste des ouvrages recommandés*) une référence de base des collègues militaires depuis de nombreuses années. On considère souvent ce roman comme le meilleur parmi les premiers ouvrages de Heinlein, car il s'est mérité le prix Hugo du meilleur roman en 1960.

Si ce roman est si bon, pourquoi a-t-on jugé nécessaire d'appeler la fanfare? Le commentaire qui suit le titre en question dans la *Liste* va comme suit : « Le livre est le premier véritable ouvrage de science-fiction militaire. C'est toutefois plus que de la science-fiction, car il y est question de politique, d'organisation militaire et de théorie de la formation<sup>1</sup> » L'auteur de ce commentaire s'excuse presque de la présence de ce titre dans la liste ou, peut-être, défend le choix de cet ouvrage non pas sur la base de son contenu militaire, mais plutôt à cause de son étiquette de science-fiction. Cependant, le besoin de défendre un ouvrage plutôt que de laisser parler sa valeur intrinsèque est inquiétant et, dans le cas qui nous occupe, trompeur.

Le commentaire en question aurait pu être formulé comme suit : L'ouvrage de Heinlein est plus que de la science-fiction parce qu'il traite également de politique, d'organisation militaire et de théorie de la formation, trois éléments essentiellement absents de ce jeune genre littéraire, ce qui élève *Starship Troopers* au-dessus des autres<sup>2</sup>. Même le plus novice des lecteurs de science-fiction réaliserait la fausseté de ce commentaire. Il est rare de trouver des romans plus politiques que *We de Zamyatin* (1924), *Brave New World* de Huxley (1932) ou *Mil neuf cent quatre-vingt quatre* d'Orwell (1949). À ceux qui ne considèrent pas ces dystopies futuristes — bourrées de technologies biologiques, chimiques et des communications de pointe — comme des ouvrages de science-fiction au sens

stricte, je demanderais ce qu'ils pensent des ouvrages de chefs de file plus reconnus dans le genre, comme Walter M. Miller et son *Un cantique pour Leibowitz* (1960); une évaluation étonnante de la nature humaine, de la politique durant la guerre froide et de la doctrine de la destruction réciproque assurée. Ou encore, *Le maître du château* (1962) dans lequel Philip K. Dick, un auteur qui se considère lui-même comme un auteur de science-fiction, nous présente le premier scénario d'une victoire d'Hitler et décrit en détail l'existence d'une Amérique subdivisée entre les nations victorieuses de l'Axe, à l'image de l'Allemagne divisée après la Seconde Guerre mondiale, une situation réelle qu'il manipule à son gré. Heinlein lui-même a probablement été l'auteur de science-fiction le plus didactique de l'histoire sur le sujet de la politique. Les héros libertariens-pionniers de ses romans luttent presque toujours contre un gouvernement envahissant qui exige d'avoir le contrôle de tout ce qu'il supervise. Il serait difficile d'affirmer, même en regard de ce minuscule échantillon, que la science-fiction n'a pas fait de la politique une des cibles de son propos.

Il en va de même des sujets militaires. Il existe toute une sous-catégorie d'ouvrages de science-fiction dont le lectorat partage un intérêt pour les histoires faisant une large place aux combats réalistes dans un environnement futur extrapolé, qu'ils se déroulent au plan tactique ou stratégique. Les œuvres du vétéran de la guerre de Corée, Jerry Pournelle (considéré par certains comme le successeur de Heinlein), sont depuis longtemps la référence pour ceux qui s'intéressent au côté militaire de la science-fiction, y compris les aspects de l'organisation et de la formation. Il est également l'auteur d'un ouvrage n'appartenant pas à la fiction, *The Strategy of Technology* (1970), qui, à l'instar de l'œuvre de fiction de Heinlein, a été utilisé dans les collèges militaires des États-Unis. Cependant, le roman de science-fiction militaire qui a suscité le plus d'éloges et d'intérêt depuis *Starship Troopers* de Heinlein est *La guerre éternelle* de Joe Haldeman (1974). Haldeman a étudié la physique et l'astronomie pendant

trois ans avant de servir comme sapeur durant la guerre du Vietnam. Son roman prend la forme d'une série de nouvelles racontant ses expériences à la guerre (y compris une blessure mortelle qui lui a valu la Purple Heart) et son intérêt pour la science et la politique. *The Forever War* est souvent perçu comme l'antithèse du roman militaire de Heinlein, surtout à cause du cynisme du propos. Il s'agit, en fait, du récit sincère et captivant de l'expérience militaire d'un homme présenté sur le mode de la science-fiction. Voilà donc deux vétérans qui exploitent les modes et les conventions de la science-fiction pour explorer les interactions humaines au combat. Incontestablement, la science-fiction et la chose militaire sont loin d'être mutuellement exclusives.

On pourrait sans doute contester l'affirmation selon laquelle *Starship Troopers* est le premier « véritable » ouvrage de science-fiction militaire, surtout à cause de l'utilisation de l'adjectif « véritable » par l'auteur du commentaire. Pour ce qui est de la littérature de langue anglaise, du moins, Sir George Chesney, avec son roman *Bataille de Dorking* (1871), pourrait sans doute revendiquer la paternité du genre de la science-fiction militaire. Dans son livre, Chesney examine les avancées technologiques et militaires des Allemands durant la guerre Franco/Prussienne et postule la menace d'une éventuelle future invasion de l'Angleterre. Il serait peut-être plus exact de dire que le roman de Heinlein a été le premier roman de science-fiction militaire « moderne », ce qui, de toute façon, correspond probablement à l'intention de l'auteur.

Le commentaire à saveur d'excuses visant *Starship Troopers* est sans doute le reflet de la perception généralement répandue selon laquelle le genre de la science-fiction est le genre des pauvres, une littérature de ghetto, un produit de l'industrie du papier qui ne mérite pas plus d'attention intellectuelle que les contes illustrés « Avengers ». Il y a du vrai dans cette perception, mais on pourrait en dire autant de la plupart de formes d'art populaires. Un sage a un jour affirmé que : « quatre-vingt dix pour cent de tout ce qui existe est sans aucune valeur, humains, objets et idées

confondus, mais les derniers dix pour cent sont inestimables » (traduction). Cette citation est attribuée à Theodore Sturgeon, un des grands auteurs de science-fiction, et il l'utilisait en parlant de son propre genre littéraire. La valeur du genre devrait être fondée sur ses chefs-d'œuvre, pas sur ses navets.

Il est tout de même encourageant de constater qu'on retrouve ne serait-ce que quelques ouvrages de fiction dans la liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada. J'espère que la prochaine version de cette liste aura la même large portée et ne sentira aucune obligation d'excuser les choix professionnels qui y sont faits<sup>3</sup>.

*Note de l'éditeur en chef : Les lecteurs qui ne connaissent pas M. Ridler apprécieront peut-être cette courte présentation. M. Jason S. Ridler est diplômé du programme de maîtrise en Études militaires du Collège militaire*

*royal du Canada et travaillent actuellement comme instructeur dans le cadre des cours du Programme d'études militaires professionnelles pour les officiers du Canada. Parmi ses publications dans le domaine de l'histoire, notons : « Near Disaster: Hong Kong, Korea, and the Lessons of History » (disponible sur le site web de l'ICAD) et « Intervention in the State of Confusion: Third Party Intervention and the Birth of the Latvian Nation. » Praxis: The Occasional Papers of the Royal Military College of Canada (Publié en 2002). M. Ridler a également donné des cours sur la valeur de la littérature fantastique à la Institute for Life Long Learning de l'université Queen, et ses œuvres de fiction ont été publiées dans la revue littéraire The Lamp Post de la C.S. Lewis Society for Southern California's Literary Publication.*



*Qu'en penserait Worthy? Commentaire sur le Corps blindé royal canadien.*

*Le capitaine Steve Giberson, un officier de l'Arme blindée qui travaille au G3 Instruction du 3<sup>e</sup> Groupe de soutien de secteur à Gagetown, au Nouveau-Brunswick, écrit ce qui suit.*

## Jusqu'où peut-on porter un béret noir?

C'est maintenant officiel : la formule « nous vivons à une époque fascinante ou stimulante » est bel et bien usée jusqu'à la corde. Le Corps blindé royal canadien n'a pas su lui non plus éviter ce cliché. Ces dernières années, tous les briefings portant sur l'état de l'Armée de terre dans son ensemble et du Corps blindé en particulier, se terminaient par la même réflexion : le fardeau du succès repose sur les chefs subalternes et sur leur capacité de relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle. En tant que capitaine « pré-Kingston », j'estime faire partie de ce groupe. En tant que professionnel, je suis préoccupé par l'état d'esprit qui semble régner actuellement parmi les membres de ma profession.

Le Corps blindé a récemment participé à de douloureuses discussions portant sur le choix du centre

d'excellence en matière de tir à bord de véhicules. Le débat, qui reposait d'abord entièrement sur la question du contrôle des canons de 25 mm, s'est transformé en une lutte tous azimuts axée sur la quête de l'uniformisation. Sans vouloir sembler réfractaire au courant d'opinion qui préconise la simplicité avant tout, je dois avouer qu'il me semble ironique que le Corps blindé, après avoir dirigé des opérations montées pendant près d'un siècle, cède à l'Infanterie le contrôle des IPO des tourelles à peine quelques heures après l'annonce de l'achat des VBL III. Rien n'illustre mieux ce paradoxe que la dissection des ordres de tir.

Je n'ai pas l'intention de ressasser d'anciens motifs de discorde et de les analyser avec l'avantage tout-puissant que confère le recul. Je dois cependant souligner que la dissection des ordres de tir dans une salle de classe n'a

## NOTES

1. *Liste des ouvrages recommandés de l'Armée de terre du Canada*, Kingston, Ontario : Bureau de l'éditeur de l'Armée de terre, Système de la doctrine et de l'instruction de l'Armée de terre, Septembre 2001 : p. 30.
2. Même si la date de naissance de la science-fiction ne fait pas consensus, la date la plus généralement acceptée est celle de la publication du roman de Mary Shelley intitulé : *Frankenstein* en 1818. Voir Brian Aldiss, *The Billion Year Spree: The True History of Science Fiction*, New York: Schicken Books: 1974.
3. Ceux qui s'intéressent au vaste domaine et au profond impact de la science-fiction sont encouragés à consulter John Clute and Peter Nicholis, *The Encyclopedia of Science Fiction*, London: Orbit, 1999, et Thomas M. Disch, *The Dreams our Stuff is Made of: How Science Fiction Conquered the World*, New York: Touchstone Books, 2000.

rien à voir avec l'effervescence qui accompagne l'engagement d'un objectif lors d'un déplacement. La discussion entourant la désignation du centre d'excellence n'a pas tardé à se transformer en une dispute interminable au sujet des drills de tir à la mitrailleuse de l'Infanterie et de l'Arme blindée et, bien sûr, en une série de débats sur la nature du canon de 25 mm : s'agit-il simplement d'une grosse mitrailleuse ou doit-on l'utiliser comme un canon de char, du moins lorsqu'il s'agit d'engager un objectif. Le commandement « SABOT, BATAILLE, CHAR » peut sembler logique dans le contexte stérile d'un comité de rédaction, mais je crois que le commandement « BATAILLE, SABOT, CHAR » a un effet psychologique plus salutaire sur le canonier. En effet, ce commandement lui signale que l'équipage est en grand danger et qu'il devrait détruire l'énorme objectif ennemi qui emplit le champ de la lunette de visée du système intégré de conduite du tir (IFCS) lorsque la tourelle cesse de pivoter.

Le terme de procédure « BATAILLE » ne désigne pas seulement un repère de visée; en fait, chez un équipage de char, ce terme déclenche un processus de pensée et des réflexes semblables à ceux

qu'évoque le mot « ÉJECTEZ » chez un équipage d'aéronef. Un pilote qui dit « sortez » plutôt qu'« éjectez » transmet le même message, mais il ne suscite pas nécessairement la réaction souhaitée dans les délais voulus. Compte tenu de son respect pour l'histoire, je suppose que le Corps d'infanterie saura reconnaître que les personnes qui ont mené les opérations à bord de véhicules à tourelles au cours des guerres du XX<sup>e</sup> siècle avaient de bonnes raisons d'engager leurs objectifs comme elles le faisaient (même si elles ne se souviennent pas précisément de ces raisons lorsqu'on leur demande de les expliquer en classe). Pour ce qui est de la logique, j'ai de la difficulté à comprendre que le Corps puisse changer ses drills de maniement du canon 105 mm simplement parce que le Corps d'infanterie a davantage de canons 25 mm que lui.

La Force terrestre a maintenant reçu son plan détaillé pour le XXI<sup>e</sup> siècle. Il s'agit d'une force mécanisée (ou, à tout le moins, motorisée) qui, après 2015, ne comptera plus de chars tels que nous les connaissons aujourd'hui. Les défis technologiques touchent tous les corps de la Force terrestre, mais le Corps blindé fait face à un défi particulier du fait qu'il n'a encore trouvé aucun véhicule de remplacement efficace pour le Leopard. Les autres corps, quant à eux, ont tous identifié l'équipement qui formera la base des opérations de guerre terrestre canadiennes au cours du nouveau millénaire (il faut avouer que l'ensemble de cet équipement est fondamentalement lié au VBL III). Les soldats plus futés apprendront à bien utiliser cet équipement malgré les meilleurs efforts des comités de rédaction. Par contre, le Corps blindé ne dispose pas encore de moyens technologiques dont les équipages pourraient d'abord se plaindre, et ensuite apprendre à manœuvrer de manière à anéantir leur objectif. Je soutiens que c'est le Corps lui-même qui est responsable de cette situation.

M'étant moi-même rendu à un centre de recrutement avec l'objectif de devenir un dragon, je suis convaincu que la plus grande faiblesse de notre Corps est justement qu'il n'agit pas comme un corps. Je dois ajouter qu'ayant suivi tout le débat sur la dissolution du système

régimentaire, et en tant qu'éventuel commandant des soldats qui prendront part au prochain conflit majeur, je ne me soucie guère de l'avenir du système régimentaire. Que mon épaulette indique RCD ou 2 CBRC en l'an 2015, cela n'affectera ni mon professionnalisme, ni mon engagement envers la défense du pays. Je ne me préoccuperais pas moins et je n'attendrais pas moins des soldats du 2 CBRC que des dragons. En tant que militaire de carrière, je suis gêné qu'un corps aussi petit que le nôtre ne parvienne pas à présenter une vision commune de son rôle au commandant de l'Armée de terre. Si les régiments sont des enfants et que les insignes de casque sont nos jouets, nous devrions tous savoir jouer sagement ensemble. Sinon, comment peut-on reprocher aux parents de vouloir nous retirer nos jouets?

J'aime être un dragon et, en tant que tel, je me considère comme un professionnel. Cependant, si le fait d'être un membre du RCD signifie que le Canada est moins bien défendu, je serai le premier à retirer mon insigne. Je ne crois pas qu'il faille détruire le système régimentaire pour former un véritable corps blindé; par contre, je crois que nous devons effectivement en former un. C'est là la principale source de frustration parmi les membres de notre confrérie de bérets noirs.

J'ai pu constater que trois différends contribuent à détruire le concept du Corps blindé. Le premier, d'ordre technologique, oppose les blindés lourds aux blindés aéroportables. Le deuxième, d'ordre tactique, oppose l'utilisation des blindés sur le champ de bataille comme chars d'assaut à leur utilisation comme véhicules de reconnaissance. Le dernier, qui oppose des visions divergentes de l'avenir, concerne la rivalité entre la Force régulière et la Réserve d'une part, et entre les régiments d'autre part. Les propositions suivantes reflètent mes propres opinions et visent à susciter une réaction parmi mes supérieurs, mes pairs et mes subordonnés. Nous devons trouver une solution au problème exposé ci-dessus et ce, dès maintenant.

**Technologie.** Un équipement peut être trop léger pour le combat. Partout au monde, le 120 mm représente la

norme en matière de canons de char. Le transport aérien a certainement son attrait, mais à quoi sert de se dépêcher quand on n'a pas suffisamment de puissance de tir pour décimer l'ennemi (et qu'on n'est même pas sur un pied d'égalité avec lui). Notre expérience au Kosovo a prouvé que nos chars jouent un rôle même dans les opérations de maintien de la paix. Seuls les chars peuvent procurer une véritable force dominante de dernier ressort; même les hélicoptères d'assaut en sont incapables. Il n'existe toujours pas d'aéronefs qui soient capables de voler dans toutes les conditions climatiques. Pour l'Armée de terre, les chars sont l'équivalent du porte-avions. Leur présence sur le champ de bataille signale à l'ennemi que nous croyons vraiment à notre mission et que nous sommes décidés à l'exécuter.

**Objectif tactique.** L'Arme blindée est l'arme de combat de la Décision et non du Renseignement. Si nos équipages maîtrisent facilement la reconnaissance montée (compétence qui, selon moi, devrait rester à l'intérieur du Corps), c'est simplement grâce à l'entraînement que nous recevons. Cependant, un corps de reconnaissance n'est pas un corps blindé. Il n'y a qu'une raison de recueillir de l'information sur l'ennemi : le trouver et le détruire. Je défie tout professionnel d'affirmer qu'il existe un système d'arme plus efficace et plus fiable que le char lorsqu'il s'agit de détruire et de faire des ravages. Vous êtes-vous déjà demandé pourquoi on investit tant d'efforts dans l'équipement antiblindé?

**Vision de l'avenir.** Les régiments doivent voir plus loin que leurs insignes de casque et décider comment défendre notre pays activement et solidairement. J'ose espérer que nous avons suffisamment de maturité pour atteindre cet objectif et pour voir à ce que nos uniformes continuent de refléter l'histoire glorieuse de nos unités. Si nous ne sommes pas suffisamment forts pour agir en tant que corps, avec nos insignes respectifs, peut-être avons-nous déjà échoué et devrions-nous céder l'Armée de terre au Corps d'infanterie. Pour ce qui est des questions concernant la Force régulière et la Réserve, les professionnels doivent

décider quelle allure le Corps affichera et comment il accomplira sa mission. Il incombera ensuite aux amateurs de se conformer et d'appuyer cette vision de l'avenir. J'ai vérifié les archives et je peux vous dire qu'on n'a jamais publié un CANFORGEN déclarant que le Corps devait être une institution démocratique.

Puisque le Corps blindé est vraisemblablement désorganisé et que l'Armée de terre va de l'avant sans nous, l'École d'infanterie est devenue, de facto, le centre d'excellence en matière d'opérations montées. Le reste de l'Armée de terre passe devant l'École de l'Arme blindée sans s'y arrêter pour aller

entraîner les soldats aux opérations montées à bord du VBL III. Une génération complète de jeunes chefs fréquentent l'École d'infanterie pour s'initier à l'armée de terre montée du XXI<sup>e</sup> siècle, tandis que nous nous cramponnons fragilement au char d'entraînement C2, transmettant sagement les ordres de tir que nous a enseigné l'Infanterie.

Pour terminer, j'aimerais savoir pourquoi nous renonçons à nos bérets noirs et à la bande jaune sur notre gamelle lorsque nous sommes promu au grade de colonel? Les pilotes ne renoncent pas à leur insigne ailé. Imaginez que l'on ordonne à un

parachutiste de retirer son insigne afin de bien représenter l'ensemble du Commandement de la Force terrestre ou des Forces canadiennes? Le béret noir est à l'homme d'équipage ce que l'insigne ailé est aux pilotes et aux parachutistes. Jusqu'où peut-on porter un béret noir? Au moins, semble-t-il, jusqu'au bout de l'immeuble J-7 à Gagetown.



*Commentaires sur l'article « Le char : le mot tabou de l'Armée de terre canadienne » par le major Lee J. Hammond, Le Bulletin de doctrine et d'instruction de l'Armée de terre, Volume 4, N° 4, Hiver 2001.*

*Voici les commentaires du sous-lieutenant Wade Peters du 3<sup>e</sup> Bataillon, Princess Patricia's Canadian Light Infantry.*

**J**e dois dire que je suis d'accord avec le major Hammond qui croit que le char a toujours sa place dans l'Armée de terre d'aujourd'hui et qu'il en sera encore ainsi dans un avenir prévisible. Le véhicule blindé léger (VBL) tourelle basse, qui est considéré comme le véhicule blindé de combat (VBC), n'a simplement pas la protection ou la puissance nécessaire pour être un véhicule de combat efficace. Il est vulnérable face aux armes antiblindés portables de l'infanterie comme le RPG, que l'on retrouve dans tous les pays du Tiers Monde. Les chars modernes comme le Leclerc et le Challenger 2 possèdent un blindage réactif par explosion (ERA) et un blindage Chobham, ce qui les protège contre les armes antiblindés portables<sup>1</sup>.

Le problème principal, tel que mentionné par le major Hammond dans son article, est que le VBC ne possède pas une puissance de feu suffisante pour se mesurer aux chars modernes. Son canon de 105 mm n'a pas la force de frappe d'un canon de 120 mm. En ajoutant un missile à l'intérieur du tube de l'arme principale (TBM), le VBC aurait la capacité de

faire face aux chars. Le problème qui se pose est le suivant : dans un véhicule blindé de combat (VBC), on ne peut transporter que quelques TBM (en général, de 3 à 5), et les TBM occupent en général plus d'espace dans le compartiment de munitions que les obus normaux. Il serait possible de transporter un plus grand nombre de TBM, mais l'équipage du VBC aurait moins d'obus à sa disposition.

La meilleure solution serait d'acquérir un autre type de char. Le major Hammond propose deux possibilités qui pourraient être satisfaisantes : soit acheter des chars provenant des surplus d'autres armées, comme les M-1 ou les Leopard 2, soit acheter des nouveaux chars comme le Leclerc français. Acquérir des Leclerc est peut-être la meilleure solution, car ceux-ci sont dotés d'un autochargeur, ce qui permet de réduire l'équipage de quatre à trois membres<sup>2</sup>. Quand on sait que l'Armée de terre a des difficultés à trouver des effectifs et à les garder, le fait de réduire l'équipage de quatre à trois membres est avantageux. En effet, cela permet d'attribuer les effectifs supplémentaires à d'autres véhicules ou à d'autres tâches.

L'Armée de terre semble destinée, pour des raisons politiques, à posséder des VBC dans ses régiments blindés. Les groupes-brigades, dans un avenir rapproché, auront soit des combinaisons d'escadrons de chars et d'escadrons de VBC dans leur régiment blindé, ou bien les régiments blindés seront entièrement formés d'escadrons de VBC. Les VBL VBC sont produits par General Motors Canada. On comprend donc qu'il y a d'importantes raisons politiques et économiques qui poussent à choisir ce type de véhicule comme VBC au sein de l'Armée de terre. En outre, cette dernière utilise déjà des VBL transports de troupes blindés (TTB), et il serait logique d'avoir des VBC conçus à partir du même véhicule. Toutefois, il y a une autre possibilité pour ce qui est du choix d'un VBC.

On devrait choisir comme VBC le char léger CV 90120 suédois de Hagglunds. Ce véhicule chenillé est présentement en voie de conception en Suède et devrait être disponible bientôt. Le CV 90120 est conçu à partir du véhicule de combat d'infanterie CV 90 présentement utilisé dans l'Armée suédoise<sup>3</sup>.

Je pense que le CV 90120 est un meilleur choix de VBC que le VBL tourelle basse en raison de sa puissance de feu. En effet, le CV est doté d'un canon de char compact à âme lisse de calibre 50, 120 mm, ayant la capacité de tirer des obus à sabot et à explosif brisant antichar (HEAT). Le canon de 120 mm a la capacité de mettre hors

combat des chars comme le T-80, tandis que le VBL tourelle basse ne peut y arriver sans TBM. Le CV possède un chargeur semi-automatique et, en voie de conception, un système de chargement entièrement automatique. Le CV, comme le VBL tourelle basse, fonctionne avec un équipage de trois personnes. Quatre soldats ou des munitions de 120 mm additionnelles peuvent être transportés à l'arrière du CV. De plus, le CV 90120 est équipé d'une mitrailleuse coaxiale de 7,62 mm et peut transporter 50 obus de 120 mm<sup>4</sup>.

Le CV et le VBL tourelle basse ont à peu près la même dimension. Tous les deux possèdent le même type de protection de blindage : protection frontale contre les obus perforants de

30 mm; protection tous azimuts contre les obus perforants de 12,7 mm. Le CV est chenillé et pèse 25 000 kg. Le poids du VBL tourelle basse, qui est à rails, est moins important : environ 19 000 kg<sup>5</sup>. Cependant, le CV est assez léger pour jouer le rôle d'un VBC. Le principal avantage du CV 90120 est que son canon de 120 mm possède la puissance de feu qui fait défaut au VBL tourelle basse.

Bien que les chars aient toujours leur place dans l'Armée de terre, il semble inévitable que l'on adopte un VBC dans le corps blindé. Il semble que le VBL tourelle basse soit le choix de l'Armée de terre en tant que VBC à cause de sa compatibilité avec les VBL déjà en service dans l'Armée et parce

qu'il est fabriqué au Canada. Le désavantage du VBL tourelle basse est que son canon principal de 105 mm ne lui confère pas la capacité de faire face aux nombreux types de chars modernes, à moins d'utiliser un TBM. Par conséquent, si l'Armée de terre maintient le concept du VBC, elle devrait choisir le CV 90120 et non le VBL tourelle basse.



#### NOTES

1. Jane's Armour and Artillery 2000-2001.
2. Idem.
3. Idem.
4. Idem.
5. Idem.



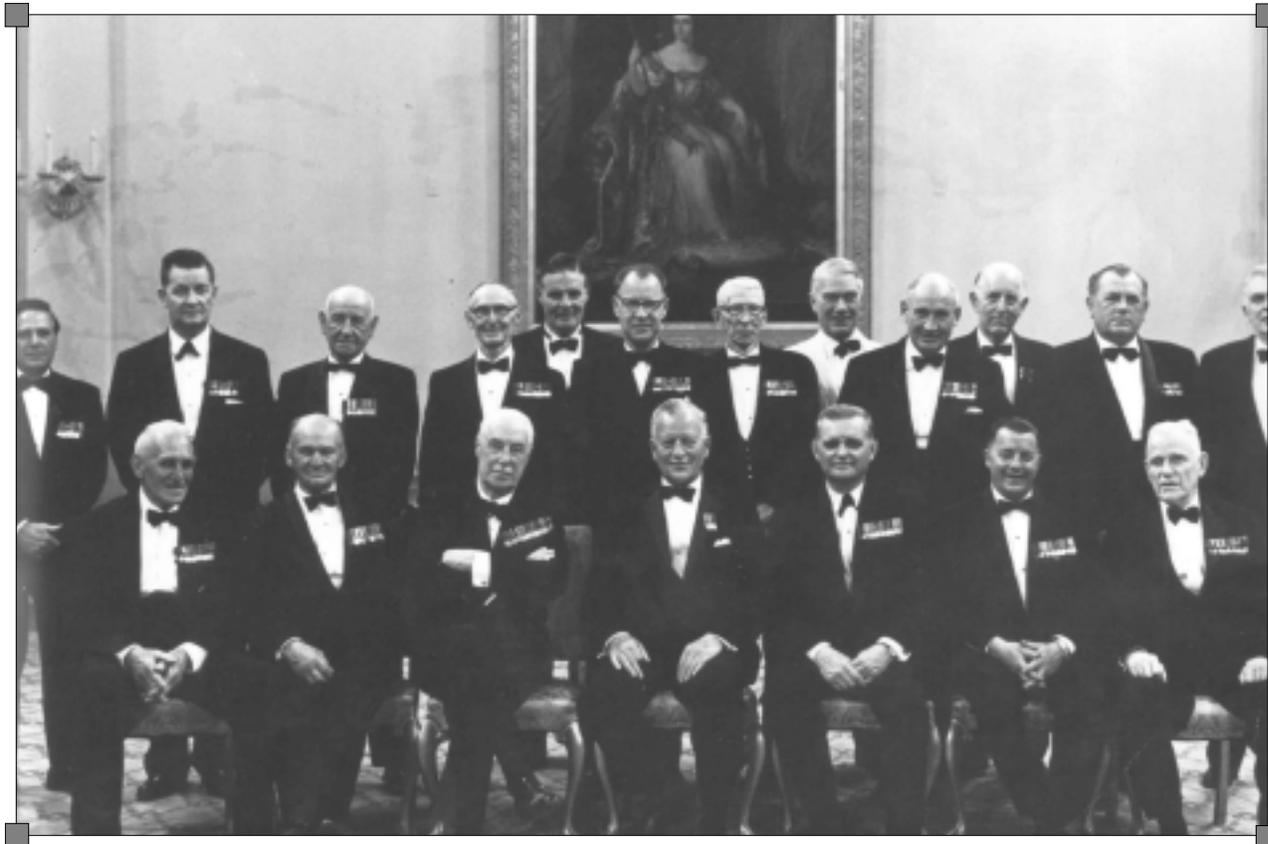
Les Coyotes de l'escadron de reconnaissance du LdSH(RC) à l'aéroport de Kandahar après leur arrivée, le 3 février 2002. Photo prise avec un appareil photo de combat DGAP/J5AP par le capt Dale MacEachern

# Récipiendaires de la Croix de Victoria et de la Croix de Georges

Récipiendaires de la Croix de Victoria et de la Croix de Georges avec le gouverneur général Roland Michener à la suite d'un dîner tenu en leur honneur à la résidence du gouverneur général à Ottawa, le 16 juin 1967.

Depuis sa fondation en 1856, un nombre de 1 351 Croix de Victoria ont été remises, incluant trois barrettes ou secondes distinctions. Quatre-vingt-quatorze distinctions ont été remises à des Canadiens ou sont associées au Canada. La Croix de Georges a été créée en 1940 et dix de ces dernières ont été remises à des Canadiens.

De ces récipiendaires, E.A. « Smoky » Smith, lauréat canadien de la Croix de Victoria, est le seul qui vit encore aujourd'hui.



### Première rangée, de gauche à droite

Frederick Harvey, Raphael Zengel, Son Honneur George R. Pearkes, le gouverneur général Michener, Paul Triquet, E.A. « Smokey » Smith, B. Handley Geary.

### Rangée arrière, de gauche à droite

Ernest Frost, D.V. Currie, John Mahony, Norman Mitchell, F.A. Tilston, A.D. Ross, Thomas Dineson, le rév. John Foote, J.M. Patton.

*Messieurs Frost, Ross, Patton sont des récipiendaires de la Croix de Georges; les autres ont reçu la Croix de Victoria.*